

Communes de
MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE

**Plan de Prévention
des Risques Technologiques
TITANOBEL à MOUTIERS**

- ▣ **NOTE DE PRESENTATION**
- ▣ **DOCUMENTS GRAPHIQUES**

SOMMAIRE DE LA NOTE DE PRESENTATION

1. INTRODUCTION	3
1.1. LA PRÉVENTION DU RISQUE TECHNOLOGIQUE POUR LES ÉTABLISSEMENTS AS (SEVESO SEUIL HAUT) ..3	
1.1.1. Maîtrise des risques à la source	3
1.1.2. Maîtrise de l'urbanisation	3
1.1.3. Plans d'urgence	3
1.1.4. Information et concertation du public	3
1.2. L'ÉLABORATION DU PPRT POUR L'ÉTABLISSEMENT TITANOBEL	3
2. LE CONTEXTE TERRITORIAL	4
2.1. PRÉSENTATION DU SITE TITANOBEL ET DE LA NATURE DES RISQUES	4
2.1.1. La société TITANOBEL	4
2.1.2. Localisation du site	4
2.1.3. Détermination des risques générés par les installations de la société TITANOBEL : l'étude de dangers et ses compléments	5
2.1.4. Type d'effet susceptible de se produire chez TITANOBEL	5
2.1.5. Démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR)	6
2.1.6. Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT	6
2.2. LES CONDITIONS ACTUELLES DE PREVENTION DU RISQUE SUR LE SITE TITANOBEL À MOUTIERS	6
2.2.1. Maîtrise des risques à la source	7
2.2.2. Plans d'urgence	7
2.2.3. Information des citoyens	7
2.2.4. Mesures de maîtrise de l'urbanisation	7
2.3. LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE INTERCOMMUNAL	7
3. LA JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT	8
3.1. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRT	8
3.2. LE PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE	8
> CARTOGRAPHIE DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE	9
4. LES ETUDES TECHNIQUES	10
4.1. LE MODE DE QUALIFICATION DE L'ALEA	10
> TABLEAU DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX RETENUS	11
> CARTOGRAPHIE DES ALÉAS	13
4.2. LA DESCRIPTION DES ENJEUX	14
4.2.1. Qualification de l'urbanisation dans le périmètre d'étude	14
4.2.2. Lieux de concentration du public et infrastructures	15
4.2.3. Estimation globale de la population exposée	15
> CARTOGRAPHIE DES ENJEUX	16
> CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DE MOUTIERS	19
> CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DE VALLÉROY	20
> CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DE MOINEVILLE	21
> CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS D'AUBOUE	22
4.2.4. Superposition des aléas et des enjeux – Investigations complémentaires	23
> CARTOGRAPHIE DE LA SUPERPOSITION DES ALÉAS ET DES ENJEUX	24
4.2.5. Superposition des aléas technologiques et du zonage définis dans le Plan de Prévention des Risques Miniers	25
> CARTOGRAPHIE DE LA SUPERPOSITION DES ALÉAS TECHNOLOGIQUES ET DU ZONAGE DÉFINI DANS LE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERS	26
5. LES MODES DE PARTICIPATION AU PPRT	27
5.1. LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉS A L'ELABORATION DU PPRT	27
5.2. LES MODALITÉS DE LA CONCERTATION DU PPRT	28
6. LA PHASE DE STRATEGIE DU PPRT	30
6.1. ZONAGE BRUT ET ORIENTATIONS DU GUIDE MÉTHODOLOGIQUE	30
> PLAN DE ZONAGE BRUT	31
6.2. LES CHOIX STRATÉGIQUES	33
6.2.1. Prescriptions pour les nouveaux projets	36
6.2.2. Recommandations sur les constructions et installations existantes	36
7. AVIS FORMULÉS PAR LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉES – BILAN DE LA CONCERTATION	37
8. L'ENQUÊTE PUBLIQUE	37
9. LE PPRT DE TITANOBEL À MOUTIERS	43
9.1. LE PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE	43
9.2. LE PÉRIMÈTRE D'EXPOSITION AUX RISQUES	43
9.3. LA DÉLIMITATION DES ZONES RÉGLEMENTAIRES	43
> PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE	44
9.4. LE RÈGLEMENT	45
ABREVIATIONS	46
DEFINITIONS	47
ANNEXES	ERREUR ! SIGNET NON DÉFINI.

1. INTRODUCTION

1.1. LA PRÉVENTION DU RISQUE TECHNOLOGIQUE POUR LES ÉTABLISSEMENTS AS (SEVESO SEUIL HAUT)

La France compte environ 500.000 établissements relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Ce classement est en fonction de l'activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais...) stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.

Les installations qui présentent les dangers les plus forts sont soumises au régime d'Autorisation avec Servitudes (AS) et relèvent également de la directive SEVESO II. Elles sont donc appelées établissement AS, SEVESO seuil haut.

La politique de prévention des risques technologiques, se décline, pour ces installations, selon quatre volets :

1.1.1. Maîtrise des risques à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source ; la sécurité se jouant d'abord au sein des entreprises.

Des prescriptions complémentaires de maîtrise des risques sont régulièrement imposées aux exploitants afin de réduire les risques à un niveau aussi bas que possible compte-tenu des dernières connaissances et des meilleures technologies disponibles.

1.1.2. Maîtrise de l'urbanisation

Elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP)...

Cependant, ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

C'est pourquoi, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations AS, SEVESO seuil haut, ces PPRT vont non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également résorber les situations difficiles héritées du passé par le délaissement et l'expropriation de biens existants. Les PPRT ont pour objectif de protéger les personnes et non les biens.

1.1.3. Plans d'urgence

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans d'urgence pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne du ressort de l'exploitant : POI, Plan Particulier d'Intervention du ressort des pouvoirs publics : PPI).

1.1.4. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différents dispositifs de concertation et d'information sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) constituent des lieux de débat et d'échange sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés).

Parallèlement, préfets et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est soumis et les sinistres qu'il a subi dans le passé.

1.2. L'ÉLABORATION DU PPRT POUR L'ÉTABLISSEMENT TITANOBEL

Établissement soumis à Autorisation avec Servitudes (SEVESO seuil haut), l'établissement TITANOBEL à MOUTIERS, est soumis à l'ensemble des obligations ci-dessus et doit donc faire l'objet d'un PPRT.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour le site TITANOBEL à MOUTIERS a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription n° 2007-626 du 8 octobre 2007 (Annexe 5A).

La présente note de présentation a pour objectif d'expliquer et de justifier la démarche d'élaboration du PPRT et le contenu de ce plan. Elle accompagne le règlement, le plan de zonage réglementaire et les recommandations.

2. LE CONTEXTE TERRITORIAL

2.1. PRÉSENTATION DU SITE TITANOBEL ET DE LA NATURE DES RISQUES

2.1.1. La société TITANOBEL

La Société TITANOBEL implantée sur le territoire de la commune de MOUTIERS exploite des installations de fabrication et stockage de produits explosifs.

Les produits explosifs fabriqués sont constitués de nitrate d'ammonium et de fuel.

Ces produits ainsi que d'autres explosifs civils en provenance des différentes unités de fabrication de la société sont stockés sur le site de MOUTIERS dans deux dépôts distincts physiquement. Ces explosifs sont ensuite réexpédiés pour utilisation.

Cette société exploite ces installations depuis 1986. L'effectif est de 7 personnes.

Situation géographique

Les installations sont implantées dans le bois « Saint Martin », sur la commune de MOUTIERS, à l'est de la RN 103.

L'environnement est essentiellement agricole et forestier. Les zones habitées les plus proches sont les communes de MOUTIERS, AUBOUE, VALLEROY et MOINEVILLE.

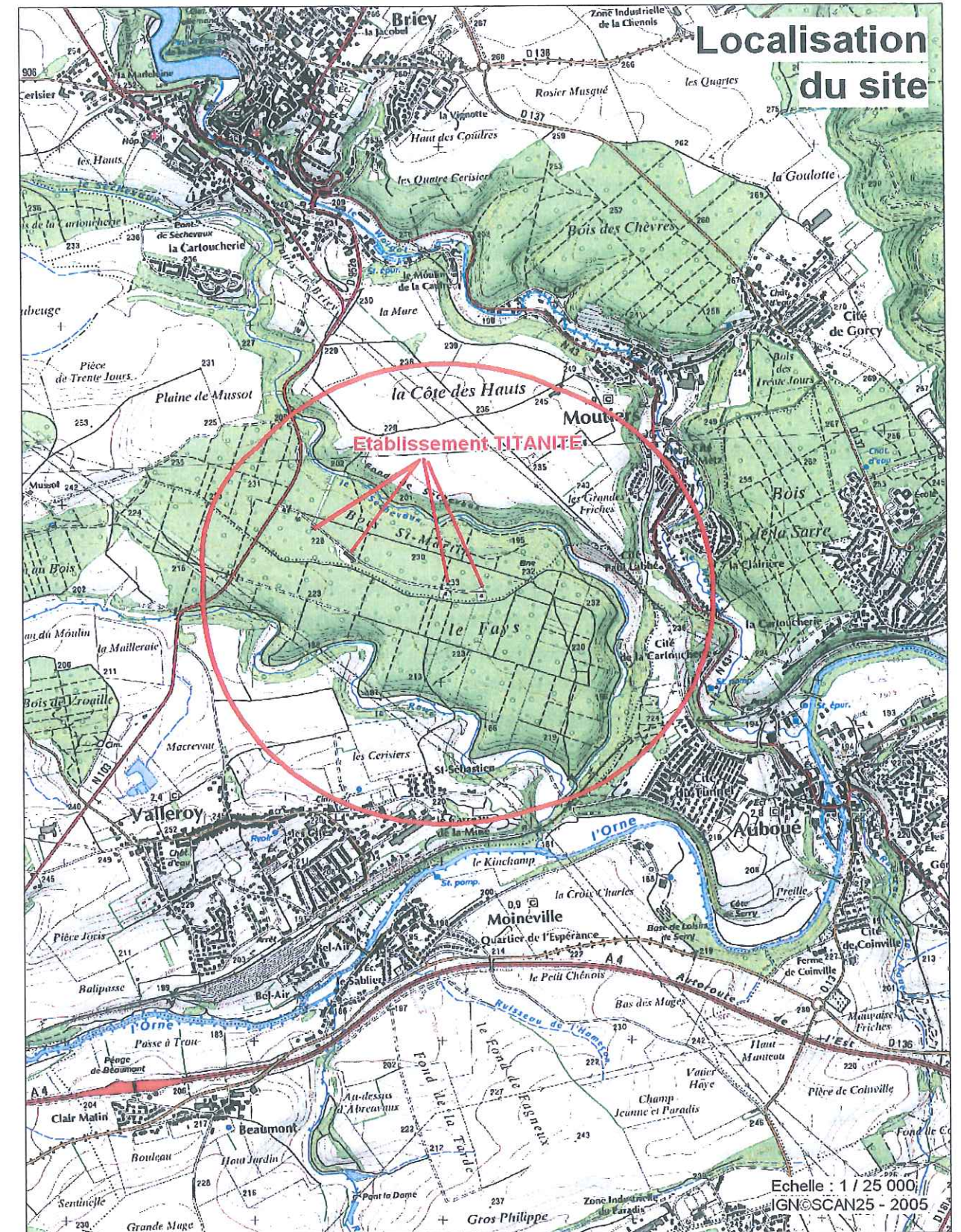
Le site comporte :

- un dépôt de produits explosifs (D1) de 25 tonnes,
- un dépôt de produits explosifs (D2) de 21,5 tonnes.
- un dépôt de détonateurs (D3) de 25 kg maximum,
- un stockage de fuel domestique de 20 m³,
- un stockage de nitrate d'ammonium technique de 80 tonnes,
- un atelier de fabrication de nitrate-fuel,

Situation administrative de la société

Actuellement, le dépôt est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié.

2.1.2. Localisation du site



2.1.3. Détermination des risques générés par les installations de la société TITANOBEL : l'étude de dangers et ses compléments

La dernière étude de dangers de ce site, qui datait de mai 2002, complétée le 23 août 2004 et le 14 janvier 2005, ne répondait pas aux exigences de la loi du 30 juillet 2003, de l'arrêté PCIG (Probabilité, Cinétique, Intensité et Gravité) du 29 septembre 2005 et de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié nécessaires à l'engagement du PPRT.

Des compléments d'étude de dangers ont été remis à l'administration en plusieurs phases suite aux remarques de l'inspection des installations classées et prescriptions préfectorales. L'exploitant a ainsi fourni différents compléments à l'étude de dangers initiale dont les principales étapes figurent dans le tableau ci-dessous.

Demande ou prescription de l'administration	Date de réponse de l'exploitant	Contenu de la réponse de l'exploitant
Arrêté préfectoral du 13 mars 2006	28 mars 2006	<ul style="list-style-type: none"> - prise en compte de la probabilité, de la cinétique, de l'intensité des phénomènes dangereux - prise en compte du risque minier en tant qu'événement initiateur
Courrier DRIRE du 8 juin 2006	30 août 2006	<ul style="list-style-type: none"> - calcul de la gravité des accidents potentiels (comptage des personnes dans les zones d'effets) - prise en compte des phénomènes d'explosion quasi-simultanée entre un camion et un dépôt d'explosifs - complément sur l'aspect minier
Courrier DRIRE du 13 novembre 2006	20 novembre 2006	<ul style="list-style-type: none"> - prise en compte les mesures organisationnelles permettant d'éviter les phénomènes d'explosion quasi-simultanée entre un camion et un dépôt d'explosifs - justification de la probabilité $E^{(1)}$ pour la détonation simultanée entre un camion de livraison de 16 tonnes et d'un dépôt d'explosifs - justification de la méthode de comptage des personnes exposées dans les différentes zones de dangers

Arrêté Préfectoral du 13 janvier 2007	28 mars 2007	<ul style="list-style-type: none"> - étude exhaustive des phénomènes de l'explosion quasi-simultanée des charges d'explosifs fixes et mobiles - étude technico-économique de réduction à la source de ces risques
Demande DRIRE du 13 avril 2007	Courriel du 18 avril 2007	- éléments de précision sur l'étude remise le 28 mars 2007

⁽¹⁾ : E = classe de probabilité la plus faible : $<10^{-5}/an$

Remarque concernant l'aspect minier : Le site de TITANITE se situe en partie sur une zone d'aléa affaissement progressif. Les études de l'exploitant démontrent, sur la base des connaissances minières actuelles, qu'un affaissement entraînerait une déformation du bâtiment de stockage mais ne générerait pas d'explosion des produits explosifs stockés.

A la suite de ces échanges, tous les phénomènes dangereux représentatifs des risques susceptibles de survenir chez TITANOBEL à MOUTIERS sont caractérisés en probabilité, cinétique, intensité et gravité.

2.1.4. Type d'effet susceptible de se produire chez TITANOBEL

Sur le site exploité par la Société TITANOBEL à MOUTIERS, seuls les effets de surpression dynamique, dus au stockage et à la fabrication de produits explosifs, sont susceptibles de produire un accident majeur.

Les effets de surpression dynamique peuvent provoquer des lésions aux tympans, aux poumons, la projection de personnes à terre ou sur un obstacle, l'effondrement des structures sur les personnes, des blessures indirectes, L'effet de projection (impact de projectile) est une conséquence possible directe de l'effet de surpression dynamique.

Les seuils réglementaires à prendre en compte sont résumés dans le tableau suivant :

Effets sur les personnes	Onde de surpression (mbar) Seuils de l'arrêté ministériel du 29/09/05
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme	20
Seuil des effets irréversibles correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine (SEI)	50
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine (SEL), soit la possibilité de décès pour 1% des personnes exposées	140
Seuil des premiers effets létaux correspondant à la zone des dangers très graves pour la vie humaine (SELS), soit la possibilité de décès pour 5% des personnes exposées	200

A noter que ces seuils correspondent tous à des effets indirects pour les personnes exposées par, suivant le niveau de surpression, chutes ou impacts d'objets, d'éléments de construction, de projection au sol ou sur un obstacle, etc., et non à des effets directs de surpression : l'éclatement des poumons survient en effet pour des surpressions de plusieurs centaines de mbar.

2.1.5. Démarche de Mesures de Maîtrise de Risques (MMR)

La démarche de Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) pour le site TITANOBEL, qui a fait l'objet du rapport de l'inspection des installations classées n° 070145R2.EP du 7 juin 2007, a eu pour objectif de réduire les risques à la source à un niveau aussi bas que possible et à un coût économiquement acceptable avant d'engager le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT).

En plus des mesures de maîtrise des risques déjà en place sur le site, à savoir notamment :

- la limitation des quantités stockées/suivi des stocks,
- la séparation physique des masses d'explosifs par mesures constructives (éloignement des dépôts, bunker autour de la zone de mélange de fabrication du nitrate-fuel...),
- les procédures du système de gestion de la sécurité (mesures organisationnelles de chargement/déchargement des camions, de réception des véhicules à l'entrée du site...),
- la formation du personnel....,

La démarche MMR a conclu qu'il serait souhaitable de mettre en place une mesure complémentaire de maîtrise des risques. Il s'agit de la réalisation de la 4^{ème} face du merlon entourant les dépôts D1 et D2 pour éviter la détonation quasi-simultanée d'un dépôt et d'un camion.

Cette mesure complémentaire a été prescrite à l'exploitant par arrêté préfectoral du 7 août 2007. Elle réduit l'enveloppe maximale des effets de suppression antérieure.

Par ailleurs, la clôture des zones de dangers très graves pour la vie humaine, qui ne résulte pas de la seule initiative de l'exploitant, améliorerait la sécurité des promeneurs. Il serait souhaitable de rechercher un consensus en ce sens entre les différents protagonistes (Maires, Office National des Forêt, propriétaires, exploitant).

2.1.6. Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT

A la suite de cette démarche, la liste des phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du PPRT est listée dans le tableau suivant :

Numéro	Origine	Phénomène dangereux
1	Atelier	Détonation dans la vis de mélange Nitrate-Fioul - 73,5 Kg max.
2	Dépôt D1	Détonation du dépôt d'explosif, D1, de 25 Tonnes max.
3	Dépôt D2	Détonation du dépôt d'explosif, D2, de 21,5 Tonnes max.
4	Dépôt D1	Détonation d'un camion de livraison de 6 Tonnes max. au niveau du dépôt D1
5	Dépôt D2	Détonation d'un camion de livraison de 6 Tonnes max. au niveau du dépôt D2
6	Atelier	Détonation dans l'atelier de la palette en cours et des quatre autres palettes en attente – 5 Tonnes max.
7	Dépôt D3	Détonation du dépôt de détonateurs, D3, de 25 Kg max.
8	Dépôt D1	Détonation d'un camion logistique de 16 Tonnes max. au niveau du dépôt D1
9	Dépôt D2	Détonation d'un camion logistique de 16 Tonnes max. au niveau du dépôt D2
10	Atelier	Détonation dans l'atelier de la palette en cours, des quatre autres palettes en attente et de la trémie – 5,450 T max.

Aucun phénomène dangereux, figurant dans l'étude de dangers complétée, n'a été écarté pour l'élaboration de la carte des aléas du PPRT de TITANOBEL à MOUTIERS.

Les principaux risques présentés par l'établissement sont liés au stockage, à la manutention et à la fabrication de produits explosifs.

Concernant le dépôt de nitrate d'ammonium technique de 80 tonnes exploité par la société TITANOBEL (non classé dans la nomenclature des installations classées), nous signalons que ce produit n'est pas « étiqueté » explosif. Sur le site de la société TITANOBEL à MOUTIERS, ce produit est stocké uniquement en big-bags dans un local couvert et aéré sur une aire béton surélevée. Compte tenu de ces caractéristiques, l'étude de dangers réalisée par l'exploitant n'identifie pas de risque majeur qui pourrait être généré par ce dépôt.

2.2.LES CONDITIONS ACTUELLES DE PREVENTION DU RISQUE SUR LE SITE TITANOBEL À MOUTIERS

Le risque technologique est constitué de trois composantes :

- l'intensité des phénomènes dangereux ;
- la probabilité d'occurrence de ces phénomènes dangereux ;
- la vulnérabilité des enjeux pouvant être impactés par ces phénomènes dangereux.

Gérer le risque technologique, c'est donc agir sur l'un de ces trois éléments avec, d'un point de vue global, plusieurs types de mesures complémentaires :

➤ la maîtrise du risque à la source permettant d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte tenu de

l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

- Les plans d'urgence ayant pour objectif, quand le phénomène se déclenche, y compris en cas de très faible probabilité, de prévenir et de protéger les populations et de gérer les moyens d'intervention et les secours.
- l'information des citoyens leur permettant de prendre certaines décisions comportementales pour mieux réagir en cas de crise.
- la maîtrise de l'urbanisation, consistant à limiter les enjeux exposés au danger.
-

2.2.1. Maîtrise des risques à la source

Concernant le site TITANOBEL à MOUTIERS, ce sujet est traité au paragraphe 2.1.5 du présent document.

2.2.2. Plans d'urgence

La société TITANOBEL dispose d'un Plan d'Opération Interne (POI) à jour, opérationnel et régulièrement testé. Il a été mis à jour le 23 janvier 2006.

Ce dernier doit permettre à l'exploitant de gérer les situations pour lesquelles les effets liés à certains phénomènes dangereux ne sortent pas des limites de l'établissement.

Pour les situations présentant un risque pour les personnes situées à l'extérieur de l'emprise foncière de l'établissement, un Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été élaboré par la préfecture en janvier 2002.

2.2.3. Information des citoyens

L'information préventive des populations sur les risques majeurs est tout d'abord réalisée par l'élaboration de différents documents dont notamment le Dossier Départemental des Risques Majeurs de Meurthe-et-Moselle, élaboré en 2005 et destiné à sensibiliser les responsables et les acteurs des risques majeurs. Il fait état du risque industriel sur les communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE.

Pour compléter ce dispositif, un Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) a été créé par arrêté préfectoral du 18 mai 2005, modifié par celui du 23 janvier 2006. Ces arrêtés figurent en annexe.

La société TITANOBEL a également informé les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site de MOUTIERS et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.

Par ailleurs, conformément à l'article L 125-5 du code de l'environnement, l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires des biens situés dans le périmètre d'étude prévu par l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007 s'applique sur l'ensemble des communes. Cet arrêté ainsi que les dossiers communaux d'information sont consultables sur

le site internet de la préfecture et de la Direction Départementale de l'Équipement de Meurthe-et-Moselle.

2.2.4. Mesures de maîtrise de l'urbanisation

Recommandées aux collectivités territoriales en charge de l'urbanisme depuis de nombreuses années par les services de l'état, elles permettent de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux.

Les différents outils suivants permettent de remplir cet objectif :

- Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou Plan d'Occupation des Sols (POS),
- Projet d'Intérêt Général (PIG),
- Servitude d'Utilité Publique (SUP).

Mais, ces outils remplissent uniquement un objectif d'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque.

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme communaux (POS ou PLU), les zones de danger ont été portées à connaissance des communes le 10 janvier 2000 sur la commune de Valleroy, le 26 janvier 2006 sur la commune d'Auboué, le 25 juillet 2006 sur la commune de Moutiers.

Les documents d'urbanisme actuellement opposables sur ces communes prennent en compte les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 septembre 1999 qui définissait les zones de danger.

Remarque : Les outils existants sur les quatre communes concernées par ce PPRT sont développés au paragraphe sur la DESCRIPTION DES EUJEUX.

C'est pourquoi la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) afin de compléter la mise en œuvre de ce volet « maîtrise de l'urbanisation » de la politique de prévention du risque industriel autour des sites soumis à autorisation avec servitudes et classés SEVESO seuil haut. Ces PPRT ont pour but non seulement de mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces sites à risque existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé.

Le PPRT a pour objectif de protéger les personnes et non les biens.

Il constitue un élément du dispositif d'ensemble fondé sur la maîtrise du risque à la source assurée en amont par la procédure installation classée et en intégrant en aval la mobilisation des secours dans le cadre du Plan Particulier d'Intervention (PPI).

2.3. LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE INTERCOMMUNAL

L'entreprise TITANOBEL est implantée sur le territoire communal de MOUTIERS dans une zone naturelle à l'écart des zones urbanisées. Les risques potentiels qu'engendre cette activité concernent outre MOUTIERS trois autres communes : MOINEVILLE, VALLEROY, AUBOUE.

Le périmètre d'étude couvre une superficie de 5,47 km².

La population de ces communes était selon les différents recensements respectivement de 2702 habitants pour AUBOUÉ (année 2005), 1048 habitants pour MOINEVILLE (année 2005), 1903 habitants pour MOUTIERS (année 1999) et 2296 habitants pour VALLEROY (année 1999).

Ces communes se trouvent dans le Nord du département de la Meurthe-et-Moselle communément appelé Pays Haut. Elles font partie de l'EPCI du pays de l'Orne et elles ont été fortement marquées par l'arrêt de l'exploitation minière et la crise sidérurgique. Elles subissent aujourd'hui de fortes contraintes en matière d'occupation du sol compte-tenu de la présence d'aléas miniers et d'inondations sur leur territoire.

A ce titre, il convient de signaler que des PPR miniers et inondations sont en cours d'élaboration sur les quatre communes.

3. LA JUSTIFICATION DU PPRT ET SON DIMENSIONNEMENT

3.1. LES RAISONS DE LA PRESCRIPTION DU PPRT

Conformément à l'article L. 515-15 et R. 515-39 du code de l'environnement, l'Etat doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes, susceptible d'engendrer des phénomènes dangereux ayant des effets à l'extérieur des limites du site.

La Société TITANOBEL sise à MOUTIERS est soumise à autorisation avec servitudes (AS) au titre de la rubrique n°1311 de la nomenclature des installations classées pour ses activités de stockage de produits explosifs. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié.

Les activités exercées sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques	Régime
1311-1	Poudres, explosifs et autres produits explosifs (stockage de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1- Supérieure à 10 tonnes de matière active	D1 : 25 tonnes D2 : 21,5 tonnes D3 : 25 kg	A S
1310-2-b)	Poudres, explosifs et autres produits explosifs (fabrication, conditionnement, chargement, encartouchage, mise en liaison pyrotechnique ou électrique des pièces d'artifice (en dehors des opérations effectuées sur le site de tir), essais d'engins propulsés, destruction de matières, munitions et engins sur les lieux de fabrication) 2- Autres, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) inférieure ou égale à 10 tonnes	Atelier de fabrication de nitrate de fuel Zone A : 0 kg Zone B : 73,5 kg Zone C : 5 450 kg	A

1180-1	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles 1- Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 litres de produits	/	D
2925	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	/	D
1330-1	Dépôt de nitrate d'ammonium ne répondant pas aux spécifications de la norme NF 42-001	Dépôt de 80 tonnes	NC

A : Autorisation S : Servitude d'utilité publique D : Déclaration NC : Non Classée

Par conséquent, un PPRT doit être élaboré autour de cet établissement.

Le PPRT, de par les mesures qu'il prescrit, tant sur les bâtiments existants que sur l'urbanisation à venir, doit permettre de garantir que les occupations et utilisations du sol, pouvant être touchées par les effets des phénomènes dangereux susceptibles de survenir chez TITANOBEL à MOUTIERS, sont compatibles avec le niveau d'aléa.

Le PPRT, une fois approuvé, vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des Maires des communes situées dans le périmètre du PPRT en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme et est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code.

En l'absence d'un PLU, le PPRT s'applique seul, sous réserve d'avoir fait l'objet des mesures de publicité prévues aux articles R. 515-39 à R. 515-50 du Code de l'Environnement, relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques (Annexe 2).

3.2. LE PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE

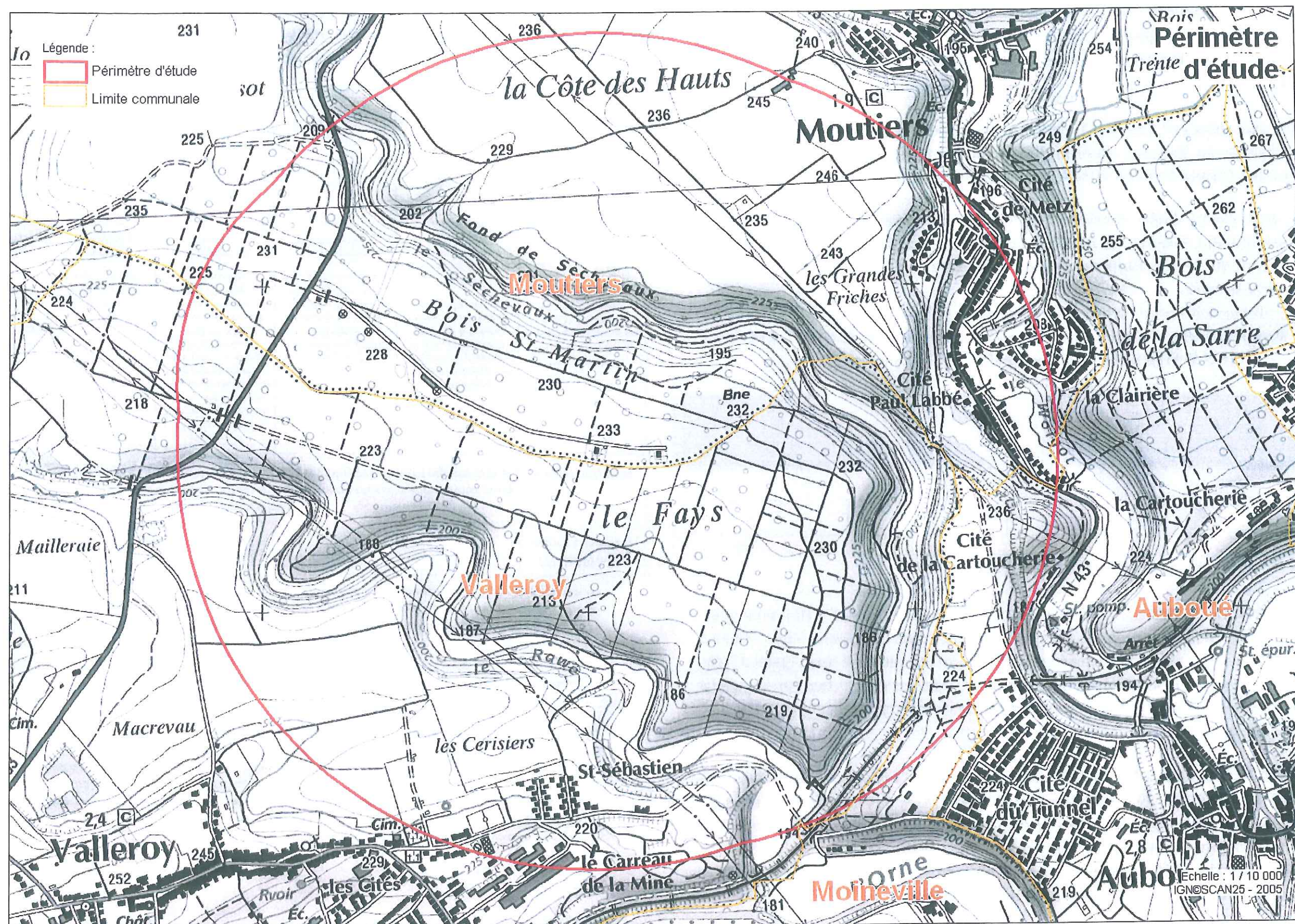
Le périmètre d'étude du PPRT est défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'exploitant, sauf exclusions justifiées de certains d'entre eux. Il est confondu avec le futur périmètre d'exposition aux risques, c'est à dire le périmètre réglementé par le PPRT. Aucun phénomène dangereux n'a été exclu pour le cas de TITANOBEL à MOUTIERS. Ainsi, les termes "périmètre d'étude" et "périmètre d'exposition aux risques" sont utilisés indifféremment dans la suite du dossier.

Concernant le site TITANOBEL à MOUTIERS, les phénomènes dangereux donnant les zones d'effets les plus importantes sont les explosions de chaque dépôt d'explosifs.

Le périmètre d'étude, pris en compte pour la mise en place du PPRT autour du site de TITANOBEL, englobe ainsi l'enveloppe de tous les aléas étudiés dans le cadre du PPRT. Il est représenté à la page suivante.

Ce périmètre concerne une partie du territoire des communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUÉ.

► CARTOGRAPHIE DU PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE



4. LES ETUDES TECHNIQUES

4.1. LE MODE DE QUALIFICATION DE L'ALEA

L'aléa technologique est une composante du risque industriel. Il désigne la probabilité qu'un phénomène dangereux produise, en un point donné du territoire, des effets d'une intensité physique définie.

La détermination des aléas (cf. DEFINITIONS), retenus pour la maîtrise de l'urbanisme, sur la base de l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, résulte de l'analyse de ce dernier document par l'inspection des installations classées (DRIRE).

L'identification d'un niveau d'aléa consiste à attribuer, en chaque point inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, un des 7 niveaux d'aléas définis ci-après pour chaque type d'effet, à partir du niveau d'intensité des effets attendus en ce point et du cumul des probabilités d'occurrence.

Les sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : Très Fort plus (TF+), Très Fort (TF), Fort plus (F+), Fort (F), Moyen plus (M+), Moyen (M), Faible (Fai). Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexe 3).

Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)
Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D	SE à D	<SE	>D <D
Niveau d'Aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai			

Echelle des niveaux d'aléas

Ainsi, à titre d'illustration, l'attribution d'un niveau d'aléa Très Fort 'plus' (TF+) à un point donné du périmètre d'exposition aux risques signifie que ce point est soumis potentiellement à un effet dont les conséquences sur la vie humaine sont jugées très graves et dont le cumul des classes de probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux conduisant à cet effet et à ce niveau d'intensité est strictement supérieur à D (événement très improbable).

Pour l'établissement TITANOBEL, le travail réalisé à partir de l'étude de dangers et des divers compléments remis par l'exploitant a permis à l'inspection des installations classées de valider la liste des phénomènes dangereux (voir tableau page suivante) à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas. Comme déjà indiqué précédemment, aucun phénomène dangereux n'a été écarté de l'étude de dangers pour l'élaboration de la carte des aléas de TITANOBEL à MOUTIERS.

Pour information, l'échelle de probabilité définie dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, est la suivante :

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative ¹ (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) ²	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations.</i>	« événement très improbable » : <i>s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.</i>	« événement courant » : <i>s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté				
Quantitative (par unité et par an)	10 ⁻⁵	10 ⁻⁴	10 ⁻³	10 ⁻²	

(1) Ces définitions sont conventionnelles et servent d'ordre de grandeur de la probabilité moyenne d'occurrence observable sur un grand nombre d'installations x années. Elles sont inappropriées pour qualifier des événements très rares dans des installations peu nombreuses ou faisant l'objet de modifications techniques ou organisationnelles. En outre, elles ne préjugent pas l'attribution d'une classe de probabilité pour un événement dans une installation particulière, qui découle de l'analyse de risque et peut être différent de l'ordre de grandeur moyen, pour tenir compte du contexte particulier ou de l'historique des installations ou de leur mode de gestion.

(2) Un retour d'expérience mesuré en nombre d'années x installations est dit suffisant s'il est statistiquement représentatif de la fréquence du phénomène (et pas seulement des événements ayant réellement conduit à des dommages) étudié dans le contexte de l'installation considérée, à condition que cette dernière soit semblable aux installations composant l'échantillon sur lequel ont été observées les données de retour d'expérience. Si le retour d'expérience est limité, les détails figurant en italique ne sont en général pas représentatifs de la probabilité réelle. L'évaluation de la probabilité doit être effectuée par d'autres moyens (études, expertises, essais) que le seul examen du retour d'expérience.

➤ **TABLEAU DES PHÉNOMÈNES DANGEREUX RETENUS**

Numéro	Origine	Phénomène dangereux	Probabilité ⁽¹⁾	Type d'effet	Distances d'effets en mètres				Cinétique ⁽¹⁾
					ZELS (2)	ZEL (2)	ZEI (2)	ZBV (2)	
1	Atelier	Détonation dans la vis de mélange Nitrate-Fioul – 73,5 Kg max.	C	surpression	34	63	92	184	rapide
2	Dépôt D1	Détonation du dépôt d'explosif, D1, de 25 Tonnes max.	D	surpression	234	439	643	1287	rapide
3	Dépôt D2	Détonation du dépôt d'explosif, D2, de 21,5 Tonnes max.	D	surpression	222	417	612	1223	rapide
4	Dépôt D1	Détonation d'un camion de livraison de 6 Tonnes max. au niveau du dépôt D1	D	surpression	145	273	400	800	rapide
5	Dépôt D2	Détonation d'un camion de livraison de 6 Tonnes max. au niveau du dépôt D2	D	surpression	145	273	400	800	rapide
6	Atelier	Détonation dans l'atelier de la palette en cours et des quatre autres palettes en attente – 5 Tonnes max.	D	surpression	137	256	376	752	rapide
7	Dépôt D3	Détonation du dépôt de détonateurs, D3, de 25 Kg max.	D	surpression	23	44	64	129	rapide
8	Dépôt D1	Détonation d'un camion logistique de 16 Tonnes max. au niveau du dépôt D1	E	surpression	202	378	554	1109	rapide
9	Dépôt D2	Détonation d'un camion logistique de 16 Tonnes max. au niveau du dépôt D2	E	surpression	202	378	554	1109	rapide
10	Atelier	Détonation dans l'atelier de la palette en cours, des quatre autres palettes en attente et de la trémie – 5,450 T max.	E	surpression	141	264	387	774	rapide

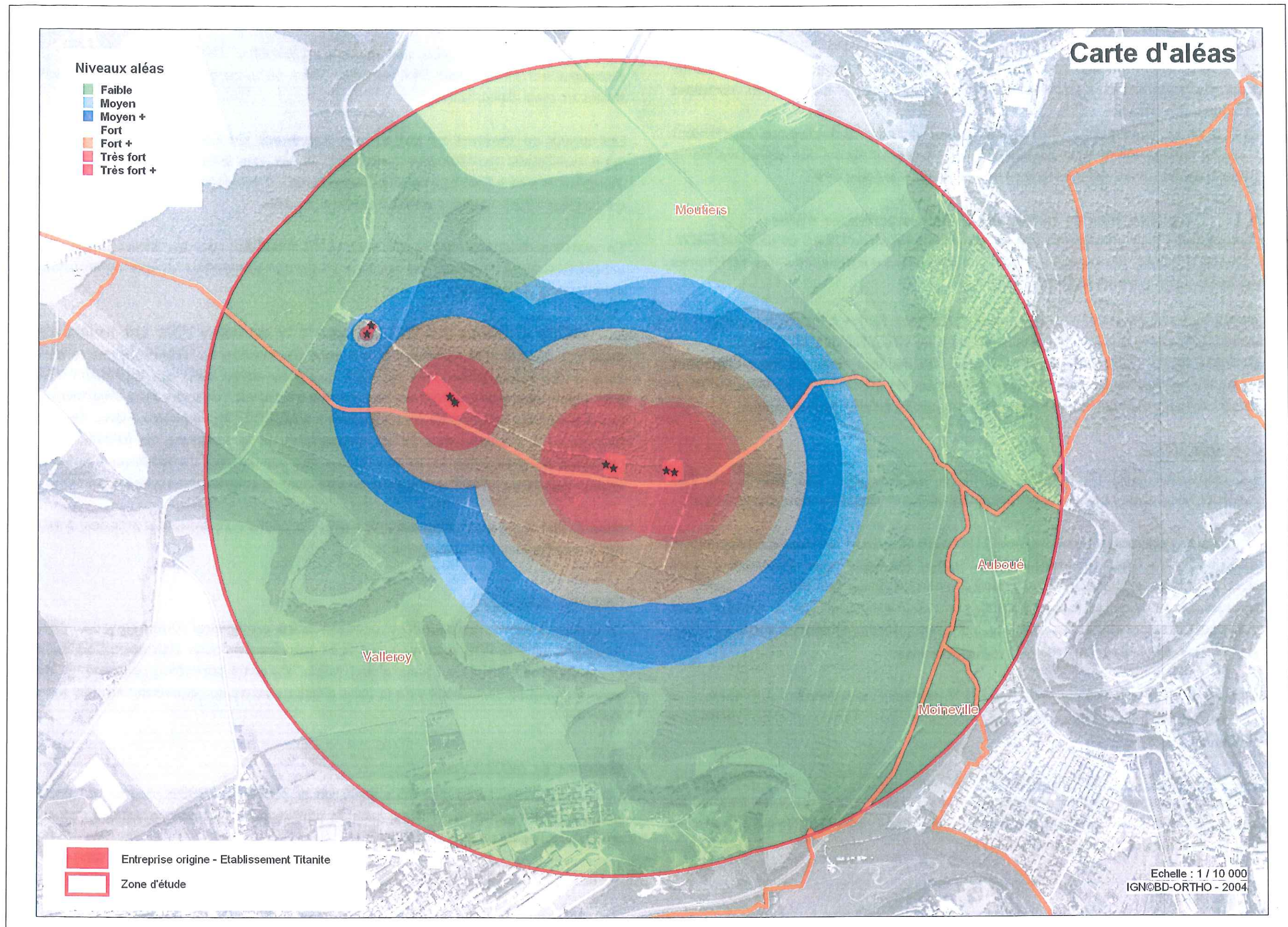
(1) Probabilité, intensité des effets et cinétique ont été évaluées comme explicité précédemment, selon l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

- (2) -ZELS : zone des effets létaux significatifs (ou zone des dangers très graves pour la vie humaine)
 -ZEL : zone des effets létaux (ou zone des dangers graves pour la vie humaine)
 -ZEI : zone des effets irréversibles
 -ZBV : zone de bris de vitres

A partir de ces données, la cartographie des aléas, et de leur superposition éventuelle, mise en forme avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM) figure en page suivante. Cette cartographie fait apparaître le zonage construit par nature d'effet en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

La cartographie des aléas, exposée à la page suivante, représente les différents niveaux d'aléas en tout point du périmètre d'exposition au risque engendrés par un effet de surpression dynamique pouvant être créé par les phénomènes dangereux recensés dans le tableau figurant à la page précédente.

Il est à noter que les intensités et la probabilité affectées à chaque phénomène dangereux sont établies en fonction des connaissances actuelles. Par ailleurs, les incertitudes liées aux modélisations et à l'évaluation de la probabilité font que les limites des différentes zones d'aléas ne peuvent être strictement considérées comme des barrières étanches et ne sauraient avoir de valeur absolue.



4.2. LA DESCRIPTION DES ENJEUX

Les enjeux se définissent comme les personnes, les biens ou différentes composantes de l'environnement susceptibles, du fait de l'exposition au danger, de subir en certaines circonstances des dommages.

L'identification et la qualification des enjeux soumis à l'aléa technologique constituent donc une étape indispensable afin d'assurer une cohérence entre les objectifs de la prévention des risques et les dispositions retenues dans le présent PPRT.

4.2.1. Qualification de l'urbanisation dans le périmètre d'étude

Les principaux enjeux sont concentrés sur les communes de MOUTIERS et de VALLEROY. En effet, la zone d'aléa ne couvre que de très faibles parties « naturelles » des territoires de MOINEVILLE (0,06 km²) et AUBOUÉ (0,15 km²)

Sur l'ensemble du périmètre d'étude, les zones d'aléa très fort + à moyen ne concernent que des secteurs forestiers ou agricoles à l'exception du site à l'origine du risque. Les zones d'aléa faible couvrent majoritairement des espaces naturels mais englobent également une partie des zones actuellement urbanisées de MOUTIERS et VALLEROY. A MOINEVILLE et AUBOUÉ, aucune habitation n'est soumise à l'aléa technologique.

Commune de VALLEROY

23% du territoire communal est affecté par l'aléa technologique. Cela représente 281 hectares dont 15,71 de zone actuellement urbanisée qui sont situés en zone d'aléa faible.

Une cinquantaine de logements est concernée. Il s'agit des constructions du lotissement St Sébastien, de la rue du stade et la route d'Auboué. Ces habitations sont essentiellement de type pavillonnaire à l'exception de la résidence Saint-Paul.

Deux entreprises industrielles, localisées dans la zone d'activité des 2 vallées, sont également exposées (société Eurotube et Liccardi). On note également la présence d'une exploitation agricole dans le périmètre de la zone de danger.

Le reste du territoire est composé d'espaces forestiers et agricoles. La chasse, le ramassage de champignons ainsi que les ballades en forêt y sont pratiqués occasionnellement.

La commune est dotée d'un POS approuvé le 26 mars 2002. Il n'existe pas dans le périmètre d'étude de zone d'urbanisation future. Les seules zones urbaines sont celles déjà existantes, le reste du périmètre étant classé en zone ND (zone à vocation naturelle) ou NC (zone à vocation agricole) du POS.

Commune de MOUTIERS :

Cette commune est la plus concernée du périmètre d'étude. Ainsi, 36% du territoire communal est affecté soit 244 hectares dont 18,16 de zone actuellement urbanisée sont situés en zone d'aléa faible.

Les enjeux se trouvent au Sud du ban communal. On dénombre ainsi 148 logements de type individuels (pavillonnaires ou non), situés rue Général Mangin, Paul Labbé, E Jungblut, rue des Godots, rue des Chenevières, 5 immeubles collectifs et la cité de Metz qui regroupe 90 logements anciens de type jumelés.

En matière d'activité, outre la société TITANOBEL qui se trouve hors des parties urbanisées de la commune, on recense un garage automobile et une exploitation agricole dans la zone d'aléa faible.

La commune est dotée d'un POS approuvé le 19 décembre 2001. Les projets communaux exprimés dans le POS montrent qu'une zone d'extension de l'urbanisation est envisagée en zone d'aléa faible (zone 1NA de 8,03 ha). Mais cette zone est également affectée en partie par l'aléa minier. D'autres possibilités d'extension devront donc être trouvées. Les éventuelles ouvertures à l'urbanisation à MOUTIERS supposent donc de concilier les besoins et les contraintes de développement de la commune de MOUTIERS avec les principes de prévention et de protection des populations. Ce point qui constitue l'un des enjeux majeurs du PPRT devra être abordé dans la concertation préalable au PPRT.

Mise à part les zones urbaines existantes, le reste du périmètre d'études à MOUTIERS est à vocation agricole ou naturelle.

Commune d'AUBOUÉ :

La commune est dotée d'un POS approuvé le 26 septembre 2000. Les projets communaux exprimés dans le POS montrent que 0,27 hectares de zone d'extension de l'urbanisation (zone 1NA) est située en zone d'aléa faible. Ce petit périmètre prolonge en réalité une zone 1NA qui se trouve hors de la zone d'aléa. Le reste du périmètre d'étude est classé en zone Nd

Commune de MOINEVILLE :

La commune est dotée d'un POS approuvé le 22 février 2002 et il n'existe pas de zone urbaine ou d'urbanisation future dans le périmètre. Le périmètre d'études concerne donc exclusivement des zones naturelles.

4.2.2. Lieux de concentration du public et infrastructures.

Établissement Recevant du Public (ERP) et lieux de concentration du public

Les ERP sont des établissements à caractère public ou privé susceptible d'accueillir du public (commerces, écoles, maisons de retraite, édifice religieux, équipement sportif ...)

Les ERP présents dans le périmètre d'étude sont localisés à VALLEROY et MOUTIERS.

A VALLEROY, des équipements sportifs (tennis, stade de football, salle de sport d'une capacité maximale théorique de 303 personnes) accueillent de façon temporaire de nombreuses personnes. Par ailleurs, la présence d'une halte garderie et d'une cantine scolaire à proximité immédiate du périmètre d'études engendre une concentration ponctuelle de jeunes enfants dans le périmètre d'influence lors des dessertes en transports en commun (repas du midi et après les horaires d'école).

A MOUTIERS, le foyer Lucien Woll d'une capacité maximal théorique de 205 personnes limité par la commune à 140 (rue Jungblut) joue le rôle de MJC ou de salle des fêtes.

Les lignes de transports en commun

La commune de MOUTIERS est desservie par les bus du réseau inter urbains (TED). Deux lignes régulières traversent le périmètre d'étude à MOUTIERS. Il s'agit des lignes Metz-Briey-Villerupt (6 liaisons aller-retour par jour) et Briey-Homécourt-Jarny (15 liaisons aller-retour par jour). Trois arrêts de bus sont situés à MOUTIERS en zone d'aléa faible.

Infrastructure de transports :

➤ Routes :

Deux axes principaux traversent la zone considérée :

À l'Ouest, la RD 613 traverse les communes de VALLEROY et MOUTIERS et à l'Est, la RD 643 traverse les communes d'AUBOUÉ et de MOUTIERS.

En 2005, les trafics journaliers moyens étaient respectivement de : 3735 véh/jours pour la RD 613 et de 3806 véh/jours pour la RD643.

On recense également d'autres voies de dessertes locales à MOUTIERS et VALLEROY ainsi qu'un chemin piétonnier à VALLEROY.

➤ Voies ferrées :

Une liaison ferroviaire traverse le périmètre d'étude sur 0,65 km environ à son extrême limite. Il s'agit de la ligne TER METZ/CONFLANS-EN-JARNISY pour laquelle on dénombre quotidiennement une vingtaine de liaisons.

Ouvrages et équipements d'intérêt général.

Trois lignes électriques à haute tension traversent le périmètre d'étude. Il s'agit des lignes MOULAINÉ-VIGY, LANDRES-VIGY et LANDRES-MONTOIS, cette dernière devant être démantelée d'ici à 2011.

4.2.3. Estimation globale de la population exposée

Il s'agit de déterminer ici le nombre de personnes potentiellement exposées. Ce calcul qui reste théorique se base sur la méthodologie du MEEDDM « Éléments pour la détermination de la gravité des accidents ». La population totale est de l'ordre de 1450 personnes et se décompose ainsi :

Zone d'habitat

A VALLEROY, le nombre moyen d'habitants par logements étant de 2,6 (RGP 1999), la population habitant de façon permanente dans le périmètre d'étude à VALLEROY est évaluée à 160 personnes.

A MOUTIERS, le nombre d'habitants moyen par logements étant de 2,5 (RGP 1999) la population résidant dans ces quartiers est estimée de 750 personnes.

ERP

La somme des capacités d'accueil des 2 ERP présents sur la zone se monte à 443 personnes.

Zones d'activités :

Le nombre de salariés exposés est estimé à 30 personnes et comprend outre les salariés travaillant sur le site à l'origine du risque à la fois les employés présents dans la zone des 2 Vallées à VALEROY, les personnes travaillant dans les exploitations agricoles ainsi que dans le garage automobile à MOUTIERS.

Voies de circulation :

Par convention, on applique un ratio de 0,4 personne exposée en permanence par km par tranche de 100 véhicules jours soit pour la RD 613 13 personnes et pour la RD 643 18 personnes

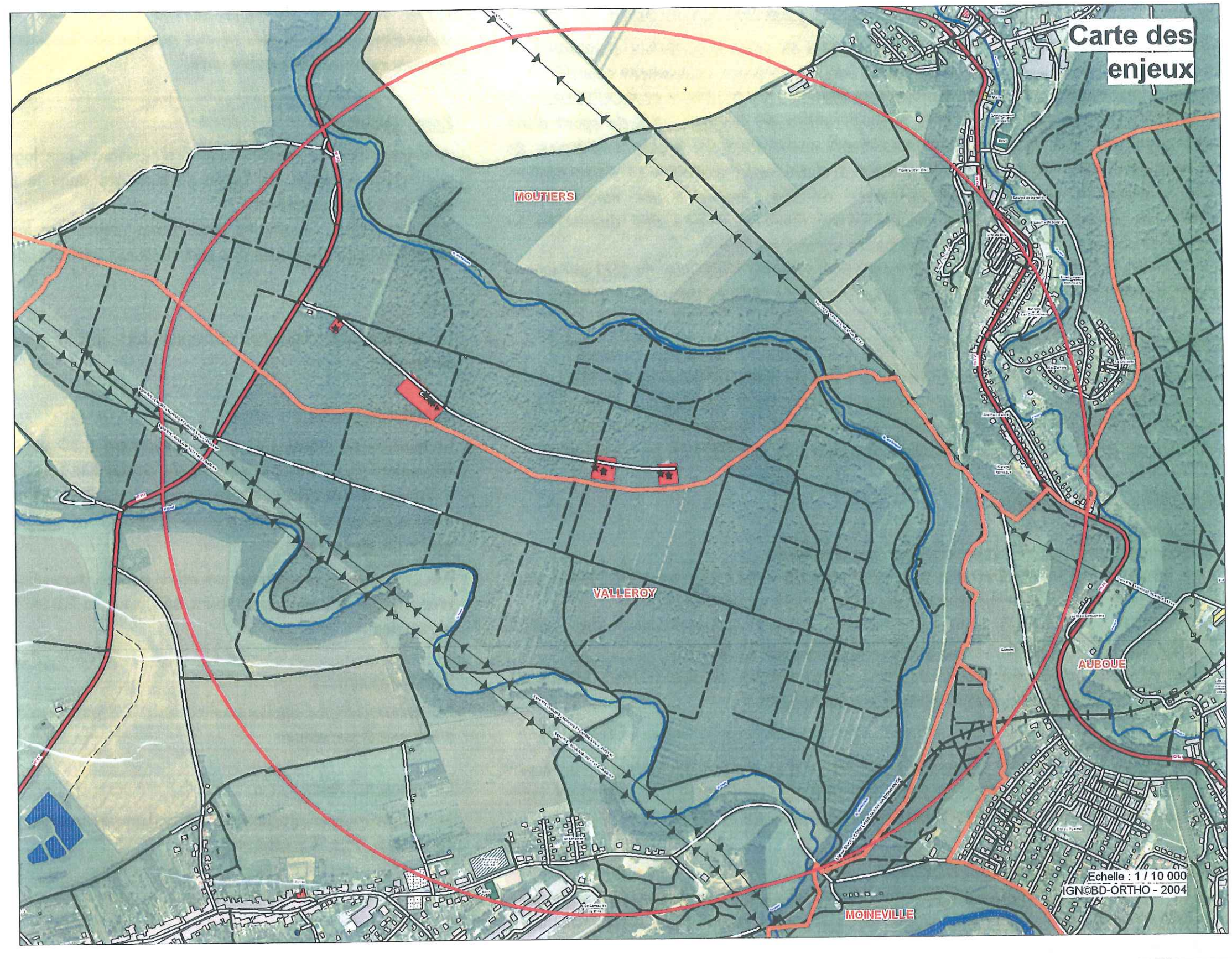
Voies ferroviaires

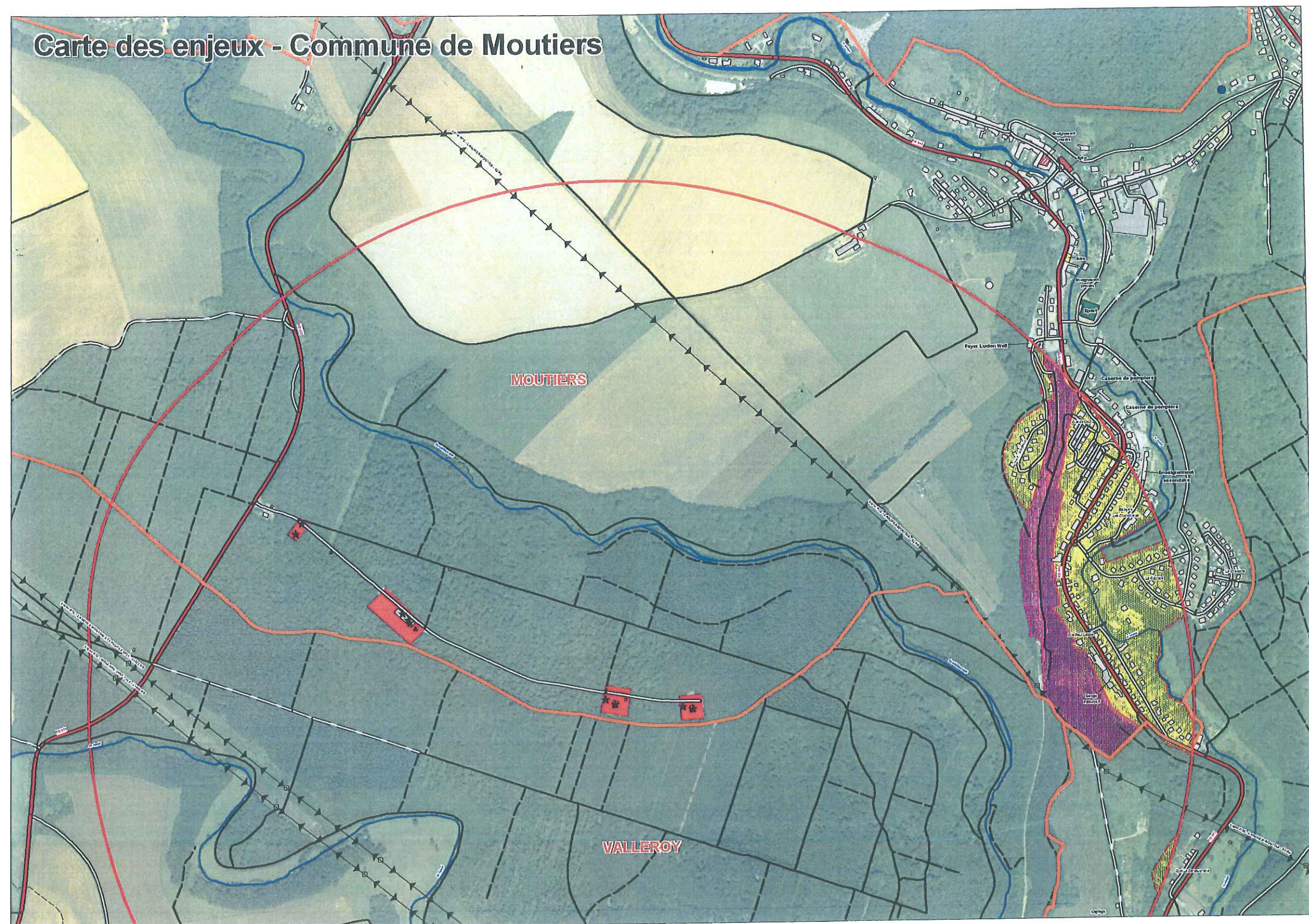
Par convention, on applique un ratio de 0,4 personne exposée en permanence par km et par train soit 5 personnes.

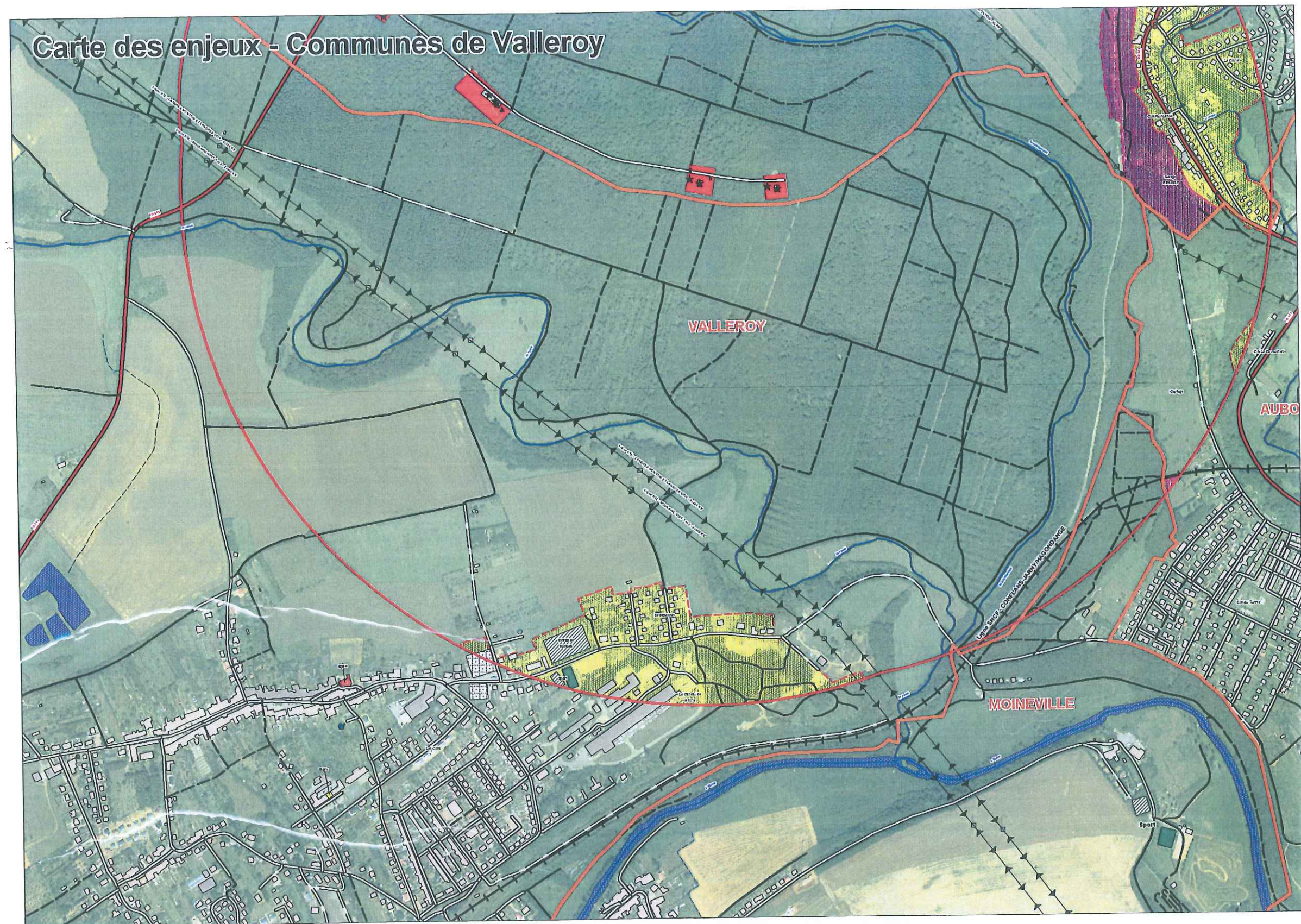
Terrains non bâti

Par convention, on applique un ratio d'une personne par 100 hectares d'espaces agricoles ou forestiers soit 5 personnes

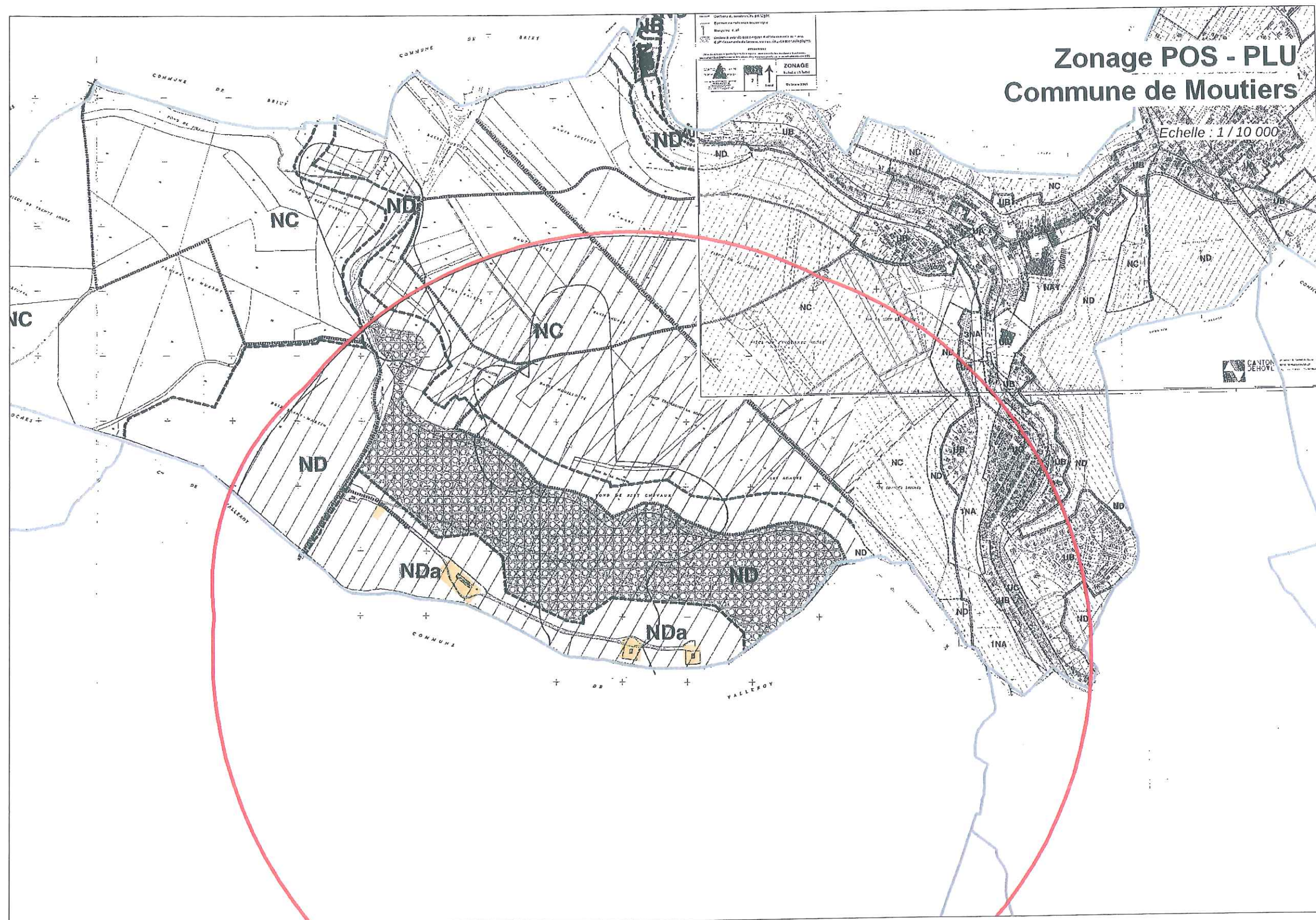
➤ CARTOGRAPHIE DES ENJEUX







► CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DE MOUTIERS

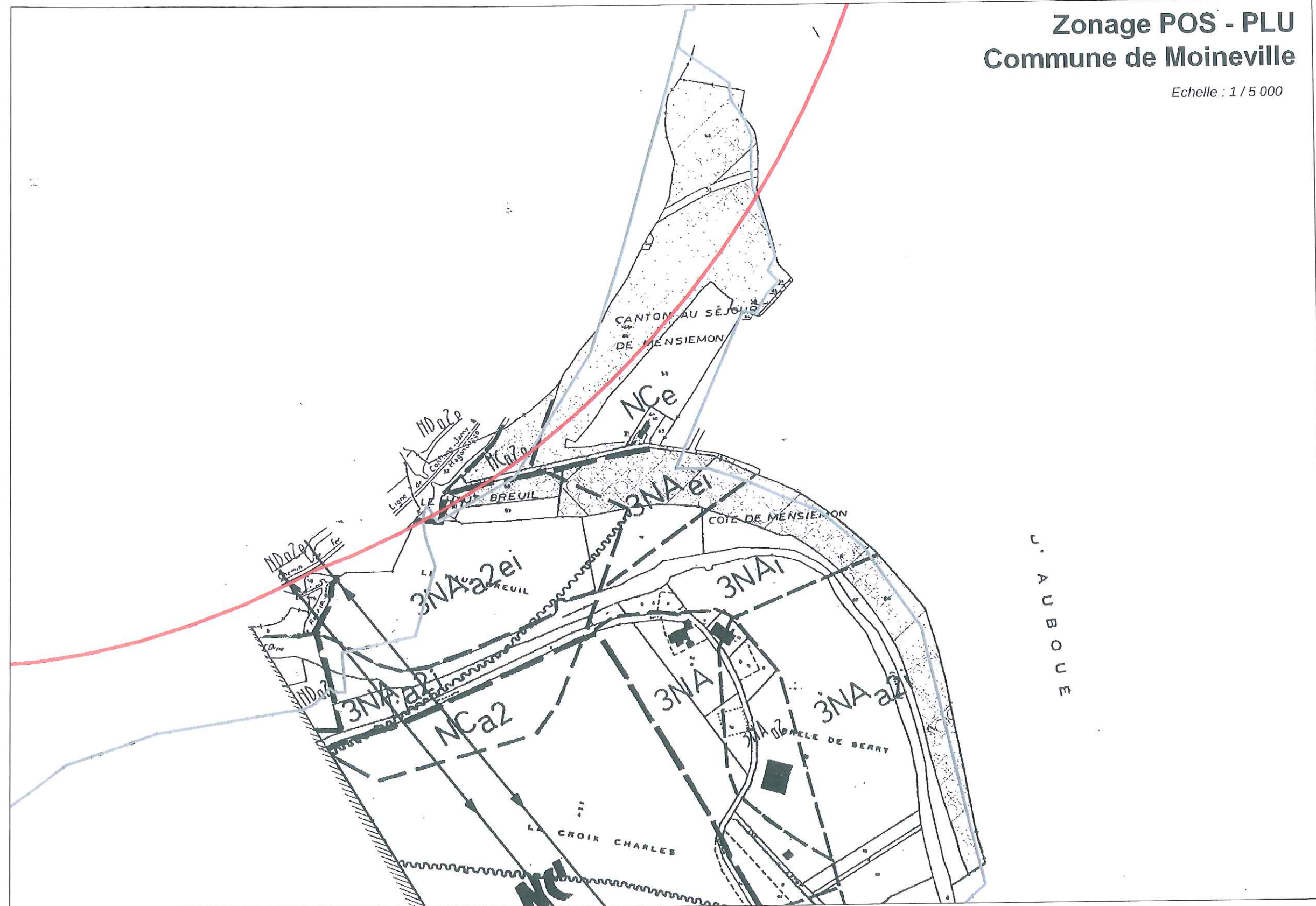




► CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS DE MOINEVILLE

**Zonage POS - PLU
Commune de Moineville**

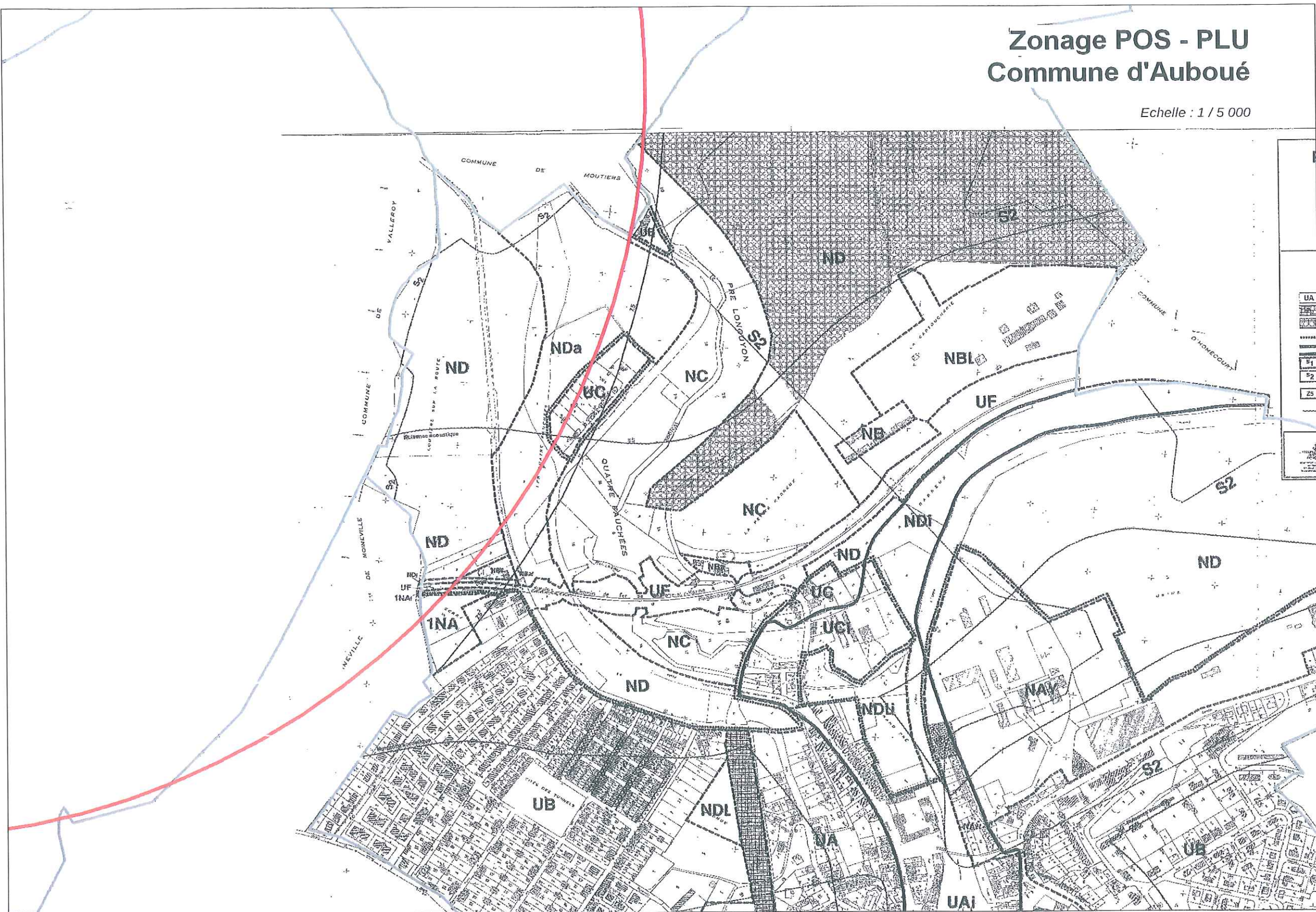
Echelle : 1 / 5 000



► CARTOGRAPHIE DU ZONAGE DES PLANS D'OCCUPATION DES SOLS D'AUBOUÉ

Zonage POS - PLU
Commune d'Auboué

Echelle : 1 / 5 000



4.2.4. Superposition des aléas et des enjeux - Investigations complémentaires

La superposition des aléas et des enjeux permet d'une part d'obtenir une représentation documentée du risque technologique sur le territoire.

D'autre part, elle constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

Cette superposition permet :

- de définir un plan de zonage brut, résultant de la traduction directe du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation issus du guide méthodologique PPRT;
- d'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit que le PPRT tend à protéger prioritairement les vies humaines.

Les investigations complémentaires doivent permettre de déterminer si des mesures peuvent réduire la vulnérabilité des personnes au travers d'un renforcement des bâtis.

Les investigations complémentaires ne se font donc que pour les enjeux existants (bâtis et usages). Il s'agit de :

- la réduction de la vulnérabilité ;
- la démarche d'estimation de la valeur des biens immobiliers.

Elles ne sont cependant pas systématiques et sont fonction du contexte local.

L'étude des enjeux autour du site de TITANOBEL permet d'indiquer :

- qu'aucun bâtiment ne se situe en zones d'aléa très fort 'plus' à fort,
- qu'aucun bâtiment n'est existant en zones d'aléas moyen 'plus' et moyen

La carte de cette superposition est présentée à la page suivante. Elle montre que les enjeux décrits précédemment, notamment en termes de population et de logements sont situés en zone d'aléa faible. Par ailleurs, les zones actuellement urbanisées sont plutôt proches de la limite des 20 mbar dans la zone « faible 20 à 50 mbar ».

En zone d'aléa faible, aucune investigation complémentaire n'est nécessaire, s'agissant de la zone où seront appliquées des mesures techniques à caractère générique (mesures de protection contre les bris de vitre et des bâtiments métalliques).

Par conséquent, les investigations complémentaires ne sont pas nécessaires pour le PPRT de TITANOBEL à MOUTIERS.

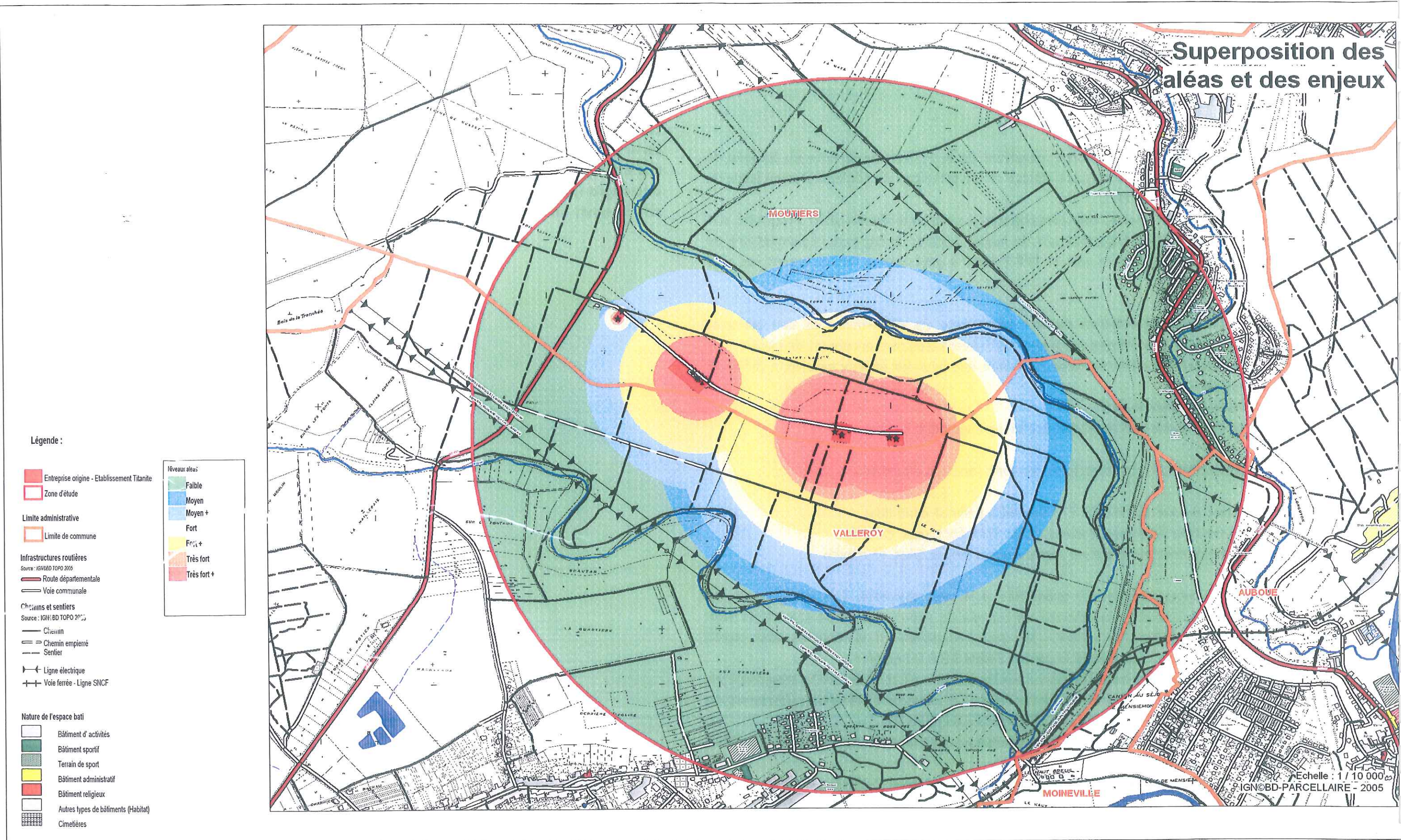
A noter cependant que dans le but d'aider les habitants à disposer d'outils simples pour, le cas échéant, dimensionner des vitrages permettant d'éviter des blessures par projection de bris de vitres dans les zones de surpression faible, la DRIRE a demandé à un bureau

d'étude (INERIS) une étude afin de disposer d'un guide de référence facilement utilisable par les maître d'ouvrages (pour le neuf et l'ancien).

Le règlement est par ailleurs rédigé en terme d'objectifs de comportement des vitrages et des bâtiments en structure métallique avec la possibilité pour le maître d'ouvrage du choix des moyens techniques finalement retenus pour tenir compte d'éventuelles évolutions technologiques ultérieures des matériaux de construction.

A noter cependant que dans le but d'aider les habitants à disposer d'outils simples pour, le cas échéant, dimensionner des vitrages permettant d'éviter des blessures par projection de bris de vitres dans les zones de surpression faibles, la DRIRE a commandé à l'INERIS une étude afin de disposer d'un guide de référence facilement utilisable par les maîtres d'ouvrages (pour le neuf et l'ancien). Cette étude est mise à disposition du public sur le site internet de la DRIRE LORRAINE (cf. page 43).

► CARTOGRAPHIE DE LA SUPERPOSITION DES ALÉAS ET DES ENJEUX



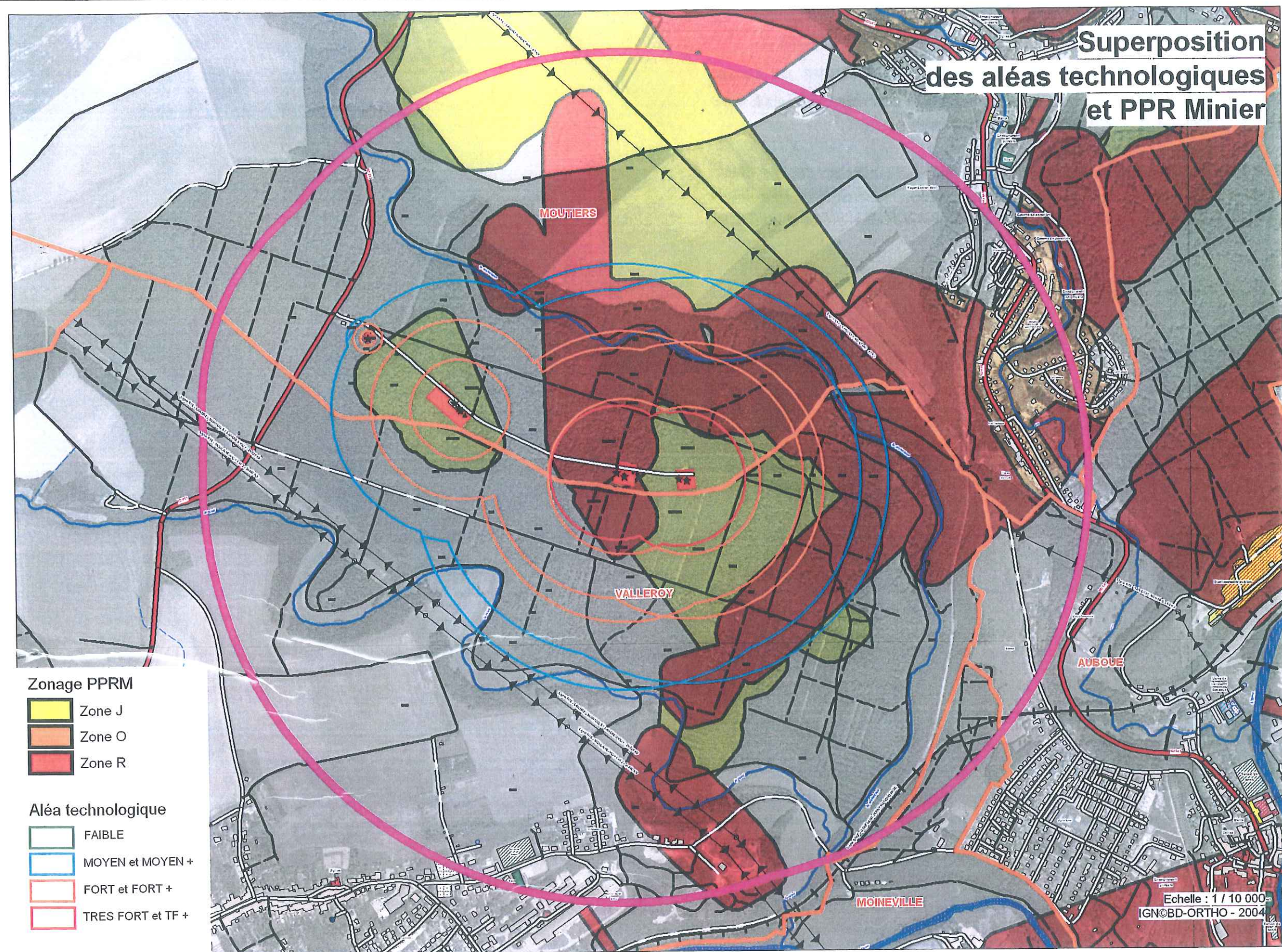
4.2.5. Superposition des aléas technologiques et du zonage définis dans le Plan de Prévention des Risques Miniers

Les communes concernées par le périmètre d'étude du PPRT font l'objet de fortes contraintes dues aux anciennes exploitations minières du bassin ferrifère définies dans les Plans de Prévention des Risques Miniers (PPRM) correspondants.

La superposition de la carte d'aléa technologique avec les plans de zonage de ces PPRM permet d'identifier les zones les moins contraintes pour éventuellement définir des zones ouvertes à l'urbanisation future en tenant compte simultanément des aléas miniers et technologiques.

La carte de cette superposition est présentée ci-après.

► CARTOGRAPHIE DE LA SUPERPOSITION DES ALÉAS TECHNOLOGIQUES ET DU ZONAGE DÉFINI DANS LE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIER



5. LES MODES DE PARTICIPATION AU PPRT

➤ Rappel de la procédure d'élaboration

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le Code de l'Environnement (articles R. 515-39 à R. 515-50) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable (MEDD) et le Ministère des Transports, de l'Équipement, du Tourisme et de la Mer (MTETM) qui est devenu entre temps le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

Conformément à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRT autour du site de TITANOBEL a été prescrite par arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sur proposition de l'inspection des installations classées par le rapport n° 070146L2.EP du 7 juin 2007.

Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois à compter de la date de l'arrêté de prescription. Ce délai est prorogeable par arrêté motivé.

Considérant le temps d'élaboration important du PPRT lié notamment à son impact sur les projets d'urbanisation des communes situées dans le périmètre d'étude, le délai d'approbation du PPRT a été prolongé d'un an par arrêté préfectoral du 7 avril 2009, joint en annexe 5B, puis de six mois par arrêté préfectoral du 8 avril 2010, joint en annexe 5C.

L'arrêté de prescription, joint en annexe 5A, détermine :

- le périmètre d'étude du plan,
- la nature des risques pris en compte,
- les services instructeurs,
- la liste des personnes et organismes associés,
- les modalités de concertation.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, association, public...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription et décrites au point ci-dessous.

Un bilan de la concertation doit être réalisé et envoyé aux personnes et organismes associés. Ces dernières sont consultées sur le projet de PPRT.

Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés, est ensuite soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral.

➤ Services chargés de l'élaboration du PPRT

En leur qualité de services déconcentrés de l'État, au vu de leurs domaines de compétences respectifs, et conformément à la circulaire du 27 juillet 2005, la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) Lorraine, à laquelle s'est substituée la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Lorraine, et la Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture (DDEA) de Meurthe-et-Moselle, à laquelle s'est substituée la Direction Départementale des Territoires (DDT), ont été chargées de l'élaboration du PPRT sous l'autorité du Préfet de Meurthe-et-Moselle.

5.1. LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉS A L'ELABORATION DU PPRT

La conduite des PPRT est menée en association avec les différents acteurs de la société civile impactés par le plan afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire à l'appropriation des risques et des choix qui fondent le projet de PPRT. Il est ainsi plus aisé d'aboutir à une vision commune de la démarche de prévention.

Conformément à l'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration du PPRT (Annexe 5A), les personnes et organismes associés pour la mise en place du PPRT autour du site TTANITE à MOUTIERS sont les représentants de :

- la société TITANOBEL exploitant les installations à l'origine du risque,
- les communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUÉ,
- la Communauté de Communes du Pays de l'Orne,
- le Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) créé autour de l'établissement représenté par 2 membres.

Ils ont été associés à l'élaboration du projet de plan au moyen de plusieurs réunions de travail, organisée par les services instructeurs les 20 novembre 2007, 4 mars et 6 mai 2008 en sous-préfecture de BRIEY. Ces réunions, ayant fait l'objet de comptes-rendus joints en annexe 7, ont permis à chacun des acteurs d'avoir une information complète au travers des éléments concernant les aléas et les enjeux décrits ci-après, les pratiques et usages locaux. Les personnes et organismes associés ont pu y exprimer leurs souhaits sur le projet de règlement PPRT en gardant à l'esprit le cadre fixé par le guide méthodologique PPRT.

Les personnes et organismes associés ont été consultés sur le projet de plan par courrier du 13 août 2009 durant deux mois. Le CLIC a été consulté lors de sa réunion du 3 juillet 2009.

Les différents avis formulés sont joints en annexe 11. Les modifications du projet de PPRT qu'ils ont entraîné sont exposées au paragraphe 7 ci-après.

5.2. LES MODALITÉS DE LA CONCERTATION DU PPRT

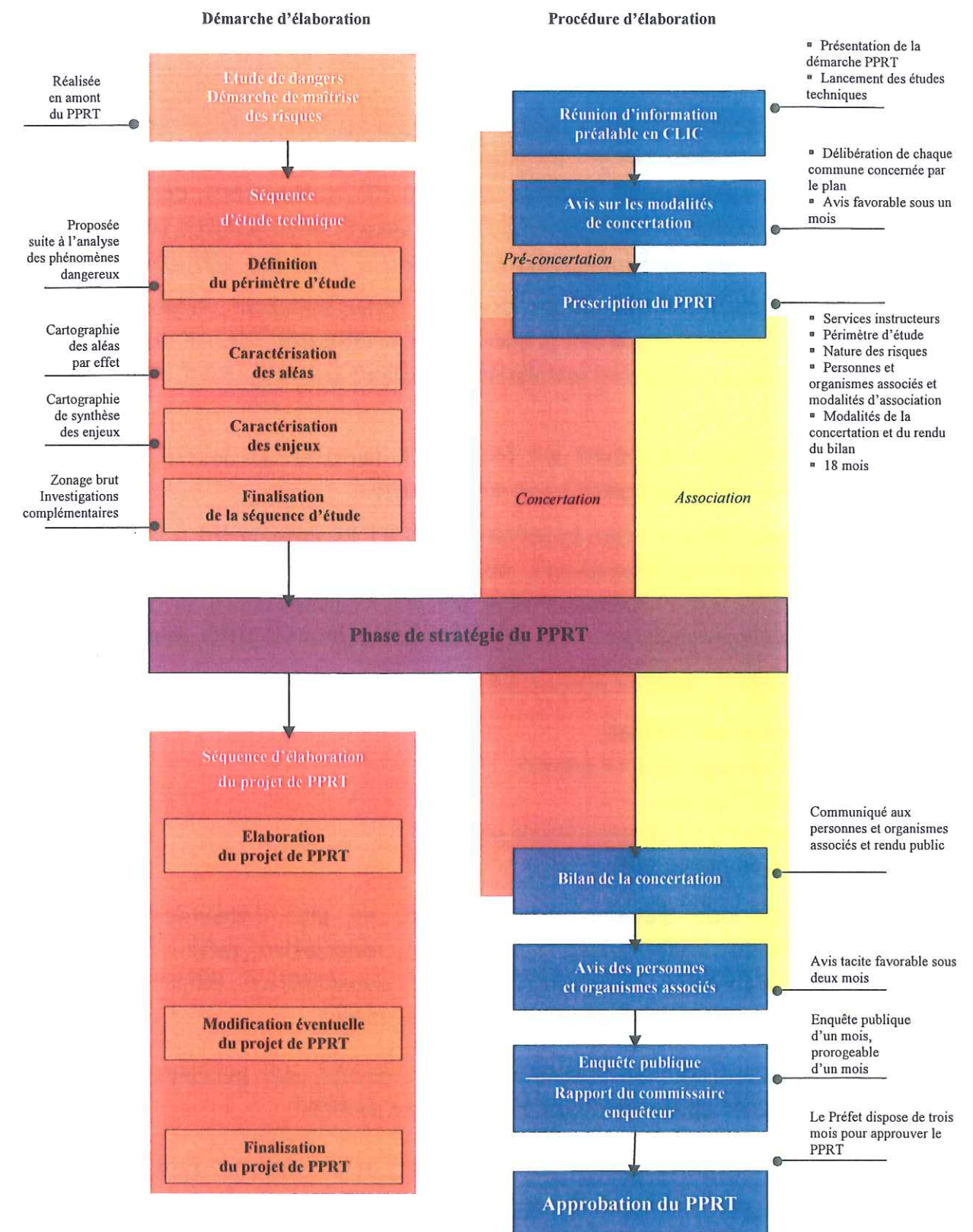
La concertation, permettant au plus grand nombre d'être informé et impliqué dans la démarche d'élaboration du PPRT, vient compléter l'association afin de développer une culture commune du risque par la mise en place du dialogue local.

Suite à la consultation des conseils municipaux des quatre communes concernées par le périmètre d'étude, l'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration du PPRT a défini pour modalités de la concertation :

- La mise à disposition du public des documents d'élaboration du PPRT (arrêté préfectoral de prescription, comptes-rendus des réunions d'association, projet de règlement) en mairie et sur Internet (site de la DRIRE Lorraine),
- la mise en place d'un registre dans chacune des mairies de MOUTIERS, VALLERY, AUBOUÉ et MOINEVILLE permettant de recueillir des observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan ,

La copie des registres déposés dans les mairies est fournie en annexe 9 et le bilan de la concertation est joint en annexe 10 à la présente note de présentation. Le bilan de la concertation a été adressé aux personnes et organismes associés.

Les résultats de la concertation, ayant entraîné une modification du projet de PPRT sont exposés au paragraphe 7 ci-après.



-Coordination entre démarche d'élaboration et procédure d'élaboration du PPRT-

6. LA PHASE DE STRATEGIE DU PPRT

6.1. ZONAGE BRUT ET ORIENTATIONS DU GUIDE MÉTHODOLOGIQUE

A partir de la superposition des cartes des aléas et des enjeux, le zonage brut résulte de l'application mécanique des principes de maîtrise de l'urbanisation précisés dans le tableau ci-dessous extrait du Guide Méthodologique « PPRT » réalisé par le MEEDDM.

		Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné	Très Grave			Grave			Significatif			Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression)	
		Cumul des classes de probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	5E à D	<5E	>D	<D
		Niveau d'aléa	TF+	TF	F+	F	M+	M	Fai				
FUTUR	Mesures relatives à l'urbanisme	Effets toxique et thermique	R principe d'interdiction strict			r principe d'interdiction avec quelques aménagements			B Quelques constructions possibles sous conditions (voir guide) Ces constructions feront l'objet de prescriptions adaptées à l'aléa.		b constructions possibles sous conditions. Prescriptions obligatoires pour ERP et industries Pas d'ERP difficilement évacuable		Sans objet
		Effet surpression											
	Mesures physique sur le bâti futur	Effets toxique et thermique	Aucune construction neuve n'est autorisée. Pas de prescriptions techniques			Prescriptions obligatoires pour les activités industrielles autorisées			Prescriptions obligatoires		Recommandations		
		Effet surpression									Prescriptions obligatoires		
EXISTANT	Mesures physique sur le bâti existant vulnérable	Effets toxique et thermique	Mesures obligatoires (prescriptions) même si ces mesures ne permettent de faire face qu'à un aléa moins important Aucune prescription au sein d'un secteur d'expropriation possible						Mesures obligatoires		Recommandations		
		Effet surpression									Recommandations		
	Mesures foncières	Conditions d'inscriptions des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible	D'office pour le bâti résidentiel Modulable pour les activités	Selon contexte local (Association)	Non proposé								
		Conditions d'inscriptions des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible	Secteur d'expropriation possible (délaissement automatique une fois la DUP prise)	d'office pour le bâti résidentiel Modulable pour les activités		Selon le contexte local (Association)	Non proposé						

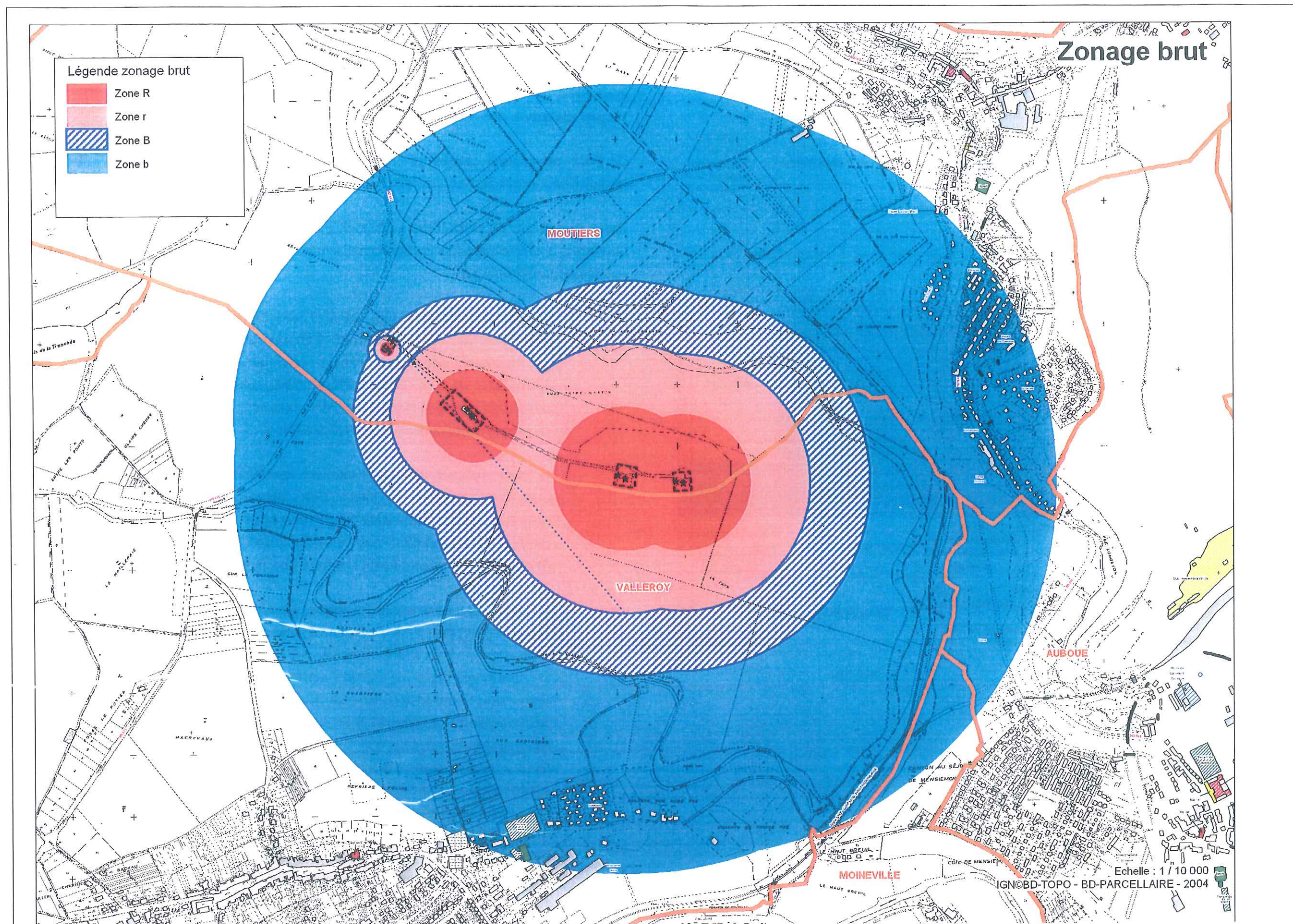
Ce guide méthodologique a été élaboré afin de fournir un cadre technique à l'élaboration des PPRT. Les principales règles fixées en matière d'urbanisme, de construction, d'usages et d'actions foncières selon les zones d'aléas sont des minima à respecter. Ces principes de réglementation permettent d'encadrer les grandes orientations. Ensuite, les règles d'urbanisme sont à définir et à graduer selon le contexte local et les enjeux présents. Il appartient notamment aux personnes et organismes associés d'adapter les règles du guide aux enjeux et aux contraintes locales.

Il faut cependant garder à l'esprit que l'objectif principal du PPRT est de limiter les populations exposées en cas d'accident majeur.

Dans le cas de TITANOBEL à MOUTIERS, le plan de zonage brut, représenté à la page suivante, a été obtenu de la manière suivante, l'ensemble des zones étant dû aux effets de surpression dynamique :

- la zone colorée en rouge foncé et identifiée R correspond aux zones d'aléas Très Fort 'plus' (TF +) et Très Fort (TF). En cas d'accident les effets attendus pour la vie humaine sont des effets très graves c'est à dire létaux significatifs. L'intensité des effets justifie donc qu'aucune nouvelle construction ne soit autorisée dans cette zone. Par ailleurs, si du bâti existait dans cette zone, l'expropriation aurait dû être prescrite.
- La zone colorée en rouge clair et identifiée r correspond aux zones d'aléas Fort 'plus' (F+) et Fort (F). dues à des dangers graves voire très graves pour la vie humaine, c'est à dire entraînant des effets létaux pour la population exposée. De ce fait, les nouvelles constructions sont interdites. Le délaissement aurait dû être prescrit si des habitations s'étaient situées dans la zone.
- La zone colorée en bleu foncé et identifiée B correspond aux zones d'aléas Moyen 'plus' (M+) et Moyen (M), zones où les dangers pour la vie humaine sont significatifs (effets irréversibles) voire graves (effets létaux). En conséquence, les constructions ne seront autorisées que sous réserve de l'application de dispositions constructives et qu'elles n'augmentent pas la population exposée. Le bâti existant sera quant à lui soumis à des mesures assurant le renforcement des vitrages pour éviter les blessures des personnes par projections de bris de vitres. Aucune mesure foncière n'est prévue dans cette zone.
- La zone colorée en bleu clair et identifiée b correspond à la zone des aléas faible (Fai). Les dangers pour la vie humaine sont dus aux effets indirects par bris de vitres. Ces effets peuvent être palliés par un renforcement des vitrages, renforcement qui doit être à minima recommandé pour les installations existantes et prescrit pour le bâti futur.

► PLAN DE ZONAGE BRUT



Le zonage brut permet d'avoir un premier aperçu du futur zonage réglementaire, en fixant un cadre pour les discussions entre les personnes et organismes associés. Cependant, le zonage réglementaire n'est obtenu qu'à l'issue de la phase « stratégie PPRT » (décision collégiale de mise en œuvre), pendant laquelle ces grands principes sont adaptés au niveau local.

➤ Application du complément technique - effets de surpression (en date du 28/11/2008)

Selon les compléments techniques sur la vulnérabilité du bâti aux effets de surpression, les éléments caractérisant des effets de surpression dynamique sont :

- Son intensité (ici en mbar. Voir notamment le paragraphe "2.1.6. Synthèse des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT"). Il est à noter que la carte de zonage fait apparaître les seuils de 35 et 50 mbar. Les constructions se trouvant dans la zone comprise entre 20 et 35 mbar peuvent être renforcées en prenant en compte des effets de surpression de 35 mbar, moins importants que le seuil de 50 mbar initialement retenu.
- Sa nature (détonation ou déflagration). S'agissant d'explosifs, les phénomènes dangereux sont des détonations (onde de choc)
- Son temps d'application (c'est-à-dire la longueur, en temps, de l'onde de surpression dynamique ; la vulnérabilité des constructions augmente avec le temps d'application de la surpression dynamique).

Concernant le temps d'application, celui-ci peut être déterminé pour une intensité comprise entre 20 et 140 mbar avec l'annexe 2 du cahier applicatif du complément technique de la vulnérabilité du bâti aux effets de surpression.

Dans l'ensemble des zones comprises entre 20 et 50 mbar, le temps de l'application de la surpression à prendre en compte est supérieur à 150 millisecondes, à l'exception d'une petite zone, où il est compris entre 100 et 150 millisecondes.

Dans les zones comprises entre 50 et 140 mbar, le temps d'application de la surpression est compris, selon les zones, entre 20 et 100 millisecondes, entre 100 et 150 millisecondes ou entre 150 et 500 millisecondes.

Au vu de l'absence d'enjeux et du règlement liés à ces zones, il est proposé de ne retenir que les temps d'application conservatoires suivants :

- 500 millisecondes pour les zones situées entre 50 et 140 mbar
- supérieur à 150 millisecondes pour les zones situées entre 20 et 50 mbar.

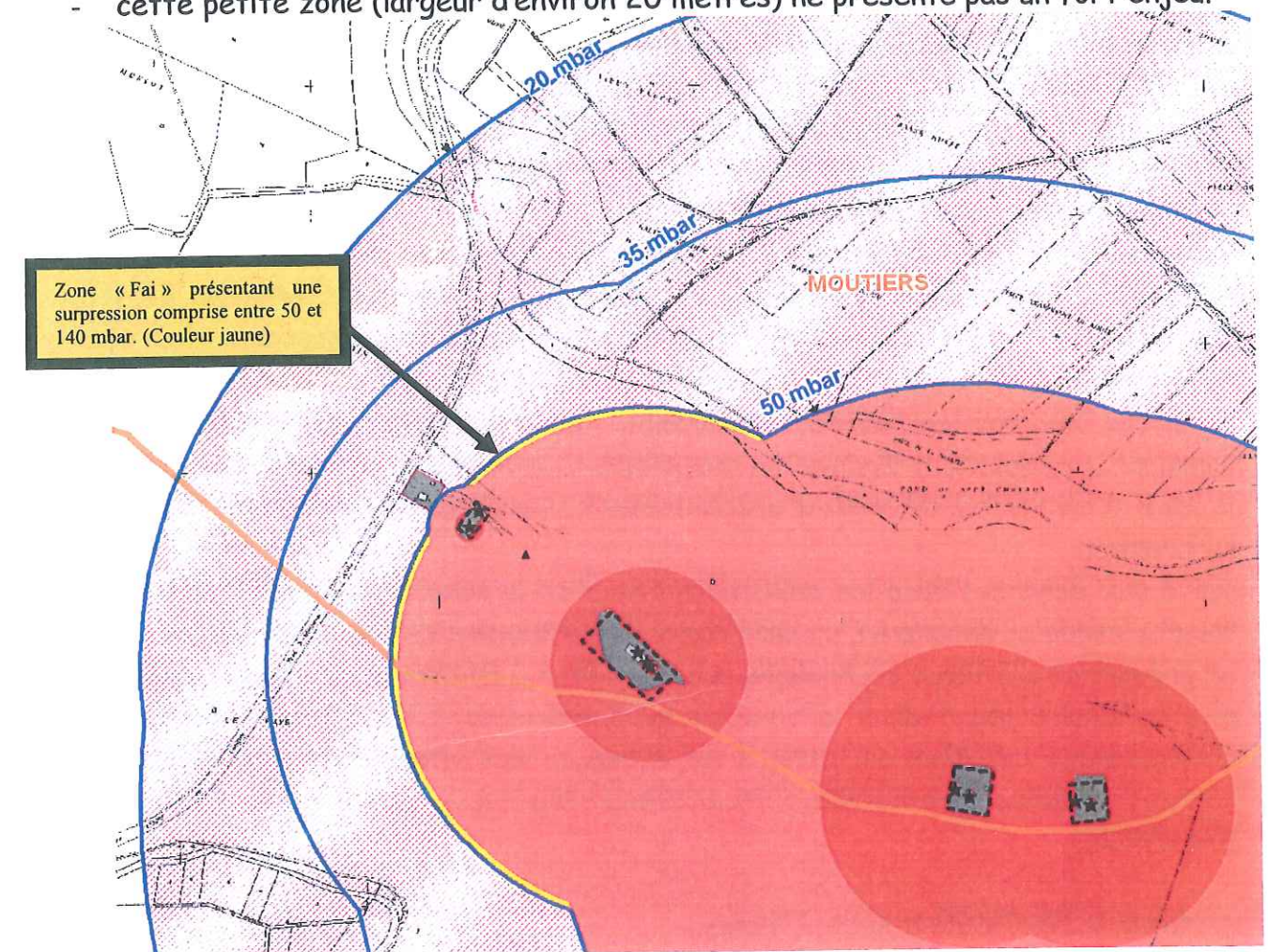
Les éléments ci-avant ont été rajoutés postérieurement à la saisine des Personnes et Organismes Associés. Egalement, le seuil de 35 mbar est utilisé au lieu du seuil de

30 mbar mentionné lors des réunions des Personnes et Organismes Associés. Ces points correspondent à la prise en compte de la précision de la doctrine nationale sur la vulnérabilité du bâti aux effets de surpression.

La mention du temps d'application et du type d'effet de surpression dynamique (ici onde de choc) est une précision nécessaire pour la caractérisation des effets pour lesquels les constructions doivent être conçues. La précision des seuils de 35 et 50 mbar permet aux constructions comprises dans les zones concernées de se protéger face à des effets de surpression de moindre intensité, limitant potentiellement le surcoût lié à la protection du bâti.

Une petite partie de la zone d'aléa faible (Fai) (cf. carte ci-dessous) présente une surpression comprise entre 50 et 140 mbar. Cette petite zone initialement en « r2 » (voir définition à la page 32) est finalement positionnée en « r1 » pour les raisons suivantes :

- le coût et les moyens à mettre en œuvre pour se protéger d'une surpression dynamique supérieure à 50 mbar sont importants,
- sur tout le reste de la carte de zonage la limite entre les zones « r1 » et « r2 » correspond à une surpression dynamique de 50 mbar,
- cette petite zone (largeur d'environ 20 mètres) ne présente pas un fort enjeu.



6.2. LES CHOIX STRATÉGIQUES

Le zonage et le règlement du présent PPRT ont été établis conformément aux principes de la loi relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995 et de la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

D'une manière générale, la politique de l'État en matière de prévention des risques considère que les constructions en zone d'aléa doivent revêtir un caractère dérogatoire et cela dans les zones d'aléa les plus faibles.

Les principaux objectifs du PPRT sont :

- Préserver la sécurité des personnes,
- Maitriser l'urbanisation future
- Maitriser les capacités d'accueil, la fréquentation et par conséquent la population exposée
- Éviter de créer de nouvelles vulnérabilités dans le périmètre d'étude tout en intégrant les besoins de développement des collectivités,
- Réduire la vulnérabilité des biens exposés à l'aléa technologique.

L'étude des enjeux présents sur le territoire a permis de constater qu'aucun bâtiment existant n'était présent dans les zones d'aléa très fort +(TF+), très fort (TF), fort +(F+) et fort (F) d'aléa Moyen + et Moyen en dehors des installations de la société TITANOBEL. Il est apparu lors de la réunion d'association du 20 novembre 2007 que ces zones sont des espaces agricoles ou forestiers qu'il convenait donc de préserver de toute urbanisation pour ne pas créer de nouvelles vulnérabilités.

La zone d'aléa faible regroupe, à la fois, des espaces urbanisés, à VALLEROY et MOUTIERS et des zones naturelles et agricoles. L'orientation générale du PPRT sera donc de restreindre les implantations dans ces dernières. Cependant, les besoins de développement exprimés par les communes de MOUTIERS et de VALLEROY compte tenu des contraintes lourdes (notamment minières) déjà existantes sur les bords communaux nécessitent d'admettre une possible ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone d'aléa faible moyennant prescriptions sur le comportement du bâti face à l'aléa de suppression.

Suite aux échanges avec les collectivités lors de la réunion du 26 septembre 2008 (cf. compte-rendu en annexe 8), un compromis alliant besoins de développement des communes et prévention du risque technologique a été défini à l'intérieur de la zone d'aléa faible, et plus particulièrement dans la zone de suppression de 20 à 35 mbar compte tenu des connaissances actuelles en matière de la tenue des vitrages à l'aléa suppression. (Les cartes suivantes représentent ces zones pour les communes de MOUTIERS et VALLEROY)

Au total, le PPRT définit quatre zones :

→ La zone grisée :

La zone grisée correspondant à l'emprise foncière des installations de l'entreprise TITANOBEL, est une zone d'interdiction de tout bâtiment ou activité ou usage non liés aux installations à l'origine du risque. Cette interdiction n'est pas motivée par l'aléa mais est destinée à enclencher une révision du PPRT si l'exploitant venait à se séparer de tout ou partie de son terrain. La zone grisée ne fait pas partie des zones réglementaires du PPRT.

→ La zone R :

La zone R correspond à un niveau d'aléa Très Fort 'plus' et Très Fort.

Dans cet espace agricole et naturel sans aucun autre enjeu, rien n'est à autoriser, sauf en ce qui concerne les constructions ou aménagements des bâtiments existants de TITANOBEL, sous réserve qu'ils n'y accroissent pas les risques.

→ La zone r1 :

La zone r1 correspond à un niveau d'aléa Fort +, Fort moyen + et moyen. Le guide méthodologique précise qu'un principe d'interdiction est à retenir avec quelques aménagements tolérés, dans la mesure où ils n'augmentent pas l'exposition au risque des populations.

Cette zone est à vocation uniquement agricole et forestière, sans aucun autre enjeu, notamment sans bâti existant.

L'orientation choisie lors des réunions d'association est donc de préserver cet espace et de n'autoriser aucune nouvelle implantation à l'exception de celles liées à l'entreprise TITANOBEL sous réserve qu'ils n'accroissent pas les risques.

Les équipements d'infrastructure strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs ne pouvant être implantés ailleurs sont également autorisés mais la réalisation de voies routières et ferroviaires susceptibles d'exposer un grand nombre de personnes est interdite.

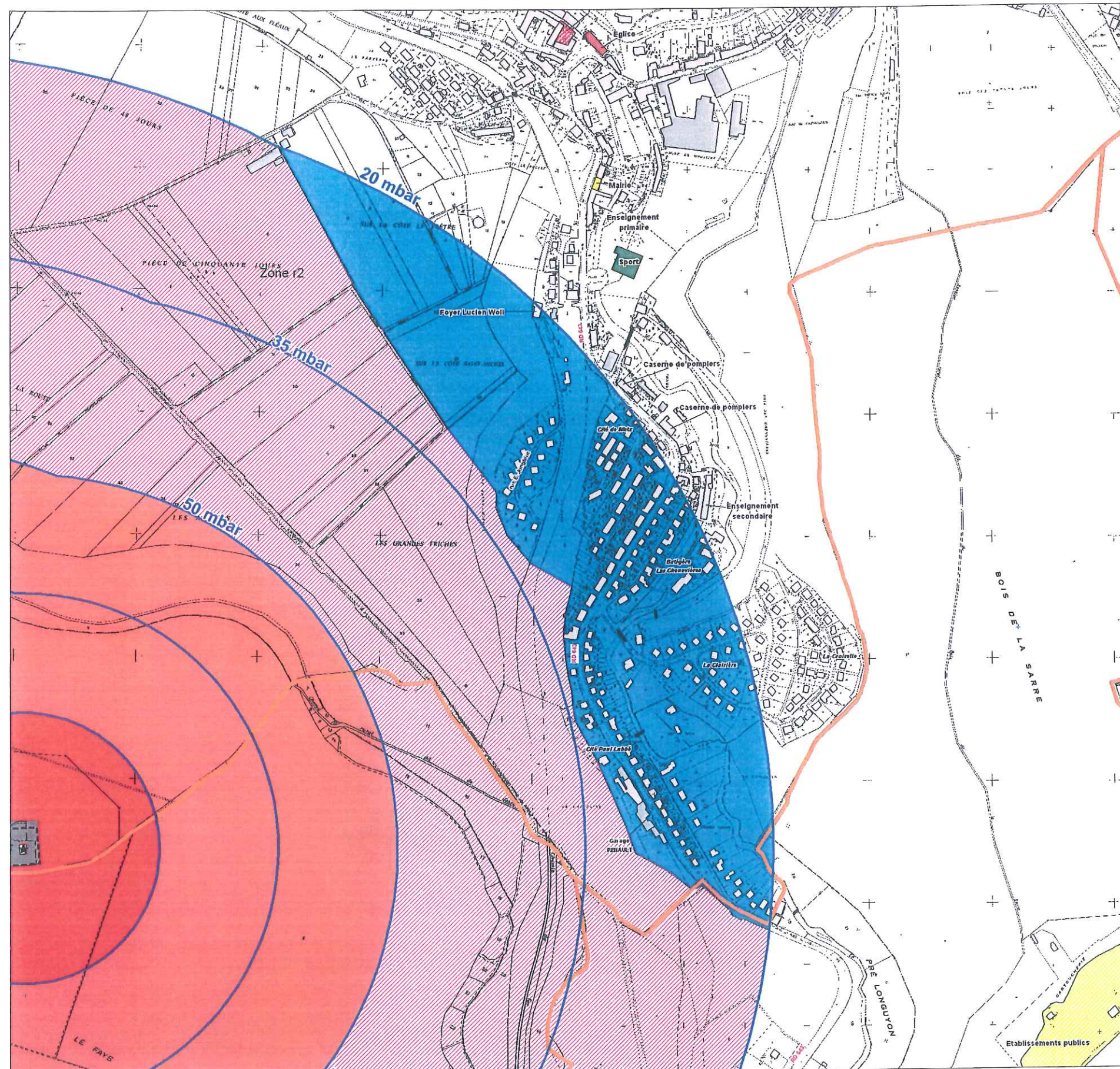
→ La zone r2 :

La zone r2 correspond à une zone d'aléa faible qu'il convient de préserver de toute urbanisation. En effet, cette zone bien que modérément exposée doit conserver son caractère agricole et forestier, les possibilités de développement en dehors des zones à risque étant possible sur les communes de VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE.

Cependant, dans cette zone, certaines installations ou bâtiments en lien avec la vocation de cet espace sont autorisés. Il s'agit, outre les équipements d'infrastructures strictement nécessaires au fonctionnement des services publics ou collectifs, des constructions ou installations agricoles sous réserve de ne pas engendrer de l'hébergement temporaire ou permanent.

Les abris légers limités à 20 m² d'emprise au sol sont également admis dans cette zone.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

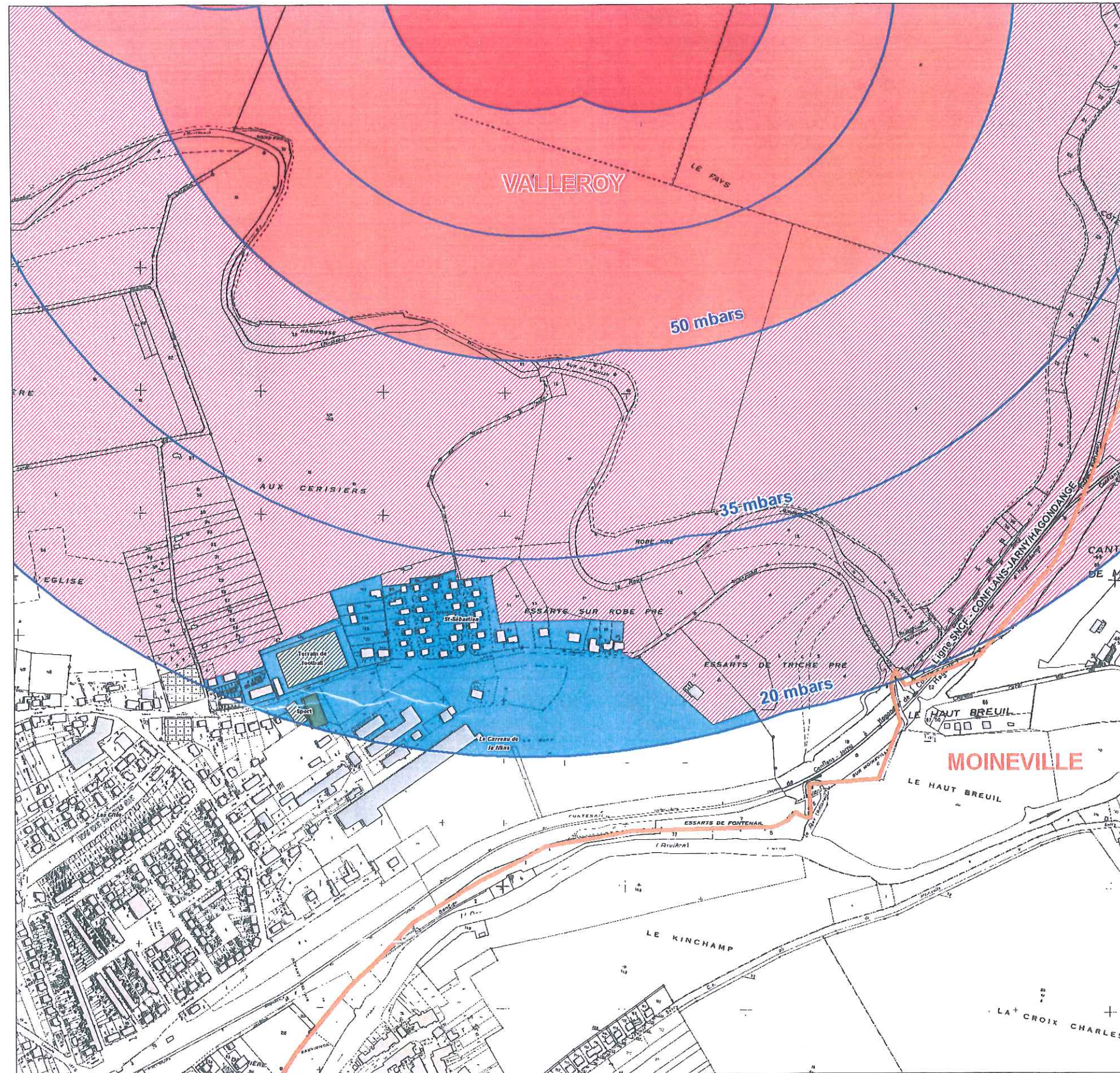


Commune de Moutiers
Effet surpression

Légende PPR

- Zone R
- Zone r1
- Zone r2
- Zone b
- Zone grisée
- Effet surpression
- Effet dépression

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS



Commune de Valleroy

Effet surpression

Légende PPR

- Zone R
- Zone r1
- Zone r2
- Zone b
- Zone grisée

Effet surpression

→ La zone b :

La zone b correspond à la zone d'aléa faible où les constructions nouvelles sont admises pour les raisons suivantes :

A VALLEROY, la zone b correspond à des secteurs déjà urbanisés pour lesquels compte tenu du niveau modéré de l'aléa, il convient de ne pas interdire le comblement des dents creuses ainsi qu'un développement normal des constructions déjà existantes (extension, annexe...)

A MOUTIERS, la logique est différente. Cette commune doit être regardée d'après la Directive territoriale Nord approuvée le 2 août 2005 comme une commune très contrainte de par sa situation vis à vis de la problématique minière. Ainsi, 64 % des parties actuellement urbanisées de la commune sont couvertes par l'aléa minier.

Compte tenu de la contrainte minière et d'une topographie particulière et difficile, les seules possibilités de développement de la commune se trouvent en zone d'aléa faible technologique. C'est pourquoi, les réunions d'association ont acté le principe d'une ouverture à l'urbanisation limitée en quantité dans la zone d'aléa faible (surpression dynamique 20 à 50 mbar) mais uniquement dans la zone proche des 20 mbar.

Cependant, dans cette zone la réalisation des constructions mettant en situation des vulnérables (hôpitaux, crèche, maison de retraite ...) demeurera interdite. Il en sera de même des établissements recevant du public quels que soient leur catégorie et leur type ainsi que des centres opérationnels de secours.

Les constructions et installations autorisées dans cette zone devront cependant respecter des prescriptions constructives permettant de réduire la vulnérabilité des futurs bâtiments dans le but de préserver la sécurité des occupants au regard des risques de bris de vitres.

Quelle que soit la zone, les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments et installations existants au moment de l'approbation du PPRT ne sauraient être interdits sous réserve qu'ils ne conduisent pas à un accroissement de la vulnérabilité et du risque.

6.2.1. Prescriptions pour les nouveaux projets

Pour les raisons évoquées précédemment, des constructions nouvelles seront autorisées en zone d'aléa faible sur une partie du territoire des communes de MOUTIERS et VALLEROY. Cependant, ce besoin de développement des communes ne doit pas aller à l'encontre de l'objectif principal de protection des populations.

En effet, dans la zone de 20 à 35 mbar, des effets indirects sur le comportement mécanique des bâtiments sont à envisager par le fait que les composants d'ouvrages (éléments vitrés, éléments de l'enveloppe et de structure, mais également les autres éléments tels que les couvertures et les menuiseries) peuvent, en cas de projection de débris ou effondrement partiel ou total, constituer un risque pour les personnes.

C'est pourquoi, dans cette zone les installations et constructions nouvelles autorisées devront être conçues pour que les caractéristiques des vitrages permettent d'éviter des blessures sur les personnes par projection de bris de vitres. De même des mesures concernant le renforcement des ouvertures, menuiseries, couverture et charpente ainsi que des bâtiments à structure métallique devront être mise en œuvre pour atteindre de même objectif.

À cet égard, il est demandé aux futurs pétitionnaires d'attester la réalité des mesures de renforcement et/ou de protection des éléments vitrés qui seront mises en œuvre sur la future construction.

Lors du dépôt de la demande d'autorisation d'occupation du sol, le pétitionnaire devra donc joindre l'attestation selon modèle joint en annexe du règlement. Les concessionnaires de réseaux (transports d'énergie, télécommunications, eau) sont également soumis à cette obligation.

6.2.2. Recommandations sur les constructions et installations existantes

L'analyse des enjeux a démontré que dans le périmètre d'études, certaines installations et habitations se trouvent en zone d'aléa faible à VALLEROY et MOUTIERS.

Pour ces dernières, les effets à redouter en cas d'accident sont essentiellement des blessures indirectes pour les occupants par bris de vitres.

L'objectif recherché par le PPRT en la matière est donc prioritairement de garantir la sécurité des occupants des bâtiments.

Le PPRT recommande sans le rendre obligatoire la mise en place de mesures préventives sur les éléments des constructions les plus sensibles à l'effet de surpression dynamique tel que le renforcement des vitrages, le filmage des vitres, le renforcement des bâtiments à structure métallique. Cette option de la recommandation a été retenue lors des réunions d'association à la demande des élus et des riverains.

Par ailleurs, les extensions et les reconstructions de bâtiments existants devront respecter les mesures de protection prévues pour les biens futurs.

7. AVIS FORMULÉS PAR LES PERSONNES ET ORGANISMES ASSOCIÉES - BILAN DE LA CONCERTATION

➤ Bilan de la concertation

A l'issue des différentes réunions des personnes et organismes associés qui ont conduit à la rédaction d'un projet de règlement du PPRT, une phase de concertation a été menée. La concertation comporte des temps d'écoute, de dialogue et d'échanges directs avec toute personne intéressée par l'élaboration du PPRT. Conformément aux modalités de la concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, les documents élaborés au cours des réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains dans les mairies de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs remarques du 25 avril au 25 mai 2009.

Les copies des registres ainsi que les réponses aux remarques formulées figurent en annexe 9 et 10 respectivement du présent document.

Ces remarques n'ont pas entraîné de modification du projet de PPRT.

➤ Avis formulés par les personnes et organismes associés

Conformément à l'article R.515-43 du Code de l'Environnement, les Personnes et Organismes Associés ont été consultés sur le projet de plan par courrier en date du 13 août 2009.

À défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leurs avis ont été réputés favorables.

Une présentation du projet de PPRT, ainsi que du bilan de la concertation a été faite en CLIC lors de sa réunion du 3 juillet 2009. A l'issue de cette présentation, le CLIC a été appelé à se prononcer sur le projet de PPRT. Le CLIC a émis un avis favorable.

Personne/Organisme Associé	Avis
Mairie de MOUTIERS	Défavorable par délibération du conseil municipal du 24 août 2009
Mairie d'AUBOUE	Défavorable par délibération du conseil municipal du 17 septembre 2009
Mairie de VALLEROY	Défavorable par délibération du conseil municipal du 25 septembre 2009
Mairie de MOINEVILLE	Défavorable par délibération du conseil municipal du 22 septembre 2009
Communauté de communes du Pays de l'Orne	Réputé favorable
TITANOBEL	Favorable sans réserve par courrier du 8 octobre 2009
CLIC	Favorable par vote lors de sa réunion du 3 juillet 2009
DRIRE	Réputé favorable
DDEA	Favorable sans réserve par courrier du 2 septembre 2009

L'ensemble des avis reçus, le compte-rendu de la réunion du CLIC du 3 juillet 2009, lors de laquelle celui-ci s'est prononcé par vote sur le projet de PPRT, ainsi que les réponses aux remarques formulées figurent dans l'annexe 11 du présent document.

Ces remarques ont entraîné une seule modification du projet de PPRT qui concerne les équipements et les usages dans la partie « RECOMMANDATIONS » du PPRT.

La nouvelle rédaction des recommandations ne mentionne plus « de ne pas autoriser les rassemblements ou manifestations de nature à exposer le public dans les zones soumises aux aléas ».

8. L'ENQUÊTE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du 26 avril au 26 mai 2010, dans les communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE.

➤ Arguments et conclusions du Commissaire Enquêteur

Le Commissaire Enquêteur a rendu ses conclusions par rapport du 22 juin 2010.

Il a rendu un avis défavorable sur la base de plusieurs éléments, reportés intégralement ci dessous :

1. A Moutiers, les possibilités d'extension de cette commune sont très réduites et les éventuelles ouvertures à l'urbanisation à MOUTIERS auront du mal à concilier les besoins et les contraintes de développement de la commune de MOUTIERS avec les principes de prévention et de protection des populations. Ce point ne semble pas avoir été assez exploré lors de la concertation préalable au PPRT ou les conditions de l'étude ne permettaient pas d'avoir une représentativité équitable (voir composition de la CLIC).
2. A Valleroy, la présence de jeunes enfants dans le domaine d'influence lors des dessertes en transports en commun ne permet pas d'admettre que ce plan est convenable.
3. Une visite des lieux et bois environnant a permis de constater l'insuffisance de signalisation. Par ailleurs, les promeneurs peuvent se rendre sans difficulté sur le site TITANOBEL qui lors de l'enquête publique n'était pas protégé par un grillage. Le site n'est pas à l'abri d'un acte de vandalisme ou de terrorisme vu les protections « apparemment » légères des locaux. Pour la sécurité des promeneurs les services de l'État envisagent une participation financière collective pour dresser une clôture en périphérie du site et demandent un consensus entre la Commune, l'ONF, les

propriétaires riverains et l'exploitant pour financer ce projet. Est il admissible qu'un financement public puisse profiter à une entreprises privée ?

4. Il n'est pas admissible que ce soit aux administrés de supporter les coûts de renforts de leurs menuiseries afin de répondre aux recommandations du PPRT. Une proposition de partage du coût entre l'entreprise, la commune et le propriétaire de l'habitation devrait être envisagée, en abordant aussi la question des assurances et des responsabilités des constructeurs. La question des dévaluations des biens et des éventuelles indemnisations relatives à ces pénalités n'est pas abordée. Globalement, les habitants des communes concernées par le PPRT ont l'impression d'être lésés sans pour autant avoir une contrepartie, d'autant plus que ces habitants, en particulier ceux de Moutiers, sont durement touchés par le PPRM.
5. Aucun élément du dossier ne permet de mesurer les risques sur l'environnement.
6. Le commissaire enquêteur ne comprend pas cette répartition des voix au sein de la Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC) qui minimise considérablement le poids des habitants dans les décisions
7. Il est impensable de priver les associations sportives des terrains et bâtiments destinés à leurs activités sans avoir étudié toutes les solutions qui pourraient permettre de libérer l'emprise des ces lieux du périmètre du PPRT.
8. Le commissaire enquêteur s'est questionné sur l'impact des merlons de terre érigés autour des zones de stockage d'explosifs sur les résultats de la modélisation sur lesquels était basé le PPRT. Il serait intéressant et capital de réaliser une étude tenant compte de l'installation des merlons de terre.
9. Le commissaire enquêteur a constaté que la sirène sonore du site TITANOBEL n'est pas située assez haut et fait face à un barrage végétal qui atténuera considérablement l'onde sonore. D'autre part les mesures de sécurité dans le site sont correctes mais pas draconiennes comme on pourrait l'imaginer pour un site fabricant et stockant des explosifs. Il n'est pas impossible qu'une personne mal intentionnée de prendre pour cible les équipements contenant le produit explosif sans aucune difficulté.
10. La note complémentaire réalisée par la société TITANOBEL, à la demande du commissaire enquêteur, insiste sur la conformité de l'installation, mais l'enjeu principal n'est pas uniquement la conformité de l'installation mais le devenir des communes avoisinantes du site. Certes, ce n'est peut-être pas le rôle du PPRT de prendre en considération les enjeux socio-économiques, mais alors à quel niveau ces paramètres sont-ils pris en compte dans la procédure ? Cette étude a permis de montrer qu'il y a

possibilité d'atténuer les impacts socioéconomiques sur les communes de Moutier, Valleroy (et éventuellement de Briey) sans pénaliser la société TITANOBEL, en déplaçant sur une petite distance les sites de stockage sans réduire leur capacité.

➤ Analyse des arguments du Commissaire Enquêteur

Les conclusions du Commissaire Enquêteur ont été faites sur la base d'une analyse des observations formulées lors de l'enquête publique. Cette analyse, jointe à son rapport, soulève plusieurs observations, dont les principales sont reprises dans ses conclusions conduisant à son avis défavorable.

En annexe 14 à la présente note figure le détail des réponses des services de l'état à ces observations qui sont, pour la plupart, reprises ci-dessous.

Concernant les différents arguments mentionnés dans les conclusions du Commissaire Enquêteur, cités ci-dessus, voici l'analyse point par point des services de l'état :

1. Il est indéniable que la commune de Moutiers est affectée par de nombreux risques au premier rang desquels le risque minier.

Ces éléments sont repris de façon explicite dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des Risques Technologiques présenté en enquête publique, page 35. Il y est notamment indiqué : « Compte tenu de la contrainte minière et d'une topographie particulière et difficile, les seules possibilités de développement de la commune se trouvent en zone d'aléa faible technologique. C'est pourquoi les réunions d'association ont acté le principe d'une ouverture à l'urbanisation limitée en quantité dans la zones d'aléa faible [...] ».

Par ailleurs, lors des réunions de concertation et des Personnes et Organismes Associés (POA), les services de l'État n'ont jamais remis en cause le principe d'un développement de l'urbanisation à Moutiers même en zone d'aléa faible technologique.

Suite aux élections municipales de mars 2008, la nouvelle municipalité a proposé un secteur qui serait susceptible d'être ouvert à l'urbanisation sur le plateau (au lieu dit de la Côte des Hauts) de 14,3 hectares. Ce secteur est à l'écart du tissu urbain actuel et de son offre urbaine.

Cette proposition est apparue démesurée au regard de la situation démographique de la commune et des besoins de développement de la commune.

En effet, la commune de Moutiers connaît une déprise démographique depuis 1968 (2712 habitants en 1968 contre 1774 habitants en 2007). Les raisons de cette baisse sont nombreuses : processus de désindustrialisation, vieillissement de la population, expropriation et risques miniers, etc. La taille moyenne des ménages est actuellement de l'ordre de 2,3.

Le projet de PPRT qui a été présenté en enquête publique offre la possibilité à la commune de corriger son évolution démographique actuellement très défavorable sur une surface de 6,82 hectares, par l'urbanisation de surfaces actuellement dévolues à l'agriculture.

Si l'on prend comme hypothèse une densité de 12 habitations individuelles à l'hectare (hypothèse volontairement minimale n'intégrant pas les possibilités de densification de l'habitat par de l'habitat collectif et ne prenant pas en compte une densité plus forte dans le prolongement du Grenelle de l'environnement), le cumul des zones permettraient d'accueillir de l'ordre de 84 ménages soit environ 200 personnes, ce qui est compatible avec un développement raisonné de l'urbanisation sur Moutiers.

Et ceci sans préjudice des solutions intercommunales qui peuvent être envisagées, comme le rappelle la Directive Territoriale d'Aménagement approuvée le 2 août 2005.

Enfin, la proposition de la commune de Moutiers concernait des secteurs où l'effet de surpression est évalué à 35-50 mbar. Dans ces zones, les contraintes de constructibilités pour d'éventuels constructeurs auraient été encore plus élevées, contraintes que dénonce par ailleurs la commune de Moutiers.

Le projet de PPRT concilie donc les besoins de développement de la commune avec les principes de la prévention des risques, et ce point était expliqué dans les documents présentés en enquête publique.

La composition du CLIC est examinée au point 6 ci-dessous.

2. La présence non permanente de véhicules de transport en commun de jeunes enfants, en bordure du périmètre d'études a été signalé lors des différentes réunions d'association afin, le cas échéant, d'envisager un déplacement pour ne pas exposer inutilement de nouvelles personnes aux risques technologiques.

Cette vulnérabilité, qui demeure réduite, ne représente qu'une faible part des 710 et 683 personnes équivalentes comptabilisées dans la zone des effets indirects sur la vie humaine par bris de vitre en cas de détonation des dépôts 1 et 2 respectivement. Dans ces conditions elle n'a fait l'objet d'aucune proposition de prescription ou de

recommandation des Personnes et Organismes Associés (POA) dans le cadre de l'élaboration du projet de PPRT.

Il a par contre été indiqué parmi les recommandations (et non parmi les prescriptions) :

« Afin de limiter l'exposition temporaire ou prolongée de personnes dans ces zones d'aléa, il est recommandé aux gestionnaires et personnes concernées :

- *De ne pas autoriser de nouvelles aires de stationnement et/ou retournement de transports collectifs dans les zones soumises aux aléas. »*

En tout état de cause, rien n'interdit aux organismes concernés, s'ils en ont la possibilité, de déménager ces infrastructures en dehors des zones d'aléas. Ces aménagements peuvent être réalisés indépendamment du cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Concernant ce problème spécifique soulevé par le Commissaire Enquêteur, les services de l'état demeurent ouverts, y compris lors de réunion non strictement sensu liées au PPRT, à évoquer ce sujet avec l'ensemble des acteurs concernés pour examiner si des améliorations peuvent être trouvées.

3. Il est exact que, dans la configuration actuelle, il est possible que des personnes extérieures (promeneurs...) à l'entreprise pénètrent dans la zone des effets très graves pour la vie humaine (Z1 et Z2). La maîtrise foncière et l'interdiction de pénétrer dans ces zones amélioreraient la sécurité des riverains. Cette mesure n'est cependant envisageable que dans le cadre d'un consensus entre les différentes parties concernées (mairie, Office National des Forêts, propriétaires des terrains, exploitants).

Les services de l'État ont déjà indiqué à plusieurs reprises qu'ils seraient très favorables à la pose d'une clôture permettant de matérialiser cette interdiction.

Cette disposition ne pouvant cependant pas être prescrite à l'exploitant, du fait qu'il n'est pas propriétaire de ces terrains, l'inspection des installations classées ne peut que proposer qu'un consensus soit établi entre les différentes parties concernées pour édifier cette clôture. Ce consensus ne s'applique pas au financement de cette clôture (le mot « financement » ne figure pas dans les documents présentés en enquête publique), mais uniquement à un accord avec les propriétaires des terrains concernés, notamment les collectivités et l'ONF pour que l'exploitant puisse légalement clôturer cette zone à ses propres frais. L'exploitant s'était d'ailleurs engagé à financer la fourniture et la pose de cette clôture si on lui accordait le droit de le faire.

Pour la précision, il convient de bien souligner à nouveau qu'il est prévu que cette clôture soit implantée au niveau de la zone de dangers très graves pour la vie humaine, comme l'indiquent les documents présentés en enquête publique, et non en périphérie du site comme l'écrit le commissaire enquêteur.

Les aspects de vandalisme et de terrorisme ne sont pas intégrés dans l'étude de dangers car ils relèvent d'une logique autre que celle traitée par le Code de l'Environnement. Des dispositions spécifiques, relevant des forces de l'ordre (police, gendarmerie), sont prescrites dans un autre cadre réglementaire.

A noter toutefois que les aléas ayant servi à établir le PPRT sont notamment basés sur l'explosion de la totalité de la masse d'explosifs renfermés par le dépôt, ce qui revient à en prendre en compte les effets quels que soient les scénarii aboutissant à ce type de phénomène dangereux.

4. Les problèmes évoqués par le Commissaire Enquêteur concernent quatre points :

- Les modalités de financement des travaux sur le bâti,
- La dévaluation des biens immobiliers,
- Le rôle des assurances,
- La responsabilité du constructeur.

Point 1 : Les modalités de financement des travaux sur le bâti :

La totalité des bâtiments concernés se trouve en zone d'aléa faible surpression. Le PPRT de Titanobel recommande sans le rendre obligatoire la mise en place de mesures préventives sur les éléments des constructions les plus sensibles à l'effet de surpression dynamique tel que le renforcement des vitrages, le filmage des vitres, le renforcement des bâtiments à structure métallique.

Cette option de la recommandation plutôt que la prescription a été retenue lors des réunions d'association à la demande des élus et des riverains.

Sur ce point spécifiquement, le projet de règlement d'urbanisme a été modifié marginalement suite à l'enquête publique, afin de corriger une légère ambiguïté. La version présentée en consultation, dans la partie « II.4.1 - Dispositions relatives aux projets nouveaux et existants » (applicable aux zones urbanisables soumises à un effet de surpression entre 20 et 35 mBar), interdit la construction ou l'aménagement de différents types de bâtiments, ainsi que « les vérandas et les verrières » et « les bâtiments à structure métallique ». On pourrait en déduire que les vérandas, verrières et bâtiments à structure métallique existants dans les zones concernées sont interdits, donc devraient être détruits. Or ce n'est pas l'esprit de ce qui a été

présenté et discuté avec les personnes et organismes associés à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Aussi le règlement d'urbanisme a été modifié en interdisant « la construction de bâtiments et de verrières » et « la construction de bâtiments à structure métallique ».

Pour ce qui concerne le financement en tant que tel, il convient de noter que, en application de l'article L.515-16 du code de l'environnement, le PPRT peut prescrire ou recommander des mesures de réduction de la vulnérabilité des bâtiments situés dans le périmètre d'étude du PPRT.

Les possibilités de financements introduites par la loi du 30 juillet 2003 et la Loi de Finances (2010) notamment, telles que le crédit d'impôts de 40 % pour les travaux prescrits par la réglementation et effectués par les particuliers ou le dégrèvement de la TLE (taxe locale d'équipement) et des taxes annexes comme la taxe sur les espaces naturels sensibles en cas de permis de construire prévus en cas d'obligation, ne sont donc pas opérantes dans le cadre législatif actuel, qui ne peut être modifié que par voie parlementaire.

La mise en place éventuelle de ces recommandations serait donc, à ce jour, à la charge du propriétaire.

Point 2 : La dévaluation des biens immobiliers :

La dépréciation de la valeur des biens immobiliers est certes une question légitime mais, si elle s'avérait fondée, elle n'est actuellement pas traitée par les textes réglementaires concernant la mise en oeuvre des PPRT. On peut cependant souligner que les prix de l'immobilier dépendent de nombreux facteurs (offre et demande de logements en premier lieu, proximité des services, emplacement des habitations, des équipements et infrastructures, conjoncture ...) indépendants du PPRT et rien ne permet de conclure que les PPRT vont systématiquement entraîner une baisse des prix de l'immobilier.

Il convient de noter également que la question de la valeur des biens immobiliers a déjà été abordée dans les documents soumis à l'enquête publique, page 5 du document « Avis des personnes et organismes associés » :

« 7. La dévaluation des habitations en cas de revente

La présence de cette installation et de ses dangers est connue depuis plusieurs dizaines d'années et a fait l'objet de porter à connaissance auprès des 4 communes concernées ayant en charge l'urbanisme sur le territoire de leur commune. Les plans

d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme applicables de ces communes reprennent ces éléments d'information concernant ce risque. »

Point 3 : Le rôle des assurances :

Cet aspect n'est pas traité dans le chapitre II - Maîtrise de l'urbanisation autour des établissements industriels à risque - relatif au PPRT de la loi du 30 juillet 2003, mais dans son chapitre IV - Indemnisation des victimes de catastrophe technologique.

Ainsi, il serait opportun de rappeler que la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit qu'en cas d'accident survenant dans une installation classée et endommageant un grand nombre de biens immobiliers, l'état de catastrophe technologique est décidé par l'autorité administrative pour déclencher l'indemnisation des dommages comme cela peut exister pour les catastrophes naturelles.

Point 4 : La responsabilité du constructeur :

Il s'agit là d'un sujet beaucoup plus général traitant des litiges entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui n'est pas strictement lié au PPRT.

5. L'article L. 515.15 du Code de l'Environnement, relatif au PPRT, indique que :
- « L'Etat élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de délimiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et qui y figuraient au 31 juillet 2003, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.
- L'Etat peut élaborer et mettre en œuvre de tels plans pour les installations mises en service avant le 31 juillet 2003 et ajoutées à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 postérieurement à cette date.
- Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. »

L'étude des dangers produite par la société TITANOBEL ne fait apparaître aucun des phénomènes dangereux évoqués par le Commissaire Enquêteur.

6. Le CLIC (Comité Local d'Information et de Concertation) est constitué de cinq collèges : Administration, Collectivités territoriales, Exploitants, Riverains et Salariés.

Ces cinq collèges sont définis à l'article D.125-30 du Code de l'Environnement ; ils sont égaux.

L'article D.125-31 du même code précise que l'avis concernant le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés.

Cet article stipule : « (...) Le comité est associé à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan, en application de l'article L. 515-22. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés. Sur décision du président ou à la demande d'une majorité des membres d'un collège, il peut être procédé à un vote par collège. Dans ce cas, le résultat des votes au sein de chaque collège est joint à l'avis du comité ; (...) »

Ces règles ont été respectées.

7. Concernant l'usage des équipements sportifs, la remarque du commissaire enquêteur n'est pas fondée : aucune prescription ni recommandation proposées à l'enquête publique ne restreint l'usage d'un équipement collectif existant.

Bien au contraire, il est expliqué à la page 36 du rapport de présentation ainsi que dans l'analyse des avis des personnes et organismes associés (pages 5 et 25 du document « Avis des personnes et organismes associés ») que la recommandation suivante a été retirée du projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques : « ne pas autoriser les rassemblements ou manifestations de nature à exposer le public dans les zones soumises aux aléas ».

Cette modification est intervenue suite aux remarques émises à l'occasion de la réunion du CLIC le 3 juillet 2009.

8. Cette remarque n'est pas fondée : la page 6 de la note de présentation fournie en enquête publique indique que l'installation d'un merlon sur le 4^{ème} côté de chaque dépôt a été imposée par l'arrêté préfectoral du 7 août 2007. La raison d'être de ce merlon est clairement expliquée : « éviter la détonation quasi-simultanée d'un dépôt et d'un camion ».

La liste des phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques, à la même page de la note de présentation, comporte la détonation d'un dépôt ou d'un camion, mais jamais les deux simultanément.

Par contre, sur des longues distances un merlon n'a pas d'effet de réduction de surpression.

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques a donc bien été élaboré en prenant en compte l'existence des merlons, et cela est clairement expliqué dans la note de présentation fournie en enquête publique.

9. Les sirènes ont pour but d'avertir la population d'un départ d'incendie sur le site, qu'une détonation est redoutée et que les personnes doivent se protéger. Il s'agit d'une mesure d'intervention en cas d'urgence, intégrée au Plan Particulier d'Intervention (PPI), mais qui ne relève pas du PPRT. Elle sera traitée dans ce dernier cadre.

Les aspects de prévention du vandalisme ou du terrorisme ont été abordés au point 3.

10. Il est indiqué explicitement à la page 5 du document « Avis des personnes et organismes associés » annexé à la note de présentation du Plan de Prévention des Risques Technologiques, et présenté en enquête publique : « la réglementation ne permet pas d'imposer la délocalisation du site exploité par la société TITANOBEL à MOUTIERS au regard des actions de réduction de risque à la source mises en œuvre et de l'éloignement du site vis-à-vis des la population voisine. »

La décision de demander la création d'un nouveau dépôt à quelques centaines de mètres des stockages existants appartient au seul exploitant et ne peut pas lui être imposée dans l'état actuel de la réglementation.

Par contre, rien n'interdit aux différentes communes concernées, en association avec l'industriel, d'examiner l'opportunité et l'acceptabilité socio économique d'un tel projet. Cette démarche dépasse cependant largement le cadre de ce PPRT

➤ Suites données aux conclusions du commissaire enquêteur

Compte tenu des éléments d'analyse développés ci-dessus, les conclusions du Commissaire Enquêteur n'apparaissent pas de nature à remettre en cause l'approbation du projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques qui a été soumis à enquête publique, sous réserve de la modification concernant l'interdiction de la construction des vérandas, verrières, bâtiment à structure métallique.

9. LE PPRT DE TITANOBEL À MOUTIERS

9.1. LE PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Le plan de zonage réglementaire et le règlement sont l'aboutissement de la démarche. Ils expriment les choix issus de la phase de stratégie du PPRT, fondée sur la connaissance des aléas, des enjeux exposés, de leur niveau de vulnérabilité.

Le zonage réglementaire permet de représenter spatialement les dispositions contenues dans le règlement et constitue l'aboutissement de la réflexion engagée avec les différents acteurs associés à la démarche.

Il délimite :

- le périmètre d'exposition aux risques
- les zones dans lesquelles sont applicables :
 - des interdictions ;
 - des prescriptions ;
 - et/ou des recommandations ;

sur l'urbanisme futur et le bâti existant.

9.2. LE PÉRIMÈTRE D'EXPOSITION AUX RISQUES

Dans le cas du PPRT mis en place autour du site TITANOBEL à MOUTIERS, le périmètre d'exposition aux risques correspond à la zone enveloppe de la cartographie des aléas.

Le périmètre d'exposition aux risques est représenté sur le plan de zonage réglementaire. Il correspond au périmètre réglementé par le PPRT. Ce périmètre ne doit pas être considéré comme une barrière étanche aux risques : en effet, celui-ci résulte d'hypothèses faites et est tributaire des incertitudes inhérentes à toute modélisation. Aussi, les projets d'aménagement en périphérie de ce périmètre d'exposition aux risques, doivent dans un cadre réglementaire non contraignant veiller à maîtriser leur vulnérabilité.

9.3. LA DÉLIMITATION DES ZONES RÉGLEMENTAIRES

Les zones sont définies en fonction des mesures à prendre pour limiter les conséquences des effets en cas d'accidents majeurs. Elles donnent lieu à des prescriptions d'urbanismes, de constructions et de gestion de l'espace.

Dans la carte représentant le zonage réglementaire, ces différentes zones sont identifiées de la manière suivante :

Modes de représentation cartographique du plan de zonage réglementaire

L'emprise foncière des installations, objet du PPRT, est par convention grisée



Les principes réglementaires par zone sont :



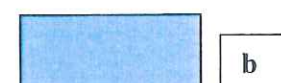
Les zones exposées à un niveau d'aléas très fort (TF+ et TF), par convention rouge foncé (R) dans lesquelles notamment les nouvelles constructions sont interdites.



Les zones exposées à un niveau d'aléa fort (F à F+) M+ et M, par convention rouge clair (r1), sur lesquelles de nouvelles implantations sont interdites,



Les zones exposées à un niveau d'aléa moyen Faible sur lesquelles seuls sont autorisés les bâtiments agricoles non habités ainsi que les abris légers



Les zones exposées à un niveau d'aléa faible où la construction neuve est admise sous réserve de la mise en place de dispositions constructives prescrites.

► PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE



9.4. LE RÈGLEMENT

Conformément à l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, et en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- délimite les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation,
- prescrit les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine,
- définit des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

Comme explicité dans la présentation des phénomènes dangereux et des aléas (paragraphe 4.1), les différentes zones à risque sont concernées par un aléa de surpression dynamique. C'est pourquoi, les différentes prescriptions et recommandations ont donc pour objectifs de limiter les conséquences de ces effets de surpression dynamique en renforçant ou en interdisant les éléments constructifs les plus vulnérables, à savoir les surfaces vitrées.

Le règlement du PPRT est organisé de la manière suivante :

➤ **Titre I - Portée du règlement du PPRT**

Le titre I fixe le champ d'application du PPRT, les principes ayant conduit aux dispositions qui y figurent et rappelle les principaux effets.

➤ **Titre II - Règles d'urbanisme et prescriptions constructives régissant les projets.**

Le titre II définit pour chaque zone les occupations du sol, installations et travaux autorisés. Il fixe pour tout projet des prescriptions à respecter et recommande la mise en place de mesures de protection sur les vitrages existants tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus.

Par ailleurs, des recommandations sur les habitations existantes, les équipements et les usages sont définis dans le PPRT.

ABREVIATIONS

AS : Autorisation avec Servitudes

CLIC : Comité Local d'Information et de Concertation

DDE : Direction Départementale de l'Équipement

DDRM : Dossier Départemental des Risques Majeurs

DRIRE : Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

MEEDDM : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer

PLU/POS : Plan Local d'Urbanisme remplaçant le Plan d'Occupation des Sols

POI : Plan d'Opération Interne

PPI : Plan Particulier d'Intervention

PPRT : Plan de Prévention des Risques Technologiques

DEFINITIONS

L'ensemble des termes ou expressions techniques des risques industriels est défini dans le glossaire situé en annexe 7, issu de la circulaire n°DPPR/SEI2/MM-05-0316 du 5 octobre 2005. Les termes définis ci-dessus sont les plus fréquemment utilisés dans la note de présentation.

Danger : Cette notion définit une propriété intrinsèque à une substance (butane, chlore,...), à un système technique (mise sous pression d'un gaz,...), à une disposition (élévation d'une charge),..., à un organisme (microbes), etc., de nature à entraîner un dommage sur un « élément vulnérable ».

Potentiel de danger : (ou « source de danger » ou « élément porteur de danger ») Système (naturel ou créé par l'homme) ou disposition adoptée et comportant un (ou plusieurs) "danger(s)"; dans le domaine des risques technologiques, un "potentiel de danger" correspond à un ensemble technique nécessaire au fonctionnement du processus envisagé. Par exemple, un réservoir de liquides inflammables comporte un potentiel de danger. Il est porteur du danger lié à l'inflammabilité du produit contenu.

Effets : il y a trois types d'effets possibles pour un phénomène dangereux : toxique (lié à un dégagement de gaz ou de fumées toxiques), thermique (dû à un incendie) et surpression (suite à une explosion ou une détonation). Ils sont mesurés selon quatre niveaux d'intensité croissante : indirects, irréversibles, létaux et létaux significatifs.

Enjeux : ce sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, susceptibles d'être affectés ou endommagés par un aléa. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

Vulnérabilité : la vulnérabilité est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné. Par exemple, on distinguera des zones d'habitat de zones de terres agricoles, les premières étant plus sensibles que les secondes à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

Aléa : probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée.
Par exemple, la probabilité qu'un dépôt de 25 tonnes d'explosifs explose en provoquant une zone de surpression dynamique de 20 mbars à 1 287 mètres, constitue un aléa.

Risque Technologique : C'est la combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux.
Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la vulnérabilité et la probabilité.

Un phénomène dangereux est une libération d'énergie ou de substance produisant des effets, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (Annexe 3), susceptibles d'infliger un dommage à des éléments vulnérables (personnes, bâtiments...) sans préjuger de l'existence de ces derniers (exemple de phénomène dangereux : explosion d'un dépôt de 21,5 tonnes d'explosifs provoquant un effet de surpression dynamique de 200 mbars à 222 mètres).

Un accident majeur est un événement tel qu'une émission de substances toxiques, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement, entraînant pour les intérêts situés à l'extérieur du site (article L. 511-1 du code de l'environnement), des conséquences graves, immédiates ou différées, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou préparations dangereuses. L'accident majeur est donc un phénomène dangereux entraînant des conséquences sur les tiers (personnes extérieures au site).

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Etablie selon une méthodologie bien définie, elle doit permettre :

- de dresser un état des lieux des phénomènes dangereux et accidents majeurs susceptibles de survenir sur le site puis d'établir un programme d'amélioration de la sécurité.
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible est atteint, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présenté par l'établissement se fait au moyen de l'analyse des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions ou modifications prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité, les marches dégradées prévisibles, de manière d'autant plus approfondie que les risques ou les dangers sont importants. Elle conduit l'exploitant des installations à identifier et hiérarchiser les points critiques en termes de sécurité, en référence aux bonnes pratiques ainsi qu'au retour d'expérience de toute nature.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations, ou, à minima, tous les 5 ans en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une approche dynamique de la gestion du risque.

Une mesure de maîtrise des risques est un ensemble d'éléments techniques et/ou organisationnels nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. Elle vise soit à éviter ou à limiter la probabilité d'occurrence d'un événement indésirable, soit à limiter l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, soit à limiter les conséquences sur les cibles potentielles.

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets de surpression (arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation)

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

- Pour les effets sur les structures :
 - 20 mbar, seuil des destructions significatives de vitres ;
 - 50 mbar, seuil des dégâts légers sur les structures ;
 - 140 mbar, seuil des dégâts graves sur les structures ;
 - 200 mbar, seuil des effets domino ;
 - 300 mbar, seuil des dégâts très graves sur les structures.
- Pour les effets sur l'homme :
 - 20 mbar, seuils des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme ;
 - 50 mbar, seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
 - 140 mbar, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
 - 200 mbar, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

ANNEXES

Annexe 1 : Articles L515.15 à L.515-25 du Code de l'Environnement, relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques

Annexe 2 : Articles R. 515-39 à R. 515-50 du Code de l'Environnement, relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques

Annexe 3 : Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

Annexe 4 : Arrêté ministériel 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques et ses circulaires d'application du 20 avril 2007

Annexe 5A : Arrêté préfectoral de prescription n° 2007-626 du 8 octobre 2007 du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Annexe 5B : Arrêté préfectoral du 7 avril 2009 portant prolongation du délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Annexe 5C : Arrêté préfectoral du 8 avril 2010 portant prolongation du délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Annexe 6 : Arrêtés préfectoraux de composition du Comité Local d'Information et de Concertation autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Annexe 7 : Compte-rendu des réunions des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

Annexe 8 : Compte-rendu de la réunion du 26 septembre 2008 avec les maires des communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE

Annexe 9 : Copie des registres de la phase de concertation

Annexe 10 : Bilan de la concertation

Annexe 11 : Avis des personnes et organismes associés

Annexe 12 : Commentaires sur les avis des personnes et organismes associés

Annexe 13 : Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Annexe 14 : Réponses aux remarques du commissaire enquêteur faites dans son analyse des observations formulées lors de l'enquête publique

Le complément technique - effets de surpression (novembre 2008) est non fourni mais consultable à l'adresse suivante :

<http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr/PPRT-Plan-de-prevention-des.html>

L'étude de la vulnérabilité des fenêtres dans la zone de surpression d'intensité 20 à 50 mbar dans le cadre des PPRTs (Plans de Prévention des Risques Technologiques) - Annexe VI -
Éléments pratiques à destination des particuliers : Mise en œuvre des prescriptions et/ou recommandations de remplacement des fenêtres dans la zone 20-50 mbar figure à l'adresse suivante :

http://www.lorraine.drire.gouv.fr/webdrire/files/DEI/ANNEXE%20VI_éléments_pratiques_à_destination_des_particuliers.pdf

Le Guide méthodologique d'élaboration d'un PPRT est non fourni mais consultable sur le site Internet du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM) à l'adresse suivante :

http://www.ecologie.gouv.fr/article.php3?id_article=2435

ANNEXE 1

Articles L515.15 à L.515-25 du Code de l'Environnement, relatifs aux Plans de Prévention des Risques Technologiques

" Article L. 515-15 du code de l'environnement

L'Etat élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de limiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.

" Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. "

" Article L. 515-16 du code de l'environnement

A l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les plans de prévention des risques technologiques peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

" I. Délimiter les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

" Dans ces zones, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

" II. Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer un droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existant à la date d'approbation du plan qui s'exerce dans les conditions définies aux articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme. Toutefois, pour la détermination du prix d'acquisition, la valeur du bien est appréciée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée par l'intervention de la servitude instituée en application du I. La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale peut, par convention passée avec un établissement public, lui confier le soin de réaliser l'acquisition des biens faisant l'objet du délaissement.

" III. Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine, l'Etat peut déclarer d'utilité publique l'expropriation, par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents et à leur profit, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles et droits réels immobiliers lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations qu'il faudrait mettre en œuvre s'avèrent impossibles ou plus coûteux que l'expropriation.

" La procédure prévue par les articles L. 15-6 à L. 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate.

" Pour la détermination du prix d'acquisition ou du montant des indemnités, il n'est pas tenu compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée au bien par l'intervention de la servitude instituée en application du I.

" IV. Prescrire les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Ces mesures peuvent notamment comprendre des prescriptions relatives aux mouvements et au stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses.

" Lorsque des travaux de protection sont prescrits en application de l'alinéa précédent, ils ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas des limites fixées par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 515-25.

" V. Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

" Article L. 515-17 du code de l'environnement

Les mesures visées aux II et III de l'article L. 515-16 ne peuvent être prises qu'à raison de risques créés par des installations existant à la date de publication de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

" Article L. 515-18 du code de l'environnement

Les mesures prévues par les plans de prévention des risques technologiques, en particulier au II et au III de l'article L. 515-16, sont mises en œuvre progressivement en fonction notamment de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels ainsi que du rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain en sécurité attendu.

" Article L. 515-19 du code de l'environnement

" I. L'Etat, les exploitants des installations à l'origine du risque et les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements compétents, dès lors qu'ils perçoivent la taxe professionnelle dans le périmètre couvert par le plan, assurent le financement des mesures prises en application du II et du III de l'article L. 515-16. A cet effet, ils concluent une convention fixant leurs contributions respectives. Avant la conclusion de cette convention, le droit de délaissement mentionné au II du même article ne peut être instauré et l'expropriation mentionnée au premier alinéa du III du même article ne peut être déclarée d'utilité publique que si la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate selon la procédure mentionnée au deuxième alinéa de ce III.

" Sans préjudice des obligations mises à la charge de l'exploitant par le préfet en application des articles L. 512-1 à L. 512-5 et de l'article L. 512-7, ces conventions peuvent permettre à l'Etat, aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de participer au financement par l'exploitant de mesures supplémentaires de prévention des risques permettant de réduire les secteurs mentionnés aux II et III de l'article L. 515-16 lorsque cette participation financière est inférieure aux coûts qu'ils supporteraient en raison de la mise en œuvre des mesures prévues à ces II et III.

" II. Une convention conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements et les exploitants des installations à l'origine du risque, dans le délai d'un an à compter de l'approbation du plan de prévention des risques technologiques, précise les conditions d'aménagement et de gestion des terrains situés dans les zones mentionnées au I et dans les secteurs mentionnés aux II et III de l'article L. 515-16.

" III. Une convention conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements, les exploitants des installations à l'origine du risque et les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation bailleurs d'immeubles situés dans les secteurs mentionnés au III de l'article L. 515-6 du présent code définit, le cas échéant, un programme de relogement des occupants des immeubles situés dans ces secteurs. Cette convention peut également associer les autres bailleurs d'immeubles situés dans ces mêmes secteurs.

" Article L. 515-20 du code de l'environnement

Les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque.

" L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques. "

" Article L. 515-21 du code de l'environnement

Le plan de prévention des risques technologiques mentionne les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 autour des installations situées dans le périmètre du plan.

" Article L. 515-22 du code de l'environnement

Le préfet définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques dans les conditions prévues à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

" Sont notamment associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les exploitants des installations à l'origine du risque, les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan ainsi que le comité local d'information et de concertation créé en application de l'article L. 125-2.

" Le préfet recueille leur avis sur le projet de plan, qui est ensuite soumis à enquête publique dans les conditions mentionnées aux articles L. 123-1 et suivants.

" Le plan de prévention des risques technologiques est approuvé par arrêté préfectoral.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

" Il est révisé selon les mêmes dispositions.

" Article L. 515-23 du code de l'environnement

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code.

" Article L. 515-24 du code de l'environnement

(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, article 34)

I. Les infractions aux prescriptions édictées en application du I de [l'article L. 515-16](#) du présent code sont punies des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme.

" II. Les dispositions des articles L. 460-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-12 du code de l'urbanisme sont également applicables aux infractions visées au I, sous la seule réserve des conditions suivantes :

" 1° Les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et assermentés ;

" 2° Le droit de visite prévu à l'article L. 461-1 dudit code est également ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

" Article L. 515-25 du code de l'environnement

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application [des articles L. 515-15](#) à [L. 515-24](#) et les délais d'élaboration et de mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques. Pour les installations classées relevant du ministère de la défense et les dépôts de munitions anciennes, ce décret peut, en tant que de besoin, prévoir des modalités de consultation et d'information du public adaptées aux exigences de la défense nationale ou spécifiques aux dépôts de munitions anciennes. "

ANNEXE 2

Articles R. 515-39 à R. 515-50 du Code de l'Environnement, relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques

Article R. 515-39 du Code de l'environnement

Dans chaque département, le préfet recense les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et les stockages souterrains mentionnés à l'article 3-1 du code minier, dans lesquels sont susceptibles de survenir des accidents pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques, directement ou par pollution du milieu.

Un plan de prévention des risques technologiques est établi pour chaque installation ou stockage mentionné au premier alinéa, ou pour chaque site comportant plusieurs de ces installations ou stockages.

Article R. 515-40 du Code de l'environnement

I. L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite par un arrêté du préfet qui détermine :

1° Le périmètre d'étude du plan ;

2° La nature des risques pris en compte ;

3° Les services instructeurs ;

4° La liste des personnes et organismes associés définie conformément aux dispositions de l'article L. 515-22, ainsi que les modalités de leur association à l'élaboration du projet.

II. L'arrêté fixe également les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées. Les dispositions correspondantes de l'arrêté préfectoral doivent être soumises préalablement au conseil municipal de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre du plan. L'avis du conseil municipal est réputé émis à défaut de réponse dans le mois qui suit la saisine. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes associées et rendu public dans des conditions que l'arrêté détermine.

III. Lorsque le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques s'étend sur plusieurs départements, les arrêtés prévus à la présente sous-section sont pris conjointement par les préfets de ces départements. Le préfet du département le plus exposé est chargé de conduire la procédure.

IV. Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans les dix-huit mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

Article R. 515-41 du Code de l'environnement

I. Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

1° Une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques. Il peut être tenu compte, pour la délimitation des périmètres, zones et secteurs et pour la définition des mesures qui y sont applicables, des travaux et mesures déjà prescrits aux exploitants en application des articles L. 512-3 et L. 512-5, ou des articles 79 et 83 du code minier, dont le délai de réalisation est inférieur à cinq ans ;

2° Des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du présent code ;

3° Un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :

a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 ;

b) Les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense ;

c) L'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption, de la mise en œuvre de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

d) Les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du présent code ;

e) L'échéancier de mise en œuvre des mesures prévues par le plan, conformément aux dispositions de l'article L. 515-18 ;

4° Les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16.

II. Au plan de prévention des risques technologiques sont jointes, le cas échéant, des informations portant sur :

1° Les mesures supplémentaires de prévention des risques susceptibles d'être mises en œuvre par les exploitants en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 515-19, avec l'estimation de leur coût ;

2° L'estimation du coût des mesures susceptibles d'être prises en application du II et du III de l'article L. 515-16 ;

3° L'ordre de priorité retenu pour la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan.

Article R. 515-42 du Code de l'environnement

Les travaux de protection prescrits en application du IV de l'article L. 515-16 ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article R. 515-40.

Article R. 515-43 du Code de l'environnement

I. Si les éléments contenus dans les études de dangers se révèlent insuffisants, le préfet peut, pour l'élaboration du projet de plan, prescrire aux exploitants la communication des informations nécessaires en leur possession, dans les conditions prévues à l'article R. 512-31.

II. Le projet de plan, élaboré selon les modalités définies par l'arrêté prévu à l'article R. 515-40, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article R. 515-44 du Code de l'environnement

I. Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les personnes et organismes associés, est soumis à une enquête publique organisée dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-33.

Le dossier de l'enquête comprend les documents et informations mentionnés à l'article R. 515-41, les documents établis à l'issue de la concertation et les avis émis en application du II de l'article R. 515-43.

La durée de l'enquête publique est d'un mois. Elle peut éventuellement être prorogée une fois pour la même durée.

II. A l'issue de l'enquête publique, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral dans un délai de trois mois à compter de la réception en préfecture du rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte l'importance des remarques formulées, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

Article R. 515-45 du Code de l'environnement

Le cas échéant, le préfet prescrit à l'exploitant, par arrêté pris sur le fondement de l'article L. 512-3, la mise en œuvre des mesures supplémentaires de prévention des risques mentionnées au 1° du II de l'article R. 515-41, lorsqu'elles figurent dans le plan approuvé et ont fait l'objet d'une convention de financement en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 515-19.

Article R. 515-46 du Code de l'environnement

Un exemplaire des arrêtés prévus aux articles R. 515-40 et R. 515-44 est adressé aux personnes et organismes associés. Chaque arrêté est affiché pendant un mois dans les mairies des communes et au siège des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département ou les départements intéressés.

Ces arrêtés sont, en outre, publiés au recueil des actes administratifs de l'Etat de chaque département.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public à la préfecture, en mairie, au siège des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plans locaux d'urbanisme concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques, ainsi que par voie électronique.

Article R. 515-47 du Code de l'environnement

I. Le plan de prévention des risques technologiques est révisé dans les formes prévues par la présente sous-section pour son élaboration.

II. L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

III. Lorsque la révision est partielle et n'est pas motivée par une aggravation du risque, la concertation et l'enquête publique ne sont organisées que dans les communes sur le territoire desquelles les modifications proposées seront applicables. Le dossier de l'enquête publique comprend alors, outre l'avis des personnes et organismes associés :

1° Une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;

2° Les documents graphiques et le règlement mentionnés au I de [l'article R. 515-41](#) tels qu'ils se présenteraient après modification avec l'indication des dispositions faisant l'objet d'une modification et le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

Article R. 515-48 du Code de l'environnement

Dans le cas où les installations classées à l'origine du risque ne figureraient plus sur la liste établie en application du IV de [l'article L. 515-8](#), ou en cas de disparition totale et définitive du risque, le préfet, après consultation de la commission départementale mentionnée à [l'article L. 512-2](#), abroge le plan de prévention des risques technologiques.

L'arrêté d'abrogation est notifié aux maires des communes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale dont le territoire est couvert en tout ou partie par ce plan.

L'arrêté d'abrogation fait l'objet des mesures de publicité prévues à [l'article R. 515-46](#) pour l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques technologiques.

Article R. 515-49 du Code de l'environnement

En application de [l'article L. 515-25](#), le projet de plan de prévention des risques technologiques pour un dépôt de munitions anciennes n'est pas soumis à enquête publique.

Article R. 515-50 du Code de l'environnement

I. L'élaboration du plan de prévention des risques technologiques concernant une installation mentionnée à [l'article L. 517-1](#) et relevant du ministre de la défense est prescrite par arrêté de ce ministre.

Cet arrêté fixe les modalités particulières de la concertation.

Les autres procédures prévues par la présente sous-section sont accomplies à la diligence du préfet.

II. A la demande du ministre de la défense, le préfet disjoint du dossier soumis à l'enquête publique et aux consultations les éléments de nature à entraîner la divulgation de secrets de défense nationale dans le domaine militaire ou industriel. Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis recueillis sont transmis par le préfet au ministre de la défense.

Lorsque le périmètre du plan de prévention des risques technologiques ne s'étend pas au-delà des limites de l'emprise relevant du ministre de la défense, un arrêté de ce ministre approuve le plan. Cet arrêté est communiqué au préfet pour l'information des tiers en application de la présente sous-section.

Dans le cas contraire, un arrêté conjoint du préfet et du ministre de la défense approuve le plan de prévention des risques technologiques.

III. Pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique et les mesures d'information et de consultation mentionnées à la présente sous-section ne sont pas effectuées.

ANNEXE 3

Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

(JO n° 234 du 7 octobre 2005)

NOR : DEVP0540371A

Vus

La ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 512-1 et L. 512-5 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 80-813 du 15 octobre 1980 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ou soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées en date du 12 avril 2005,

Arrête :

Titre I : Champ d'application et définition

Article 1^{er} de l'arrêté du 29 septembre 2005

Le présent arrêté s'applique à l'élaboration des études de dangers des installations classées soumises à autorisation, en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement. Conformément au second alinéa de l'article 3 (6°) du décret du 21 septembre 1977 susvisé, ces études de dangers portent « sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients ».

Il détermine les règles minimales relatives à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Titre II : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux et accidents

Article 2 de l'arrêté du 29 septembre 2005

Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.

L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.

A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.

Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.

Article 3 de l'arrêté du 29 septembre 2005

La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire les phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes définie en annexe 1 du présent arrêté.

Parmi ces trois types d'appréciation de la probabilité sera (seront) choisi(s), avec une attention particulière, celui (ceux) qui correspond(ent) le mieux à la méthode utilisée dans l'analyse de risques.

Quelle que soit la méthode employée, l'exploitant doit justifier le positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans l'échelle de l'annexe 1. En cas d'incertitude entre deux classes de probabilité, ou si le recoupement avec d'autres méthodes d'appréciation de la probabilité conduisent à des cotations différentes, la classe la plus pénalisante sera retenue.

Article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005

Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

Titre III : Evaluation et prise en compte de la cinétique des phénomènes dangereux et accidents

Article 5 de l'arrêté du 29 septembre 2005

L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.

Article 6 de l'arrêté du 29 septembre 2005

Les études de dangers fournissent des éléments de cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets, tenant compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site. Ces éléments permettent notamment la définition par l'Etat des mesures les plus adaptées passives (actions sur l'urbanisme) ou actives (plans d'urgence externes) pour la protection des populations et de l'environnement.

Article 7 de l'arrêté du 29 septembre 2005

Lors de l'évaluation des conséquences d'un accident, sont prises en compte, d'une part, la cinétique d'apparition et d'évolution du phénomène dangereux correspondant et, d'autre part, celle de l'atteinte des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement puis de la durée de leur exposition au niveau d'intensité des effets correspondant. Ces derniers éléments de cinétique dépendent des conditions d'exposition des intérêts susvisés, et notamment de leur possibilité de fuite ou de protection.

Article 8 de l'arrêté du 29 septembre 2005

La cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées à l'extérieur des installations objet du plan d'urgence avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

Titre IV : Evaluation et prise en compte de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité des conséquences potentielles des accidents

Article 9 de l'arrêté du 29 septembre 2005

**Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS**

L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures. Le détail des valeurs applicables figure en annexe 2 du présent arrêté.

Article 10 de l'arrêté du 29 septembre 2005

La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.

Article 11 de l'arrêté du 29 septembre 2005

L'article 9 du présent arrêté est applicable aux études de dangers exigibles après publication du présent arrêté.

Les autres dispositions du présent arrêté sont applicables aux études de dangers des installations classées figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement remises à compter de la date de sa publication augmentée de quatre mois, et aux études de dangers des autres installations remises à compter de la date de sa publication augmentée de douze mois.

Article 12 de l'arrêté du 29 septembre 2005

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 22 octobre 2004 relatif aux seuils d'effets des phénomènes accidentels des installations classées.

Article 13 de l'arrêté du 29 septembre 2005

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 septembre 2005.

Nelly Olin

Annexe I relative aux échelles de probabilité

Classe de probabilité Type d'appréciation	E	D	C	B	A
qualitative ¹ (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) ²	« événement possible mais extrêmement peu probable » : <i>n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations.</i>	« événement très improbable » : <i>s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité.</i>	« événement improbable » : <i>un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité.</i>	« événement probable » : <i>s'est produit et on peut se produire pendant la durée de vie de l'installation.</i>	« événement courant » : <i>s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprises pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives.</i>
semi-quantitative	Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 du présent arrêté				
Quantitative (par unité et par an)	10 ⁻⁵	10 ⁻⁴	10 ⁻³	10 ⁻²	

(1) Ces définitions sont conventionnelles et servent d'ordre de grandeur de la probabilité moyenne d'occurrence observable sur un grand nombre d'installations x années. Elles sont inappropriées pour qualifier des événements très rares dans des installations peu nombreuses ou faisant l'objet de modifications techniques ou organisationnelles. En outre, elles ne préjugent pas l'attribution d'une classe de probabilité pour un événement dans une installation particulière, qui découle de l'analyse de risque et peut être différent de l'ordre de grandeur moyen, pour tenir compte du contexte particulier ou de l'historique des installations ou de leur mode de gestion.

(2) Un retour d'expérience mesuré en nombre d'années x installations est dit suffisant s'il est statistiquement représentatif de la fréquence du phénomène (et pas seulement des événements ayant réellement conduit à des dommages) étudié dans le contexte de l'installation considérée, à condition que cette dernière soit semblable aux installations composant l'échantillon sur lequel ont été observées les données de retour d'expérience. Si le retour d'expérience est limité, les détails figurant en italique ne sont en général pas représentatifs de la probabilité réelle. L'évaluation de la probabilité doit être effectuée par d'autres moyens (études, expertises, essais) que le seul examen du retour d'expérience.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Annexe II relative aux valeurs de référence de seuils d'effets des phénomènes dangereux pouvant survenir dans des installations classées

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets toxiques

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

	SEUILS D'EFFETS TOXIQUES POUR L'HOMME PAR INHALATION		
	Type d'effets constatés	Concentration d'exposition	Références
Exposition de 1 à 60 minutes	Létaux	SELS (CL 5 %) SEL (CL 1 %)	Seuils de toxicité aiguë Emissions accidentelles de substances chimiques dangereuses dans l'atmosphère. Ministère de l'écologie et du développement durable. Institut national de l'environnement industriel et des risques, 2003 (et ses mises à jour ultérieures)
	Irréversibles	SEI	
	Réversibles	SER	

Tableau relatif aux valeurs de référence de seuils de toxicité aiguë (SELS : seuil des effets létaux significatifs ; SEL : seuil des effets létaux ; SEI : seuil des effets irréversibles ; SER : seuils des effets réversibles ; CL : concentration létale).

En l'absence de données, d'autres valeurs peuvent être employées sous réserve de justification.

Pour les installations classées figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement, la délimitation des différentes « zones de dangers pour la vie humaine » mentionnées à l'article L. 515-16 du code de l'environnement correspond aux seuils d'effets de référence suivants :

- les seuils des effets irréversibles (SEI) délimitent la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux (SEL) correspondant à une CL 1 % délimitent la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux significatifs (SELS) correspondant à une CL 5 % délimitent la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ».

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets de surpression

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

Pour les effets sur les structures :

- 20 hPa ou mbar, seuil des destructions significatives de vitres (1) ;
- 50 hPa ou mbar, seuil des dégâts légers sur les structures ;
- 140 hPa ou mbar, seuil des dégâts graves sur les structures ;
- 200 hPa ou mbar, seuil des effets domino (2) ;
- 300 hPa ou mbar, seuil des dégâts très graves sur les structures.

Pour les effets sur l'homme :

- 20 hPa ou mbar, seuils des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme (1) ;
- 50 hPa ou mbar, seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 140 hPa ou mbar, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- 200 hPa ou mbar, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

(1) Compte tenu des dispersions de modélisation pour les faibles surpressions, il peut être adopté pour la surpression de 20 mbar une distance d'effets égale à deux fois la distance d'effet obtenue pour une surpression de 50 mbar.

(2) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.

Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

Pour les effets sur les structures :

- 5 kW/m², seuil des destructions de vitres significatives ;
- 8 kW/m², seuil des effets domino (1) et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures ;
- 16 kW/m², seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton ;
- 20 kW/m², seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton ;
- 200 kW/m², seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes.

Pour les effets sur l'homme :

- 3 kW/m² ou 600 [(kW/m²) 4/3].s, seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 5 kW/m² ou 1 000 [(kW/m²) 4/3].s, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- 8 kW/m² ou 1 800 [(kW/m²) 4/3].s, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article

L. 515-16 du code de l'environnement.

(1) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.

Valeurs relatives aux seuils d'effets liés à l'impact d'un projectile ou effets de projection

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Compte tenu des connaissances limitées en matière de détermination et de modélisation des effets de projection, l'évaluation des effets de projection d'un phénomène dangereux nécessite, le cas échéant, une analyse, au cas par cas, justifiée par l'exploitant.

Pour la délimitation des zones d'effets sur l'homme ou sur les structures des installations classées, il n'existe pas à l'heure actuelle de valeur de référence. Lorsqu'elle s'avère nécessaire, cette délimitation s'appuie sur une analyse au cas par cas comme mentionné au premier alinéa.

Annexe III relative à l'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident à l'extérieur des installations

NIVEAU DE GRAVITÉ des conséquences	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux significatifs	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets létaux	ZONE DÉLIMITÉE PAR LE SEUIL des effets irréversibles sur la vie humaine
Désastreux.	Plus de 10 personnes exposées (1).	Plus de 100 personnes exposées.	Plus de 1 000 personnes exposées.
Catastrophique.	Moins de 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes.	Entre 100 et 1 000 personnes exposées.
Important.	Au plus 1 personne exposée.	Entre 1 et 10 personnes exposées.	Entre 10 et 100 personnes exposées.
Sérieux.	Aucune personne exposée.	Au plus 1 personne exposée.	Moins de 10 personnes exposées.
Modéré.	Pas de zone de létalité hors de l'établissement		Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à « une personne ».

(1) Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent.

Dans le cas où les trois critères de l'échelle (effets létaux significatifs, premiers effets létaux et effets irréversibles pour la santé humaine) ne conduisent pas à la même classe de gravité, c'est la classe la plus grave qui est retenue. Le cas échéant, les modalités d'estimation des flux de personnes à travers une zone sous forme d'« unités statiques équivalentes » utilisée pour calculer la composante « gravité des conséquences » d'un accident donné doivent être précisées dans l'étude de dangers.

ANNEXE 4

Arrêté ministériel 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques et ses circulaires d'application du 20 avril 2007

(JO n° 113 du 16 mai 2007)

NOR : DEVP0753277A

Texte modifié par :

Arrêté du 11 septembre 2008 (JO n° 238 du 11 octobre 2008)

Vus

La ministre de la défense, le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et la ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu le code du travail, notamment son livre II, titre III, et son article L. 231-2 ;

Vu le code de la défense, notamment sa partie 5 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son livre V et les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 portant règlement d'administration publique sur la protection des travailleurs contre les risques particuliers auxquels ils sont soumis dans les établissements pyrotechniques, notamment ses articles 1er, 3, 14 et 27 ;

Vu le décret n° 90-153 du 16 février 1990 modifié portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;

Vu l'arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 1er juin 2001 modifié relatif au transport des marchandises dangereuses par route ;

Vu l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'avis de la Commission des substances explosives en date du 6 mars 2007 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels en date du 21 mars 2007 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées en date du 20 mars 2007,

Arrêtent :

Section I : Généralités

Article 1er de l'arrêté du 20 avril 2007

Le présent arrêté fixe les règles à observer, conformément aux dispositions de l'article 14 du décret du 28 septembre 1979 susvisé, pour l'implantation d'installations, à l'intérieur de l'établissement, lorsqu'elles peuvent être à l'origine d'un accident pyrotechnique.

Il fixe également les règles à observer, conformément au code de l'environnement susvisé, pour l'évaluation des risques et la prévention des accidents susceptibles de générer des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. En particulier, il détermine, pour l'élaboration des études de dangers des installations relevant du titre V du code de l'environnement susvisé, la correspondance et les modalités de définition des probabilités, de la cinétique et de l'intensité des effets telles que définies dans l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.

Par " installations ", il faut notamment entendre ateliers, dépôts, magasins de stockage, lieux de chargement et de déchargement des produits explosifs. Au titre du code du travail, il faut, outre les éléments ci-dessus, également entendre par " installation " les emplacements de travail ainsi que les constructions ou sièges possibles d'activités humaines situés dans leur environnement et appartenant à l'établissement pyrotechnique.

Doit être considéré comme accident pyrotechnique toute explosion, combustion ou décomposition de produits explosifs ne résultant pas d'un fonctionnement normal de l'installation où elle se produit et susceptible de causer des dommages aux personnes et des dégâts aux biens.

Les articles 1er à 13 et 17 à 23 sont applicables aux installations soumises à autorisation ou autorisation avec servitudes relevant des rubriques 1310 à 1313 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les articles 1er à 16 et 19 à 23 sont applicables aux installations visées par le décret du 28 septembre 1979 susvisé.

Section II : Risques liés aux produits explosifs

Article 2 de l'arrêté du 20 avril 2007

Il est de la responsabilité du chef d'établissement, de l'exploitant dans le cas d'une installation classée, d'identifier l'ensemble des risques générés par les produits. Pour cela, il peut notamment s'appuyer sur le classement en division de risque de l'ensemble des produits explosifs présents dans l'installation (matières premières, produits intermédiaires, produits finis...).

Article 3 de l'arrêté du 20 avril 2007

Les produits explosifs appartiennent à la classe 1 des marchandises dangereuses au titre de l'accord européen relatif au transport international de marchandises dangereuses, et sont répartis :

- D'une part, en divisions de risque, suivant la nature des effets de leur explosion ou de leur combustion ou selon leur degré de sensibilité ;
- D'autre part, en groupes de compatibilité, suivant le type particulier de risque supplémentaire qu'ils peuvent comporter lorsqu'ils sont en présence de matières ou objets appartenant à d'autres groupes.

Ce classement au transport ne constitue qu'une référence en fonction d'une configuration spécifique et des épreuves et critères normalisés.

A. Divisions de risque

Article 4 de l'arrêté du 20 avril 2007

Les divisions de risque, numérotées de 1 à 6, comprennent, chacune, les matières ou objets dont les caractéristiques sont données dans le tableau suivant :

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

RÉPARTITION EN DIVISION DE RISQUE des produits explosifs de la classe n° 1	
N° de la division	Caractéristiques des matières ou objets de la division
1	Matières et objets comportant un risque d'explosion en masse (une explosion en masse est une explosion qui affecte de façon pratiquement instantanée la quasi-totalité du chargement).
2	Matières et objets comportant un risque de projection sans risque d'explosion en masse.
3	Matières et objets comportant un risque d'incendie avec un risque léger de souffle ou de projection ou de l'un et l'autre, mais sans risque d'explosion en masse : a) dont la combustion donne lieu à un rayonnement thermique considérable ; ou b) qui brûlent les uns après les autres avec des effets minimes de souffle ou de projection ou de l'un et l'autre.
4	Matières et objets ne présentant qu'un danger mineur en cas de mise à feu ou d'amorçage durant le transport. Les effets sont essentiellement limités au colis et ne donnent pas lieu normalement à la projection de fragments de taille notable ou à une distance notable. Un incendie extérieur ne doit pas entraîner l'explosion pratiquement instantanée de la quasi-totalité du contenu du colis.
5	Matières très peu sensibles comportant un risque d'explosion en masse, dont la sensibilité est telle que, dans les conditions normales de transport, il n'y a qu'une très faible probabilité d'amorçage ou de passage de la combustion à la détonation. La prescription minimale est qu'elles ne doivent pas exploser lors de l'épreuve au feu extérieur.
6	Objets extrêmement peu sensibles ne comportant pas de risque d'explosion en masse. Ces objets ne contiennent que des matières détonantes extrêmement peu sensibles et présentent une probabilité négligeable d'amorçage ou de propagation accidentels. <i>Nota.</i> – Le risque lié aux objets de la division 1.6 est limité à l'explosion d'un objet unique.

Article 5 de l'arrêté du 20 avril 2007

L'affectation à une division de risque de produits explosifs n'est pas une caractéristique intrinsèque des produits et peut dépendre de leur conditionnement (et notamment du mode d'emballage utilisé), des configurations de fabrication, de mise en œuvre et d'élimination.

B. Groupes de compatibilité

Article 6 de l'arrêté du 20 avril 2007

Les groupes de compatibilité sont désignés, chacun, par une des lettres majuscules A, B, C, D, E, F, G, H, J et K.

Trois autres groupes ayant des propriétés particulières leur sont adjoints, respectivement désignés L, N et S.

La composition de ces différents groupes est donnée dans le tableau suivant :

**Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS**

RÉPARTITION EN GROUPES DE COMPATIBILITÉ ET CODES POSSIBLES DE CLASSEMENT DES PRODUITS EXPLOSIFS							
Désignation du groupe	Description des matières ou objets du groupe	Division de risque					
		1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6
		Code de classement					
A	Matière explosible primaire.	1.1 A					
B	Objet contenant une matière explosible primaire et ayant moins de deux dispositifs de sécurité efficaces. Quelques objets tels les détonateurs de mine (de sautage), les assemblages de détonateurs de mine (de sautage) et les amorces à percussion sont compris, bien qu'ils ne contiennent pas d'explosifs primaires.	1.1 B	1.2 B		1.4 B		
C	Matière explosive propulsive ou autre matière explosible déflagrante ou objet contenant une telle matière explosible.	1.1 C	1.2 C	1.3 C	1.4 C		
D	Matière explosible secondaire détonante ou poudre noire ou objet contenant une matière explosible secondaire détonante, dans tous les cas sans moyens d'amorçage ni charge propulsive, ou objet contenant une matière explosible primaire et ayant au moins deux dispositifs de sécurité efficaces.	1.1 D	1.2 D		1.4 D	1.5 D	
E	Objet contenant une matière explosible secondaire détonante, sans moyens d'amorçage, avec charge propulsive (autre qu'une charge contenant un liquide ou un gel inflammables ou des liquides hypergoliques).	1.1 E	1.2 E		1.4 E		
F	Objet contenant une matière explosible secondaire détonante, avec ses moyens propres d'amorçage, avec une charge propulsive (autre qu'une charge contenant un liquide ou un gel inflammables ou des liquides hypergoliques) ou sans charge propulsive.	1.1 F	1.2 F	1.3 F	1.4 F		
G	Matière explosive non détonante ou objet contenant une matière pyrotechnique ou objet contenant à la fois une matière explosible et une composition éclairante, incendiaire, lacrymogène ou fumigène (autre qu'un objet hydroactif ou contenant du phosphore blanc, des phosphures, une matière pyrophorique, un liquide ou un gel inflammables ou des liquides hypergoliques).	1.1 G	1.2 G	1.3 G	1.4 G		
H	Objet contenant à la fois une matière explosible et du phosphore blanc.		1.2 H	1.3 H			
J	Objet contenant à la fois une matière explosible et un liquide ou un gel inflammable.	1.1 J	1.2 J	1.3 J			
K	Objet contenant à la fois une matière explosible et un agent chimique toxique.		1.2 K	1.3 K			
L	Matière explosible, ou objet contenant une matière explosible et présentant un risque particulier (par exemple en raison de son hydroactivité ou de la présence de liquides hypergoliques, de phosphures ou d'une matière pyrophorique) et exigeant l'isolement de chaque type.	1.1 L	1.2 L	1.3 L			
M	Objets ne contenant que des matières détonantes extrêmement peu sensibles.						1.6 N

RÉPARTITION EN GROUPES DE COMPATIBILITÉ ET CODES POSSIBLES DE CLASSEMENT DES PRODUITS EXPLOSIFS							
Désignation du groupe	Description des matières ou objets du groupe	Division de risque					
		1.1	1.2	1.3	1.4	1.5	1.6
		Code de classement					
S	Matière ou objet emballé ou conçu de façon à limiter à l'intérieur du colis tout effet dangereux dû à un fonctionnement accidentel à moins que l'emballage n'ait été détérioré par le feu, auquel cas tous les effets de souffle ou de projection sont suffisamment réduits pour ne pas gêner de manière appréciable ou empêcher la lutte contre l'incendie et l'application d'autres mesures d'urgence au voisinage immédiat du colis.				1.4 S		

**Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS**

Article 7 de l'arrêté du 20 avril 2007

Les matières ou objets des groupes A à H, J, K et N ne peuvent être conservés dans un même dépôt s'ils sont de groupes de compatibilité différents, à l'exception des possibilités prévues à l'article 8 ci-dessous. Toutefois, des groupes différents de ces matières ou objets peuvent se trouver dans un dépôt d'établissement si des mesures appropriées sont prises pour éviter toute transmission d'un phénomène dangereux entre ces différents groupes.

Article 8 de l'arrêté du 20 avril 2007

Le stockage en commun de produits explosifs emballés en colis conformément aux dispositions des réglementations sur le transport des marchandises dangereuses est autorisé selon le tableau ci-après.

GROUPE de compatibilité	A	B	C	D	E	F	G	H	J	K	L	N	S
A	X												
B		X											X
C			X	X	X		X					a, b	X
D			X	X	X		X					a, b	X
E			X	X	X		X					a, b	X
F						X							X
G			X	X	X		X						X
H								X					X
J									X				X
K										X			
L											c		
N			a, b	a, b	a, b							a	X
S		X	X	X	X	X	X	X	X			X	X

X : Stockage en commun autorisé.

(a) Des objets différents appartenant à la division 1.6, groupe de compatibilité N, ne peuvent être stockés ensemble en tant qu'objets de la division 1.6, groupe de compatibilité N, que s'il est prouvé par épreuve ou par analogie qu'il n'y a pas de risque supplémentaire de détonation par influence entre lesdits objets. Autrement, ils doivent être traités comme appartenant à la division de risque 1.1.

(b) Lorsque des objets du groupe de compatibilité N sont stockés avec des matières ou des objets des groupes de compatibilité C, D ou E, les objets du groupe de compatibilité N doivent être considérés comme ayant les caractéristiques du groupe de compatibilité D.

(c) Les colis contenant des matières et objets du groupe de compatibilité L peuvent être stockés en commun dans le même dépôt avec des colis contenant le même type de matières ou objets de ce groupe de compatibilité.

Article 9 de l'arrêté du 20 avril 2007

Lorsque des produits de différentes divisions de la classe 1 sont stockés dans un même dépôt, les interdictions de stockage en commun étant respectées, le dépôt doit être traité dans sa totalité comme s'il appartenait à la division conduisant aux zones d'effets les plus étendues.

C. Procédure de classement

Article 10 de l'arrêté du 20 avril 2007

L'inclusion en classe 1 et l'affectation à une division de risque et à un groupe de compatibilité d'un produit explosif doivent être justifiées. Les éléments justifiant ce classement sont tenus à la disposition de l'administration et seront notamment intégrés à l'étude de sécurité prévue à l'article 3 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979 susvisé.

Section III : Caractérisation d'un phénomène dangereux pyrotechnique

A. Zones d'effets

Article 11 de l'arrêté du 20 avril 2007

Toute charge de produits explosifs peut être l'origine de cinq zones d'effets indiquées ci-après, classées selon les conséquences potentielles qu'elles présentent pour les personnes et pour les biens. Ces différentes zones sont reprises dans le tableau suivant :

DÉSIGNATION DE LA ZONE	Z1	Z2	Z3	Z4	Z5
Conséquences sur l'homme.	Extrêmement graves (blessures mortelles dans plus de 50 % des cas).	Très graves.	Graves.	Significatives.	Effets indirects par bris de vitre.
Dégâts prévisibles aux biens.	Extrêmement graves.	Importants et effets dominos.	Graves.	Légers.	Destructions significatives de vitres.

La valeur seuil de la zone Z1 est de 430 mbar pour les effets de surpression et de 16 kW/m² ou 2 600 (kW/m²)^{4/3}.s pour des durées inférieures à 120 secondes pour les flux thermiques. Les zones Z2 à Z5 sont délimitées par les seuils définis en annexe 2 de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

B. Probabilité

Article 12 de l'arrêté du 20 avril 2007

Dans chaque installation pyrotechnique, suivant la nature des produits explosifs qui peuvent s'y trouver et le type d'opérations qui y sont effectuées, la probabilité d'un phénomène dangereux doit être estimée et respectivement désignée P0, P1, P2, P3, P4, P5 selon que l'éventualité d'un tel phénomène dangereux se révèle extrêmement peu probable, très improbable, improbable, probable, courant, très courant. Les classes de probabilité P0, P1, P2, P3 correspondent respectivement aux classes de probabilités E, D, C et B au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé. Les classes de probabilité P4 et P5 correspondent toutes deux à la classe A au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé.

C. Cinétique

Article 13 de l'arrêté du 20 avril 2007

Les études de dangers fournissent des éléments de cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets, tenant compte de la cinétique de mise en oeuvre des mesures de sécurité. Sauf justification particulière, la cinétique des phénomènes dangereux ayant pour origine des produits explosifs est considérée comme rapide.

Section IV : Evaluation des risques pyrotechniques

A. Risques à l'intérieur de l'établissement

Article 14 de l'arrêté du 20 avril 2007

Chaque fois qu'elle est prescrite, et notamment dans les cas prévus à l'article 3 du décret du 28 septembre 1979 susvisé, l'étude de sécurité, accompagnée de toutes les justifications utiles, détermine pour chaque installation pyrotechnique élémentaire telle que définie à l'article 15 :

- Les risques liés aux produits explosifs en s'appuyant notamment sur leur classement dans la division ou sous-division de risque convenable ;
- Les zones d'effets qui en découlent en prenant en considération, s'il y a lieu, les propriétés explosives particulières des produits (autopropulsion, effet canon...) et en tenant compte des dispositions envisagées et conditions existantes susceptibles de réduire ou d'aggraver le danger et en particulier des mises en place de dispositifs de protection tels que merlons, murs ou écrans ;
- Le niveau de probabilité estimé d'accident pyrotechnique ainsi que les mesures prises pour éviter la transmission d'un tel accident entre installations pyrotechniques élémentaires ou même à l'intérieur d'une telle installation.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

**Article 15 de l'arrêté du 20 avril 2007
(Arrêté du 11 septembre 2008, article 1er)**

Le tableau suivant définit les différentes catégories d'installations à protéger contre les effets d'un accident pyrotechnique qui se produirait dans une installation pyrotechnique élémentaire, c'est-à-dire notamment chaque emplacement de travail situé en plein air ou dans un local, isolé ou faisant partie d'un atelier, dépôt ou magasin de stockage et contenant une charge de produits explosifs. Cette installation élémentaire, avec ses voies d'accès et annexes qu'il est indispensable de placer dans son voisinage immédiat, est désignée a₀.

Type d'installation	Caractéristiques de chaque catégorie d'installations	Symbole de classement
Constructions ou emplacements intérieurs à un établissement pyrotechnique.	Installations pyrotechniques (emplacements de travail, ateliers, dépôts, magasins de stockage...) ainsi que leurs voies d'accès et annexes qu'il est indispensable de placer dans le voisinage proche de a ₀ .	a ₁
	Installations pyrotechniques non classées a1 et les voies de circulation intérieures les desservant.	a ₂
	Bâtiments et locaux non pyrotechniques et voies d'accès non classées a1 ou a2.	a ₃
	Bâtiments ou locaux non pyrotechniques non classés a1 ou a3 pour l'une des raisons suivantes : - l'activité à l'intérieur de ces bâtiments ou de ces locaux n'a pas de lien avec l'activité pyrotechnique de l'établissement ; - les bâtiments ou les locaux accueillent des personnes non liées à l'activité pyrotechnique de l'établissement en vue d'activités sportives ou sociales.	a ₄

Le classement a₄ ne s'applique qu'aux installations nouvelles ou aux installations existantes faisant l'objet d'une évolution notable.

**Article 16 de l'arrêté du 20 avril 2007
(Arrêté du 11 septembre 2008, article 2)**

Le tableau suivant donne l'implantation possible des différentes catégories d'installations définies ci-dessus dans chaque zone d'effets caractérisée par :

1° L'indice i de Z indiquant l'intensité des effets générée ;

2° Le degré j de probabilité P d'accident pyrotechnique de l'installation qui lui donne naissance :

Zones d'effet	Probabilité d'accidents pyrotechnique				
	P0 / P1	P2	P3	P4	P5
Z1	a ₀	a ₀	a ₀ (*)	a ₀ (**)	a ₀ (**)
Z2	a ₁ a ₂	a ₁ a ₂ (*)	a ₁	a ₁ (*)	a ₁ (**)
Z3	a ₁ a ₂ a ₃	a ₁ a ₂	a ₁ a ₂	a ₁	a ₁ (*)
Z4	a ₁ a ₂ a ₃ a ₄	a ₁ a ₂ a ₃	a ₁ a ₂	a ₁ a ₂	a ₁
Z5	a ₁ a ₂ a ₃ a ₄	a ₁ a ₂ a ₃ a ₄	a ₁ a ₂ a ₃ a ₄	a ₁ a ₂ a ₃	a ₁ a ₂ a ₃

(*) Signifie que le personnel nécessaire au fonctionnement de l'installation considérée ne doit pas être soumis pendant plus de 10 % du temps de travail normal à des risques équivalents à ceux auxquels il est exposé dans cette installation.

(**) Signifie qu'aucune personne ne doit se trouver dans la zone et l'installation considérées en application des prescriptions de l'article 27 du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979.

Le nombre des personnes admises à se trouver simultanément dans les zones Z1 et Z2 doit être aussi réduit que possible.

Le nombre des personnes présentes simultanément dans toute installation a₀ ayant une probabilité d'accident pyrotechnique supérieure à P1 ne doit pas normalement dépasser 5.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Les installations a₀ (*) situées en Z1P3 et a₀ (**) situées en Z1P4 peuvent être respectivement changées en a₀ et a₀ (*) s'il peut être montré dans l'étude de sécurité que, dans ces installations, des signes perceptibles se produisent, annonciateurs d'un accident ou d'une explosion, tels qu'odeurs ou bruits anormaux, échauffement excessif, fumée caractéristique, permettant de prévoir avec certitude la survenue prochaine d'un accident pyrotechnique mais laissant au personnel en danger le temps de quitter en toute sécurité la zone exposée.

B. Risques à l'extérieur de l'établissement

Article 17 de l'arrêté du 20 avril 2007

La délivrance de l'autorisation pour une nouvelle installation ou pour une nouvelle autorisation en cas de modification notable en application de l'article 20 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à l'éloignement des habitations, immeubles occupés par des tiers, établissements recevant du public, cours d'eau, voies de communication, captages d'eau ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables au tiers selon les règles suivantes :

- les zones Z1 et Z2 doivent être situées dans l'enceinte de l'établissement ;
- les établissements recevant du public ainsi que les infrastructures dont la mise hors service prolongée en cas d'accident pyrotechnique serait dommageable pour la collectivité (installations non enterrées d'alimentation ou de distribution d'eau, d'énergie telles que réseaux électriques sous haute et moyenne tension, réservoirs et conduites de produits inflammables, ensembles de production et de transmission d'énergie pneumatique, etc.) ne doivent pas se trouver en zones Z1 à Z4 ;
- les lieux de grands rassemblements ponctuels de personnes, les agglomérations denses, les immeubles de grande hauteur et les lieux de séjour de personnes vulnérables ne doivent pas se trouver en zones Z1 à Z5 ;
- les structures particulièrement sensibles à la surpression, telles qu'immeubles de grande hauteur ou formant mur rideau, ne doivent pas se trouver en zones Z1 à Z5.

Article 18 de l'arrêté du 20 avril 2007

Dans son étude de dangers, l'exploitant doit, pour chaque installation susceptible de générer un accident présentant des effets à l'extérieur de l'établissement, renseigner le tableau suivant pour chaque phénomène dangereux identifié :

Installation : Probabilité d'occurrence : Quantité de matière active : Effet redouté :	ZONE	NOMBRE DE PERSONNES exposées à l'extérieur de l'établissement
	Z1	
	Z2	
	Z3	
	Z4	
	Z5	

C. Dispositions communes à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement

Article 19 de l'arrêté du 20 avril 2007

Les limites des zones d'effets sont reportées sur un plan de l'installation ou de l'établissement pyrotechnique concerné et de ses alentours comportant également l'implantation des infrastructures extérieures situées dans ces zones.

Ce plan, annexé au dossier de sécurité et dont on retrouve des parties au besoin dans les différentes études de sécurité ou de dangers, indique l'implantation des différentes installations avec, pour chacune d'elles, l'estimation des probabilités d'accident pyrotechnique.

Sans préjudice de l'application du dernier alinéa de l'article 5 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, ce plan comporte, si nécessaire, des agrandissements de certaines parties de l'établissement de façon que puisse être discerné chacun des emplacements de travail, ateliers, dépôts, magasins, lieux de chargement ou de déchargement pouvant être à l'origine d'un accident pyrotechnique.

Section V : Stationnement de véhicules chargés d'explosifs

Article 20 de l'arrêté du 20 avril 2007

A défaut qu'une aire de stationnement n'ait été prévue par l'exploitant dans l'enceinte de l'établissement et dont la conformité (emplacement, timbrage...) aura été justifiée dans l'étude de sécurité du travail et l'étude de dangers, le stationnement exceptionnel des véhicules de transport chargés en provenance ou à destination de la voie publique qui se font en conformité avec la réglementation transport de matières dangereuses et dont les aléas de logistique ne permettent pas de traitement dans des délais rapides est possible sous réserve de vérification qu'en cas d'accident relatif à ce stationnement il n'y ait pas de possibilité de transmission aux installations de l'établissement, et qu'en cas d'accident survenant dans une installation ils n'aggravent pas cet accident.

Dans ce cas, le stationnement des véhicules de transport chargés en provenance de la voie publique doit être le plus court possible et en toutes circonstances inférieur à 18 heures, sur un emplacement réservé à cette fin, choisi de manière adéquate et dont l'existence a été prise en compte dans l'étude de sécurité et/ou de dangers. Le nombre maximal de véhicule de transport autorisé à stationner dans l'établissement dans ces conditions est limité à un.

Les zones d'effet ainsi mises en évidence ne doivent toutefois pas être prises en compte pour la détermination des zones Z1 à Z5 telles que définies à l'article 11 et reprises dans les articles 14 et suivants.

L'exploitant devra par ailleurs tenir à la disposition des services d'inspection un bilan annuel des dates qui auront été concernées par un tel stationnement.

Section VI : Modalités d'application dans le temps

Article 21 de l'arrêté du 20 avril 2007

L'article 18 du présent arrêté est applicable aux études de dangers des installations classées figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement remises à compter de la date de publication du présent arrêté et aux études de dangers des autres installations classées remises à compter de la date de la publication du présent arrêté augmentée de six mois.

Les autres dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la date de la publication du présent arrêté au Journal officiel.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Article 22 de l'arrêté du 20 avril 2007

L'arrêté du 26 septembre 1980 fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques est abrogé.

Article 23 de l'arrêté du 20 avril 2007

Le directeur de la défense et de la sécurité civiles au ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le chef d'état-major des armées, les chefs d'état-major de l'armée de terre, de la marine et de l'armée de l'air, le directeur général de la gendarmerie nationale et le délégué général pour l'armement au ministère de la défense, le directeur de la prévention des pollutions et des risques au ministère de l'écologie et du développement durable, le directeur général du travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, la directrice de l'action régionale, de la qualité et de la sécurité industrielle au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur général de la mer et des transports au ministère des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 20 avril 2007.

La ministre de l'écologie et du développement durable,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,
L. Michel
La ministre de la défense,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur de cabinet,
P. Marland
Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. Combrexelle
Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
La directrice de l'action régionale, de la qualité et de la sécurité industrielle,
N. Homobono
Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la défense et de la sécurité civiles,
H. Masse
Le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
D. Bursaux

**CIRCULAIRE DPPR/SEI2/IH-07-0111 LE 20/04/07 RELATIVE À L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ FIXANT LES RÈGLES RELATIVES À L'ÉVALUATION
DES RISQUES ET À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PYROTECHNIQUES**

(Non publiée au JO)

Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, la ministre de la défense, le ministre de l'emploi de la cohésion sociale et du logement, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer, la ministre de l'écologie et du développement durable, à Mesdames et Messieurs les Préfets et Mesdames et Messieurs les Directeurs départementaux du travail et de l'emploi
[L'arrêté du 26 septembre 1980](#) fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques s'appliquait à l'ensemble des installations pyrotechniques entrant dans le champ d'application du [décret 79-846 du 28 septembre 1979](#). Ce texte, précurseur à son époque, tant sur la probabilité que sur les seuils d'effets, nécessitait d'être révisé afin de tenir compte du retour d'expérience capitalisé depuis sa parution et des évolutions des référentiels réglementaires sur lequel il s'appuie. Il devait également être révisé pour garantir une concordance avec les nouveaux textes pris par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en application de la loi risque du 30 juillet 2003.

[L'arrêté du 20 avril 2007](#) laisse toujours une assez large marge d'initiative aux responsables d'installations pyrotechniques, qui doivent s'efforcer de mettre au point et prendre, chaque fois que cela est possible et raisonnable, toute mesure de nature à améliorer la sécurité.

La présente circulaire a pour but d'explicitier et de commenter les dispositions de l'arrêté susvisé.

Par ailleurs, elle comprend également 3 annexes :

- [L'annexe I](#) fournit une liste de produits explosibles avec des exemples de classement possible;

- [Les annexes II et III](#) présentent des exemples d'épreuves et une procédure permettant le classement des produits explosibles.

Pour l'application de l'arrêté, on entend par " produit explosible ", une matière ou un objet figurant dans la classe 1 définie dans les recommandations relatives au transport de marchandises dangereuses des Nations Unies, et par " produit explosif ", un produit explosible dont l'action ou la finalité est l'utilisation de son explosion ou de son effet pyrotechnique.

1 - Contexte et champ d'application de l'arrêté

[L'arrêté du 20 avril 2007](#) vise d'une part, à maintenir les règles de détermination d'implantation entre les installations d'un même établissement ayant une activité pyrotechnique et d'autre part, à donner les outils de correspondance avec la nouvelle démarche d'appréciation des risques sur les installations classées, introduite par le ministère en charge de l'environnement en application de la loi risques du 30 juillet 2003.

Nous vous demandons de bien vouloir noter que cet arrêté est entièrement applicable dès sa parution aux établissements existants, à l'exception de l'article 18.

[Les articles 14, 15 et 16](#) de l'arrêté fixent les règles à observer, conformément aux dispositions de [l'article 14 du décret n°79-846 du 28 septembre 1979](#), pour l'implantation d'installations à l'intérieur de l'établissement, lorsqu'elles peuvent être à l'origine d'un accident pyrotechnique. Ces prescriptions s'appliquent à tous les établissements ou parties d'établissements visés à [l'article 1er du décret n° 79-846 du 28 septembre 1979](#) susvisé. Le

contrôle de ces prescriptions relève directement des services du ministère en charge du travail notamment par la vérification de la conformité des études de sécurité du travail.
[Les articles 17 et 18](#) de l'arrêté concernent l'évaluation des risques et la prévention des accidents susceptibles de générer des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés au [L 511-1 du code de l'environnement](#). Ces prescriptions concernent les installations soumises à autorisation ou autorisation avec servitudes relevant [des rubriques 1310 à 1313](#) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le contrôle de ces prescriptions relève directement des services du ministère en charge de l'environnement via les services d'inspection des installations classées.

[L'arrêté du 29 septembre 2005](#) relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation s'applique aux installations pyrotechniques soumises à autorisation. Cependant, la pyrotechnie disposait d'un arrêté antérieur ([arrêté du 26 septembre 1980](#) fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques) qui prenait déjà en compte la probabilité des phénomènes et la gravité potentielle des accidents afin de fixer des distances d'isolement entre installations. [L'arrêté du 20 avril 2007](#) détermine donc pour l'élaboration des études de dangers des installations relevant du titre V du Code de l'environnement, la correspondance des probabilités et de la cinétique telles que définies dans [l'arrêté du 29 septembre 2005](#).

2- Seuils retenus et distances d'effet

Les zones d'effets en pyrotechnie sont calculées historiquement à partir de formules de calcul établies notamment à partir d'essais (réels ou sur maquette). Ces zones d'effets, qui correspondent en pratique aux zones délimitées par les seuils d'effets mentionnés à [l'article 11 de l'arrêté du 20 avril 2007](#), sont confortées par un retour d'expérience solide. Les formules de calcul des zones par nature d'effet qui figuraient dans [l'arrête du 26 septembre 1980](#) ne sont donc pas à remettre en cause dans leur globalité

Ainsi, des zones déterminées à partir des formules de calcul reprises ci-après (pour chaque type d'effet), qui figuraient dans [l'arrête du 26 septembre 1980](#) fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques, correspondent aux zones exigées dans [l'arrêté du 20 avril 2007](#) et ne sont pas à remettre en cause.

2.1 Etendue des zones d'effet

L'étendue des zones d'effets dépend essentiellement de la configuration du terrain, des moyens de protection mis en place et de la nature du danger liée en particulier à la division de risque des produits explosifs qui leur donnent naissance.

En terrain plat et sans protection, les distances à la charge explosive qui doivent être prises comme limites de zones sont celles qui sont indiquées dans les [points 2.2 à 2.5](#) (par type de phénomène), à moins que les propriétés explosives particulières de la charge ne justifient une évaluation différente de l'étendue des zones dangereuses.

Ces distances doivent être augmentées s'il existe des conditions particulières susceptibles d'aggraver le danger, notamment par la prise en compte de la durée de la surpression. Elles peuvent être réduites notamment si la configuration du terrain ou la mise en place de dispositifs de protection efficaces diminuent le danger.

Les distances R (exprimées en mètres), indiquées dans les points suivants, des limites des zones d'effet correspondant à la charge de masse Q (masse nette de matière explosible exprimée en kilogrammes), placée au niveau du sol, sont définies en atmosphère normale, c'est-à-dire dans des conditions normales de température et de pression, au-dessus d'un terrain plat sans protection particulière.

On admet que, en terrain plat et sans protection particulière, la détonation d'une masse Q :

- entraîne, dans un rayon $R = 0,5 Q^{1/3}$;

- peut entraîner, dans un rayon $R = 2,4 Q^{1/3}$, s'il y a un risque de projections,

la détonation presque simultanée de toute masse susceptible de détoner.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

2.2 Effets de surpression

Le tableau suivant permet de déterminer l'étendue des zones d'effet en terrain nu :

DÉSIGNATION de la zone	Z1	Z2	Z3	Z4	Z5
Distance R (en mètres) au centre de la charge de masse Q (en kg)	$0 < R1 = 5 Q^{1/3}$	$< R2 = 8 Q^{1/3}$	$< R3 = 15 Q^{1/3}$	$< R4 = 22 Q^{1/3}$	$< R5 = 44 Q^{1/3}$

La masse Q est exprimée en équivalent TNT. Les zones d'effet sont centrées sur la charge sauf si cette dernière est dispersée ou mobile, auxquels cas les distances limites de ces zones sont comptées à partir des surfaces extérieures de la charge ou de l'enveloppe des positions successives de ces surfaces.

Si des produits explosifs présentent à la fois un danger d'explosion en masse et un risque important de projections (de plus de 150 grammes à plus de 15 mètres), les zones d'effet à retenir sont les plus étendues de celles du produit ou de son enveloppe qui ont été déterminées pour ces matières ou objets considérés comme appartenant d'une part à la division 1.1 et d'autre part à la division 1.2.

2.3 Effets de projection

Le tableau suivant permet de déterminer l'étendue des zones d'effet en terrain nu (et en fonction de Q, masse nette des matières explosives, à l'exclusion des enveloppes qui les contiennent) pour des objets destinés à projeter des éclats multiples :

Ces valeurs peuvent être utilisées par défaut dans d'autres configurations, mais d'autres approches au cas par cas peuvent être utilisées. Les zones d'effet sont délimitées à partir des bords de la charge.

a) Si $Q \geq 100$ kg.

DÉSIGNATION de la zone	Z1	Z2	Z3	Z4	Z5
Distance R (en mètres) à la charge de masse Q (en kg)	1° Dans le cas d'objets contenant unitairement moins de 750 grammes de matière active				
	$0 < R1 = 15$	$< R2 = 90$	$< R3 = 200$	$< R4 = 60 Q^{1/6}$ ou 300 si $300 = 60 Q^{1/6}$	$< R5 = 120 Q^{1/6}$ ou 600 si $600 = 120 Q^{1/6}$
	2° Dans le cas d'objets contenant unitairement plus de 750 grammes de matière active				
	$0 < R1 = 25$	$< R2 = 135$	$< R3 = 300$	$< R4 = 75 Q^{1/6}$ ou 400 si $400 = 75 Q^{1/6}$	$< R5 = 150 Q^{1/6}$ ou 800 si $800 = 150 Q^{1/6}$

b) Si $10 \leq Q < 100$: les distances figurant dans le tableau précédent peuvent être réduites d'un tiers ;

c) Si $Q < 10$ kg : les limites des zones d'effet sont à définir par une étude particulière.

Si des matières ou objets présentent à la fois un danger d'explosion en masse et un risque important de projections (de plus de 150 grammes à plus de 15 mètres), les zones d'effet à retenir sont les plus étendues de celles du produit ou de son enveloppe qui ont été déterminées pour ces matières ou objets considérés comme appartenant d'une part, à la division 1.1, d'autre part, à la division 1.2.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

2.4 Effets thermiques

DÉSIGNATION de la zone	Z1	Z2	Z3	Z4
Distance R à la charge de masse Q	1° Dans le cas de matières ou objets de la sous-division 1.3 a :			
	0 < R1 = 2,5 Q ^{1/3}	< R2 = 3,5 Q ^{1/3}	< R3 = 5 Q ^{1/3}	< R4 = 6,5 Q ^{1/3}
	2° Dans le cas de matières ou objets de la sous-division 1.3 b :			
	0 < R1 = 1,5 Q ^{1/3}	< R2 = 2 Q ^{1/3}	< R3 = 2,5 Q ^{1/3}	< R4 = 3,25 Q ^{1/3}

Ces valeurs peuvent être utilisées par défaut dans d'autres configurations, mais d'autres approches au cas par cas peuvent être utilisées. Les zones d'effet sont délimitées à partir des bords de la charge.

2.5 Effets dus à un produit de division de risque 1.4

DÉSIGNATION de la zone	Z2	Z3	Z4
Distance R à la charge de masse Q	< R2 = 0,5 Q ^{1/3} ou 5 si 0,5 Q ^{1/3} > 5	< R3 = 10	< R4 = 25

Ce cas ne comporte pas de zones Z1 et Z5.
Les matières et objets du type 1.4 S ne comportent pas de dangers plus graves que ceux des zones Z4.

3 - Détermination des risques liés aux produits

Pour la détermination des zones d'effets relatives aux installations pyrotechniques, l'exploitant doit identifier l'ensemble des effets redoutés (thermique, toxique, surpression et projections) relatifs à chaque produit explosif susceptible d'être présent. Pour cela, il peut s'appuyer sur la classification des produits au titre de la réglementation internationale sur le transport des matières dangereuses (section II articles 2 à 10), qui doit tenir compte des effets prévisibles des produits dans les conditions où ils sont conservés ou mis en œuvre. L'affectation aux divisions de risque et groupes de compatibilité, tels qu'ils sont définis aux articles 4 et 6, peut s'appuyer, pour les produits emballés, sur la procédure de classement au transport délivré par une autorité usuellement compétente sur le territoire national. Il doit cependant être tenu compte, le cas échéant, de la modification du comportement que les conditions de conservation sont susceptibles d'induire pour certaines catégories de produits explosifs.

Pour les produits explosifs qui ne sont pas en emballage homologué au transport, mais pour lesquels les procédures de classement précitées peuvent toutefois être utilisées, le classement devra se faire selon ces procédures. Dans les autres cas, la procédure figurant en annexe III pourra être utilisée. Un classement par similitude avec le classement d'un produit voisin pourra également être retenu. Un tableau en annexe I indique les classements possibles pour certains objets et certaines matières en cours de fabrication. Ce tableau n'est pas exhaustif. Il ne saurait envisager tous les cas pouvant se présenter tant sont multiples et diverses les conditions susceptibles de modifier les propriétés d'une substance ou d'une composition pyrotechnique. Il propose même pour certains types de produits plusieurs codes possibles de classement parmi lesquels il convient de faire un choix.

Aucune modification au classement auquel aboutissent ces procédures ne peut être apportée sans justification. Ces justifications doivent figurer dans l'étude de sécurité. Elles devront généralement s'appuyer sur les résultats d'épreuves non utilisées dans la procédure de classement, mais choisies de préférence parmi celles qui sont décrites dans l'annexe II.

En application de [l'article 10 de l'arrêté du 20 avril 2007](#), l'inclusion en classe 1 et l'affectation à une division de risque et à un groupe de compatibilité d'un produit explosif doivent être justifiés. L'exploitant pourra s'appuyer sur :

- le classement au transport,
- des résultats d'expériences ou d'épreuves ,
- les informations du fournisseur,
- toute autre information pertinente.

L'étude de sécurité prévue à [l'article 3 du décret 79-846 du 28 septembre 1979](#) susvisé et l'étude de dangers prévue à [l'article 3 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977](#) susvisé doivent comporter les éléments justifiant ce classement.

4- Stationnement d'un véhicule de transport pour une durée limitée

En situation exceptionnelle et dans le cas où l'établissement n'est pas doté d'une aire prévue à cet effet et répondant aux critères habituellement affectés aux installations fixes, [l'article 20 de l'arrêté du 20 avril 2007](#) crée la possibilité du stationnement temporaire des véhicules de transport chargés en provenance ou à destination de la voie publique qui se font en conformité avec la réglementation transport de matières dangereuses sur un emplacement prévu à cette fin.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Les dispositions de cet article permettent notamment de régler dans un cadre réglementaire adapté les problèmes de camions chargés arrivant sur site mais ne pouvant être déchargés avant le lendemain matin. Il est plus satisfaisant, surtout en matière de sûreté publique que le camion se trouve dans l'enceinte de l'établissement, sur un emplacement réservé à cet effet et dont l'existence a été prise en compte dans l'étude de sécurité et de dangers, plutôt que sur un parking à l'extérieur de celui-ci.

Certaines dispositions techniques doivent toutefois être vérifiées :

- L'exploitant devra démontrer que l'entreposage d'explosifs " en attente " dans le véhicule de transport (camion/wagon) s'avère exceptionnel.
- Il ne doit y avoir aucune possibilité de transmission d'une explosion aux installations voisines et en cas d'accident survenant dans une installation autre, ces chargements " en attente " ne doivent pas aggraver cet accident.

Par ailleurs, la présente circulaire abroge la circulaire du 8 mai 1981 relative à l'application de [l'arrêté du 26 septembre 1980](#) fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques.

Vous voudrez bien nous rendre compte, sous le timbre du Directeur de la Prévention des Pollutions et des Risques au ministère de l'écologie et du développement durable et du Directeur Général du Travail au ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application des présentes instructions.

Pour le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et par délégation,
Le directeur de la défense et de la sécurité civiles
Henri MASSE.

Pour la ministre de la défense et par délégation,
le directeur de cabinet,
Philippe MARLAND.

Pour le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et par délégation,
La directrice de l'action régionale, de la qualité et de la sécurité industrielle
Nathalie HOMOBONO.

Pour le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et par délégation,
Le directeur général du travail,
Jean-Denis COMBEXELLE.

Pour le ministre des transports, de l'équipement, du tourisme et de la mer et par délégation,
le directeur de cabinet
Daniel BURSAUX

Pour la ministre de l'écologie et du développement durable et par délégation,
Le Directeur de la prévention des pollutions et des risques,
Laurent MICHEL

Annexe I - Liste de matières et objets explosibles avec leur classement en divisions de risque et groupes de compatibilité

I Matières ou objets non transportés sur voie de domaine public

Remarque : la liste (non exhaustive) qui suit donne des exemples de classement des matières ou objets explosibles en cours de fabrication, de traitement, de conditionnement, etc., non transportés sur voie de domaine public.

Dénomination des matières ou objets (a)	Classement (b)	Risques supplémentaires à prévoir (c)	Observations (d)
Amorces détonantes en vrac	1.1 B		
Amorces du type capsule en vrac	1.2 B	Explosion dans l'espace	
Amorces en plaquettes ou en mains	1.2 B 1.4 B 1.4 S		Un des trois codes possibles de classement est à retenir suivant les dispositions adoptées.
Explosifs primaires en vrac	1.1 A		
Explosifs secondaires en cours de fabrication dans un nitreur	1.1 D	Projections d'éclats (dus à l'appareillage) 1.2 et projection d'acide corrosif	

**Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS**

Explosifs secondaires en cours de fabrication dans un laveur	1.1 D 1.5 D	Projections d'éclats : 1.2	
Explosifs secondaires en cours de fabrication dans un cristalliseur	1.1 D 1.5 D	Projections d'éclats : 1.2 et vapeurs inflammables	Le code de classement à retenir dépend de la nature du solvant utilisé et de l'appareillage.
Explosifs secondaires en cours de fabrication dans un malaxeur ou un pétrin	1.1 D 1.5 D	Projections d'éclats : 1.2	
Nitrate-huile minérale (nitrate-fuel) en vrac (en récipients munis d'un couvercle)	1.1 D 1.5 D	Vapeurs inflammables	Un des deux codes possibles de classement est à retenir suivant la composition et la granulométrie
Pâtes de poudre à simple base dans un malaxeur	1.2 C 1.3 C	Vapeurs inflammables et incendie 1.3	
Poudre à simple base à la sortie de la presse à étirer et avant essorage	1.3 C 1.4 C	Vapeurs inflammables	
Poudres propulsives après séchage, placées en récipients fermés	1.1 C 1.2 C 1.3 C		Un des trois codes possibles de classement est à retenir suivant la nature de la poudre et celle du récipient

II. - Matières ou objets transportés sur voie de domaine public

Se reporter à la liste figurant dans le document ST/SG/AC10/1 et ses amendements en vigueur
Hormis pour les matières et objets explosibles restant conservés dans leurs emballages homologués au transport, le classement décrit dans la présente annexe est prédominant vis-à-vis du classement établi pour le transport.

ANNEXE II - Description sommaire des épreuves permettant l'inclusion en classe 1 et le classement en divisions de risque des matières ou objets explosibles

Chaque fois que, pour déterminer une caractéristique de la marchandise, une ou des épreuves font l'objet de normes françaises ou de normes européennes harmonisées, élaborées dans le cadre de la directive 93/15/CE ou sont décrites dans le manuel d'épreuves et de critères de l'ONU, celle-ci ou l'une de celles-ci doit être utilisée.

Les épreuves dont la référence à une norme, au manuel ONU ou une description sommaire est donnée ci-après permettent de prononcer l'inclusion en classe 1 des matières ou objets explosibles ainsi que leur affectation à une division ou à une sous-division de risque.

Ces épreuves ont pour but :

- d'une part, de provoquer l'explosion ou la combustion des matières ou objets testés de manière à pouvoir déterminer la nature et la gravité des effets qui pourraient en résulter ;
- d'autre part, d'évaluer la sensibilité des matières ou objets étudiés, ce qui permet d'obtenir une estimation de leur probabilité d'être une cause d'accident pyrotechnique.

Elles comprennent :

I.. Des épreuves qui portent sur de petites quantités de matière explosible.

II.. Une épreuve dite de stabilité thermique.

III. Des épreuves portant sur des quantités relativement importantes de matières ou objets explosibles en colis.

Certaines de ces épreuves peuvent se révéler pratiquement irréalisables ou être inadaptées au comportement réel des matières ou objets étudiés, ce qui est notamment le cas des produits en cours de fabrication. Elles peuvent alors être remplacées par des épreuves ou essais de substitution permettant de caractériser le risque réel présenté par les matières ou objets étudiés.

Il reste entendu que, au cours de chacune des épreuves qu'ils ont à subir, les matières ou objets explosibles doivent être dans des conditions aussi proches que possible de celles dans lesquelles ils se trouvent dans les installations pyrotechniques.

Sont considérés de classe 1 tous les objets contenant des matières de classe 1 à l'exception de ceux qui contiennent des matières explosibles en quantité ou de nature telle que leur mise à feu ou leur amorçage par inadvertance ou par accident n'entraînerait aucune manifestation extérieure à ces objets se traduisant par une projection, un incendie, un dégagement de fumée ou de chaleur ou un bruit fort.

I. Epreuves portant sur de petites quantités de matière explosible

A. EPREUVE AUDIBERT-KOENEN DE CHAUFFAGE SOUS CONFINEMENT

NFT 70-506 Epreuve d'Audibert Koenen Chauffage progressif en douille avec évent

B. EPREUVE DE SENSIBILITÉ AU CHOC

NFT 70-500 Sensibilité au choc –Epreuve au mouton de choc BAM

NFT 70-501 Sensibilité au choc –Epreuve au mouton de 30 kg

C. EPREUVE DU TIR AU MORTIER BALISTIQUE

NFT 70-709 Travail au mortier balistique (attention norme actuellement en refonte avec NFT 70-710 selon projet GEMO DET-12)

a) Principe

Une détonation induit une onde de choc dans la substance essayée, qui se décompose plus ou moins partiellement. On évalue l'énergie libérée par les produits gazeux de décomposition au cours d'une détente définie.

b) Réalisation

La charge comprend un détonateur électrique normalisé de 0,6 g de pentrite ou un relais d'amorçage de 5 g d'un mélange de 66 % de pentrite et de 34 % de nitrate d'ammonium et 10 g de substance à tester. Suivant qu'elle est solide ou liquide, cette substance est contenue dans un étui formé par une feuille d'étain (masse : 2 g) ou dans une ampoule de verre (masse : 16 g).

La charge à étudier est placée dans un mortier d'acier qui reçoit comme bourrage un boulet d'acier de 16 kg. Les produits gazeux de décomposition se détendent en propulsant le boulet dans le mortier avant de se diffuser dans l'atmosphère. La course maximale possible du boulet dans le mortier qui est de 127 mm fait passer de 300 cm³ à 1 900 cm³ le volume laissé aux produits de décomposition.

Le mortier étant monté en pendule balistique, l'énergie est évaluée à partir de l'angle de recul du pendule lors du tir. En désignant par A et A₀ les angles de recul obtenus respectivement avec la substance essayée et avec l'acide picrique tiré le même jour et dans les mêmes conditions (l'acide picrique étant toujours contenu dans un étui formé par une feuille d'étain), on définit le coefficient dit " Travail au mortier balistique (TMB) " par les formules :

$TMB = 100 \times (1 - \cos A) / (1 - \cos A_0)$ si la substance est solide ;

$TMB = 200 \times (1 - \cos A) / (1 - \cos A_0)$ si la substance est liquide.

Le facteur 2, qui distingue les deux formules, tient compte de l'énergie absorbée par le verre.

On effectue au minimum trois essais par substance et le travail au mortier balistique désigne le coefficient moyen obtenu.

D. EPREUVE DE SENSIBILITÉ AU FROTTEMENT

NFT 70-503 Sensibilité à la friction appareil BAM

E. EPREUVE DE DÉTERMINATION DE L'APTITUDE À LA DÉTONATION DERRIÈRE BARRIÈRE

NFT 70-502 Amorçage de la détonation à travers une barrière plastique

Description

La matière étudiée, éventuellement contenue dans une éprouvette, est introduite à sa densité de tassement ou légèrement comprimée pour être exempte de bulles d'air, dans un tube en acier maintenu vertical de 40 mm de diamètre intérieur.

L'échantillon essayé occupe un volume de 250 cm³. Il est excité par un relais explosif de 320 g d'hexocire dont il est séparé par une barrière constituée d'un empilement de cartes en forme de disques d'acétate de cellulose. Son explosion assure le percement d'une plaque témoin de 10 mm d'épaisseur d'acier par l'intermédiaire d'un comprimé de 80 g d'hexocire.

L'épreuve consiste à déterminer le nombre N de cartes juste nécessaire pour empêcher la transmission de la détonation excitatrice au produit essayé.

F. EPREUVE DE DÉTERMINATION DE LA VITESSE DE PROPAGATION DE LA RÉACTION AMORCÉE PAR INFLAMMATION DANS UNE GOUTTIÈRE

NFT 70-507 Déflagration à l'air libre en gouttière

Description

Une gouttière hémicylindrique de 20 mm de diamètre intérieur, de longueur de 2 m, placée horizontalement, est remplie entièrement de l'échantillon de matière à tester.

A l'une des extrémités de la gouttière, on approche une flamme destinée à amorcer la réaction dont on mesure la vitesse de propagation.

G. EPREUVES DE DÉTONATION DE CHARGES NON CONFINÉES

Au cours de ces épreuves, la matière est essayée en cartouches ne la confinant pas.

1) Tir d'une charge de diamètre 30 mm avec détonateur

La charge à tester a un diamètre de 30 mm et une longueur de 300 mm. Elle est posée sur une plaque de plomb. A sa face supérieure, suivant son axe, un détonateur contenant 0,6 g de penthrite est enfoncé de 20 mm dans la matière. Après tir, l'examen de l'empreinte laissée sur la plaque de plomb indique s'il y a eu détonation ou raté.

2) Tir d'une charge de diamètre 80 mm avec détonateur épreuve ONU 5a/7a

La charge a un diamètre de 80 mm et une longueur de 160 mm. Elle est posée verticalement sur une tôle d'acier d'épaisseur 1 mm qui repose elle-même sur un tronçon de tube d'acier de diamètre intérieur 105 mm. A la face supérieure de la charge et suivant son axe, un détonateur contenant 0,6 g de penthrite est enfoncé de 20 mm dans la matière. Après tir, l'examen de la tôle d'acier indique s'il y a eu détonation ou raté suivant que la tôle présente ou non un trou bien découpé, de diamètre voisin de celui de la charge.

3) Tir d'une charge de diamètre 80 mm avec relais

Cette épreuve diffère de l'épreuve précédente par le renforcement du détonateur par un relais de 20 g d'explosif plastique. Ce relais, qui a la forme d'un cylindre de diamètre et longueur 26 mm, est posé sur la face supérieure de la charge.

Remarque : Le résultat de chacune des trois épreuves ci-dessus est considéré comme négatif si l'on obtient des ratés au cours de trois essais successifs.

H. EPREUVES PERMETTANT LA PRISE EN COMPTE DU CONFINEMENT

1) Hauteurs critiques

Norme AFNOR en préparation

2) Résistance à la fragmentation dangereuse

NFT 70-524 Friabilité

Remarque : Les épreuves décrites aux paragraphes G et H ci-dessus doivent notamment permettre d'améliorer l'estimation des probabilités d'accident pyrotechnique.

II. Epreuve pouvant porter sur de petites quantités

EPREUVE DE STABILITÉ THERMIQUE

NFT 70-505 Stabilité Thermique 48 heures à 75°C

III. Epreuves portant sur des quantités relativement importantes de matières ou objets explosibles en colis

1. EPREUVE A (1)

Amorçage par détonation ou inflammation d'un seul colis

Se reporter à l'épreuve 6 a) du manuel ONU

2. EPREUVE B (1)

**CIRCULAIRE DPPR/SEI2/IH-07-0110 DU 20/04/07 RELATIVE À L'APPLICATION DE L'ARRÊTÉ FIXANT LES RÈGLES RELATIVES À L'ÉVALUATION
DES RISQUES ET À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS DANS LES ÉTABLISSEMENTS PYROTECHNIQUES**

(Non publiée au JO)

La ministre de l'écologie et du développement durable à Mesdames et Messieurs les Préfets.

[L'arrêté du 26 septembre 1980](#) fixant les règles de détermination des distances d'isolement relatives aux installations pyrotechniques s'appliquait à l'ensemble des installations pyrotechniques, quelles que soient leur taille et leur régime de fonctionnement au titre des installations classées.

Ce texte, précurseur à son époque et ayant fait l'objet d'un retour d'expérience solide, tant sur la probabilité que sur les seuils d'effets, nécessitait d'être révisé notamment afin de garantir une concordance entre ce texte et les nouveaux textes pris par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en application de la loi risque du 30 juillet 2003 s'appliquant aux installations classées soumises à autorisation ([arrêté du 29 septembre 2005](#) relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, [arrêté du 10 mai 2000](#) modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, [décret du 07 septembre 2005](#) relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques).

La présente circulaire a pour but d'expliquer et de commenter les dispositions plus particulièrement relatives au code de l'environnement de [l'arrêté du 20 avril 2007](#), c'est à dire notamment [les articles 17](#) et [18](#) qui concernent les risques à l'extérieur des établissements.

Vous voudrez bien me rendre compte, sous le timbre du Directeur de la Prévention des Pollutions et des Risques, des éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de ces instructions.

Pour la ministre et par délégation,

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques,

Délégué aux risques majeurs,

Laurent MICHEL

1 - Précisions sur l'article 17

Par " lieux de grands rassemblements ponctuels de personnes ", il doit être entendu stades, lieux de cultes, marchés etc. et par " lieux de séjour de personnes vulnérables " les équipements du type écoles, hôpitaux. Les agglomérations peuvent être considérées comme denses à partir de 100 personnes à l'hectare.

Par ailleurs, j'insiste sur l'interdiction des grands rassemblements ponctuels de personnes en plein air dans les zones pyrotechniques.

Je souhaite également préciser le premier tiret des conditions de [l'article 17](#). En cas de modification nécessitant le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation, [l'article 17](#) est entièrement applicable et les zones Z1 et Z2 doivent être situées à l'intérieur du site. En revanche, en cas de modification d'une installation ayant pour objectif une meilleure maîtrise du risque d'accident majeur dans l'installation et qui se caractérise par la réduction des zones d'effet à l'extérieur du site, le dépôt d'une nouvelle autorisation n'est pas nécessaire. Un arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à [l'article 20 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977](#) suffit. Ainsi, les zones Z1 et Z2 ne doivent pas nécessairement être situées dans l'enceinte de l'établissement au titre de [l'article 17 de l'arrêté du 20 avril 2007](#). L'arrêté préfectoral pourra en revanche également encadrer si nécessaire la période de travaux pendant laquelle l'installation sera en fonctionnement transitoire.

2 - Détermination du nombre de personnes exposées

L'exploitant explicitera les modalités de détermination du nombre de personnes exposées à un accident donné dans son étude de dangers. Il pourra s'inspirer notamment des règles proposées par [ma circulaire du 28 décembre 2006](#).

Compte-tenu de la cinétique des phénomènes dangereux pyrotechniques, toutes les personnes présentes dans les zones sont considérées comme exposées. Toutefois, pour les effets de surpression, il peut être admis qu'en zone d'effet indirect par bris de vitres (Z5), les personnes situées en terrain nu (plein air) ou dans un véhicule ne soient pas comptabilisées. Ne seront également pas comptabilisées les habitations nouvelles si celles-ci sont réglementées par des prescriptions (sur le bâti) inscrites dans un document d'urbanisme (ex. PPRT) et permettant d'éviter l'exposition aux bris de vitres.

3 - Critères d'appréciation des risques

Est à considérer dans le cadre de cette circulaire comme nouvel établissement toute création entièrement nouvelle d'un établissement pyrotechnique ainsi que toute création ou modification notable d'installation donnant lieu à une nouvelle demande d'autorisation dans le cadre de [l'article 20 du décret du 21 septembre 1977](#) au sein d'un établissement pyrotechnique existant.

3 -1. Cas d'un nouvel établissement soumis à autorisation

Je vous demande de subordonner l'implantation d'une installation pyrotechnique soumise à autorisation au respect des critères ci-après :

- respect de [l'article 17 de l'arrêté du 20 avril 2007](#).
- respect du nombre maximal de personnes exposées pour chacune des cases du tableau suivant, pour chaque accident qui y sera caractérisé par sa probabilité et par le nombre de personnes exposées dans chaque zone d'effet.

Zones d'effet	Probabilité d'accident pyrotechnique					
	P0 / E	P1 / D	P2 / C	P3 / B	P4 / A	P5
Z1 et Z2	0 personne	0 personne	0 personne	0	0	Pas de zone d'effet hors de l'établissement
Z3	<100 personnes	<20 personnes	<10 personnes	=1 personne	0	Pas de zone d'effet hors de l'établissement
Z4	< 1000 personnes	< 100 personnes	< 100 personnes	< 10 personnes	= 1 personne	Pas de zone d'effet hors de l'établissement
Z5	Pas de restriction	= 2000 personnes	= 500 personnes	= 200 personnes	= 100 personnes	Pas de zone d'effet hors de l'établissement

3 -2. Cas d'un établissement existant soumis à autorisation

La poursuite de l'exploitation de l'installation est subordonnée au respect du nombre maximal de personnes exposées pour chacune des cases du tableau suivant, pour chaque accident qui y sera caractérisé par sa probabilité et par le nombre de personnes exposées dans chaque zone d'effet.

Zones d'effet	Probabilité d'accident pyrotechnique					
	P0 / E	P1 / D	P2 / C	P3 / B	P4 / A	P5
Z1 et Z2	<10 personnes	<3 personnes	=1 personne	0	0	Pas de zone d'effet hors de l'établissement
Z3	<100 personnes	<20 personnes	<10 personnes	=1 personne	0	Pas de zone d'effet hors de l'établissement
Z4	< 1000 personnes	< 100 personnes	< 100 personnes	< 10 personnes	= 1 personne	Pas de zone d'effet hors de l'établissement
Z5	Pas de restriction	= 2000 personnes	= 500 personnes	= 200 personnes	= 100 personnes	Pas de zone d'effet hors de l'établissement

3 -3. Cas d'un établissement soumis à autorisation avec servitudes

Pour l'implantation d'un établissement AS nouveau ou la poursuite d'exploitation d'un établissement AS existant, les dispositions des [points 3.1](#) et [3.2](#) sont également applicables. De plus, je vous rappelle qu'au titre de [l'arrêté ministériel du 10 mai 2000](#) modifié, les établissements pyrotechniques " SEVESO " visés à [l'article L 515-8 du code de l'environnement](#) doivent fournir à l'inspection des installations classées la grille de présentation des accidents potentiels en terme de couple probabilité - gravité des conséquences sur les personnes visée à [l'annexe V de l'arrêté du 10 mai 2000](#) modifié.

Pour mémoire, cette grille délimite trois zones de risque accidentel :

- Une zone de risque élevé, figurée par le mot " NON "-
- Une zone de risque intermédiaire, figurée par le sigle " MMR " (mesures de maîtrise des risques), dans laquelle une démarche d'amélioration continue est particulièrement pertinente, en vue d'atteindre, dans des conditions économiquement acceptables, un niveau de risque aussi bas que possible, compte-tenu de l'état des connaissances et des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.
- Une zone de risque moindre, qui ne comporte ni " NON " ni " MMR ".

Vous trouverez ci-après les critères d'appréciation de la maîtrise du risque accidentel à considérer dans les installations pyrotechniques qui sont soumises à autorisation avec servitudes et dont le volume des activités relevant [des rubriques 1310 à 1313](#) de la nomenclature des installations classées justifie à lui seul le classement sous le régime d'autorisation avec servitudes. Pour les autres installations soumises à autorisation avec servitudes, ce sont les critères de ma [circulaire du 29 septembre 2005](#) que je vous demande d'appliquer.

Ainsi, je vous demande de veiller au respect des critères de la grille d'appréciation des risques générés par l'ensemble de l'établissement ci-après :

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

	Probabilité d'occurrence (sens croissant de E vers A)				
Gravité des conséquences sur les personnes exposées au risque	E	D	C	B	A
Désastreux	NON	NON	NON	NON	NON
Catastrophique	MMR (nota 2)	NON (nota 1)	NON	NON	NON
Important	MMR (nota 2)	MMR (nota 2)	MMR (nota 2)	NON	NON
Sérieux			MMR (nota 2)	MMR (nota 2)	NON
Modéré					MMR (nota 3)

Nota 1 : cas MMR si le nombre de personnes exposées en Z1Z2 est compris dans l'intervalle]1,3[ou si le nombre de personnes exposées en Z3 est compris dans l'intervalle [10,20[

Nota 2 : cas NON en cas de présence de personnes exposées à l'intérieur de la Z1Z2 pour les installations nouvelles

Nota 3 : cas NON en cas d'accident de classe de probabilité P5

En fonction en la combinaison de probabilité d'occurrence et de gravité des conséquences potentielles des accidents correspondant aux phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers, des actions différentes doivent être envisagées, graduées selon le risque. Trois situations se présentent :

Situation 1 : Un ou plusieurs accidents ont un couple (probabilité - gravité) correspondant à une case comportant le mot " NON " dans la grille ci-dessus.

Il en découle les conclusions suivantes

- Pour une nouvelle autorisation : le risque est présumé trop important pour pouvoir autoriser l'installation en l'état : il convient de demander à l'exploitant de modifier son projet de façon à réduire le risque à un niveau plus faible ; l'objectif restant de sortir des cases comportant ce mot " NON ".

- Pour une installation existante, dûment autorisée : il convient de demander à l'exploitant des propositions de mise en place, dans un délai défini par arrêté préfectoral, de mesures de réduction complémentaires du risque à la source qui permettent de sortir de la zone comportant le mot " NON " de la grille ci-dessus, assorties de mesures conservatoires prises à titre transitoires. Si malgré les mesures complémentaires précitées, il reste au moins un accident dans une case comportant le mot " NON ", le risque peut justifier, à l'appréciation du préfet, une fermeture de l'installation par décret en Conseil d'Etat, sauf si des mesures supplémentaires, prises dans un cadre réglementaire spécifique tel qu'un plan de prévention des risques technologiques, permettent de ramener, dans un délai défini, l'ensemble des accidents. hors de la zone comportant le mot " NON " de la grille ci-dessus.

Situation 2 : Un ou plusieurs accidents ont un couple (probabilité, gravité) correspondant à une case "MMR" dans le tableau ci-dessus, et aucun accident n'est situé dans une case " NON ".

Il convient de vérifier que l'exploitant a analysé toutes les mesures de maîtrise du risque envisageables et mis en oeuvre celles dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus, soit en termes de sécurité globale de l'installation, soit en termes de sécurité pour les intérêts visés à [l'article L. 511-1 du code de l'environnement](#) [en référence à [l'article 3, 5° du décret du 21 septembre 1977](#) modifié et à la démarche de maîtrise des risques.]

Situation 3 : Aucun accident n'est situé dans une case comportant le mot " NON " ou le sigle " MMR ".

Le risque résiduel, compte tenu des mesures de maîtrise du risque, est modéré et n'implique pas d'obligation de réduction complémentaire du risque d'accident au titre des installations classées.

Enfin, pour les établissements AS faisant l'objet d'une demande d'autorisation qui conduirait à augmenter globalement les risques en dehors des limites de l'établissement, il convient de vérifier également que le projet n'expose pas à des effets potentiellement létaux des personnes situées à l'extérieur de l'établissement et qui ne l'étaient pas auparavant. A défaut, l'exploitant doit mettre en oeuvre des mesures techniques complémentaires permettant de conserver le niveau de probabilité, en cas de défaillance de l'une des mesures de maîtrise du risque.

3 -4. Maintien dans le temps des dispositions des points 3.1 et 3.2 et 3.3

Après la délivrance de l'autorisation, je vous demande de vous assurer que l'ensemble des dispositions des points précédents sont maintenues dans le temps, notamment via la prise en compte des risques dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers (porter à connaissance, projet d'intérêt général etc.) et au contrôle de la légalité de la délivrance des permis de construire.

Je vous demande de me rendre compte de la prise en compte de ces consignes d'urbanisme autour des sites pyrotechniques soumis à autorisation d'ici le 31 décembre 2008.

4 - Stationnement d'un véhicule de transport pour une durée limitée

En situation exceptionnelle et dans le cas où l'établissement n'est pas doté d'une aire prévue à cet effet et répondant aux critères habituellement affectés aux installations fixes, [l'article 20 de l'arrêté du 20 avril 2007](#) crée la possibilité du stationnement temporaire et exceptionnel des véhicules de transport chargés en provenance ou à destination de la voie publique qui se font en conformité avec la réglementation transport de matières dangereuses sur un emplacement prévu à cette fin.

Il est plus satisfaisant, surtout en matière de sûreté publique que le camion se trouve dans l'enceinte de l'établissement, sur un emplacement réservé à cet effet et dont l'existence a été prise en compte dans l'étude de sécurité et de dangers, plutôt que sur un parking à l'extérieur de celui-ci.

Comme l'exige la loi, l'étude de dangers devra notamment décrire le(s) phénomène(s) dangereux susceptibles de survenir sur cette aire de stationnement temporaire, e serait-ce que pour dimensionner les plans de secours. En revanche et conformément aux dispositions de cet article, les zones d'effet des phénomènes dangereux pouvant prendre naissance sur cette aire de stationnement ne concernent pas les zones Z1 à Z5 telles qu'elles sont appliquées à [l'article 17](#) concernant les critères d'implantation. De même, je vous demande de ne pas prendre en compte ces accidents dans votre appréciation des risques générés par l'établissement telle que décrite au [paragraphe 3 de la présente circulaire](#). Je vous demande également, par aménagement à la [circulaire du 3 octobre 2005](#) relative à la mise en oeuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT), de ne pas prendre en compte les phénomènes dangereux associés dans la caractérisation de l'aléa.

Bien évidemment, pour les établissements qui disposent d'un plan particulier d'intervention, ces phénomènes dangereux doivent être pris en compte.

Les dispositions de cet article permettent notamment de régler dans un cadre réglementaire adapté les problèmes de camions chargés arrivant sur site mais ne pouvant être déchargés avant le lendemain matin.

Enfin, je vous rappelle que l'exploitant devra démontrer que l'entreposage d'explosifs " en attente " dans le véhicule de transport (camion/wagon) s'avère exceptionnel. Pour cela, il devra notamment tenir à la disposition des services d'inspection un bilan annuel de la fréquence à laquelle ce dispositif aura été utilisé. Au delà de 10 fois par an, je vous demande d'engager l'exploitant à prendre des mesures d'amélioration de la gestion de ses transports.

ANNEXE 5A

Arrêté préfectoral de prescription n° 2007-626 du 8 octobre 2007 du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site TITANOBEL à MOUTIERS



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

n° 2007-626

Arrêté préfectoral portant prescription
du plan de prévention des risques technologiques
du site Titanite de Moutiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L.515.25 et L.123-1 à L.123-16 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié par l'arrêté du 29 septembre 2005 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié autorisant l'exploitation régulière des installations de l'établissement Titanite à Moutiers ;

Vu l'arrêté préfectoral 18 mai 2005 modifié portant création du comité local d'information et de concertation (CLIC) autour de l'établissement Titanite à Moutiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-625 du 7 août 2007 prescrivant à la société Titanite de merlonner la quatrième face de ces dépôts d'explosifs dans le cadre de la démarche MMR ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juin 2007 relatif à la démarche de mesure de maîtrise des risques (MMR) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 7 juin 2007 proposant de prescrire un PPRT autour de la Société Titanite sur les communes de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Moutiers en date du 1^{er} août 2007 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Auboué en date du 18 septembre 2007 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Valleroy en date du 11 septembre 2007 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Moineville en date du 20 juillet 2007 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la délibération du conseil de la communauté de communes du Pays de l'Orne en date du 28 septembre 2007 émettant un avis favorable sur les modalités de la concertation ;

Vu la circulaire du 26 avril 2005 relative à la création des comités locaux d'information et de concertation ;

Vu la circulaire du 29 septembre 2005 relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

Vu la circulaire du 20 avril 2007 référencée DPPR/SEI2/IH-07-0110 d'application de l'arrêté fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

Vu la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT), et notamment son annexe 2 ;

Vu la circulaire du 20 avril 2007 référencée DPPR/SEI2/IH-07-0111 d'application de l'arrêté fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

Considérant que le dépôt de produits explosifs de la Société Titanite exploité à Moutiers appartient à la liste prévue au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Considérant la liste des phénomènes dangereux issus des études de dangers de la Société Titanite qui est implantée sur le territoire de la commune de Moutiers et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

Considérant que le rapport de l'inspection des installations classées en date du 7 juin 2007 établi en application de la circulaire du 3 octobre 2005 précitée propose la liste des phénomènes dangereux à retenir pour le PPRT ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} - Périmètre d'étude :-

Un plan de prévention des risques technologiques doit être élaboré sur les communes de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville.

Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant à l'annexe 1 du présent arrêté.

Article 2 - Nature des risques pris en compte :

Les risques pris en compte sont ceux générés par les effets de surpression en cas d'accidents susceptibles de survenir sur les installations de l'établissement Titanite à Moutiers.

Article 3 : Services instructeurs :

La direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) de Lorraine et la direction départementale de l'équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle sont chargées conjointement et chacune pour ce qui la concerne de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sous l'autorité du préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 - Personnes et organismes associés :

En plus des services de l'État, les personnes et organismes associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques sont :

- Les représentants de la société Titanite,
- Les maires des communes de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville ou leurs représentants,
- Le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne ou son représentant,
- Le comité local d'information et de concertation (CLIC) créé autour de l'établissement Titanite à Moutiers, représenté par un ou deux membres qu'il désigne au sein des collèges riverains ou salariés.

Les réunions de ces personnes et organismes associés sont présidées par le préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant. Le cas échéant, des réunions peuvent être organisées soit, sur l'initiative de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle ou des services chargés de l'élaboration soit, à la demande des personnes et organismes associés.

Les personnes et organismes associés seront convoqués au moins 10 jours avant la date de réunion.

Ces réunions porteront notamment sur :

- les études techniques du PPRT ;
- les différentes propositions d'orientation du plan établies avant enquête publique ;
- les principes sur lesquels se fonde l'élaboration du projet de plan de zonage réglementaire et de règlement.

Le secrétariat technique des réunions est assuré par la DRIRE.

Les comptes rendus de ces réunions sont adressés sous quinzaine pour observations, aux personnes et organismes cités ci-dessus. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du compte rendu.

Avant enquête publique, le projet de plan est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de 2 mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

Article 5 - Concertation

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée d'élaboration du PPRT selon les modalités suivantes :

- les documents d'élaboration (arrêté préfectoral de prescriptions, comptes-rendus des réunions d'associations, projet de règlement) du projet PPRT sont tenus à la disposition du public en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- les observations du public sont recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public ;

- ces documents sont également consultables sur le site internet de la DRIRE Lorraine ;

- le cas échéant, une ou plusieurs réunions publiques pourront être organisées.

Le bilan de la concertation sera communiqué aux personnes et organismes associées et rendu public sur le site internet de la DRIRE Lorraine. Il pourra être consulté en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Article 6 - Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville et au siège de la communauté de communes du Pays de l'Orne.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "Le Républicain Lorrain".

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne et Mmes et M. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 08 OCT. 2007
Le préfet,
Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MOUGARD



PPRT de Moutiers, Auboué, Moineville, Valleroy (Titanite)
Enveloppes des aléas tous types d'effets confondus



Sources: ED

SIGALÉA

Rédaction/Édition: EP, SP - 10/05/2007 - MAPINFO® V 8.5 - SIGALÉA® V 2.0.1

ANNEXE 5B

Arrêté préfectoral du 7 avril 2009 portant prolongation du délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site TITANOBEL à MOUTIERS



SIT COPIE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

Arrêté préfectoral portant prolongation du délai d'approbation
du plan de prévention des risques technologiques
du site Titanobel de Moutiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L. 515-25 et L.123-1 à L.123-16, R.515-39 à R.515-51 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2008-1234 du 27 novembre 2008 relatif à la fusion des directions départementales de l'équipement et des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DDEA/2008-01 du 8 décembre 2008 portant création et organisation de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanite de Moutiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-660 du 28 janvier 2009 autorisant la société Titanobel à se substituer à la société Titanite pour l'exploitation du site de Moutiers ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article R.515-40 IV le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) précité doit être approuvé avant le 8 avril 2009 ;

Considérant que compte tenu des enjeux, et notamment de l'impact du plan sur les projets d'urbanisation des communes situées dans le périmètre d'étude du PPRT, la phase de concertation avec les personnes associées à l'élaboration du plan est toujours en cours ;

Considérant qu'à l'issue de la phase de concertation précitée et en application des dispositions de l'article R.515-43 II du code de l'environnement, le projet de PPRT devra être soumis pour avis aux organismes et personnes associés qui disposeront d'un délai de deux mois pour formuler leurs éventuelles observations sur le projet ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article R.515-44 I du code de l'environnement, le projet de PPRT devra faire l'objet, à l'issue de la phase de concertation et de recueil des avis, d'une enquête publique d'une durée de un mois ;

Considérant qu'en conséquence le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Dans l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007 les mots " Titanite " sont remplacés par les mots " Titanobel " et les mots " direction départementale de l'équipement " sont remplacés par les mots " direction départementale de l'équipement et de l'agriculture ".

Article 2 - :

Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanobel de Moutiers est prorogé d'un an, soit jusqu'au 8 avril 2010 ;

Article 3 - Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville et au siège de la communauté de communes du Pays de l'Orne.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "Le Républicain Lorrain".

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Briey, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne et M.M. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 07 AVR. 2009
Le préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

François MALHANCHE

ANNEXE 5C

Arrêté préfectoral du 8 avril 2010 portant prolongation du délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques autour du site TITANOBEL à MOUTIERS



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des Procédures Environnementales

Arrêté préfectoral portant prolongation du délai d'approbation
du plan de prévention des risques technologiques
du site Titanobel de Moutiers

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-3 et L.515-15 à L. 515-25 et L.123-1 à L.123-16, R.515-39 à R.515-51 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230-1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), et notamment ses articles 6 et 7 ;

Vu le décret 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles, et notamment son article 17 ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 4 janvier 2010 portant nomination du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

Vu l'arrêté du Premier ministre en date du 1er janvier 2010 portant nomination du directeur départemental des territoires ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2009 portant organisation de la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanobel (PPRT) de Moutiers ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-660 du 28 janvier 2009 autorisant la société Titanobel à se substituer à la société Titanite pour l'exploitation du site de Moutiers ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 avril 2009 prorogeant le délai d'approbation du PPRT du site Titanobel de Moutiers jusqu'au 8 avril 2010 pour finaliser la phase de concertation avec les communes concernées compte tenu de l'impact du projet de plan sur les projets d'urbanisation des communes situées dans le périmètre d'étude du PPRT ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 mars 2010 portant ouverture de l'enquête publique pour du 26 avril 2010 au 26 mai 2010 inclus sur le projet d'établissement du PPRT du site Titanobel de Moutiers ;

Considérant qu'à l'issue de l'enquête publique, le projet de PPRT pourra éventuellement être modifié pour intégrer les remarques formulées par le public ;

Considérant qu'en conséquence le délai d'approbation du PPRT cité précédemment ne pourra être respecté et qu'il y a lieu de proroger ce délai ;

Considérant qu'il y a lieu par ailleurs de modifier le libellé de l'arrêté de prescription du PPRT pour intégrer la nouvelle organisation des services de l'État issue de la création des directions interministérielles régionales et départementales ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : Modifications :

Dans l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007,

Les mots "direction départementale de l'équipement" sont remplacés par les mots "direction départementale des territoires".

Les mots "direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement" sont remplacés par les mots "direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement".

Le reste sans changement.

Article 2 : prolongation du délai d'approbation

Le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanobel de Moutiers est prorogé de 6 mois, soit jusqu'au 8 octobre 2010 ;

Article 3 - Diffusion et publication :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Il sera affiché pendant un mois en mairie de Moutiers, Auboué, Valleroy et Moineville et au siège de la communauté de communes du Pays de l'Orne.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et fait mention dans le quotidien "Le Républicain Lorrain".

Article 4 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine, M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, M. le président de la communauté de communes du Pays de l'Orne et MM. les maires des communes concernées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 08 AVR. 2010
Le préfet,

Par :
et Par :
Le Secrétaire général
François MAILLARD

ANNEXE 6

Arrêtés préfectoraux de composition du Comité Local d'Information et de Concertation autour du site TITANOBEL à MOUTIERS

PR

DIRECTION DES ACTIONS
INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'environnement



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

D. R. I. R. E.
RÉGION LORRAINE

24 MAI 2005

METZ

Arrêté préfectoral relatif à la création du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.) de l'établissement TITANITE de MOUTIERS

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.125-2 ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

Considérant que l'établissement TITANITE, situé à MOUTIERS, Bois Saint-Martin, et autorisé par l'arrêté préfectoral n° 13021 du 20 septembre 1976, est classé AS et donc figure à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

- 2 -

ARRÊTE

Article 1 - Création du C.L.I.C.

Un comité local d'information et de concertation est créé pour le bassin industriel défini par la zone géographique couverte par le Plan Particulier d'Intervention de l'établissement TITANITE, à savoir tout ou partie du territoire des communes de MOUTIERS, AUBOUE, VALLEROY et de MOINEVILLE.

Article 2 - Composition du C.L.I.C.

Le comité local d'information et de concertation mentionné à l'article 1 est composé de 30 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- X - Un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Un représentant de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la Direction Régionale ou Départementale de l'Équipement,
- Un représentant de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- X - Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de MOUTIERS,
- X - Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune d'AUBOUE,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de VALLEROY,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de MOINEVILLE,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Pays de l'Orne,
- X - Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

- 3 -

Le collège « exploitants » comprend :

- M. Stéphane RABUT de la Société TITANITE,
- M. Marc CVALETTI de la Société TITANITE,
- M. Stéphane CERVELLERA de la Société TITANITE,
- M. Jean-François ROUX de la Société TITANITE,
- M. Philippe SOMOGY de la Société TITANITE,
- M. Thierry HENRY de la Société TITANITE.

Le collège « riverains » comprend :

- MM. Jean-Claude CASSE, Bernard ROOS, Pierre ROOS, Gilles CORTE et Patrick ZAWADZKI, représentants du monde associatif local, des riverains situés à l'intérieur de la zone couverte par le comité local,
- En qualité de personnalité qualifiée, M. Thierry VERDEL de l'Ecole des Mines de NANCY.

Le collège « salariés » comprend :

- M. Joël AHR, salarié de la Société TITANITE,
- M. Eric CANEVE, salarié de la Société TITANITE,
- M. Alain JUNG, salarié de la Société TITANITE,
- M. Patrick LEROY, salarié de la Société TITANITE,
- M. Noël VALOT, salarié de la Société TITANITE,
- M. Daniel NEZ, salarié de la Société TITANITE.

Article 3

Le CLIC visé à l'article 1 se conformera aux prescriptions du décret n° 2005-82 du 1^{er} février 2005 relatif à la création des comités locaux d'information et de concertation pris en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement.

Le président du CLIC veille au respect des règles édictées dans le règlement intérieur ci-annexé.

Article 4

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

.../...

- 4 -

Article 5

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Article 6

M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de BRIEY sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

NANCY, le 18 MAI 2005

Le Préfet,

91 POUR AMPLIATION
L'Attaché Principal, Chef du Bureau,



Laurence LAMESLE



Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Marc BURG

Règlement intérieur des CLIC

Article 1

Le présent règlement a pour objet de fixer dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de travail du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement TITANITE de MOUTIERS. Le président du CLIC désigné conformément à l'article 2 ci-dessous est chargé de la bonne application de ce règlement.

I - Composition et présidence

Article 2

Les membres du CLIC sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable.

Tout membre qui perd la qualité en raison de laquelle il a été nommé perd sa qualité de membre du comité.

Le comité est présidé par un des membres nommé par le Préfet, sur proposition du comité, pour une durée de trois ans renouvelable, ou, à défaut, par le Préfet ou son représentant dans les mêmes conditions. Le président du comité est nommé lors de la première réunion du C.L.I.C. puis tous les trois ans.

II - Convocation des membres du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 3

Le président du comité fixe la date des réunions et établit l'ordre du jour.

Article 4

Le secrétariat est assuré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis aux membres du CLIC quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière, sans que ce dernier ne puisse participer aux votes du CLIC.

Article 5

Le comité se réunit, au moins une fois par an et, autant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée.

III - Fonctionnement du Comité Local d'Information et de Concertation

Article 6

Le CLIC ne délibère valablement sur les questions qui lui sont soumises que si au moins la moitié des membres sont présents ou représentés suivant l'article 8.

Article 7

Le CLIC peut être amené à émettre un avis sur les documents qui lui sont présentés (étude de danger, tierce expertise, PPRT...). Cet avis donné dans le cadre de l'article 5 du décret n°82-2005 ne s'entend pas au sens administratif du terme : le comité émet un avis qui peut refléter la diversité des opinions au sein du comité.

Dans le cadre de l'article 4 du décret n°2005-82, en l'absence de consensus, un vote peut être organisé pour faire réaliser une tierce expertise. Chaque collège possède alors 1/5^{ème} des voix à répartir uniformément entre les membres du collège. Un dispositif de répartition uniforme des voix entre les membres des collèges (par exemple 60 voix par collège) devra être utilisé. La voix du président est prépondérante pour les avis et les décisions approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Toutefois, le recours à l'expertise pour avoir une appréciation ponctuelle des études présentées par l'exploitant, notamment celles qui entrent dans le champ d'application du livre V du code de l'environnement, ainsi que pour éclairer les débats sur une décision ou un dossier, notamment concernant le PPRT, doit être explicité et dûment motivé en référence au processus d'expertise afin qu'il n'interfère pas avec les dispositions prévues à l'article 3.6° du décret du 21 septembre 1977.

Article 8

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Article 9

L'absence d'un membre à au moins deux réunions successives entraîne automatiquement son exclusion du Comité.

En cas de vacance, il est procédé au remplacement du membre dans un délai de trois mois pour la période restant à courir jusqu'à la fin du mandat.

Article 10

Au moins une fois par an, les représentants du collège exploitant remettent au comité un bilan écrit conforme à l'article 6 du décret n°2005-82 du 1^{er} février 2005. Ils sont tenus de faire une présentation orale du rapport qu'ils ont remis par écrit.

Article 11

Après épuisement des sujets mis à l'ordre du jour, le Président clôt la séance.

Le secrétariat assure l'établissement d'un compte-rendu de la réunion et en transmet une copie à chaque membre.

Il est tenu un répertoire des comptes-rendus des réunions.

IV Communication

Article 12

L'information résultant des débats contradictoires est mise à la disposition du public par tout moyen que le comité juge utile (presse locale, bulletin d'information municipal ou industriel, site Internet de la DRIRE ou tout autre site utilisé par le CLIC) à l'issue des réunions du CLIC.

A ce titre, le comité met à la disposition du public au moins une fois par an un bilan de ces actions et les thèmes des prochains débats. Ce document pourra faire ressortir, entre autres, les points suivants :

- synthèse des débats, observations et avis émis par le comité sur les actions et documents présentés par l'exploitant et les pouvoirs publics,
- bilan des actions entreprises en vue de réduire les risques et rejets et d'informer le public,
- les orientations du comité pour l'année à venir.

Ce bilan ne comportera pas de données portant sur les secrets de fabrications ou de nature à faciliter des actes susceptibles de porter atteinte à la santé, la sécurité et la salubrité publiques.



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES

Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

**Arrêté préfectoral portant modification de la composition
du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.)
de l'établissement TITANITE de MOUTIERS**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L125-2, L 515-8, L 515-22
et D 125-29 et suivants ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et
naturels et à la réparation des dommages ;

Vu la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures
d'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la
loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de
l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à
l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 18 mai 2005 portant création du Comité Local d'Information et de
Concertation de l'Établissement TITANITE à Moutiers ;

Vu la correspondance de la société TITANITE en date du 19 janvier 2006 par
laquelle il est sollicité la modification de la composition du CLIC, collège des salariés ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 –

L'article 2 de l'arrêté du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Collège salarié : M. Thierry ROBERT en remplacement de M. Noël VALOT.

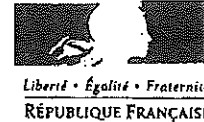
Le reste sans changement

Article 2

M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Briey sont chargés de
l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et
qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

23 JAN. 2006
NANCY, le Pour le Préfet
Le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Marc BURG



PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
Bureau de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

N° CLIC 2008-003

**Arrêté préfectoral portant renouvellement de la composition
du Comité Local d'Information et de Concertation (C.L.I.C.)
de l'établissement Titanite de Moutiers**

**Le préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L125-2, L 515-8, L 515-22, D 125-29 et suivants ;

Vu la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté du 18 mai 2005 modifié par arrêté en date du 23 janvier 2006 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement Titanite de Moutiers ;

Vu les propositions des organismes et des personnes consultés pour le renouvellement des membres du comité local d'information et de concertation ;

Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1er –

L'article 2 de l'arrêté du 18 mai 2005 susvisé est modifié comme suit :

Le comité local d'information et de concertation est composé au maximum de 30 membres répartis en cinq collèges, comme indiqué ci-dessous :

Le collège « administration » comprend :

- M. le préfet ou son représentant,
- Un représentant du service interministériel de défense et de protection civile,
- Un représentant du service départemental d'incendie et de secours,
- Un représentant de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé de l'inspection des installations classées,
- Un représentant de la direction départementale de l'équipement,
- Un représentant de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Le collège « collectivités territoriales » comprend :

- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Moutiers,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Auboué,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Moineville,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la commune de Valleroy,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante de la communauté de communes du Pays de l'Orne,
- Un représentant proposé par l'assemblée délibérante du conseil général.

Le collège « exploitants » comprend :

- Au maximum 6 représentants de la société Titanite

Le collège « riverains » comprend :

En qualité de riverains :

- M. Jean-Claude Casse, domicilié à Moutiers ;
- M. Bernard Roos, domicilié à Moutiers ;
- M. Patrick Zawadki, domicilié à Moineville ;
- M. Cyril Di Vicoli, domicilié à Valleroy ;
- Mme Nadine Sylvestri, domiciliée à Valleroy ;

En qualité de personnalités qualifiées :

- M. Philippe Lopez, institut de sûreté industrielle de Vandoeuvre-les-Nancy

Le collège « salariés » comprend :

- Au maximum 6 salariés satisfaisant aux conditions fixées par l'article D 125-30 VI du code de l'environnement.

Article 2 :

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2008 portant création du CLIC sont inchangées.

Article 3

M. le secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Briey sont chargés de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à chacun des membres du comité et qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

NANCY, le 22 OCT. 2008

Le préfet
Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Jean-Michel MOUGARD

ANNEXE 7

Compte-rendu des réunions des personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

1

PPRT – Société TITANITE à MOUTIERS

Compte rendu de la réunion d'association du 20 novembre 2007

Membres présents :

- M. Philippe RONSSIN – Sous-Préfet de BRIEY et Président du CLIC
- Mme Annie LAVAUX – Chef de Bureau – Sous-Préfecture de BRIEY
- M. Mickaël VILLEMEN – Chargé d'études DDE 54 – SARU/TPE
- M. Sylvain PELLETERET – DRIRE – Cellule risques
- M. Erwan PINVIDIC – DRIRE – Inspecteur des installations classées – Subdivision de LONGWY
- Mme BANDURA Annick – DRIRE – Secrétaire Assistante – Subdivision de LONGWY
- Mme Monette CASCINELLI – Maire de MOUTIERS
- Mme Monique ZANETTA – Maire de VALLEROY
- M. Stéphane RABUT – Société TITANITE – Directeur du site de MOUTIERS
- M. Marc CVALETTI – Société TITANITE – Directeur Qualité-Sécurité-Environnement
- M. Bernard ROOS – Riverain

Membre excusé :

- M. Christian LOMBARD – Maire de MOINEVILLE

Membres absents :

- Le représentant de Communauté de Communes du Pays de l'Orne
- Mme Geneviève JANOVEC – Maire de AUBOUÉ

M. le Sous-Préfet préside la séance. Il remercie les participants et présente l'ordre du jour.

L'arrêté préfectoral portant prescription du PPRT TITANITE de MOUTIERS a été signé le 8 octobre 2007. Il avait été adressé préalablement pour avis aux conseils municipaux des communes concernées. Le PPRT TITANITE est le plus avancé sur l'ensemble des PPRT lancés sur le département de Meurthe-et-Moselle.

2

A. Présentation de la démarche PPRT

La démarche mise en œuvre pour établir le PPRT est expliquée aux membres présents de façon générale par la diffusion d'un film. Ce film a été réalisé par l'INERIS pour le MEDAD (Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables). Au vu de la qualité de cette présentation, un exemplaire de ce film sur CD-Rom sera joint au compte rendu de réunion et transmis à chaque membre.

Mme CASCINELLI et M. ROOS font remarquer que M. CASSE Jean-Claude n'a pas été invité à participer à cette réunion en tant que riverain.

M. PINVIDIC rappelle que, lors de la dernière réunion du CLIC (Comité Local d'Information et de Concertation), M. Lionel JULITA, représentant de la commune de VALLEROY, avait proposé d'associer aux réunions un riverain de sa collectivité en accord avec celui-ci. Aucune proposition n'a été communiquée à ce jour.

En conséquence, M. CASSE Jean-Claude sera associé comme second riverain membre du CLIC. Il sera destinataire de l'ensemble des documents de séance et invité aux prochaines réunions.

M. le Sous-Préfet rappelle que la signature du PPRT comprenant un règlement, une cartographie et une note de présentation doit être réalisée dans un délai de 18 mois à compter du 8 octobre 2007, date à laquelle a été signé l'arrêté préfectoral portant prescription de ce PPRT.

B. Présentation des études techniques

La Société TITANITE a réalisé une étude des dangers. L'analyse de cette étude a permis de définir les phénomènes dangereux retenus pour la définition des aléas technologiques, de proposer des mesures techniques de réduction du risque et d'établir une carte des aléas.

Une première mesure technique a été prescrite à la Société TITANITE par arrêté préfectoral du 7 août 2007. Il s'agit de la réalisation de la 4^{ème} face des merlons entourant les dépôts D1 et D2.

La seconde mesure souhaitable concerne la maîtrise foncière et l'interdiction de pénétrer dans la zone des effets très graves pour la vie humaine (Z1 et Z2). Cette mesure, qui ne peut être prescrite au seul exploitant, nécessite la concertation entre les différentes parties concernées (communes, ONF, propriétaires des terrains, Société TITANITE).

M. VILLEMIN de la Direction Départementale de l'Équipement présente les enjeux existants dans le périmètre d'étude pour chaque commune (urbanisation existante, établissements recevant du public, infrastructures de transport, espaces publics ouverts, ouvrages et équipements d'intérêt général). Ces informations ont été peaufinées depuis la dernière réunion du CLIC.

Les communes les plus concernées sont MOUTIERS et VALLEROY.

A propos de la commune de MOUTIERS, plusieurs remarques sont faites.

Mme CASCINELLI précise que la voie ferrée METZ-CONFLANS est désaffectée. Plus aucun train ne circule sur cette ligne.

Par ailleurs, Mme CASCINELLI souligne que le foyer Lucien Woll se situe en limite de zone. M. CAVALETTI précise que le périmètre d'étude, défini en collaboration avec des géomètres, ne comprend pas le foyer Lucien Woll.

Toujours à propos du foyer Lucien Woll, M. le Sous-Préfet demande si la situation du bâtiment (en contrebas), ne réduit pas les risques. M. PELLETERET répond que les modèles de calcul des effets de surpression ne permettent pas actuellement de prendre en compte précisément l'influence de la topographie des terrains sur l'onde de choc. Par conséquent, aucun élément ne nous permet à ce jour d'exclure ce foyer du périmètre d'étude.

M. le Sous-Préfet fait remarquer que la ligne électrique 63 kV LANDRES-MONTOIS devrait être démontée lorsque la connexion MONTOIS-BATILLY sera réalisée, d'ici à 3 ans. Cette information devra être vérifiée auprès de M. GEISLER de la DRIRE.

En ce qui concerne la commune de VALLEROY, M. VILLEMIN signale que les enfants se rendant en car à la salle de sports sont déposés à l'arrêt de bus se situant en zone faible. M. VILLEMIN pose la question d'un éventuel déplacement de l'arrêt en dehors de la zone faible.

L'estimation théorique de la population exposée est de l'ordre de 1 500 personnes.

Une étude sur la vulnérabilité des enjeux va être lancée. Le laboratoire régional des Ponts et Chaussées sera chargé de cette étude dont l'échéance est fixée au 1^{er} trimestre 2008.

M. CAVALETTI s'interroge sur la nécessité de faire appel au laboratoire régional des Ponts et Chaussées, alors que des études ont déjà été réalisées concernant notamment le type de vitrage ou le filmage des vitres permettant de résister à une surpression de 50 mbar. Elles ont a priori démontré que le triple vitrage ainsi que le double vitrage « 6/4 » résistent, alors que le simple vitrage est insuffisant. Ces études ont été, a priori, transmises par la profession au MEDAD mais n'ont cependant pas pour le moment été officialisées par le Ministère.

M. CAVALETTI est par ailleurs invité à communiquer à la DRIRE et à la DDE, à titre d'information, l'ensemble des éléments dont il dispose afin d'accélérer, le cas échéant, les recherches entreprises en Lorraine.

M. VILLEMIN précise que l'étude du laboratoire régional des Ponts et Chaussées permettra de disposer également d'éléments techniques et financiers concernant les mesures de protection et les recommandations à mettre en œuvre (vulnérabilité des biens, recensement des entreprises spécialisées pour ce genre de travaux, définition d'ordre de grandeur des coûts, ...).

M. PELLETERET ajoute que le MEDAD a commandé une étude nationale sur la tenue des bâtiments aux effets de surpression. Ces éléments en cours de réalisation devraient permettre d'harmoniser les pratiques entre régions.

M. PINVIDIC précise que dans ces conditions les services de l'État devraient disposer davantage d'informations sur ce sujet pour la prochaine réunion d'association.

Les communes sont également concernées par un Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM). La carte de superposition des aléas technologiques et du zonage du PPRM a donc été présentée.

Elle a permis de déterminer que l'ensemble des zones urbanisées se situe en zone faible d'aléa technologique.

C. Stratégie et principes du règlement PPRT

M. PELLETERET précise les objectifs de la stratégie PPRT, ainsi que les délais de son élaboration.

En ce qui concerne Titanite, il est notamment prévu d'organiser deux autres réunions d'association (début janvier et fin février), de consulter les communes sur un projet de PPRT dans le courant des mois d'avril et mai, puis de soumettre le projet de PPRT à enquête publique à l'automne 2008.

S'ensuit la présentation du principe du règlement PPRT (nature des dispositions prévues et principes de réglementations développés dans le guide PPRT).

Une version du guide PPRT du MEDAD réactualisée sera distribuée aux membres de l'association dès qu'elle sera disponible sous forme papier.

Mme CASCINELLI demande si le registre, mentionné à l'article 5 – Concertation – de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT en date du 8 octobre 2007, correspond à celui de l'enquête publique.

M. PELLETERET répond que ce registre, qui a déjà été communiqué aux communes, doit être ouvert à la date de publication de l'arrêté de prescription afin de recueillir les observations du public jusqu'à la rédaction du bilan de la concertation. Ce bilan sera dressé lorsque le projet de PPRT sera suffisamment évolué et transmis à toutes les personnes associées. Quant au registre de l'enquête publique, il n'est disponible que durant le mois d'enquête publique en phase finale de la procédure PPRT.

M. VILLEMEN rappelle les obligations des maires relatives à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs qui s'appliqueront sur le périmètre d'étude défini.

D. Echanges et réflexions sur la stratégie du PPRT

Un tableau de réflexion sur la stratégie du PPRT TITANITE est présenté. Il est basé sur le tableau figurant dans le guide PPRT du MEDAD. Il établit, sur la réglementation d'urbanisme future, des usages et de l'existant, les interdictions et les points à discuter.

M. le Sous-Préfet propose que, dans les zones d'aléas moyen (M) et moyen plus (M+), qui permettraient au vu du guide PPRT de construire des bâtiments non habités (par exemple hangars agricoles), toute construction soit interdite.

Tous les membres présents approuvent la proposition.

M. PELLETERET signale que pour les zones d'aléas allant de très fort plus (TF+) à moyen (M), seules les constructions nécessaires au fonctionnement de la Société TITANITE et qui n'aggravent pas le risque, pourront être autorisées.

Par conséquent, les Services de l'Etat (DRIRE, DDE) se proposent de rédiger pour la prochaine réunion, un projet de règlement pour les zones d'aléas allant de très fort plus (TF+) à moyen (M).

Concernant la zone d'aléa faible (Fai), il est proposé aux maires de consulter leurs conseils municipaux afin de définir les secteurs à ouvrir à l'urbanisation future tout en gardant à l'esprit la nécessité de ne pas aggraver le risque existant. Par conséquent, si un ou plusieurs secteurs sont ouverts à l'urbanisation, ils devront être limités et motivés. La définition de ces secteurs devra se faire en concertation entre les différentes communes concernées.

Par ailleurs, les communes sont invitées à réfléchir sur les types de mesures applicables au bâti existant dans la zone d'aléa faible. En effet, en cas d'accident, les vitrages des habitations situées dans cette zone pourraient être brisés. Le PPRT peut donc prescrire ou recommander le renforcement des vitrages.

E. Divers

Une discussion est ouverte, à propos du financement, sur la base d'éléments collationnés par la DRIRE.

Mme ZANETTA présente le cas de personnes rencontrant des difficultés financières, qui résideraient dans le périmètre et dont le logement nécessiterait le remplacement ou le filmage des vitrages.

M. CAVALETTI estime que le filmage plastique des vitres serait de l'ordre de 50 € par fenêtre.

M. PELLETERET indique que les aides possibles de financement sont conditionnées par la prescription de travaux dans le règlement du PPRT. Il s'ensuit d'une présentation de quelques mesures d'aide :

- crédit d'impôt,
- exonération taxe foncière,
- ANAH (Aide Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat),...

M. le Sous-Préfet demande si les mesures imposées sur l'habitat existant peuvent être assorties d'un délai de réalisation et s'il est défini un délai réglementaire maximum.

M. Villemén précise qu'il conviendra de vérifier si le décret n° 2005-1130 du 7 septembre 2005, relatif aux plans de prévention des risques technologiques, impose un délai maximum de réalisation des mesures imposées sur l'habitat existant comme c'est le cas pour les PPR naturels. (5 ans maximum)

M. ROOS demande qui remboursera les dégâts en cas de sinistre

M. PELLETERET précise qu'en cas d'accident majeur, l'état de catastrophe « technologique » peut être déclaré. Les particuliers devraient alors établir une déclaration des biens impactés par le sinistre pour leur société d'assurance qui prendra en compte cet état.

CONCLUSION

Chaque membre recevra le présent compte rendu accompagné d'un CD-Rom contenant :

- le film présentant la démarche PPRT,
- un extrait du guide PPRT du MEDAD (tableau – Correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation),
- l'étude technique des enjeux,
- les transparents présentés en séance.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT en date du 8 octobre 2007, ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les 30 jours suivant la réception du compte-rendu.

Concernant la suite de la procédure :

- la DRIRE et la DDE se chargeront :
 - de rédiger pour la prochaine réunion, un projet de règlement pour les zones d'aléas allant de très fort plus (TF+) à moyen (M),
 - de vérifier si un délai maximum est défini réglementairement pour la réalisation des mesures éventuellement prescrites sur l'habitat existant,
- les communes se chargeront, pour la prochaine réunion :
 - de formuler des observations sur l'étude technique des enjeux,
 - de proposer d'éventuels secteurs à ouvrir à l'urbanisation dans la zone d'aléa faible (Fai),
 - de réfléchir aux types de mesure à prendre pour améliorer la protection du bâti existant (recommandation ou prescription notamment),
 - de réfléchir aux options proposées dans le tableau de réflexion sur la stratégie du PPRT TITANITE figurant dans les documents remis lors de la séance.

Il est proposé et acté que la seconde réunion d'association se tiendra dans la 1^{ère} quinzaine de janvier 2008 et la troisième réunion, dans la 2^{ème} quinzaine de février 2008.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Sous-Préfet clôt la séance en remerciant les participants.

Le Sous-Préfet,
président du CLIC,



Philippe RONSSIN

PPRT – Société TITANITE à MOUTIERS

Compte rendu de la réunion d'association du 4 mars 2008

Membres présents :

- M. Philippe RONSSIN – Sous-Préfet de BRIEY et Président du CLIC
- Mme Annie LAVAUX – Chef de Bureau – Sous-Préfecture de BRIEY
- M. Mickaël VILLEMIN – Chargé d'études DDE 54 – SARU/TPE
- M. JACOTTIN Stéphane – DDE 54 / DTN – Pôle risques
- M. BECKER Olivier – SIDPC
- M. LAFONT Fabien – SIDPC
- M. Sylvain PELLETERET – DRIRE – Pôle risques
- M. Erwan PINVIDIC – DRIRE – Inspecteur des installations classées – Subdivision de LONGWY
- Mme BANDURA Annick – DRIRE – Secrétaire Assistante – Subdivision de LONGWY
- M. SANTINI René – Adjoint au Maire de MOUTIERS
- M. ANTCHAK Alain – Adjoint au Maire de MOINEVILLE
- Mme Monique ZANETTA – Maire de VALLEROY
- M. Stéphane RABUT – Société TITANITE – Directeur du site de MOUTIERS
- M. Marc CVALETTI – Société TITANITE – Directeur QHSES
- M. COUPPEY Jérôme – Société TITANITE – Futur Directeur du site de MOUTIERS
- M. Bernard ROOS – Riverain

Membres absents :

- Le représentant de la Communauté de Communes du Pays de l'Orne
- Mme Geneviève JANOVEC – Maire de AUBOUÉ
- M. CASSE Jean-Claude – Riverain

M. le Sous-Préfet préside la séance. Il remercie les participants et précise que cette réunion technique a pour objet la présentation du projet de règlement du PPRT.

M. le Sous-Préfet cède la parole à M. PINVIDIC de la DRIRE.

1. Rappel des objectifs

M. PINVIDIC rappelle les objectifs du PPRT :

- ne pas aggraver le risque existant (maîtriser les capacités d'accueil, restreindre les projets, limiter la concentration de personnes,...),
- diminuer le risque existant (prescriptions techniques sur le bâti existant),
- supprimer le risque existant (mesures foncières).

2. Présentation des cartes déjà établies

M. PINVIDIC représente les cartes déjà établies :

- zonage brut,
- superposition de l'aléa technologique et du zonage du PPR Minier.

3. Présentation du projet de règlement du PPRT

M. VILLEMIN précise que le projet final comprendra :

- la note de présentation,
- des documents cartographiques représentant les zones réglementaires,
- le règlement,
- les recommandations.

M. VILLEMIN présente et explique le projet de règlement :

Le TITRE I dans ses différents articles :

- résume succinctement le cadre du PPRT,
- précise l'articulation entre le PPRT et les documents d'urbanisme,
- précise la portée du règlement et rappelle les compétences de chacun dans l'application du règlement,
- rappelle les niveaux d'aléas.

Pas de question sur cette partie du règlement.

Le TITRE II :

- La zone « R » correspond aux zones d'aléas TF+ et TF. Dans cette zone, le principe d'interdire toute construction a été acté lors de la précédente réunion. Toutefois a été prévue une exception concernant des autorisations sous conditions pour les constructions, travaux, ... nécessaires au fonctionnement de la Société TITANITE sans aggravation du risque ou de nature à réduire le risque (ex : la réalisation de la 4^{ème} face du merlon autour des dépôts).
- La zone « r1 » correspond aux zones d'aléas F+, F, M+ et M. Comme pour la zone « R », le principe d'interdire toute construction a été acté lors de la précédente réunion mais avec 2 exceptions pour des autorisations sous conditions :
 - pour les constructions, travaux, ... nécessaires au fonctionnement de la Société TITANITE sans aggravation du risque ou de nature à réduire le risque ;
 - pour les équipements d'infrastructures excepté voies routières et ferroviaires sous réserve de présentation, par le maître d'ouvrage, de la justification de l'impossibilité, au sens strict du terme, de construire hors du périmètre.

- Il est proposé de découper la zone d'aléa faible en deux parties :

- une zone « r2 » correspondant aux zones d'aléa faible non constructible,
- une zone « b » correspondant aux zones d'aléa faible constructible

Ces zones seront définies à l'intérieur de la partie jaune représentée sur la carte remise lors de la réunion.

- La zone « r2 » reprend les interdictions et autorisations de la zone « r1 » et autorise également les travaux, constructions,... liées aux activités agricoles ou forestières et les abris légers limités à 20 m² de SHOB excepté les locaux destinés à l'habitation. Tous les équipements d'infrastructures peuvent y être autorisés sous réserve de justifier de l'impossibilité, au sens strict du terme, de pouvoir les construire hors du périmètre PPRT.

Les dispositions constructives de renforcement des constructions futures sont applicables, y compris pour les abris légers. Une étude devra être réalisée à la charge du pétitionnaire et celui-ci devra fournir une attestation lors du dépôt de son permis de construire.

M. ROOS fait remarquer que l'on ne dispose d'aucun élément technique ni sur la tenue des bâtiments aux effets de surpression, ni sur les mesures de protection et les recommandations à mettre en œuvre.

M. PELLETERET précise qu'effectivement à l'heure actuelle, on sait prescrire les mesures de renforcement du bâti existant en fixant des objectifs de tenue en rapport avec les aléas. Mais les normes concernant le matériel à utiliser ne devraient être disponibles que dans un délai de 6 mois/1an.

Une discussion est ouverte sur la nécessité de prescrire ou de recommander les mesures destinées à réduire la vulnérabilité des constructions existantes en zone d'aléa faible.

La prescription équivaut à rendre obligatoire ces mesures qui pourront bénéficier d'aide financière. Il est toutefois précisé qu'une part importante du coût des travaux resterait à la charge des propriétaires de bâtiments.

La recommandation n'a pas de caractère obligatoire mais nécessitera une communication importante des communes à leurs administrés.

Mme ZANETTA rappelle le cas de personnes rencontrant des difficultés financières, résidant dans le périmètre et dont le logement nécessiterait le remplacement ou le filmage des vitres.

M. CVALETTI précise que le coût du filmage plastique des vitres serait de l'ordre de 50 € le m² posé (15 € le m² non posé).

L'assemblée, à l'unanimité, opte pour la recommandation des mesures destinées à réduire la vulnérabilité des constructions existantes en zone d'aléa faible.

- La zone « b » correspond aux zones d'aléa faible constructible (Fai).

Les secteurs déjà construits seront inclus dans cette zone « b ».

Dans cette zone « b », il est envisageable d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation à condition d'argumenter (commune très contrainte par les problèmes miniers,...) que ces projets de construction ne peuvent pas être placés en dehors du périmètre PPRT. Par ailleurs, les ERP et habitats collectifs seront interdits dans ces zones.

M. VILLEMEN souhaiterait connaître les éventuels projets de développement des communes dans la zone d'aléa faible du PPRT afin de confronter ceux-ci avec les principes de prévention des risques.

La commune de MOUTIERS a en projet un lotissement. Pour les communes de VALLEROY et MOUTIERS, il est uniquement envisagé de compléter les « dents creuses » sur les secteurs déjà construits.

Les communes devront rendre leurs propositions de secteurs à urbaniser en zone d'aléa faible par écrit au plus tard pour la mi-avril 2008. Cette échéance leur sera rappelée lors de la transmission du présent compte rendu.

4. Concernant la suite de la procédure

La DRIRE et la DDE se chargeront de rédiger pour la prochaine réunion, la note de présentation, ainsi que le règlement et le zonage en fonction des éléments transmis par les communes sur les zones à urbaniser.

Dans le cadre de la procédure d'élaboration du PPRT, cette note de présentation, le règlement, ainsi que la carte de zonage seront soumis aux communes qui devront rendre leur avis dans un délai de 2 mois. Ces mêmes documents feront ensuite l'objet d'une enquête publique.

La prochaine réunion d'association se tiendra dans la deuxième quinzaine d'avril 2008 et aura pour objet, la présentation de l'ensemble des projets des documents constituant le PPRT.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Sous-Préfet clôt la séance en remerciant les participants.

Le Sous-Préfet,
Président du CLIC,



Philippe RONSSIN

PPRT – Société TITANITE à MOUTIERS

Compte rendu de la réunion d'association du 6 mai 2008

Membres présents :

- M. RONSSIN Philippe – Sous-Préfet de BRIEY et Président du CLIC
- Mme LAVAUX Annie – Chef de Bureau – Sous-Préfecture de BRIEY
- M. VILLEMIN Mickaël – Chargé d'études DDE 54 – SARU/TPE
- M. JACOTTIN Stéphane – DDE 54 / DTN – Pôle risques
- M. BECKER Olivier – SIDPC
- M. LAFONT Fabien – SIDPC
- M. MOLE Jacques – DRIRE – Pôle risques
- M. PINVIDIC Erwan – DRIRE – Inspecteur des installations classées – Subdivision de LONGWY
- Mme BANDURA Annick – DRIRE – Secrétaire Assistante – Subdivision de LONGWY
- M. VIDILI Rémy – Maire de MOUTIERS et délégué C.C.P.O.
- M. MANZI Sébastien – Conseiller municipal de MOUTIERS
- M. ZAMPETTI Raymond – Représentant le Maire d'AUBOUÉ
- M. MUSSOL Jean-Pierre – Représentant le Maire de VALLEROY
- M. RABUT Stéphane – Société TITANITE – Directeur du site de MOUTIERS
- M. COUPPEY Jérôme – Société TITANITE – Futur Directeur du site de MOUTIERS
- M. CASSE Jean-Claude – Riverain

Membre excusé :

- M. ROOS Bernard – Riverain

Membre absent :

- M. LOMBARD Christian – Maire de MOINEVILLE

M. le Sous-Préfet préside la séance.

Il remercie les participants. Il propose, dans la mesure où cette réunion accueille de nouveaux élus communaux, un tour de table afin que chacun puisse se présenter.

M. le Sous-Préfet annonce l'ordre du jour et cède la parole à M. PINVIDIC de la DRIRE.

A. Présentation de la démarche PPRT

La démarche mise en œuvre pour établir le PPRT est expliquée aux nouveaux membres présents, de façon générale, par la diffusion d'un film. Ce film a été réalisé par l'INERIS pour le MEDAD (Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables).

B. Présentation des études techniques

A la fin de la projection, M. PINVIDIC explique la démarche retenue pour établir le PPRT TITANITE. Le dispositif de prévention à mettre en œuvre autour de TITANITE est moins complexe que l'exemple présenté dans le film, la majorité des habitations se situant en zone faible (FAI).

L'analyse de l'étude de dangers a permis de déterminer :

- 10 phénomènes dangereux,
- une mesure technique à mettre en œuvre par l'exploitant pour diminuer les effets et réduire l'intensité des phénomènes dangereux potentiellement les plus importants (réalisation de la 4^{ème} face des merlons entourant les dépôts D1 et D2 évitant la détonation simultanée dépôt + camion),
- une mesure technique souhaitable qui concerne la maîtrise foncière et l'interdiction de pénétrer dans la zone des effets très graves pour la vie humaine. Cette mesure (clôture) nécessite la concertation entre les différentes parties concernées (communes, ONF, propriétaires des terrains, Société TITANITE) et ne peut être mise en œuvre à l'initiative du seul exploitant,
- la carte d'aléas servant à l'élaboration du PPRT.

M. VILLEMIN de la DDE explique la détermination des enjeux dans le périmètre d'étude. Il s'agit de caractériser l'urbanisation (urbanisation existante, ERP, infrastructures de transports, espaces publics ouverts, ouvrages et équipements d'intérêt général). Les deux communes les plus concernées sont VALLEROY et MOUTIERS, cette dernière étant la plus impactée. A cet aléa technologique s'ajoute l'aléa minier et, dans ce domaine également, MOUTIERS est davantage concerné. Toutes les explications sont présentées dans le projet de rapport du PPRT qui a été adressé à chaque membre.

M. VIDILI demande si l'étude des aléas a pris en compte la topographie des terrains.

M. PINVIDIC répond que les modèles de calcul des effets de surpression ne permettent pas actuellement de prendre en compte précisément l'influence de la topographie des terrains sur l'onde de choc. Par conséquent, on prend en compte le plus majorant.

C. Rappel des objectifs du PPRT

M. PINVIDIC rappelle les objectifs du PPRT :

- ne pas aggraver le risque existant (maîtriser les capacités d'accueil, restreindre les projets, limiter la concentration de personnes,...),
- diminuer le risque existant (prescriptions ou recommandations techniques sur le bâti existant),
- supprimer le risque existant (mesures foncières).

M. MOLE présente le tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation figurant dans le guide méthodologique PPRT et précise que ces principes sont un minimum et que la réglementation peut être renforcée. Il conclut sa présentation en indiquant que le projet de règlement du PPRT, adressé aux membres de l'association, a été établi suivant ces principes.

M. PINVIDIC indique que l'interdiction de construire dans les zones de TF+ (très fort +) à M (moyen) doit être conservée. Dans les zones rouges (TF+ et TF) est instituée une interdiction totale de construire excepté pour l'exploitant (sans aggravation du risque). La possibilité d'ouverture à l'urbanisation en zone FAI (faible) peut être discutée, essentiellement pour MOUTIERS commune la plus contrainte par les risques miniers.

M. VILLEMIN rappelle que la construction en zone d'aléa revêt un caractère dérogatoire. Par conséquent, toute demande devra être motivée et pourra être refusée si le projet de construction peut être placé en dehors du périmètre PPRT.

D. Rappel du travail déjà effectué au sein de cette association.

M. PINVIDIC rappelle (cf. compte-rendu des réunions précédentes) :

- que la réunion du 20 novembre 2007 a permis de présenter la démarche PPRT ainsi que les études techniques,
- que la réunion du 4 mars 2008 a permis de présenter le projet de règlement et d'en discuter. A l'issue de cette réunion, il a été convenu que seule la commune de MOUTIERS présentait des contraintes telles qu'elle ne pouvait que s'étendre à l'intérieur du périmètre d'étude. Les autres communes pourraient compléter les « dents creuses » sur les des secteurs déjà construits. Une confirmation écrite de cette position a été demandée aux communes.

Le projet de PPRT qui a été adressé aux membres, a donc été établi sur ses bases.

E. Discussion sur les propositions de zones à urbaniser à l'intérieur du périmètre

Seules les communes de VALLEROY et MOUTIERS ont fait des propositions d'ouverture de zones à l'urbanisation « future ».

M. PINVIDIC rappelle que les objectifs sont :

- ne pas augmenter le risque,
- de ce fait ne pas autoriser de constructions proches de la zone des 50 mbar (périmètre intérieur de la zone FAI) : plus on se rapproche des dépôts et plus les risques sont importants.

La proposition des services de l'Etat est d'autoriser l'urbanisation uniquement dans les secteurs les plus proches possible de la zone des 20 mbar (périmètre extérieur de la zone FAI).

Les mairies d'AUBOUE et MOINEVILLE n'envisagent pas d'ouvrir de zones à urbaniser « futures » à l'intérieur du périmètre du PPRT.

Les mairies de VALLEROY et MOUTIERS ont proposé chacune 2 zones à ouvrir à l'urbanisation dans le périmètre du PPRT.

La mairie de VALLEROY propose 1 zone UX (industrielle) et 1 zone UC (projet d'un lotissement d'environ 10 parcelles). M. MUSSOL précise qu'une extension à l'Ouest de la commune serait confrontée aux problèmes des réseaux d'assainissement.

La mairie de MOUTIERS propose 2 zones à usage d'habitation. Ces deux zones sont en grande partie impactées par l'aléa minier. Par ailleurs, la zone située au Nord se rapproche trop du périmètre intérieur de la zone FAI (50 mbar).

M. PINVIDIC rappelle que lors de la précédente réunion, les communes présentes s'étaient accordées sur le fait que priorité était donnée à la commune de MOUTIERS pour l'ouverture de secteurs à l'urbanisation, la commune de VALLEROY n'envisageant que de compléter les « dents creuses » sur les secteurs déjà construits.

M. PINVIDIC rappelle également la position de l'Etat : l'importance des zones à ouvrir à l'urbanisation équivaldra à environ 50 pavillons au plus sur l'ensemble des communes.

Questions :

M. ZAMPETTI :

Le PPRT est-il déjà applicable ?

Réponse de M. PINVIDIC : non, mais il existe les zones Z1 à Z5 qui ont déjà fait antérieurement l'objet d'un porté à connaissance et qui sont reprises dans les documents d'urbanisme (POS ou PLU). Par ailleurs, un courrier de la DDE du 17 août 2007, portant la carte d'aléa à la connaissance des Maires, indique les précautions à suivre quant aux décisions relatives à l'urbanisme à l'intérieur du périmètre du PPRT.

Pourquoi le périmètre de la zone Z5 est-il plus important que le périmètre de la zone FAI ?

Réponse de M. PINVIDIC : La réduction du volume de stockage d'explosifs du dépôt D2 (passant de 25 tonnes à 21,5 tonnes), ainsi que les études réalisées ont permis de réduire le périmètre.

M. VIDILI :

Le périmètre PPRT a été défini par rapport à une certaine production. S'il y a augmentation de cette production, que se passera-t-il ?

Réponse de M. MOLE : Dans le cas d'une augmentation de production, l'exploitant devra déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement précisant entre autre les meilleures techniques disponibles et ne pas accentuer les risques.

M. RABUT précise que la Société TITANITE n'a pas de projet pour l'instant et que les zones d'aléa sont liées au dépôt et non à la production.

M. VIDILI :

Ne pourrait-on pas limiter « fermement » la capacité de stockage ?

M. RABUT répond que la capacité de stockage est déjà limitée par la réglementation, puisqu'une augmentation équivaldrait à lancer une procédure de demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

M. PINVIDIC précise que la procédure de demande d'autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement est très contraignante et lourde pour l'exploitant, que le PPRT va limiter l'exploitant dans son projet éventuel d'extension et qu'un projet d'augmentation de capacité pourrait être refusé.

M. VIDILI :

Après les problèmes miniers et les expropriations, la population est inquiète. Il y a 3 ans, pourquoi ne pas avoir demandé à TITANITE de déménager ?

M. MOLE précise que le cas TITANITE, n'est pas un cas extrême et qu'il est préférable de trouver un équilibre raisonnable entre le niveau de risques et le développement économique.

En conclusion, M. PINVIDIC demande aux communes de MOUTIERS et VALLEROY de revoir leurs propositions. Pour VALLEROY, il s'agira de motiver sa décision ou de la revoir. Pour MOUTIERS, il s'agira de reconsidérer sa proposition hors contraintes minières et plus proche de la zone des 20 mbar.

F. Présentation du projet de PPRT

M. VILLEMIN explique que le projet de règlement s'est construit entre la 1^{ère} et la 2^{ème} réunion et résume pour chaque zone :

- zones (rouges) TF+ et TF : constructions interdites sauf pour l'exploitant (sans augmentation du risque) ;
- zones F+, F, M+ et M : constructions interdites sauf pour l'exploitant (sans augmentation du risque) et infrastructures (sauf routes) ;
- zone FAI : 2 zones, 1 non constructible sauf constructions agricoles, forestières, abris de jardin et 1 constructible : constructions nouvelles (sauf ERP et habitat collectif) avec prescriptions (par ex : un projet de construction d'une villa devra attester de la prise en compte d'une surpression de 50 mbar).

En ce qui concerne l'existant, seuls les travaux de maintenance, de réparation à l'identique seront autorisés. Le principe de la recommandation plutôt que la prescription a été unanimement acté lors de la précédente réunion compte-tenu du faible niveau d'aléa.

A noter que la prescription équivaldrait à rendre obligatoires ces mesures qui pourraient bénéficier d'aides financières. Il est toutefois précisé qu'une part importante du coût des travaux resterait à la charge des propriétaires de bâtiments.

La recommandation n'a pas de caractère obligatoire mais nécessitera une communication importante des communes à leurs administrés. Elle pourra bénéficier d'aides à l'amélioration de l'habitat.

M. MOLE propose d'étudier la possibilité d'introduire des prescriptions dans le règlement concernant les nouvelles constructions, par exemple : côté borgne sur la construction face aux dépôts, surface des fenêtres la plus restreinte possible,...

L'Etat ne disposant pas d'étude finalisée sur la tenue des bâtiments et vitrages aux risques de surpression, M. le Sous-Préfet précise que le règlement doit laisser la porte ouverte à de nouveaux produits ou de nouvelles techniques et rappelle la démarche de concertation, d'échanges.

M. MOLE souhaite que dans le règlement, il soit précisé que la surpression sera dynamique, du fait de l'onde de choc, afin d'éviter une confusion avec une surpression statique.

Cette réunion étant certainement la dernière réunion de travail, M. PINVIDIC souligne que la DRIRE peut être contactée pour tout renseignement complémentaire et qu'il existe un site internet à l'adresse suivante : www.lorraine.drire.gouv.fr, ensuite cliquer sur « environnement », dans l'espace thématique sur « La prévention des risques accidentels », « PPRT en Lorraine » et « PPRT TITANITE ».

M. PINVIDIC rappelle que dans le cadre de la procédure d'élaboration du PPRT, la note de présentation, le règlement, ainsi que la carte de zonage seront soumis aux communes qui devront rendre leur avis dans un délai de 2 mois. Ces mêmes documents feront ensuite l'objet d'une enquête publique.

M. le Sous-Préfet tient à préciser aux représentants des élus que l'Administration resterait, bien entendu, disponible afin de présenter tous les éléments concernant le PPRT si les maires venaient à souhaiter que soient organisées des réunions publiques d'information de la population pendant la phase finale de concertation du PPRT. Il appartiendrait aux élus de solliciter M. le Sous-Préfet si de telles réunions devaient être organisées.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Sous-Préfet clôt la séance en remerciant les participants.

Le Sous-Préfet,
Président du CLIC,



Philippe RONSSIN

ANNEXE 8

Compte-rendu de la réunion du 26 septembre 2008 avec les maires des communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUÉ

PPRT de la société Titanite à Moutiers (54)

Compte rendu de la réunion entre l'Etat et les maires de Moutiers, Valleroy, Moineville et Auboué du 26 septembre 2008

Personnes présentes :

M. RONSSIN, Sous-Préfet de Briey
Mme LAVAUX, Sous-Préfecture de Briey
M. PELINSKI, DRIRE Lorraine – Chef du groupe de subdivisions 54/55
M. PINVIDIC, DRIRE Lorraine – Inspecteur des installations classées
M. PELLETERET, DRIRE Lorraine – Ingénieur fonctionnel « risques technologiques »
M. VILLEMIN, DDE 54

M. VIDILI, Maire de Moutiers
M. BASTIEN, Adjoint au maire de Moutiers
M. LAMORLETTE, Maire de Valleroy
M. MOJOL, Adjoint au maire de Valleroy
M. LOMBARD, Maire de Moineville

Contexte :

Par arrêté du 8 octobre 2007, M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle a prescrit l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de la société Titanite à Moutiers. Le périmètre d'étude couvre les territoires des communes de Moutiers, Valleroy, Moineville et Auboué. Au cours des trois réunions d'association qui ont eu lieu les 20/11/2007, 4/3/2008 et 6/5/2008, les maires de Moutiers et de Valleroy ont fait part de leurs projets de développements urbanistiques dans la zone d'aléa faible.

Par courriers en date du 12 avril et du 29 mai 2008, la municipalité de Moutiers a fait connaître son souhait d'urbaniser une surface de 15,61 ha en zone d'aléa faible par la création de nouveaux lotissements d'habitation.

Par transmission en date du 31 mars et du 26 mai 2008, la municipalité de Valleroy a fait part de son désir d'urbaniser une surface de 6,15 ha en zone d'aléa faible par la création de nouveaux lotissements d'habitation et de zones artisanales.

Les municipalités d'Auboué et de Moineville ont informé M. le Sous-Préfet de Briey de l'absence de zone à urbaniser sur les territoires de leurs communes dans les zones d'aléas du PPRT (courriers du 14 et 23 avril 2008).

La réunion du 26 septembre 2008 entre l'Etat et les maires des communes concernées a pour objet principal de discuter de la compatibilité des projets de développements urbanistiques des communes de Moutiers et Valleroy avec les objectifs du PPRT. Cette réunion a également été l'occasion d'aborder d'autres points concernant la société Titanite à Moutiers ainsi que le calendrier à venir de la procédure d'élaboration du PPRT.

1. Projet de développement des communes au sein du périmètre d'exposition aux risques

M. RONSSIN, Sous-Préfet de l'arrondissement de Briey, introduit la réunion et rappelle que la politique de prévention des risques technologiques mise en œuvre par l'Etat s'appuie sur quatre composantes :

- la réduction des risques à la source (réglementation installations classées),
- les plans d'urgence (POI/PPI),
- la maîtrise de l'urbanisme (PPRT),
- l'information des citoyens.

Il remercie les municipalités qui ont activement participé au dernier exercice PPI. Cet exercice fera l'objet d'un retour d'expérience afin d'améliorer la mise en œuvre du PPI.

M. PELINSKI rappelle que le PPRT a pour objectif de limiter l'exposition de la population située dans le périmètre d'exposition au risque. Ce plan doit agir tant sur l'urbanisme existant que futur. Il doit notamment inciter les habitants situés dans la zone de risque à se protéger contre l'aléa technologique et limiter l'urbanisation future dans les zones à risque.

M. PINVIDIC décrit rapidement la carte d'aléas autour du site Titanite à Moutiers. Sur les dix phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers, quatre sont particulièrement dimensionnants. Il s'agit de l'explosion en masse de chacun des dépôts (deux dépôts d'explosifs et un dépôt de détonateurs) et d'une explosion survenant à l'usine de production.

M. VILLEMIN décrit les enjeux présents à l'intérieur du périmètre d'étude : il s'agit principalement d'habitations situées sur les communes de Moutiers et Valleroy.

Suite aux réunions d'association du 4 mars et 6 mai 2008, il avait été demandé à ces municipalités de cartographier les zones de développements urbanistiques futurs de leurs communes. La DRIRE présente les projets correspondants qui ont été adressés à la Préfecture respectivement le 29 mai 2008 pour la commune de Moutiers et le 31 mars 2008 pour la commune de Valleroy.

La DRIRE et la DDE rappellent que le nombre de personnes présentes dans la zone d'aléa faible est actuellement estimé à 1400 personnes. Conformément au guide méthodologique national sur les PPRT, la mise en œuvre du PPRT autour de Titanite à Moutiers doit veiller à :

- maîtriser l'urbanisation future (...),
- ne pas accroître la situation de vulnérabilité des personnes dans le cadre de projets, réaménagements ou extensions (...),
- protéger en cas d'accident (règles d'urbanisme ou de construction) (...).

La DRIRE et la DDE expliquent qu'il convient de ne pas modifier sensiblement l'urbanisation existante autour du site de Titanite. Une augmentation de plus de 20 % du nombre de personnes présentes en zone d'aléa faible ne paraît pas raisonnable. Le nombre de personnes supplémentaires admissibles dans ces zones se limiterait ainsi à environ 280 personnes.

Avec les hypothèses suivantes :

- 3 personnes par habitations,
- 12 habitations par hectare,

les zones constructibles seraient ainsi limitées à 7,8 hectares, ce qui correspondrait à 90-95 habitations.

Les communes de Moutiers et Valleroy peuvent se répartir ces 95 habitations comme elles l'entendent.

La DRIRE rappelle que le risque pour les personnes en zone d'aléa faible « surpression » est la blessure par bris de verre. Elle précise que les habitations nouvelles seront obligatoirement soumises à l'obligation de renforcer les vitrages afin de limiter les blessures des habitants par bris de verre.

M. le Maire de la commune de Moutiers demande pourquoi on limite le nombre de personnes en zone d'aléa faible si des mesures techniques permettent de protéger ces personnes.

La DDE et la DRIRE répondent que, dans la mesure du possible, les communes doivent privilégier le développement de l'urbanisme en dehors du périmètre d'exposition au risque. Par ailleurs, si les mesures techniques mises en œuvre sur les habitations nouvelles permettent d'améliorer la protection des habitants comparativement aux techniques de construction « classiques », il est impossible d'affirmer que ces techniques sont infaillibles.

M. le Maire de la commune de Valleroy demande si des zones artisanales peuvent être créées en plus du nombre d'habitations fixées.

La DRIRE répond que l'objectif est de ne pas dépasser 280 personnes supplémentaires à celles qui se trouvent actuellement présentes en zone d'aléa faible. Si l'implantation de nouvelles activités devait y être autorisée, les salariés seraient considérés comme des habitants et comptés dans les 280 personnes.

La DRIRE présente alors un découpage de la zone d'aléa faible en courbes de surpression de 20-25-30-35 millibars. Les premiers résultats des études en cours de réalisation par l'INERIS sur le renforcement des vitrages tendent à démontrer que les mesures techniques à prendre sur les vitrages dans la zone « 20 à 30 mbars » seraient relativement simples et peu coûteuses alors que les mesures de renforcement des vitrages dans la zone des 30 à 50 mbars seraient plus complexes et plus onéreuses. Par conséquent, les services techniques de l'Etat recommandent que les propositions des communes en matière d'urbanisation supplémentaire se situent dans la zone 20 à 30 mbars.

M. le Sous-Préfet explique que la mise en œuvre du PPRT incombe à l'Etat qui travaille en concertation avec les communes concernées. Un consensus doit donc être recherché entre l'Etat et les communes sur les secteurs urbanisables en zone d'aléa faible. Les propositions des communes doivent s'inscrire dans le respect des principes du guide méthodologique national sur les PPRT tels qu'ils ont été présentés par les services de l'Etat. En l'absence de propositions compatibles avec les objectifs du PPRT, l'interdiction de construire sera la règle en zone d'aléa faible.

En conclusion, il est demandé aux communes de fournir un projet de développement qui s'inscrit dans le cadre présenté par l'Etat, en fournissant a minima une cartographie des zones à urbaniser et un coefficient d'occupation au sol permettant d'autoriser la construction d'au plus 95 habitations en zone d'aléa faible.

2. Autres points abordés lors de la réunion

a. Autres mesures du PPRT

Au cours de cette réunion, les mesures du PPRT concernant l'urbanisme existant en zone d'aléa faible ont également été évoquées. La DRIRE a rappelé que les conséquences attendues en zone d'aléa faible sont des blessures suite au bris des vitres. Pour l'urbanisme existant, contrairement à l'urbanisme futur où la prescription de mesures sur les vitrages devant équiper les nouveaux bâtiments est la règle, le guide technique PPRT permet de choisir entre la prescription et la recommandation de mesures sur les vitrages pour les constructions existantes. Jusqu'à présent, le consensus entre les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT a conduit à recommander et non à prescrire des mesures de renforcement des vitrages pour les constructions existantes en zone d'aléa faible.

Les maires trouvent anormal que les populations ne soient pas protégées systématiquement contre le risque existant. Ils estiment que le coût de ces travaux devrait incomber à la société Titanite qui est à l'origine du risque.

La DRIRE répond que le projet de PPRT actuel apporte une amélioration par rapport à la situation précédente où rien n'était prévu dans la zone d'aléa faible. Désormais, les futures constructions seront protégées et il sera recommandé aux constructions existantes de réaliser les travaux.

M. PELINSKI rappelle que la recommandation n'entraîne pas la possibilité d'attribution de subventions publiques pour la réalisation des travaux. En cas de prescription des travaux de renforcement des vitrages sur les habitations situées en zone d'aléa faible, les propriétaires pourraient bénéficier d'un crédit d'impôt. Les communes pourraient décider d'exonérer les propriétaires concernés d'une partie de la taxe foncière. De plus, les collectivités locales ou des aménageurs publics pourraient monter des dossiers de demande d'aide du FEDER et de subventions ANA, et en être les porteurs pour le compte des propriétaires.

En conclusion, le projet de PPRT prévoit aujourd'hui la recommandation. Il appartient aux maires de demander la prescription des travaux sur les vitres des bâtiments existants au lieu de la recommandation s'ils le souhaitent.

b. Démarche de réduction des risques menée en amont du PPRT

Compte tenu des contraintes engendrées sur leurs communes, tant pour l'urbanisme existant que futur, les maires des communes de Valleroy et Moutiers demandent pourquoi la fermeture ou le déménagement du site n'a pas été envisagé.

La DRIRE explique qu'une démarche de réduction des risques à la source a été menée pour le site de Titanite à Moutiers avant de débiter l'élaboration du PPRT. Cette démarche a fait l'objet d'un rapport spécifique de l'inspection des installations classées à M. le Préfet le 7 juin 2007. Lors de cette démarche, la compatibilité des risques engendrés par l'installation Titanite avec son environnement a été analysée conformément aux critères nationaux fixés dans la circulaire du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement de Territoire du 29 septembre 2005. Compte tenu qu'aucune habitation ne se trouve en zone de danger très grave, grave ou significatif pour la vie humaine, que les seules habitations existantes se trouvent en zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme, il a été conclu que le site de Titanite à Moutiers est compatible avec son environnement. La fermeture ou le déménagement du site qui peut éventuellement être envisagé par la réglementation pour des cas beaucoup moins favorables que celui de Titanite à Moutiers, est ici injustifié.

La DRIRE ajoute que, dans ces conditions, rien n'interdit aux communes et notamment celle de Moutiers, dans le cadre d'une démarche contractuelle, de se rapprocher de l'exploitant pour étudier avec lui la possibilité de déménager ses activités et installations du site qu'elles occupent actuellement. En cas d'accord entre les parties, Titanite devrait déposer en Préfecture une nouvelle demande d'autorisation concernant le nouvel emplacement projeté.

Lors de la première réunion d'association, la DRIRE avait présenté les conclusions de son rapport sur la réduction des risques à la source chez l'exploitant avant l'engagement du PPRT. Ce rapport s'est conclu par un arrêté préfectoral qui a imposé à Titanite de réaliser un merlon sur la quatrième face de ses dépôts d'explosifs afin d'éviter la détonation simultanée d'un dépôt et d'un camion en cas d'accident.

Par ailleurs, l'analyse de risques a mis en exergue que des personnes (promeneurs, chasseurs ...) sont susceptibles de pénétrer à l'intérieur de la zone de dangers très grave pour la vie humaine en cas d'accident majeur. Le rapport de la DRIRE explique que cette situation ne constitue pas une non-conformité du site par rapport à la réglementation mais qu'il serait très souhaitable qu'un consensus entre l'exploitant et les propriétaires des terrains (les communes notamment) soit trouvé afin de pouvoir clôturer cette zone.

M. PINVIDIC explique que la réglementation des installations classées ne permet pas d'imposer une mesure de maîtrise des risques (clôture) qui se trouverait en dehors des limites de propriété de l'exploitant. La jurisprudence est claire sur le sujet.

M. le Maire de Valleroy évoque le risque engendré par la chasse autour des dépôts d'explosifs et demande quelle serait la conséquence d'une balle qui atteindrait les explosifs. M. PINVIDIC répond qu'un acte de chasse peut effectivement être la source d'un accident majeur. La mise en place d'un merlon sur les quatre faces des dépôts réduit considérablement ce risque. Ce risque serait encore réduit par la mise en place de la clôture, conformément à la recommandation des services de l'Etat.

c. Calendrier de réalisation du PPRT

La DRIRE rappelle le calendrier prévisionnel de réalisation du PPRT pour les prochains mois. Le décret PPRT prévoit l'approbation du plan dans un délai maximum de 18 mois après la date de la prescription. Dans le cas de la société Titanite, l'approbation devrait donc intervenir au plus tard pour le 8 avril 2009.

Le projet de plan éventuellement modifié par les propositions des communes (voir paragraphe 1) sera successivement :

- mis à la disposition du public pendant un mois en mairie accompagné d'un registre de recueil des remarques,
- soumis à l'avis des personnes et organismes associés pendant un délai de deux mois,
- soumis à enquête publique pendant un mois,
- puis soumis à l'approbation du Préfet.

Le projet de plan est susceptible d'être modifié à chacune de ces étapes pour tenir compte des avis et remarques formulés.

ANNEXE 9

Copie des registres suite à la phase de concertation

République Française

PRÉFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Commune de.....MOUTIERS.....

REGISTRE DE CONCERTATION

Concernant l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques du
site Titanite de Moutiers.

En exécution de l'arrêté du 08 octobre 2007 de Monsieur le
Préfet de Meurthe-et-Moselle je, soussigné, René VIBILI, Maire ai ouvert ce jour,
le présent registre coté et paraphé, contenant 16 pages, pour y recevoir les observations du
public.

A MOUTIERS le 24 avril 2009

Observations du public

Je suis contrariée par le fait que les personnes dans
la zone à risque sont tenues de poser des triples
vitrages avec une petite participation seulement.
D'autre part le fait d'être limité dans les constructions
ne permet pas à la commune déjà bien affectée par
les affaissements miniers de respirer et de s'étendre

KOCKEISEN Aline

Après avoir pris connaissance du projet
du PPR T du site Titanobel de Moutiers, je
suis indignée par le fait que 36% du territoire
de Moutiers soit affecté par les risques technologiques
sans que rien ne soit envisagé :
— diminution du stockage pour diminuer

2 le périmètre de sécurité.
- délocalisation total du site pour
permettre à la commune une occupation
urbaine qui lui manque du aux
risque d'effondrement brutal.

De plus pourquoi autoriser un
nombre restreint de construction,
A-t-on droit à un pourcentage limité
de victimes ?

La mise en place du P.P.T. n'est
d'ailleurs pas du tout au point : La
société Titanobel veut faire croire que
toute la population concernée est
informée des risques ; c'est loin d'être le cas !
Il suffirait d'un sondage pour s'apercevoir
que sur les 750 personnes estimées concernées
peut connaître l'existence même du
dépôt.

Si l'on regarde le plan page 16.

3 plus de la moitié de Moutiers est
concernée par les risques même s'il
ne sont que d'ordre faible.
A certains endroits on parle de
risques Zéro. pour les citoyens et
ici on n'hésite pas à mettre
une population en danger ?
Que Jean Isidore

Le Maire
Rémy VIDILI



101

02/06/09

En exécution de l'arrêté du 08 Octobre 2007 de Monsieur le Préfet de
Meurthe-et-Moselle je, soussigné, Monsieur LOMBARD Christian Maire ai
ouvert ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 16 pages, pour y
recevoir les observations du public.

Le Maire,

A Moineville le 25 Avril 2009.

Observations du public



16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

366

367

368

369

370

371

372

373

374

375

376

377

378

379

380

381

382

383

384

385

386

387

388

389

390

391

392

393

394

395

396

397

398

399

400

401

402

403

404

405

406

407

408

409

410

411

412

413

414

415

416

417

418

419

420

421

422

423

424

425

426

427

428

429

430

431

432

433

434

435

436

437

438

439

440

441

442

443

444

445

446

447

448

449

450

451

452

453

454

455

456

457

458

459

460

461

462

463

464

465

466

467

468

469

470

471

472

473

474

475

476

477

478

479

480

481

482

483

484

485

486

487

488

489

490

491

492

493

494

495

496

497

498

499

500

501

502

503

504

505

506

507

508

509

510

511

512

513

514

515

516

517

518

519

520

521

522

523

524

525

526

527

528

529

530

531

532

533

534

535

536

537

538

539

540

541

542

543

544

545

546

547

548

549

550

551

552

553

554

555

556

557

558

559

560

561

562

563

564

565

566

567

568

569

570

571

572

573

574

575

576

577

578

579

580

581

582

583

584

585

586

587

588

589

590

591

592

593

594

595

596

597

598

599

600

601

602

603

604

605

606

607

608

609

610

611

612

613

614

615

616

617

618

619

620

621

622

623

624

625

626

627

628

629

630

631

632

633

634

635

636

637

638

639

640

641

642

643

644

645

646

647

648

649

650

651

652

653

654

655

656

657

658

659

660

661

662

663

664

665

666

667

668

669

670

671

672

673

674

675

676

677

678

679

680

681

682

683

684

685

686

687

688

689

690

691

692

693

694

695

696

697

698

699

700

701

702

703

704

705

706

707

708

709

710

711

712

713

714

715

716

717

718

719

720

721

722

723

724

725

726

727

728

729

730

731

732

733

734

735

736

737

738

739

740

741

742

743

744

745

746

747

748

749

750

751

752

753

754

755

756

757

758

759

760

761

762

763

764

765

766

767

768

769

770

771

772

773

774

775

776

777

778

779

780

781

782

783

784

785

786

787

788

789

790

791

792

793

794

795

796

797

798

799

800

801

802

803

804

805

806

807

808

809

810

811

812

813

814

815

816

817

818

819

820

821

822

823

824

825

826

827

828

829

830

831

832

833

834

835

836

837

838

839

840

841

842

843

844

845

846

847

848

849

850

851

852

853

854

855

856

857

858

859

860

861

862

863

864

865

866

867

868

869

870

871

872

873

874

875

876

877

878

879

880

881

882

883

884

885

886

887

888

889

890

891

892

893

894

895

896

897

898

899

900

901

902

903

904

905

906

907

908

909

910

911

912

913

914

915

916

917

918

919

920

921

922

923

924

925

926

927

928

929

930

931

932

933

934

935

936

937

938

939

940

941

942

943

944

945

946

947

948

949

950

951

952

953

954

955

956

957

958

959

960

961

962

963

964

965

966

967

968

969

970

971

972

973

974

975

976

977

978

979

980

981

982

983

984

985

986

987

988

989

990

991

992

993

994

995

996

997

998

999

1000

Le 25 Mai 2009

La phase de concertation étant terminée, je, soussigné,
Monsieur LOMBARD Christian Maire, ai clos ce jour, le présent registre.

En outre, il a été reçu lettres ou documents qui sont annexés au
présent registre.

16

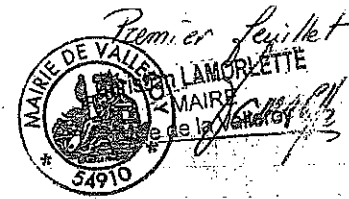
La Maire,
Christian LOMBARD



PPRT TITANOBEL

REGISTRE DE RECUEIL DES REMARQUES

enquête du 25 Avril au 25 mai 2009

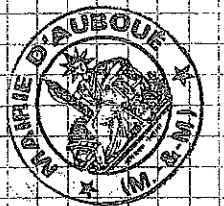


4 / Quatrième et dernier feuillet.



Registre Reçu des Remarques
Plan de Prévention des risques
Technologiques de la société
Titanobel
25 Août - 25 Mai 2008

Page 1



ANNEXE 10

Bilan de la concertation

A l'issue des différentes réunions des personnes et organismes associés qui ont conduit à la rédaction d'un projet de règlement du PPRT, une phase de concertation a été menée. La concertation comporte des temps d'écoute, de dialogue et d'échanges directs avec toute personne intéressée par l'élaboration du PPRT. Conformément aux modalités de la concertation fixées à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, les documents élaborés au cours des réunions des personnes et organismes associés (notamment cartographie et règlement) ont été mis à la disposition des riverains dans les mairies de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUÉ accompagnés d'un registre leur permettant d'y reporter leurs remarques du 25 avril au 25 mai 2009.

Ces dispositifs venaient en complément de la mise à disposition sur le site internet de la DRIRE LORRAINE des comptes rendus des différentes réunions de la phase d'association. L'ensemble des documents consultables en mairies sont également disponibles sur ce même site internet.

Une copie des registres mis à la disposition du public dans les mairies lors de cette phase de concertation d'un mois figure en annexe 9 à la présente note de présentation. Seules deux personnes ont formulé des remarques sur le registre de la commune de MOUTIERS.

Les réponses qui y sont apportées sont retranscrites ci dessous.

Remarques rapportées par M^{me} KOCKEISEN Aline et M^{me} DAHM Isabelle (conseillères municipales à MOUTIERS)

- La mise en place du triple vitrage obligatoire.

Dans le projet de PPRT, aucune obligation n'est faite de mettre en place du triple vitrage. Concernant les habitations existantes, des recommandations sont faites et sur les nouveaux projets, des prescriptions sont imposées mais ne spécifient pas les moyens à mettre en œuvre. Seul un objectif de résistance est fixé.

- Les limitations de développement de la commune déjà contrainte par des risques miniers et la diminution du volume de stockage d'explosifs permettant de réduire le périmètre du PPRT.

L'exploitant a déjà mis en œuvre un certain nombre d'actions qui ont été prescrites par l'Etat visant à réduire le risque à la source (réduction des volumes de stockage d'explosifs – passage global de 80 à 46,5 tonnes – et mise en place de merlons supplémentaires de protection autour des dépôts), ce qui conduit à limiter l'étendu du périmètre réglementé par le PPRT. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué qu'avec une réduction supplémentaire des quantités stockées le site ne serait plus viable.

- La délocalisation totale du site.

La réglementation ne permet pas d'imposer la délocalisation du site exploité par la société TITANOBEL à MOUTIERS au regard des actions de réduction du risque à la source mis en œuvre et de l'éloignement du site vis-à-vis de la population voisine.

- Pourquoi autoriser un nombre restreint de constructions ?

L'objectif des PPRT en général et donc en particulier celui de TITANOBEL consiste à ne pas aggraver les aléas existants (maîtriser les capacités d'accueil, restreindre les projets, limiter la concentration de personnes,...) à l'intérieur du périmètre du PPRT. Raison pour laquelle, on autorise en zone bleu, où les aléas encourus sont faibles et indirects dus aux bris de vitres, et pas en zone rouge clair, où les aléas encourus peuvent être grave pour la vie humaine. Par ailleurs, ce nombre restreint de constructions possibles dans la zone dite « faible » permet de prendre en compte, pour partie, les contraintes de développement de la commune de MOUTIERS au regard des risques miniers existants. Cette position découle donc de deux contraintes difficiles à concilier :

- limiter l'augmentation de la population potentiellement exposée,
- prendre en compte les contraintes minières des communes concernées.

- Le manque de communication faite sur le risque auprès de la population voisine.

Des plaquettes d'information ont été distribuées sous la responsabilité des maires des quatre communes concernées et un exercice PPI a eu lieu en 2008, impliquant la population voisine ainsi que les usagers des routes situées à proximité du site.

- Le non respect du « risque zéro ».

Le PPRT est là pour réglementer l'urbanisme autour d'un site à risque du fait justement que le risque « zéro » n'existe pas. L'occurrence d'un accident majeur dans le cas présent est faible du fait des dispositions mises en œuvre par l'exploitant.

ANNEXE 11

Avis des personnes et organismes associés

Département
MEURTHE ET MOSELLE

-O-
Arrondissement
BRIEY

-O-
Canton
HOMECOURT

Nombre de Conseillers
en exercice : 19
de présents : 19
de votants : 19

Convocation faite
le : 17 août 2009

Compte-rendu affiché
le : 25 août 2009

OBJET

PPRT de la Société TITANOBEL

COMMUNE DE MOUTIERS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL du 24 août 2009

Le vingt quatre août deux mille neuf

Le Conseil Municipal de la Commune de MOUTIERS était assemblé en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, après convocation légale sous la Présidence de Monsieur Rémy VIDILI, Maire.

Etaient présents : M. VIDILI, Mmes MIOTTO, PIÉCHOCKI, CHALLINE, MAGI, KOCKEISEN, MULLER, DOS SANTOS, DAHM,

MM. PIOVESAN, ZANNETTI, LAMORLETTE, JACQUES, MANZI, GERMAIN, RIGHETTI, ARCHEN, BASTIEN, M. CASTELLETTA

Excusé : -----

-O-

Il a été procédé conformément à l'article L. 121-14 du Code des Communes à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil ; M. LAMORLETTE ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Conseil Municipal,

- Après avoir pris connaissance du bilan de la concertation relative au projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Société TITANOBEL qui s'est tenue du 25 avril au 25 mai 2009,

- Confirme les observations formulées lors de sa délibération du 25 avril 2009

- Emet un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL

- Demande que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.

- Demande à l'Etat d'alléger les contraintes des Plans de Prévention (PPRI ~ PPRM) qui contraignent fortement le développement des villes.

Le Maire
Rémy VIDILI



[Signature]

106

Département
MEURTHE ET MOSELLE

-O-
Arrondissement
BRIEY

-O-
Canton
HOMECOURT

Nombre de Conseillers
en exercice : 19
de présents : 16
de votants : 19

Convocation faite
le : 15 MAI 2009

Compte-rendu affiché
le : 27 mai 2009

OBJET

Avis sur les dispositions du projet d'arrêté préfectoral de prescription du PPRT (Plan de prévention des risques technologiques) société TITANOBEL

COMMUNE DE MOUTIERS

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL du 25 mai 2009

Le vingt cinq mai deux mille neuf

Le Conseil Municipal de la Commune de MOUTIERS était assemblé en session ordinaire au lieu habituel de ses séances, après convocation légale sous la Présidence de Monsieur Rémy VIDILI, Maire.

Etaient présents : M. VIDILI, Mmes MIOTTO, PIECHOCKI, CHALLINE, MAGI, KOCKEISEN, MULLER, DOS SANTOS, DAHM,

MM. PIOVESAN, ZANNETTI, LAMORLETTE, JACQUES, GERMAIN, RIGHETTI, ARCHEN.

Excusé : M. CASTELLETTA (procuration à Mme KOCKEISEN) MANZI. (procuration à M. VIDILI) BASTIEN. (procuration à M. LAMORLETTE)

-O-

Il a été procédé conformément à l'article L. 121-14 du Code des Communes à l'élection d'un secrétaire pris au sein du Conseil ; M. LAMORLETTE ayant obtenu la majorité des suffrages a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le site industriel exploité sur la commune de Moutiers par la société TITANOBEL est classé site "Seveso II" (*seuil haut*) et doit en conséquence faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques.

Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif au PPRT, les Conseils Municipaux des communes concernées, Moutiers Valleroy, Moineville et Auboué sont appelés à formuler leur avis sur les nouvelles dispositions du projet d'arrêté de prescription du PPRT d'avril 2009.

En application des articles L 515-5 à L 515-22 et R 515-39 à R 515-50 du code de l'environnement relatifs aux PPRT, le projet d'arrêté fixera le règlement des dispositions à respecter relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations afin de limiter, voire diminuer la vulnérabilité des enjeux soumis à un aléa technologique.

Le PPRT rendra servitude publique ; il sera annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au Plan d'Occupation des Sols et revêtira un caractère d'obligation d'application par le Maire. Les infractions aux prescriptions édictées par le PPRT seront punies par des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.

Le projet d'élaboration du PPRT rappelle cependant qu'un accident majeur est toujours susceptible de se produire malgré les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant. Il convient donc de réduire l'exposition des populations aux risques par la maîtrise de l'urbanisation,

Le nombre total des populations des villages concernés et soumises au risque l'explosion est de l'ordre de 1450 personnes (*bris de vitres, impact de projectiles et effondrement des structures*).

Les quatre communes concernées subissent également d'autres aléas. En effet, un PPRI (*Plan de Prévention des Risques d'Inondation*) en cours d'élaboration (*rièrres Orne et Woigot*) et un PPRM (*Plan de Prévention des Risques Miniers*) contraignent très fortement les territoires de nos communes limitant les possibilités d'extension.

**Plan de Prévention des Risques Technologiques
autour du site TITANOBEL à MOUTIERS**

Par courrier du 06 octobre 2008, Monsieur le Sous-préfet de Briey, en concertation avec les services de l'Etat (DRIRE et DDAE) et suite aux différentes réunions de travail en Sous-préfecture de Briey, accordait la possibilité aux communes de Moutiers et Valleroy d'augmenter de 20 % au maximum – soit 280 personnes ou 95 nouvelles habitations - en zone d'aléa faible (zone de 20 à 30 mbar)

Lors de la réunion du 07 avril 2009 en Mairie de Valleroy, Monsieur le Maire de Moutiers proposait aux responsables de la société TITANOBEL de mettre à leur disposition et sans aucune contrepartie financière le terrain se trouvant en face de l'habitation du gardien du site pour y installer les 2 dépôts d'explosifs.

Les deux communes de Moutiers et Valleroy ne seraient plus, par conséquence, soumises aux risques définis par le PPRT

Les Maires des communes de Moutiers, Valleroy, Auboue et Moineville rappellent aux services de l'Etat que la Société d'explosifs n'est installée sur ce site que depuis les années 1975.

Compte-tenu des éléments rappelés ci-dessus et compte-tenu des contraintes subies, le Conseil Municipal de la Commune de MOUTIERS :

- Emet un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL à Moutiers, projet soumis à concertation publique.
- Demande que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.
- Demande à l'Etat d'alléger les contraintes des Plans de Prévention (PPRI - PPRM) qui contraignent fortement le développement des villes.

Le Maire
Rémy VIDILI



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE
MEURTHE ET MOSELLE

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE D'AUBOUE

SEANCE DU JEUDI 17 SEPTEMBRE 2009

NOMBRE DE MEMBRES
Afférents au Conseil Municipal 23
En exercice 23
Qui ont pris part à la délibération 21
Date de la convocation 11.09.2009
Date d'affichage 22.09.2009

L'an deux mil neuf et le jeudi 17 septembre à 19 heures 00
Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni dans la salle des délibérations sous la présidence de Monsieur BROGI Fabrice, Maire.

Présents :

MME VION - LUTIQUE - ZOCHOWSKI - BINET-FABBRI - VITAIOLI
MM. BROGI - HELLAK - HENRY - HUMANN - LEPEYRE - SZCZYPAWKA -
ZAMPETTI - CONTU - FACCI - CHECHETTO - CIRILLO

Représentés :

MME DUCAT PAR MME ZOCHOWSKI
MME DROUIN PAR M. HELLAK
M. VERLET PAR M. BROGI
M. BOUAFFAD PAR M. CHECHETTO

Absents : M. BOUALLAG - BECKER

Secrétaire : M. CIRILLO a été désigné comme secrétaire de séance

OBJET DE LA DELIBERATION :

AVIS SUR LE PROJET DE PLAN DE PREVENTION DU RISQUE TITANOBEL (P.P.R.T.)

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 par lequel Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle a prescrit la mise en œuvre d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) autour de la société TITANOBEL (Ex TITANITE) sise sur la commune de MOUTIERS et les modalités d'association pour élaborer les règles d'urbanisme autour de ce site.

Considérant que la phase de concertation définie à l'article 5 de cet arrêté s'est tenue du 25 avril au 25 mai 2009 sur les communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE.

Considérant que le projet de plan issu de la phase de concertation a reçu un avis globalement favorable de la part des membres du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) lors de la réunion qui s'est tenue le 3 juillet 2009.

Considérant que l'avis de notre commune en tant que personne et organisme associés est requis.

Vu la délibération du conseil municipal en date du 18 mai 2009 portant avis défavorable à la mise en place du PPRT

Le Conseil Municipal après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,

Par 20 voix pour et 1 contre décide de réitérer les avis et demandes inscrits dans sa délibération du 18 mai 2009 soit :

- 1) Emettre un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL à Moutiers, projet soumis à concertation publique.
- 2) Demander que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.
- 3) Demander à l'Etat d'alléger les contraintes des Plans de Prévention (PPRI - PPRM) qui contraignent fortement le développement des villes.

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en sous-préfecture le
Et publication ou notification le
Le Maire, Fabrice BROGI

Fait en séance le dit jour
Ont signé les membres présents
Expédition certifiée conforme
Le Maire, Fabrice BROGI

OBJET

Avis sur le projet de Plan de
Prévention des Risques
Technologiques (P.P.R.T) du Site
TITANOBEL à Moutiers

Date de la Convocation

17 Septembre 2009

Date de l'Affichage

28 Septembre 2009

Nombre de conseillers
En exercice 19

Nombre de présents 13

Nombre de votants 17

Le Maire de Valleroy
certifie que la convocation du Conseil
Municipal et le compte rendu de la présente
délibération ont été affichés à la mairie,
conformément aux articles 48 et 56 de la loi du
5 Avril 1884.

Le Maire.

REPUBLIQUE FRANCAISE MAIRIE DE VALLEROY (Mthe & Melle) Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal

L'AN deux mil neuf, le vingt cinq Septembre à 20 heures 00, le
Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire,
à la Mairie, sous la présidence de M. LAMORLETTE.

Conformément à l'art. 54 de la loi du 5 Avril 1884, la séance a été
publique.

Etaient Présents : M. LAMORLETTE- Mmes DONNEZ-GUARNERI-
TISSOT- PEGURRI - MM. PETITJEAN- KRENC-GRIMALDI - DI VICOLI
- MUSIOL-CARA-TIBERI- TROUILLARD.

Absents représentés :

M. LOMBARD pouvoir à M. PETITJEAN
Mme COVRE pouvoir à Mme PEGURRI
Mme SILVESTRI pouvoir à M. LAMORLETTE
Mme VARANI pouvoir à Mme GUARNERI

Absents excusés : MM HERGUEUX- MEYER

M. DI VICOLI a été élu secrétaire de séance.
Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

Le Conseil Municipal,

- Après en avoir pris connaissance du bilan de la concertation relative au projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques de la société TITANOBEL qui s'est tenue du 25 avril au 25 mai 2009,
- Confirme les observations formulées par le conseil municipal en date du 18 mai 2009,
- Emet un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL pour les raisons suivantes :
- les contraintes environnementales dues à la présence de la société (faune, flore, forêt, création d'un ENS le long du Rawé).
- le danger pour : les riverains, le personnel travaillant sur la ZAC des deux Vallées, les promeneurs, les affouagistes, le personnel ONF, les chasseurs, les usagers circulant sur la RD613.
- les contraintes de constructibilité pour les maisons futures.
- les contraintes financières pour les habitants dans le cadre du renforcement des vitres des maisons bâties avant l'implantation de la société.
- le développement économique.
- les problèmes de remboursement des dégâts en cas de sinistre
- la dévaluation des habitations en cas de revente (patrimoine individuel)
- le danger pour la zone abritant le complexe sportif, culturel et associatif.
- le danger pour le centre périscolaire et le centre aéré.
- le danger pour la salle polyvalente (40 à 50 personnes le week-end)
- le danger en général pour les membres des associations fréquentant le site
- l'accumulation des risques sur le territoire communal (PPRT, PPRM, PPRI, retrait-gonflements des argiles)
- la construction du dépôt d'explosifs sur une zone d'affaissement (PPRM).
- la protection des biens non prise en compte par les services de l'Etat malgré l'expérience qu'ils peuvent avoir sur les PPRM.
- l'installation soumise au régime des Autorisations avec Servitude et classées Seveso seuil haut comme le site AZF de Toulouse avec les conséquences que chacun connaît.

- l'entreprise refuse de diminuer ses stocks pour réduire les risques et permettre de lever les contraintes énumérées ci-dessus.
- l'implantation de l'entreprise est postérieure à la construction des habitations. Elle doit supporter l'ensemble des coûts de sécurisation des habitations existantes et futures.
- l'information des citoyens doit être faite par la société, sous sa seule responsabilité et à sa charge.
- la protection du site et de son environnement ne peut en aucun cas être assurée par la commune. La société en est la seule responsable.
- la commune n'a pas les moyens humains et ne peut donc pas apporter une protection aux riverains, usagers, promeneurs, chasseurs, affouagistes... et ne peut pas assurer leur sécurité.
- l'interdiction de construire des établissements communaux et intercommunaux recevant du public va à l'encontre des investissements déjà effectués et futur.
- la présence de lignes à haute tension risque de produire des accidents en chaîne en cas de sinistre.
- la présence de deux baraques de chasse à proximité du dépôt expose les chasseurs à un risque certain.
- concernant les équipements et les usages, l'Etat doit prendre la responsabilité d'autoriser ou interdire les aires de stationnement, les rassemblements et les manifestations, le stationnement de caravanes ou de camping-cars. Ce n'est pas au maire ou au conseil municipal d'endosser cette responsabilité due encore une fois à la présence d'un dépôt d'explosifs et par conséquent d'un danger permanent.
- Des solutions ont été proposées lors des précédentes réunions à savoir :
- réduction du volume de stockage.
- déplacement des dépôts plus au Nord du territoire de Moutiers.
- déplacement de l'usine sur une zone libre de contrainte avec un financement assuré par les pouvoirs publics.
- destruction des habitations avec une indemnisation pour les habitants.

Le conseil municipal demande une meilleure représentation des communes et des riverains du site à l'intérieur du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC). En effet, les 4 communes concernées (9000 habitants) et les riverains du site (700 habitants) ne comptent que pour 2 voix.

- demande que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.

- demande à l'Etat d'alléger les contraintes des Plans de Prévention (PPRI-PPRM) qui contraignent fortement le développement des villes.

Fait et délibéré en séance les jour mois et an ci-dessus.
Pour Extrait Conforme.



OBJET

Avis sur les dispositions du projet
d'arrêté préfectoral de
prescription du PPRT (Plan de
prévention des risques
technologiques)
société TITANOBEL

Date de la Convocation

7 Mai 2009

Date de l'Affichage

26 Mai 2009

Nombre de conseillers
En exercice 19

Nombre de présents 13

Nombre de votants 15

Le Maire de Valleroy
certifie que la convocation du Conseil
Municipal et le compte rendu de la présente
délibération ont été affichés à la mairie,
conformément aux articles 48 et 56 de la loi du
5 Avril 1884.

Le Maire.

REPUBLIQUE FRANCAISE
MAIRIE DE VALLEROY (Mthe & Melle)
Extrait du Registre des
Délibérations du Conseil Municipal

L'AN deux mil neuf, le dix huit mai à 18 heures 00, le Conseil
Municipal légalement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la
Mairie, sous la présidence de M. LAMORLETTE.

Conformément à l'art. 54 de la loi du 5 Avril 1884, la séance a été
publique.

Etaient Présents : M. LAMORLETTE- MUSIOL-THOUILLARD-
PETITJEAN-LOMBARD-KRENC -GRIMALDI- Mmes SILVESTRI-
DONNEZ-GUARNERI-PEGURRI-TISSOT-VARANI

Absents représentés :
Mme COVRE pouvoir à Mme SILVESTRI
M. CARA pouvoir à M. PETITJEAN

Absents excusés : MM HERGUEUX- MEYER-TIBERI-DI VICOLI

Mme SILVESTRI a été élue secrétaire de séance.
Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

- Le site industriel exploité sur la commune de Moutiers par la société TITANOBEL est classé site « Seveso II » (seuil haut) et doit en conséquence faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques.
- Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif au PPRT, les Conseils Municipaux des communes concernées Moutiers, Valleroy, Moineville et Auboué sont appelés à formuler leur avis sur les nouvelles dispositions du projet d'arrêté de prescription du PPRT d'avril 2009.
- En application des articles L 515-5 à L 515-22 et R 515-39 à R 515-50 du code de l'environnement relatifs aux PPRT, le projet d'arrêté fixera le règlement des dispositions à respecter relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations afin de limiter, voire diminuer la vulnérabilité des enjeux soumis à un aléa technologique.
- Le PPRT rendra servitude publique. Il sera annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au Plan d'Occupation des Sols et revêtira un caractère d'obligation d'application par le Maire. Les infractions aux prescriptions édictées par le PPRT seront punies par des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme.
- Le projet d'élaboration du PPRT rappelle cependant qu'un accident majeur est toujours susceptible de se produire malgré les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant. Il convient donc de réduire l'exposition des populations aux risques par la maîtrise de l'urbanisation.
- Le nombre total des populations des villages concernés et soumises au risque d'explosion est de l'ordre de 1 450 personnes (bris de vitres, impact de projectiles et effondrement des structures).
- Les quatre communes concernées subissent également d'autres aléas. En effet, un PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondation) en cours d'élaboration (rivière Orne et Woigot) et un PPRM (Plan de Prévention des Risques Miniers) contraignent très fortement les territoires de nos communes limitant les possibilités d'extension.

- Par courrier du 26 octobre 2008, Monsieur le Sous-Préfet de Briey, en concertation avec les services de l'Etat (DRIRE et DDAF) et suite aux différentes réunions de travail en Sous-Préfecture de Briey, accordait la possibilité aux communes de Moutiers et Valleroy d'augmenter de 20 % au maximum, soit 280 personnes ou 95 nouvelles habitations en zone d'aléa faible (zone de 20 à 30 mbar).
- Lors de la réunion du 7 avril 2009 en Mairie de Valleroy, Monsieur le Maire de Moutiers proposait aux responsables de la société TITANOBEL de mettre à leur disposition et sans aucune contrepartie financière le terrain se trouvant en face de l'habitation du gardien du site pour y installer les 2 dépôts d'explosifs.
- Les trois communes de Moutiers, Auboué et Valleroy ne seraient plus par conséquence soumises aux risques définis par le PPRT.
- Les Maires des communes de Moutiers, Valleroy, Auboué et Moineville rappellent aux services de l'Etat que la Société d'explosifs n'est installée sur ce site que depuis les années 1975, date postérieure à la construction des habitations comprises dans la zone du PPRT.
- Compte-tenu des éléments rappelés ci-dessus et compte-tenu des contraintes subies, le Conseil Municipal de la Commune de Valleroy :
 - 1) Emet un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL à Moutiers, projet soumis à concertation publique.
 - 2) Demande que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.
 - 3) Demande à l'Etat d'alléger les contraintes des Plans de Prévention (PPRI - PPRM) qui contraignent fortement le développement des villes.

Fait et délibéré en séance les jours mois et an ci-dessus.
Pour Extrait Conforme.



République Française
Département
de Meurthe-et-Moselle

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE MOINEVILLE
Séance du Mardi 22 Septembre 2009 à 20h00

Nombre :
de conseillers en exercice : 15 L'an deux mil neuf
de présents : 12 et le vingt deux Septembre
de votants : 15 à 20 heures 00, le Conseil Municipal de cette Commune,
régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi,
dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur
LOMBARD (Maire).

Date de la convocation : 17.09.2009
Date de l'affichage : 24.09.2009

Présents :
Messieurs : LOMBARD (Maire) - DEVOTI - GENOT - ANTCZAK
(Adjoints) CHRETIEN - BASSELIN - HYPOLITE
Mesdames : JAMAIN (Adjointe) - DESENCLOS - VEYRAT - BORTOT
- SIMONIN

Absents excusés :
Monsieur CICCARONE Georges (pouvoir à LOMBARD Christian)
Monsieur ROZZI Camille (pouvoir à DEVOTI Patrice)
Monsieur ZOSI Daniel (pouvoir à GENOT Robert)

Secrétaire de séance : Madame BORTOT Evelyne

Objet de la délibération :
Avis sur le projet de Plan de
Prévention des Risques
Technologiques (P.P.R.T) du
Site TITANOBEL à Moutiers

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, Mr le Préfet de Meurthe-et-Moselle a
prescrit la mise en œuvre d'un plan de prévention des risques technologiques
(P.P.R.T) autour de la Société TITANOBEL sise sur la commune de Moutiers.

La phase de concertation définie à l'article 5 de cet arrêté s'est tenue du 25
avril au 25 mai 2009.

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal de Moineville en date du
27 mai 2009 a émis un avis défavorable sur le projet de P.P.R.T.

Après avoir pris connaissance du bilan issu de la concertation du Comité Local
d'Information et de Concertation (CLIC) du 3 juillet 2009 et conformément
aux articles L.515-22 et R.515-43 du Code de l'Environnement, le Conseil
Municipal après en avoir délibéré et à l'unanimité émet à nouveau un avis
défavorable sur le projet de P.P.R.T et sur la présence de TITANOBEL sur le
territoire communal de Moutiers pour les raisons suivantes :

- les contraintes environnementales dues à la présence de la société (faune,
flore, forêt).
- le danger pour les riverains : en tant qu'élus, le conseil municipal se doit
d'assurer la protection des personnes.
- le danger pour les promeneurs, affouagistes, personnel ONF, chasseurs...
- le danger pour les usagers circulant sur la RD 613.
- le développement économique plus onéreux du fait de la présence de la
société.
- les problèmes de remboursement des dégâts en cas de sinistre.
- le danger pour la zone abritant le complexe sportif avec la salle des sports, le
stade de Valleroy utilisés en Intercommunalité, (500 enfants utilisent les
équipements au moins une fois par semaine).

- le danger pour les ouvriers travaillant sur la ZAC des 2 Vallées (C.C.P.O)
 - le danger pour le centre périscolaire Intercommunal (50 à 60 enfants par jour)
 - le danger pour le centre aéré (60 à 70 enfants par jour en été).
 - le danger pour la salle polyvalente de Valleroy (40 à 50 personnes le week-
end).
 - le danger pour les joueurs de pétanque (20 à 30 personnes tous les jours).
 - le danger en général pour les membres des associations fréquentant le site.
 - la construction du dépôt d'explosif sur une zone d'affaissement (P.P.R.M).
 - la protection des biens non prise en compte par les services de l'Etat malgré
l'expérience qu'ils peuvent avoir sur les P.P.R.M.
 - l'installation soumise au régime des Autorisations avec Servitude et
classées Seveso seuil haut comme Toulouse avec les conséquences que chacun
connaît.
 - l'entreprise refuse de diminuer ses stocks, qui dans ce cas, réduirait les
risques et permettrait de lever les contraintes énumérées ci-dessus.
 - l'implantation de l'entreprise postérieure à la construction des habitations,
c'est à elle de supporter l'ensemble des coûts de sécurisation des habitations
existantes et futures.
 - l'information des citoyens doit être faite par la société, sous sa seule
responsabilité et à sa charge.
 - la protection du site et de son environnement ne peut en aucun cas être
assurée par la commune. La société en est la seule responsable.
 - la commune ne peut pas apporter une protection aux riverains, (gers,
promeneurs, chasseurs, affouagistes ... et ne peut assurer leur sécurité.
 - l'interdiction de construire des établissements intercommunaux recevant
du public va à l'encontre des investissements déjà effectués.
 - la présence des lignes à très haute tension risque de produire des accidents en
chaîne en cas de sinistre.
 - la présence de baraquas de chasse à proximité du dépôt expose les chasseurs
à un risque certain.
- Concernant les équipements et les usages, l'Etat doit prendre la responsabilité
d'autoriser ou interdire les aires de stationnement, les rassemblements et les
manifestations, le stationnement de caravanes ou de camping-cars.
- Ce n'est pas au maire ou au conseil municipal d'endosser cette responsabilité
due encore une fois à la présence d'un dépôt d'explosifs et par conséquent d'un
danger permanent.
- Des solutions ont été proposées lors des précédentes réunions à savoir :
- 1) réduction du volume de stockage.
 - 2) déplacement des dépôts plus au Nord du territoire de Moutiers.
 - 3) déplacement de l'usine sur une zone libre de contrainte avec un financement
assuré par les pouvoirs publics.
 - 4) Démolition des habitations avec une indemnisation pour les habitants.

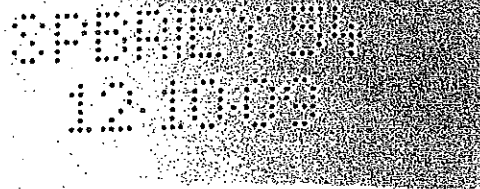
Le Conseil Municipal demande une meilleure représentation des communes et
des riverains du site à l'intérieur du Comité Local d'Information et de
Concertation (CLIC). En effet, les 4 communes concernées (9 000 habitants) et
les riverains du site (700 habitants) ne comptent que pour 2 voix.

Fait et délibéré en séance le jour, mois et an ci-dessus
Pour extrait conforme

Acte rendu exécutoire
de plein droit après dépôt
en Sous-Préfecture le :

Le Maire,
C. LOMBARD





Affaire suivie par Aude ROGGE MAN
Usine de Vonges - 21270
Tél. 03.80.47.23.13 - Fax 03.80.47.23.21
aude.roggeman@titanobel.com

Monsieur le Sous-Préfet de Briey
Président du CLIC de l'établissement
TITANOBEL de Moutiers
B.P. 70009
54151 BRIEY CEDEX

Vonges, le 8 octobre 2009

V/réf. : courrier du 13.08.2009
N/réf. : AR/NS 207 /2009
Objet : projet de PPRT / établissement de Moutiers

A l'attention de Madame LAVAUX

Monsieur le Sous-Préfet,

Nous accusons bonne réception de votre courrier ci-dessus référencé et vous informons que nous n'avons aucune remarque à formuler sur le projet de PPRT de notre établissement de Moutiers.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Sous-Préfet, l'expression de notre considération distinguée.

Pour le Directeur QHSE,

A. ROGGE MAN
Ingénieur Sécurité Environnement

CLIC - Société TITANOBEL à MOUTIERS

Compte rendu de la réunion du 3 juillet 2009

Membres présents :

- M. Jacky HAUTIER - Sous-préfet de BRIEY et Président du CLIC
- Mme Annie LAVAUX - Chef de Bureau - Sous-préfecture de BRIEY
- M. Olivier BECKER - Préfecture de Meurthe-et-Moselle - SIDPC
- M. Fabien LAFONT - Préfecture de Meurthe-et-Moselle - SIDPC
- Capitaine BARBIER J.F. - SDIS
- M. Claude MONSIFROT - DDTEFP
- M. Mickaël VILLEMIN - DDEA 54 - ADURIPR
- M. Christian NICOLLET - DDEA 54 - ADURIPR
- M. Pascal PELINSKI - DIRE - Chef du Groupe de Subdivisions 54/55 - représentant l'inspection des installations classées
- M. Christophe TEJEDO - DIRE - Inspecteur des installations classées - GS 54/55
- M. Erwan PINVIDIC - DIRE - Inspecteur des installations classées - Division Environnement Industriel
- Mme Annick BANDURA - DIRE - Secrétaire Assistante - Subdivision de LONGWY
- M. Rémy VIDILI - Maire de MOUTIERS et Vice-président de la CCPO
- M. Christian LAMORLETTE - Maire de VALLEROY
- M. Jean-Pierre MUSIOL - Conseiller municipal de VALLEROY
- M. Raymond ZAMPETTI - Adjoint au Maire d'AUBOUÉ
- M. Jérôme COUPPEY - Société TITANOBEL - Directeur régional
- Mme Aude ROGGE MAN - Société TITANOBEL - Ingénieur sécurité
- M. Eric CANEVE - Salarié de la Société TITANOBEL
- M. Daniel NEZ - Salarié de la Société TITANOBEL
- M. Bernard ROOS - Riverain
- Mme Nadine SILVESTRI - Riverain

Membres excusés :

- M. Robert GENOT - Conseiller municipal de MOINEVILLE
- M. Sébastien MANZI - Conseiller municipal de MOUTIERS
- M. Marc CVALETTI - Société TITANOBEL
- M. Philippe LOPEZ - riverain
- M. Patrick ZAWADZKI - riverain

Membres absents :

- M. Jean-Claude CASSE - riverain
- M. Cyril DI VICOLI - riverain
- M. Alain COULON - salarié de la Société TITANOBEL

M. le Sous-préfet préside la séance. Il remercie les participants et propose un tour de table afin que chacun se présente.

Il annonce l'ordre du jour et cède la parole à M. PINVIDIC de la DRIRE.

A la lecture du point 3 de l'ordre du jour – *Débat et avis du CLIC* – M. LAMORLETTE s'étonne que le courrier d'invitation à cette réunion n'ait pas fait mention d'un vote et tient à souligner que le conseil municipal a déjà émis son avis sur le projet de PPRT.

M. PINVIDIC indique que le projet de PPRT a été annexé à ce courrier d'invitation qui mentionne : « un avis devra être porté à l'issue de la réunion ».

M. PINVIDIC rappelle les modalités de vote : chaque membre de chaque collège vote et l'avis majoritaire au sein du collège est retenu. Chaque collège compte pour 1/5^{ème}.

M. VIDILI fait observer que sa voix représente l'ensemble du conseil municipal de la commune de MOUTIERS.

M. le Sous-préfet précise que ces modalités sont définies dans l'arrêté préfectoral de création du CLIC.

M. PELINSKI indique que l'avis du CLIC est un avis parmi d'autres et tous les avis se juxtaposent.

M. le Sous-préfet propose de dérouler l'ordre du jour.

1 – PRESENTATION DU CONTENU DU REGLEMENT SUR LA BASE DU ZONAGE REglementaire

M. PINVIDIC cède la parole à M. VILLEMIN.

M. VILLEMIN présente les différentes démarches qui ont conduit à l'établissement de la carte de zonage (définition des aléas technologiques, identification des enjeux,...).

M. VILLEMIN détaille les différentes zones en commençant par les zones rouge foncé : aléa très fort + et très fort.

M. VIDILI intervient et s'interroge sur le fait que le bâtiment TITANOBEL situé au milieu se situe dans une zone d'affaissement minier au vu du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM) et sur les conséquences que pourrait avoir un affaissement sur ce dépôt.

M. PINVIDIC précise que lors des études préalables, il a été demandé à l'exploitant d'examiner le risque minier. Les conclusions de cette étude sont qu'un affaissement progressif subi par ce bâtiment ne porterait pas à conséquence sur les produits explosifs qui y sont stockés, au regard notamment du type de construction de ce bâtiment (structure légère en bois).

M. VIDILI propose de déplacer le dépôt de l'autre côté de la route départementale afin de réduire le périmètre de danger sur le côté actuel, ce qui permettrait d'exclure toutes les habitations de la zone et de dégager une zone importante pour une future urbanisation.

M. PINVIDIC répond que ce déplacement induirait une circulation importante entre le dépôt et l'usine de fabrication qui seraient séparés par une route départementale, ce qui augmenterait la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux. Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Le déplacement du dépôt constituerait une modification notable des installations et l'exploitant serait tenu de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation avant de pouvoir le réaliser, l'autorisation préfectorale pour ce faire n'étant pas du tout acquise d'avance. Par conséquent, au PPRT se substitueraient des servitudes d'utilité publique qui interdiraient au sens strict toute habitation dans le périmètre de danger autour de ce « nouveau » dépôt.

M. VIDILI précise que lors d'une rencontre avec les dirigeants de TITANOBEL, ces derniers n'étaient pas contre le principe. La Société TITANOBEL est une société privée qui dégage des bénéfices. C'est à elle de tout faire pour mettre la population en sécurité puisqu'elle est à l'origine des risques encourus.

M. PELINSKI rappelle que l'étude des dangers a permis de déterminer les risques générés par les installations de TITANOBEL. Une démarche de mesures de maîtrise des risques a été engagée et a conclu, outre les actions déjà mises en oeuvre par l'exploitant pour cela, à la réalisation d'une mesure de protection complémentaire. Cette mesure (réalisation de la 4^{ème} face du merlon entourant les dépôts D1 et D2) a été prescrite par arrêté préfectoral et est aujourd'hui effective. Par ailleurs, le Préfet n'a pas le pouvoir de supprimer une autorisation d'exploiter légalement délivrée. Seul un décret en Conseil d'Etat peut le faire sous réserve que les motifs soient suffisants. C'est une procédure très longue avant qu'elle n'aboutisse et qui n'empêcherait pas l'élaboration du PPRT d'arriver à son terme, ni le PPRT d'être appliqué.

M. LAMORLETTE : C'est à nouveau aux maires d'être responsables de l'application du PPRT, ce devrait être plutôt à l'Etat qu'incombe cette responsabilité.

M. PINVIDIC : Comme tout document développé par l'Etat (par exemple : code de la route), il revient au maire de le faire appliquer dans sa commune. Le PPRT se substitue au PLU pour les terrains concernés.

M. ROOS : On nous annonce « Attention, vous avez une bombe au-dessus de la tête. Vous devez vous protéger ». 250 familles vont être obligées de se protéger ?

Mme SILVESTRI demande pourquoi avoir autorisé un établissement à risques à s'implanter, alors que des habitations existaient déjà.

M. PINVIDIC : L'amélioration du bâti existant est formulée sous forme d'une recommandation dans le projet de règlement du PPRT et non d'une prescription. La réglementation à l'époque était différente. Néanmoins, les communes concernées par les dangers liés aux installations de TITANOBEL ont été informées de ces dangers. De plus, les périmètres de protection associés figurent dans le POS donc les autorisations de construire ont été délivrées en connaissance de cause. Au vu du retour d'expérience (de la catastrophe d'AZF notamment), l'Etat a décidé de se substituer aux maires avec l'établissement des PPRT.

M. le Sous-préfet : Des conséquences des accidents, de nouvelles règles ont été édictées. La prise de risque n'est plus acceptable.

M. VIDILI : Le maire peut prendre des arrêtés pour protéger des personnes en danger. Par ailleurs, dans le cadre du Plan de Prévention des Risques Miniers (PPRM), on exproprie les personnes. Dans le cas TITANOBEL, le maire ne peut rien de plus que le PPRT. Dans ces conditions, pourquoi ne pas déménager les installations de TITANOBEL.

M. LAMORLETTE : C'est à l'Etat de financer le déménagement de TITANOBEL.

M. le Sous-préfet : Nous sommes dans un Etat de droit. Nous sommes obligés de respecter et faire appliquer les lois.

M. PINVIDIC : Les élus nationaux légifèrent, l'administration applique. Il n'y pas d'habitant dans la zone rouge foncé. Il n'est pas possible d'exproprier TITANOBEL.

M. VILLEMIN reprend la présentation des zones. Les habitations se situent dans la zone d'aléa faible. Les risques encourus dans cette zone sont indirects et dus aux bris de vitres.

M. MUSIOL demande si une explosion ne fragiliserait pas l'édifice minier voire même n'entraînerait pas un affaissement minier.

M. PINVIDIC : Ce risque a fait l'objet d'une étude intitulée « Effets de l'explosion d'un dépôt d'explosif en surface sur la stabilité d'un édifice de chambres et piliers à 150 m de profondeur », datée de février 1999, réalisée à l'école nationale supérieure des mines de Paris. Les conclusions de l'étude indiquent que « les calculs confirment l'absence d'effet déstabilisateur d'une explosion en surface sur les chambres et piliers à 160 mètres de profondeur ».

M. PELINSKI : Dans l'étude des dangers, les différents risques ont été pris en compte.

M. LAMORLETTE s'étonne qu'il n'y ait pas d'effets dans le sol si l'on se réfère aux images relayées par la télévision lors d'attentats. Les explosions créent toutes un cratère important dans le sol.

M. PINVIDIC : Le cratère dans le sol est au contact direct des explosifs alors que les galeries de mines sont profondément enfouies sous terre.

M. PELINSKI : Les résultats et conclusions de toutes les études menées par l'exploitant pour analyser les risques liés à ses installations ont été présentées et expliquées aux membres du CLIC lors de ses réunions antérieures. Les comptes rendus de ces réunions en font foi.

M. VILLEMIN reprend en précisant à nouveau que le maire est responsable de l'application des documents d'urbanisme et qu'il est responsable dans le cas où il autoriserait une construction alors que le PPRT l'interdit. Ceci dit, l'autorisation serait annulée par le contrôle de légalité.

M. VIDILI précise qu'il ouvrira des zones à urbaniser dans le PLU malgré le PPRT. Les communes autour de BRIEY sont fortement contraintes par les problèmes miniers et les seules zones blanches sont quant à elles contraintes par le PPRT autour de TITANOBEL. M. VIDILI réitère sa proposition : réduire (voire supprimer) un dépôt reviendrait à réduire le risque à zéro.

M. PINVIDIC insiste sur le fait que nous sommes dans un Etat de droit et que si l'industriel souhaite demeurer sur son site actuel, il ne peut être exproprié.

M. VIDILI : On exproprie bien 80 personnes exposées à des risques (miniers) les mettant en danger.

M. PINVIDIC : Les risques sont différents. Dans le cas du risque minier, le risque est avéré. On ne sait pas quand cela se produira, mais cela se produira. Dans le cas des dangers présentés par les installations de TITANOBEL, il existe une démarche de maîtrise des risques afin de réduire les risques accidentels à un niveau aussi bas que possible compte tenu des dernières connaissances et des meilleurs technologies disponibles, sachant que le risque « zéro » n'existe pas.

M. le Sous-préfet : L'administration est obligée de mettre en œuvre cette procédure prévue par la loi. Si les communes ne sont pas d'accord, qu'elles apportent au tribunal administratif, la preuve que les études sont fausses. M. le Sous-préfet rappelle qu'il serait bien d'aboutir à un consensus.

M. PELINSKI précise que si les études avaient démontré un risque incontournable sans possibilité de maîtrise du risque, l'activité aurait été supprimée.

M. VILLEMIN reprend sa présentation. Il n'y pas d'opposition au développement de la zone UX sur la commune de VALLEROY. En ce qui concerne la commune de MOUTIERS, 64% de son territoire urbanisé se situe en aléas miniers. Par conséquent, un développement sur le plateau est possible dont la capacité d'accueil a été fixée à l'initiative du précédent sous-préfet. M. VILLEMIN rappelle la loi BARNIER sur la prévention des risques et la tolérance quant à l'urbanisation compte tenu des différentes contraintes pouvant se cumuler sur une même commune (PPRM, PPRT, PPRI).

M. VILLEMIN poursuit avec la présentation du projet de règlement. A la question précédemment posée par M. ROOS sur l'obligation ou pas de renforcer les vitrages, M. VILLEMIN précise que ce sera une recommandation pour l'existant et une obligation pour les habitations nouvelles.

M. LAMORLETTE : Qu'arrivera-t-il en cas d'accident ?

M. VILLEMIN : Dans le cas de l'obligation, les travaux doivent être réalisés dans les 5 ans. Si les travaux ne sont pas réalisés et qu'un accident survient au-delà des 5 ans, l'assurance se retourne contre le pétitionnaire. Dans le cas de la recommandation, l'assurance paie et se retourne contre la société à l'origine du sinistre.

2 -- BILAN DE LA CONCERTATION

M. PINVIDIC poursuit sur les modalités de la concertation du PPRT. L'arrêté préfectoral en date du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration du PPRT a défini pour modalités de la concertation :

- la mise à disposition du public des documents d'élaboration du PPRT en mairie et sur internet,
- la mise en place d'un registre dans chacune des mairies concernées permettant de recueillir les observations des habitants et personnes intéressées sur le projet de plan pendant un mois du 25 avril au 25 mai 2009.

Le bilan de concertation figurera dans le PPRT.

Seulement 2 personnes sur la commune de MOUTIERS ont formulé des observations concernant :

- l'obligation de mettre en place des triples vitrages,

- les limitations de développement de la commune déjà contrainte,
- la diminution du stockage afin de réduire le périmètre du PPRT,
- la délocalisation totale du site,
- une interrogation sur une autorisation d'un nombre restreint de constructions,
- le manque de communication faite sur le risque auprès de la population voisine,
- le risque « zéro » n'est pas respecté.

Commentaires des services de l'Etat :

Dans le projet de PPRT, aucune obligation n'est faite de mettre en place des triples vitrages. Concernant les habitations existantes, des recommandations sont faites et sur les nouveaux projets, des prescriptions sont imposées mais ne spécifient pas les moyens à mettre en œuvre. Seul un objectif de résistance est fixé.

Concernant les limitations de développement de la commune déjà contrainte par des risques miniers et la diminution du stockage, l'exploitant a déjà mis en œuvre un certain nombre d'actions qui ont été prescrites par l'Etat visant à réduire le risque à la source (réduction des volumes de stockage d'explosifs – passage global de 80 à 46,5 tonnes – et mise en place de merlons supplémentaires de protection autour des dépôts).

Concernant la délocalisation totale des installations, la réglementation ne permet pas de l'imposer au regard des actions de réduction du risque à la source mis en œuvre et de leur éloignement vis-à-vis de la population voisine.

Concernant l'interrogation sur une autorisation d'un nombre restreint de constructions, il est rappelé un des objectifs consistant à ne pas aggraver le risque existant (maîtriser les capacités d'accueil, restreindre les projets, limiter la concentration de personnes,...). Raison pour laquelle, on autorise en zone bleue et pas en zone rouge clair.

M. LAMORLETTE : Vous avez dit qu'il n'y a pas de risque alors pourquoi interdire ?

M. PINVIDIC : Le risque « zéro » n'existe pas. On ne peut pas faire plus que ce qui est déjà fait.

M. LAMORLETTE : C'est l'Etat qui interdit.

M. PINVIDIC : Comme expliqué auparavant, l'Administration applique les textes, elle ne légifère pas. De nouvelles zones à urbaniser auraient pu ne pas être autorisées. C'est parce que les communes sont très contraintes que cette possibilité leur a été offerte.

M. VIDILI précise qu'il a rencontré le législateur.

M. le Sous-préfet : Si un nouveau texte était signé, il serait certainement plus contraignant, la tendance actuelle penchant plutôt vers la sévérité des prescriptions.

M. VIDILI réitère à nouveau la proposition de réduction des stockages ou de déplacement d'un des stockages.

M. le Sous-préfet constate depuis le début de la réunion une obstruction systématique des communes malgré les arguments développés (études rendues, aménagements réalisés même sans obligation) et les explications fournies sur les problèmes liés à une nouvelle implantation.

M. PELINSKI précise que le but de cette réunion n'est pas de recommencer toute la démarche de maîtrise des risques validée et la procédure d'élaboration du PPRT, et que l'Etat ne peut pas s'immiscer dans la politique industrielle de TITANOBEL.

M. LAMORLETTE : On peut ne pas être forcément en accord avec les décisions prises précédemment par les anciens élus associés. Le PPRT évolue, on a donc le droit de s'exprimer.

Mme SILVESTRI souligne que la démarche d'élaboration de ce PPRT a pour objet notamment de participer à une démarche de prévention, mais qu'il faut un vrai débat.

M. PINVIDIC poursuit le commentaire des observations formulées lors de la concertation du public. Concernant le manque de communication faite auprès de la population voisine sur le risque que présente cette installation, des plaquettes d'information ont été distribuées et des exercices PPI ont eu lieu en 2008.

M. PELINSKI rappelle l'obligation des communes d'informer leur population en distribuant des plaquettes d'information qui sont mises à sa disposition par la Société TITANOBEL. Par ailleurs, les membres du CLIC peuvent aussi relayer les informations qui lui sont communiquées concernant cet établissement.

M. VIDILI qui s'est investi à 100% (aucun volontaire ne s'étant présenté) demande si c'est le maire qui doit distribuer la plaquette.

Il lui est répondu que le maire est responsable de la distribution de ces plaquettes d'information.

M. VIDILI trouve inacceptable que la mairie soit obligée de payer une entreprise pour distribuer la plaquette alors que la Société TITANOBEL dégage des bénéfices. Par ailleurs, lors des exercices PPI, le maire doit faire appel aux employés communaux et aux administrés et en cas de sinistre, c'est le maire qui fait tout. Cela aussi est inacceptable. C'est à TITANOBEL de financer les divers moyens à mettre en œuvre.

A la suite du dernier exercice PPI, il a été constaté que la sirène ne s'entend pas à MOUTIERS. Lors des essais de sirène, les personnes les plus concernées ne l'entendent pas.

Mme ROGGE MAN précise qu'il s'agit d'un problème topographique et attend des propositions et/ou autorisation pour un nouvel emplacement sur la commune.

M. VIDILI refuse d'installer une sirène sur un bâtiment communal.

M. le Sous-préfet demande à M. VIDILI de proposer un emplacement et ne comprend pas pourquoi ce dernier fait obstruction alors que TITANOBEL paiera les frais d'installation de la sirène.

Mme ROGGE MAN insiste sur le fait que la société est obligée de se mettre en conformité. Donc TITANOBEL prendra contact officiellement par courrier avec M. VIDILI pour tenter de trouver une solution.

M. le Sous-préfet indique qu'il ne comprend pas le refus du maire de MOUTIERS d'installer des sirènes donc de protéger sa population. Il demande au maire de MOUTIERS s'il s'agit d'une opposition de principe à la Société TITANOBEL.

M. VIDILI répond par l'affirmative.

M. le Sous-Préfet demande alors que cette opposition soit mentionnée au procès-verbal.

M. PINVIDIC reprend le commentaire des observations formulées lors de la concertation du public. Concernant le risque « zéro » qui n'est pas respecté, le PPRT est là pour réglementer l'urbanisme autour d'un site à risque du fait justement que le risque « zéro » n'existe pas. Il est précisé que l'occurrence d'un accident majeur dans le cas présent est très faible du fait des dispositions mises en œuvre par l'exploitant et des contrôles réguliers des services de l'inspection des installations classées.

M. PINVIDIC demande s'il y a d'autres questions sur le document du projet de PPRT.

M. LAMORLETTE signale qu'en application du paragraphe « concernant les équipements et usages » de l'annexe 2 « Recommandations tendant à renforcer la protection des populations » du projet de règlement, il devrait fermer la salle des sports, supprimer la circulation, ... Toutes les activités sportives se situent dans la zone b. M. LAMORLETTE fait remarquer qu'encore une fois, il est du ressort du maire d'interdire et que l'Etat devrait se mettre à la place des maires. Ce n'est pas facile d'interdire des manifestations sportives, culturelles, ...

M. VILLEMIN précise que le but de ce paragraphe est de ne pas créer de nouvelles vulnérabilités. Il s'agit par ailleurs de recommandation.

M. PINVIDIC rappelle qu'un porter à la connaissance a été réalisé à l'époque auprès de la commune et que cette dernière a fait ses choix en connaissance de cause lors de la construction de la salle des sports notamment.

M. VILLEMIN invite M. LAMORLETTE à faire remonter cette information grâce à la délibération du conseil municipal lors de la consultation des Personnes et Organismes Associés (POA).

3 - AVIS DU CLIC

Les participants n'ayant pas d'autre question, M. PINVIDIC propose de poursuivre avec l'avis du CLIC. Il rappelle que cet avis est prononcé par un vote.

M. le Sous-préfet rappelle que chaque collège dispose d'un même poids pour les votes, indépendamment du nombre de membres par collège.

M. PELINSKI réprécise que chaque collège compte donc pour 1/5^{ème}.

Il est procédé au vote :

- | | | |
|---------------------------------------|---|------------------|
| - Collège Etat | : | Avis favorable |
| - Collège collectivités territoriales | : | Avis défavorable |
| - Collège exploitant | : | Avis favorable |
| - Collège riverains | : | Avis défavorable |
| - Collège salariés | : | Avis favorable |

M. COUPPEY précise à l'intention de M. LAMORLETTE, que les salariés membres du collège salariés sont protégés et s'expriment de manière indépendante.

M. le Sous-préfet annonce le résultat : avis favorable du CLIC au projet de PPRT par 3 voix contre 2.

4 - SUITES DE LA PROCEDURE PPRT

M. PINVIDIC rappelle les suites de la procédure :

- consultation des POA par courrier. M. PINVIDIC précise qu'à défaut d'un avis des POA rendu dans les 2 mois, leur avis sera réputé favorable ;
- prise en compte des observations faites par le public lors de la phase de concertation et par les POA pour le PPRT ;
- mise à l'enquête publique du PPRT ;
- proposition à M. Préfet de Meurthe-et-Moselle du PPRT pour approbation après prise en compte des éventuelles remarques formulées durant cette enquête.

M. ZAMPETTI demande si l'Etat se charge de la mise à l'enquête publique.

M. PINVIDIC répond par l'affirmative et précise que la mairie devra simplement mettre une salle à la disposition du commissaire-enquêteur.

M. le Sous-préfet indique qu'une nouvelle réunion du CLIC sera organisée avant la fin de l'année. Cette réunion permettra à l'exploitant de présenter son bilan d'activité.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Sous-préfet clôt la séance en remerciant les participants.

Le Président,

Jacky HAUTIER

ANNEXE 12

Commentaires sur les avis des personnes et organismes associés

Conformément à l'article R.515-43 du Code de l'Environnement, les Personnes et Organismes Associés ont été consultés sur le projet de plan par courrier en date du 13 août 2009.

A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leurs avis ont été réputés favorables.

Une présentation du projet de PPRT, ainsi que du bilan de la concertation a été faite en CLIC lors de sa réunion du 3 juillet 2009. A l'issue de cette présentation, le CLIC a été appelé à se prononcer sur le projet de PPRT. Le CLIC a émis un avis favorable.

Personne/Organisme Associé	Avis
Mairie de MOUTIERS	Défavorable par délibération du conseil municipal du 24 août 2009
Mairie d'AUBOUÉ	Défavorable par délibération du conseil municipal du 17 septembre 2009
Mairie de VALLEROY	Défavorable par délibération du conseil municipal du 25 septembre 2009
Mairie de MOINEVILLE	Défavorable par délibération du conseil municipal du 22 septembre 2009
Communauté de communes du Pays de l'Orne	Réputé favorable
TITANOBEL	Favorable sans réserve par courrier du 8 octobre 2009
CLIC	Favorable par vote lors de sa réunion du 3 juillet 2009
DRIRE	Réputé favorable
DDEA	Favorable sans réserve par courrier du 2 septembre 2009

L'ensemble des avis reçus ainsi que le compte-rendu de la réunion de CLIC du 3 juillet 2009, lors de laquelle celui-ci s'est prononcé par vote sur le projet de PPRT, se trouvent en annexe 11 de la présente note de présentation.

Les conseils municipaux des communes de MOUTIERS, AUBOUÉ, VALLEROY et MOINEVILLE ont formulées des avis défavorables en les motivant.

Les réponses qui sont apportées aux différents arguments motivant ces avis défavorables sont retranscrites ci dessous. Ces réponses ont, pour la plus part, été formulées lors des différentes réunions des POA (cf. annexes 7 et 8 de la note de présentation du PPRT) et de la réunion du CLIC du 3 juillet 2009 (cf. annexe 11 de la note de présentation du PPRT).

- Les contraintes environnementales dues à la présence de la société.
Cette argumentation est hors sujet. Ce plan ne concerne que la prévention des risques technologiques.

- Le danger pour les riverains, et personnes potentiellement exposées.
*Une démarche préalable à l'élaboration du PPRT dite MMR (Mesures de Maîtrise du Risque) a été menée permettant de réduire le risque à la source aussi bas que possible dans des conditions techniques et économiques acceptables. (cf. chapitre 2.1.5 de la note de présentation du PPRT TITANOBEL à MOUTIERS)
Ensuite le PPRT régleme l'urbanisme autour du site en prenant en compte le risque résiduel afin de protéger la population existante et future. (Voir aussi le point 11)*

- Les contraintes de constructibilité pour les maisons futures.
L'objectif des PPRT en général, et donc en particulier celui de TITANOBEL, consiste à ne pas aggraver les aléas existants (maîtriser les capacités d'accueil, restreindre les projets, limiter la concentration de personnes,...) à l'intérieur du périmètre du PPRT. Raison pour laquelle, on autorise en zone bleue, où les aléas encourus sont faibles et indirects dus aux bris de vitres, et pas en zone rouge clair, où les aléas encourus peuvent être grave pour la vie humaine. Par ailleurs, ce nombre restreint de constructions possibles dans la zone dite « faible » permet de prendre en compte, pour partie, les contraintes de

développement de la commune de MOUTIERS au regard des risques miniers existants. Cette position découle donc de deux contraintes difficiles à concilier :

- *limiter l'augmentation de la population potentiellement exposée,*
- *prendre en compte les contraintes minières des communes concernées.*

Par ailleurs, le PPRT permet d'autoriser des nouvelles constructions dans certaines zones, mais sous réserve du respect de certaines dispositions techniques afin que les effets d'un accident majeur dus à la surpression dynamique d'une détonation (onde de choc) permette de protéger les populations face aux risques connus.

- Les contraintes financières pour les habitants dans le cadre du renforcement des vitres des maisons bâties.
Dans le projet de PPRT, aucune obligation n'est faite de mettre en place des dispositions particulières pour l'existant, seules des recommandations sont définies.

- Le développement économique.
Le développement économique ne doit pas être fait au détriment de la sécurité. Ce développement doit donc tenir compte des risques connus autour d'une installation industrielle, notamment en termes de lieu d'implantation ou de dispositions constructives ; c'est l'un des objectifs du PPRT.

- Le problème de remboursement des dégâts en cas de sinistre.
*La Fédération Française des Sociétés d'Assurances a répondu sur ce point au MEEDDM qu'en cas d'accident technologique les dégâts occasionnés sont pris en charge par les assurances des particuliers concernés. L'exploitant étant responsable, les assurances des particuliers se retourneront ensuite vers l'assurance de cet exploitant.
Aucune surprime ne doit être demandée aux particuliers concernés par le PPRT.
Afin de faciliter un rapide remboursement, un état de catastrophe technologique peut-être décrété, permettant aux sociétés d'assurance de puiser dans un fonds créé à cet effet (voir point « E » du compte-rendu de la première réunion des POA du 20 novembre 2007).*

- La dévaluation des habitations en cas de revente.
La présence de cette installation et de ses dangers est connue depuis plusieurs dizaines d'années et a fait l'objet de porter à connaissance auprès des 4 communes concernées ayant en charge l'urbanisme sur le territoire de leur commune. Les plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme applicables de ces communes reprennent ces éléments d'information concernant ce risque.

- La construction du dépôt d'explosifs sur une zone d'affaissement minier.
Lors des études préalables, il a été demandé à l'exploitant d'examiner le risque minier. Les conclusions de cette étude sont qu'un affaissement progressif subi par les bâtiments de stockage ne porterait pas à conséquence sur les produits explosifs qui y sont stockés, au regard notamment du type de construction de ce bâtiment (structure légère en bois).

- La protection des biens non prises en compte par les services de l'état.
Le PPRT a pour objectif de protéger les personnes. Concernant les biens matériels se référer au point 6 ci-dessus.

- L'entreprise refuse de diminuer ses stocks.
Dans le cadre de la démarche MMR (cf. chapitre 2.1.5 de la note de présentation du PPRT TITANOBEL à MOUTIERS), l'exploitant a indiqué qu'il a réduit au maximum les quantités d'explosifs stockées au regard de ses besoins et de la viabilité de son exploitation. (voir aussi point 2 du bilan de la concertation)

- L'implantation de l'entreprise est postérieure à la construction des habitations. Elle doit supporter l'ensemble des coûts de sécurisation des habitations existantes.
La loi prévoit également l'élaboration de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Leur objectif est double : d'une part, aider à résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé, d'autre part, mieux encadrer l'urbanisation future. La démarche des PPRT se veut au service de la sécurité des populations, du maintien d'activités industrielles performantes, et d'un développement durable des territoires.

- L'information des citoyens doit être faite par la société, sous sa seule responsabilité et à sa charge.
La protection du site et de son environnement ne peut en aucun cas être assurée par les communes. La société en est la seule responsable.

Ces faits ne font pas partie des objectifs des PPRT. Le projet de PPRT qui concerne la société TITANOBEL à MOUTIERS ne présente pas de dispositions contraires à ces affirmations.

Nous informons par ailleurs, que les propriétaires, vendeurs ou bailleurs de biens immobiliers, ont l'obligation réglementaire d'informer les acquéreurs et les locataires sur les risques naturels et technologiques majeurs.

- L'interdiction de construire des établissements communaux et intercommunaux recevant du public.

L'objectif des PPRT en général et donc en particulier celui de TITANOBEL consiste à ne pas aggraver les risques existants (maîtriser les capacités d'accueil, restreindre les projets, limiter la concentration de personnes,...) à l'intérieur du périmètre du PPRT. Cette position vise donc à limiter les rassemblements de population.

- La présence de lignes à haute tension risque de produire des accidents en chaîne en cas de sinistre.

Aucun élément ne nous permet d'affirmer ou d'infirmier cette position. Au pire les conséquences d'un accident technologique sur ces lignes à haute tension seraient une coupure d'électricité.

- La présence de deux baraques de chasse à proximité du dépôt d'explosifs.

Une convention de droit privé a été passée entre les fédérations et associations de chasse et la société TITANOBEL permettant de sensibiliser les chasseurs sur les risques potentiels de cette installation et de réglementer les bonnes pratiques à respecter (par exemple : ne pas tirer en direction des dépôts).

- Concernant les équipements et les usages, l'Etat doit prendre la responsabilité d'autoriser ou d'interdire les aires de stationnement, les rassemblements et les manifestations, le stationnement de caravanes ou de camping-cars. Ce n'est pas au Maire ou au conseil municipal d'endosser cette responsabilité due à la présence d'un dépôt d'explosifs et par conséquent d'un danger permanent.

Cette demande a été formulée lors de la réunion du CLIC du 3 juillet 2009 a été prise en compte, pour partie, dans la nouvelle rédaction des recommandations définies dans le PPRT qui ne mentionne plus « de ne pas autoriser les rassemblements ou manifestations de nature à exposer le public dans les zones soumises aux aléas ».

- La destruction des habitations avec une indemnisation pour les habitants.

Cette demande correspond à une expropriation au sens du Guide National pour l'élaboration d'un PPRT. L'expropriation peut être déclarée d'utilité publique pour cause de danger très grave menaçant la vie humaine.

Or, les habitations présentes dans la zone réglementaire du PPRT TITANOBEL à MOUTIERS se situent à l'intérieur d'une zone d'aléa Faible qui ne correspond pas à cette situation.

- Demande que l'Etat exige le déplacement du site.

La démarche MMR (cf. chapitre 2.1.5 de la note de présentation du PPRT TITANOBEL à MOUTIERS) a eu pour objectif de déterminer l'acceptabilité des risques présentés par la société TITANOBEL à MOUTIERS au regard de son environnement. Elle a conclu positivement sous réserve de mettre en œuvre certaines dispositions complémentaires (renforcement des merlons entourant les dépôts).

De plus, la réglementation ne permet pas d'imposer la délocalisation du site exploité par la société TITANOBEL à MOUTIERS au regard des actions de réduction du risque à la source mises en œuvre et de l'éloignement du site vis-à-vis de la population voisine.

Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter et dans le cas du déplacement du dépôt, qui constituerait une modification notable des installations, l'exploitant serait tenu de déposer un nouveau dossier de demande d'autorisation avant de pouvoir le réaliser, l'autorisation préfectorale pour ce faire n'étant pas du tout acquise d'avance.

De plus, le Préfet n'a pas le pouvoir de supprimer une autorisation d'exploiter légalement délivrée. Seul un décret en Conseil d'Etat peut le faire sous réserve que les motifs soient suffisants.

Le PPRT n'a pas pour objectif de remettre en cause systématiquement les autorisations d'exploiter des industriels faisant l'objet d'un PPRT.

- Demande à l'Etat d'alléger les contraintes des plans de prévention existant (PPRI et PPRM).

Ces plans de prévention (PPRI et PPRM) ont été pris en compte lors de la rédaction du PPRT.

Par contre, le PPRT n'a pas pour objet de modifier les autres plans de prévention qui ont déjà été approuvés.

ANNEXE 13

Rapport et conclusions du commissaire enquêteur

PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE

Communes de

MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE

Enquête Publique
du 26 avril au 26 mai 2010

Plan de Prévention des Risques Technologiques du site TITANOBEL à Moutiers

*Rapport
du Commissaire-Enquêteur*

RIAD BENELMIR

22 juin 2010

ENQUETE PUBLIQUE
2010

DU 26 AVRIL AU 26 MAI

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DU SITE TITANOBEL A
MOUTIERS

SOMMAIRE

1. PREAMBULE	3
2. OBJET DE L'ENQUETE	3
3. CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUETE	5
4. NATURE ET CARACTERISTIQUES DU PROJET	6
5. COMPOSITION DU DOSSIER	7
6. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE	9
6.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR	9
6.2. MODALITES DE L'ENQUETE	9
6.3. INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC	10
7. OBSERVATIONS DU PUBLIC	11
7.1. OBSERVATIONS ECRITES EN MAIRIE DE VALLEROY	11
7.2. OBSERVATIONS ECRITES EN MAIRIE DE MOUTIERS	15
7.3. OBSERVATIONS EN MAIRIE D'AUBOUE	17
7.4. OBSERVATIONS EN MAIRIE DE MOINEVILLE	17
8. LETTRES ANNEXEES AU REGISTRE D'ENQUETE	18
8.1. LETTRES	18
8.2. LETTRE & PV DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE VALLEROY	18
8.3. PV DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE MOUTIERS	20
9. ANALYSE DES OBSERVATIONS	22
SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE MOUTIERS	22
SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE VALLEROY	23
SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE D'AUBOUE	24
SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE MOINEVILLE	24
SUR L'ARSENEL DE SIGNALISATION ET DE MASTRISE DES RISQUES A LA SOURCE	25

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

SUR LES PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES CONSTRUCTIONS.....	25
SUR LES SUGGESTIONS DE DEMINAGEMENT DU SITE ET LES RISQUES D'AFFAISSEMENT DU SITE.....	26
SUR LES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT (NATURE, AIR).....	26
SUR LA REPRESENTATIVITE DES COLLEGES PARTICIPANT A LA CLIC.....	26
SUR LE BENEFICE DES ASSOCIATIONS SPORTIVES DES SALLES ET TERRAINS D'ACTIVITES A VALLEROY.....	26
SUR LE NON CONSIDERATION DES MERLONS DE TERRE DANS LA MODELISATION DES RISQUES.....	27
SUR LA DEFICIENCE DES AVERTISSEMENTS SONORES.....	27
SUR LA SECURITE AU SEIN DU SITE.....	27
10. ANALYSE DE L'ETUDE COMPLEMENTAIRE.....	28
AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR SUR LES CONCLUSIONS DE CETTE ETUDE COMPLEMENTAIRE.....	34

ANNEXES

- ↳ Ordonnance du 6 janvier 2010, de Monsieur Le Président du Tribunal Administratif de Nancy désignant le Commissaire-Enquêteur pour l'enquête publique susvisée ;
- ↳ Arrêté préfectoral du 25 mars 2010 portant ouverture d'une enquête publique relative au plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de Moutiers ;
- ↳ Certificats d'affichage pour les mairies d'Auboué, de Moineville, de Moutiers et de Valleroy
- ↳ PV des délibérations pour les communes de Moutiers et de Valleroy ;
- ↳ Complément de dossier : note de TITANOBEL du 8 juin 2010.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

2

1. PREAMBULE

Les modalités d'élaboration du PPRT sont définies par le Code de l'Environnement (articles L. 515-15 à L. 515-25 et R. 515-39 à R. 515-50) ainsi que par un guide méthodologique élaboré par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM).

Conformément à l'article R. 515-40 du Code de l'Environnement, l'élaboration du PPRT autour du site de TITANOBEL a été prescrite par arrêté préfectoral, par Monsieur le Préfet de la Meurthe-et-Moselle, le 8 octobre 2007.

Le PPRT doit être approuvé dans les 18 mois suivant l'intervention de l'arrêté de prescription.

Ce délai est prorogeable par arrêté motivé.

Considérant les difficultés à aboutir à un consensus avec les différentes personnes et organismes associés lors des réunions sur l'élaboration du projet de règlement notamment sur l'urbanisme futur des villes de MOUTIERS et VALLEROY, le délai d'approbation du PPRT a été prolongé d'un an par arrêté préfectoral du 7 avril 2009.

L'arrêté de prescription détermine :

- ↳ le périmètre d'étude du plan, la nature des risques pris en compte,
- ↳ les services instructeurs,
- ↳ la liste des personnes et organismes associés,
- ↳ les modalités de concertation.

Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations...) est informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription.

Un bilan de la concertation a été réalisé et envoyé aux personnes et organismes associés. Ces derniers ont été consultés sur le projet de PPRT.

2. OBJET DE L'ENQUETE

Le projet de plan, modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés, est ensuite soumis à enquête publique.

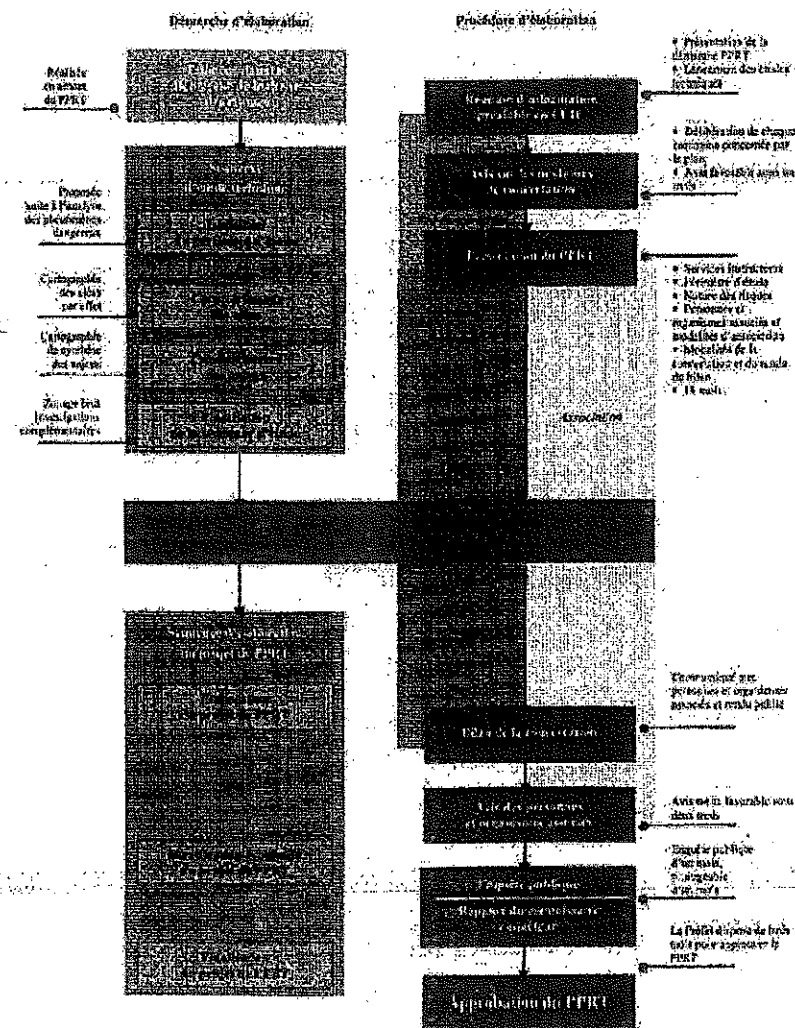
Celle-ci dure un mois et peut éventuellement être prorogée une fois pour la même durée. A l'issue de cette enquête, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral.

Un synoptique mettant en parallèle la procédure PPRT et les stades de la démarche se trouve ci-après.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

3



Synoptique de l'élaboration d'un PPR

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

4

3. CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE

La présente enquête et les procédures correspondantes sont régies par:

- le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983,
- l'arrêté du 25 avril 1995, modifié ;
- le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 et L.515-15 à L. 515.25 et L.123-1 à L.123-16, R. 515-39 à R.515-51 ;
- le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.211, L.230.1 et L.300-2 et R.126-1 et R.126-2 ;
- le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- l'arrêté préfectoral n° 2007-626 du 8 octobre 2007 prescrivant l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanite de Moutiers ;
- l'arrêté préfectoral n° 2008-660 du 28 janvier 2009 autorisant la société Titanobel à se substituer à la société Titanite pour l'exploitation du site de Moutiers ;
- l'arrêté préfectoral du 7 avril 2009 prorogeant le délai d'approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques du site Titanobel de Moutiers jusqu'au 8 avril 2010
- les avis émis par les membres associés consultés ;
- la décision N° E 09000296/54 du 6 janvier 2010 par laquelle M. le président du tribunal administratif de Nancy a désigné M. Riad Benelmir, en qualité de commissaire-enquêteur ;
- le dossier soumis à enquête publique ;
- l'arrêté préfectoral du 25 mars 2010 portant ouverture d'une enquête publique relative au plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de Moutiers.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

5

1. NATURE ET CARACTERISTIQUES DU PROJET

La Société TITANOBEL implantée sur le territoire de la commune de MOUTIERS exploite des installations de fabrication et stockage de produits explosifs. Les produits explosifs fabriqués sont constitués de nitrate d'ammonium et de fuel. Ces produits ainsi que d'autres explosifs civils en provenance des différentes unités de fabrication de la société sont stockés sur le site de MOUTIERS dans deux dépôts distincts physiquement. Ces explosifs sont ensuite réexpédiés pour utilisation. Cette société exploite ces installations depuis 1986. L'effectif est de 7 personnes. Les installations sont implantées dans le bois « Saint Martin », sur la commune de MOUTIERS, à l'est de la RN 103. L'environnement est essentiellement agricole et forestier. Les zones habitées les plus proches sont les communes de MOUTIERS, AUBOUÉ, VALLEROY et MOINEVILLE. Le site comporte un dépôt de produits explosifs de 25 tonnes, un dépôt de produits explosifs de 21,5 tonnes, un dépôt de détonateurs de 25 kg maximum, un stockage de fuel domestique de 20 m³, un stockage de nitrate d'ammonium technique de 80 tonnes et un atelier de fabrication de nitrate-fuel. Actuellement, le dépôt est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié.

Etablissement soumis à Autorisation avec Servitudes (SEVESO seuil haut), l'établissement TITANOBEL à MOUTIERS, est soumis à l'ensemble des obligations sur (1) la maîtrise des risques à la source, (2) la maîtrise de l'urbanisation, (3) les plans d'urgence et (4) l'information et concertation du public et doit donc faire l'objet d'un PPRT.

La procédure officielle d'élaboration du PPRT pour le site TITANOBEL à MOUTIERS a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription n° 2007-626 du 8 octobre 2007.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

6

5. COMPOSITION DU DOSSIER

La composition du dossier soumis à l'enquête publique est, selon l'article R515-44 du Code de l'Environnement :

✱ Une note de présentation comprenant :

- Un rappel du statut des ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) soumises au régime AS (Autorisation avec Servitudes) et qui relèvent de la directive SEVESO II (seuil haut) et décrivant le PPRT pour ces installations ;
- Une description du site TITANOBEL et de la nature des risques ainsi que des conditions actuelles de prévention des risques ;
- Une justification du PPRT et son dimensionnement ;
- Des études techniques dont le mode de qualification des aléas et la description des enjeux ;
- Les modes de participation au PPRT ;
- La phase de stratégie du PPRT ;
- Les avis formulés par les personnes et organismes associés ;
- L'enquête publique ;
- Le PPRT DE TITANOBEL à Moutiers.

✱ Des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du présent code

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

7

✶ Un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :

- a. Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au 1 de l'article L. 515-16 ;
- b. Les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense ;
- c. L'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption, de la mise en œuvre de l'expropriation pour cause d'utilité publique ; (non applicable dans le cadre du présent dossier)
- d. Les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du présent code ;
- e. L'échéancier de mise en œuvre des mesures prévues par le plan, conformément aux dispositions de l'article L. 515-18; (non applicable dans le cadre du présent dossier)

✶ Les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

8

6. ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

6.1. DESIGNATION DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

6 janvier 2010	Ordonnance de Monsieur Le Président du Tribunal Administratif de Nancy désignant le Commissaire-Enquêteur pour l'enquête publique susvisée.
25 mars 2010	Arrêté préfectoral portant ouverture d'une enquête publique relative au plan de prévention des risques technologiques du site Titanobel de Moutiers.

6.2. MODALITES DE L'ENQUETE

Période : du 26 avril 2010 au 26 mai 2010

Durée : 31 jours

Organisation des permanences

A la mairie de Moutiers :

- Le lundi 26 avril 2010 de 14 heures à 17 heures
- le mercredi 26 mai 2010 de 14 heures à 17 heures

A la mairie de Auboué :

- Le mercredi 12 mai 2010 de 14 heures à 17 heures

A la mairie de Valleroy :

- Le lundi 3 mai 2010 de 14 heures à 17 heures

A la mairie de Moineville :

- Le mardi 18 mai 2010 de 9 heures à 12 heures

Visite des lieux :

Une visite du site Titanobel a été organisée le mardi 18 mai 2010 en présence de Messieurs les maires de Moineville, Moutiers et Valleroy. Nous étions reçus par le Directeur Régional Nord-Est de TITANOBEL, Monsieur Jérôme COUPPEY.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

9

Demande de compléter le dossier et réponse du maître d'ouvrage

Lors de la visite du site TITANOBEL el 18 mai 2010, le commissaire-enquêteur à demandé à Monsieur Jérôme COUPPEY, Directeur Régional Nord-Est de TITANOBEL, une étude complémentaire sur la modification des risques technologiques en fonction du déplacement des dépôts de quelques centaines de mètres vers la forêt.

Cette étude a été réalisée et transmise dans le courrier du 8 juin 2010 qui est reporté ci-après.

6.3. INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC

Publicité légale par voie d'affichage : en malries d'Auboué, de Moineville, de Moutiers et de Valleroy.

Publicité légale dans la presse :

1^{ère} Insertion :

- Le républicain Lorrain du 7 avril 2010
- L'est Républicain du 7 avril 2010

2^{ème} Insertion :

- Républicain Lorrain du 30 avril 2010
- Est républicain du 3 mai 2010

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

10

7. OBSERVATIONS DU PUBLIC

7.1. OBSERVATIONS ECRITES EN MAIRIE DE VALLEROY

3 mai 2010

Monsieur COLLIN Roger, retraité

Monsieur COLLIN s'inquiète de l'absence de panneaux de signalisation du danger et en particulier devant la présence importante de promeneurs autour du site.

3 mai 2010

Monsieur PARIS Michel, retraité

Monsieur PARIS ne souhaite pas avoir à payer des travaux qui relèveraient de la présence du site TITANOBEL, directement ou indirectement. Il emprunte à titre occasionnel les voies et chemins ruraux au sein du périmètre et s'inquiète des risques encourus en cas de sinistre, le site n'étant pas fermé. Il s'inquiète aussi des risques encourus par la nature en cas de sinistre.

5 mai 2010

Madame ZANETTA Frédérique

Madame ZANETTA habite dans la zone « b » aléa faible correspondant à des effets de surpression qui implique des risques sur la sécurité des personnes par des effets indirects (bris de glace, impact de projectiles...) où il est recommandé de renforcer les vitres en triple vitrage. Elle se demande si ces travaux sont à sa charge ou c'est TITANOBEL qui les subventionnerait. Elle demande s'il n'est pas plus judicieux de déplacer le site de TITANOBEL.

7 mai 2010

Monsieur MUSIOL Jean-Pierre, conseiller municipal

Monsieur MUSIOL indique que l'implantation de TITANOBEL est postérieure aux habitations qu'elle englobe dans son périmètre d'aléa et pénalise le foncier des communes, dévalorise le patrimoine des habitants concernés par son périmètre d'aléa et recommande de renforcer les vitrages des habitants à leur frais. La majorité des équipements sportifs de Valleroy se trouvent dans le périmètre d'aléa qui impacte aussi la RD613 qui est son axe à forte circulation axe stratégique pour le secours, les pompiers, l'hôpital qui se situent tous sur Briey. Cette route est aussi empruntée par les cars scolaires. Le site de TITANOBEL est aussi concerné par le PPRM. Dans le cadre du plan VIGIPRATE, TITANOBEL est une cible importante pour un acte terroriste et du fait de son implantation en pleine forêt est impossible à surveiller. Aujourd'hui avec la restructuration des armées, TITANOBEL devrait pouvoir trouver un site plus adéquat à son activité sans pénaliser des communes et des particuliers.

Non daté

Observation sans date, sans identité, signée.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

11

25 mai 2010

Avant d'étendre le PPRT, il serait plus logique que TITANOBEL sécurise son site qui, aujourd'hui, est accessible à tout le monde, sécurisation qui évidemment n'est pas à la charge des communes.

Madame et Monsieur DESSAUVAGES

Dans un premier temps, TITANOBEL devrait sécuriser son site (clôture, signalétique plus claire, fléchage des voies de secours). Qui paiera la mise en sécurité des vitrages ? TITANOBEL ne pourrait-il pas envisager un déménagement du site, moins coûteuse pour les contribuables ? Ces communes ont déjà à subir les aléas miniers.

26 mai 2010

Madame KULIK

Y a-t-il des risques de contamination de l'air en cas de mélanges chimiques explosifs ?

Non daté

Monsieur LAMORLETTE Christian, Maire de Valleroy

Les ouvertures sur les bâtiments communaux sont également concernées, avec des investissements importants pour les finances de la commune. Ces dépenses sont dues à la présence de la société Titanobel et des nuisances qu'elle provoque.

5-1 Les personnes et organismes associés à l'élaboration du PPRT

Les différents collèges participant à la CLIC ne sont pas représentatifs des populations impactées par la présence de la société et les nuisances supportées par les riverains, par les usagers des structures communales y compris les voies communales. (voir courrier du 18/08/2010)

6-2-1 Prescriptions pour le nouveau projet :

Le PPRT oblige les aménagements futurs à supporter une dépense supplémentaire non négligeable due aux prescriptions référencées dans le PPRT. Il semble inadmissible que les futurs habitants soient pénalisés avant même leur présence dans ce quartier. Les prescriptions imposées engendrent une dévaluation des propriétés actuelles et futures malgré des investissements onéreux engagés par les pétitionnaires. Quant est-il pour les assurances et les responsabilités des constructeurs et habitants ?

6-2-2 Recommandations sur les constructions existantes :

Les choix stratégiques du PPRT s'orientent principalement

- à préserver la sécurité des personnes.
- à maîtriser l'urbanisation future.
- à maîtriser les capacités d'accueil pour les populations exposées.
- à réduire la vulnérabilité des biens exposés à l'aléa.

Si ces recommandations semblent judicieuses, nous pouvons constater que les efforts à consentir sont d'ordre financier et

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

12

orientés vers les usagers ou la commune. La société n'est jamais interpellée sur ses devoirs de protections envers son site ou envers les habitants risquant leur vie en cas de sinistre. Les services de l'Etat semblent protéger uniquement l'intérêt de l'entreprise plutôt que l'intérêt des populations riveraines ou utilisatrices des structures communales.

7 Concernant les équipements et usages

Le courrier transmis à M. le S/Préfet le 18 août 2009 a permis de ne pas retenir le projet de transférer la responsabilité au maire en cas d'accident sur les terrains et bâtiments communaux en cas de sinistre sur le site Titanobel. Les rassemblements et manifestations sur la zone d'équipements sportifs ne sont plus interdits. Si cette option avait été validée, toutes les associations sportives étaient privées d'utilisation de salles et terrains pour pratiquer leurs activités.

Article 1-1-1 : Maîtrise des risques à la source.

Absence de grillage de protection autour du site Titanobel. Accessibilité sur le site par tous, sans système d'alerte ou de détection.

1-1-4 : Information et concertation du public

Le maire a obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques DDRM, DICRIM. Il ne semble pas logique que l'argent public soit mis au service d'une entreprise privée. Les habitants participent financièrement, par l'impôt local, à la distribution de bulletins d'information notamment sur les risques qu'ils encourent : la mort, les blessures, la destruction de leurs habitations. Cet investissement financier doit être à la charge de l'entreprise créant le risque.

2-1-3 : Détermination des risques générés par les installations.

Les bâtiments de la société sont construits sur une zone affaissement minier progressif. Il y a donc lieu de prendre en compte le risque d'affaissement en tant qu'événement initiateur de risque.

2-1-5 : démarche de mesure de maîtrise des risques

Le PPRT prévoit la pose d'un grillage autour des zones de danger très grave. Pour la sécurité des promeneurs les services de l'Etat envisage une participation financière collective pour dresser une clôture en périphérie du site. Ainsi les services de l'Etat demandent un consensus entre la Commune, l'ONF, les propriétaires riverains et l'exploitant pour financer ce projet. Il paraît donc intolérable qu'un financement public puisse profiter uniquement à une entreprise privée provoquant des risques sur la vie des gens.

4-2-2 Lieux de concentration du public et infrastructure

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

13

Le complexe sportif de Valleroy se situe dans la zone d'aléas faible, mais reçoit la présence de nombreux enfants et adultes pratiquant une activité au sein des associations. Il est impossible de dire aujourd'hui si le risque mortel est avéré en fonction des projections de matériaux en cas de sinistre. La protection des personnes doit primer sur l'intérêt de l'entreprise. Les services de l'Etat sont à même de les protéger. Il convient d'évoquer également l'utilisation de ce site par les enfants fréquentant l'accueil périscolaire et le centre aéré de Valleroy tout au long de l'année. La présence de ligne à haute tension apporte un risque supplémentaire et une probabilité d'accident en chaîne en cas de sinistre.

4-2-4 travaux sur le bâti existant ou ancien

Pour les travaux neufs, des surcoûts importants sont à prévoir pour les pétitionnaires. Les recommandations, pour conforter et sécuriser les habitations anciennes, vont engendrer des dépenses supplémentaires aux riverains concernés sachant que la plupart ont au cours de ces dernières années investi pour isoler et améliorer sans pour cela prévoir la pose de film protecteur ou de triple vitrage.

Non daté

Monsieur LAMORLETTE Christian, Maire de Valleroy

Une visite du site Titanobel a été organisée le Mardi 18 Mai 2010 en présence de Monsieur le Commissaire Enquêteur et de Messieurs les maires de Moineville, Moutiers et Valleroy. Il convient de notifier une remarque émise par le représentant de l'entreprise. En effet, des travaux confortatifs et de sécurité ont été réalisés au cours des dernières années. Des merlons de terre ont été érigés autour des zones de stockage d'explosifs. Hors, le P.P.R.T. tel que présenté, ne tient pas compte de ces modifications. Il serait donc judicieux qu'une étude ou des essais par modélisation soient élaborées. Il est possible que la protection de ces bâtiments ait pour effet de réduire la zone impactée par le périmètre de protection et de sortir les zones habitées de ce périmètre. Je propose donc qu'une étude soit réalisée en tenant compte de l'installation des merlons de terre, conçus pour protéger les sites de stockage et éventuellement réduire les effets de souffle horizontaux. Cette étude pourrait être financée par les pouvoirs publics et pourrait également servir à l'ensemble des sites similaires construits sur le territoire français.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

14

7.2 OBSERVATIONS ECRITES EN MAIRIE DE MOUTIERS

Non daté

KOCKEISEN Aline

Titanobel est une entreprise qui pollue la vie des habitants de Moutiers et d'autres communes sans que les citoyens en soient conscients puisque peu d'entre eux connaissent vraiment la situation du dépôt de dynamite qui se situe sur la commune. Les personnes qui vivent sur la zone à risque ne seront pas les premiers avertis en cas d'incident puisqu'il est impossible d'entendre la sirène justement dans ces lieux à risques. Ils ont aussi des obligations (pose de triple vitrage, de filtres,...). Certains habitations situées en zone blanche pour les affaissements miniers se retrouvent en zones à risque à cause de l'implantation de TITANOBEL (classé SEVESO seuil haut). Il suffirait de quelques mesures pour que cette situation s'améliore et que Moutiers retrouve à peu d'oxygène (baisse du stockage, déplacement du dépôt). Mais les dirigeants ne pensent qu'à leur intérêt financier et non à l'avenir des petites communes déjà bien affectées. Je trouve inadmissible de placer l'argent avant le bien être des citoyens et de laisser un dépôt de dynamite créer un climat malsain au sein d'une population.

Non daté

Madame DAHR Isabelle

Comme en fait état le dossier de PPRT de TITANOBEL, non seulement Moutiers (les autres communes concernées aussi) doivent faire avec le PPRM, mais aussi avec le PPRT, ce qui ne valorise pas du tout le bien être sur cette commune. Si on considère que l'on ne peut plus construire à cause d'un ou de l'autre de ces risques, le futur de Moutiers n'est pas viable, vous notez que 18,16 % des 240 ha concernés sont en aléa faible. Ce pourcentage est situé malheureusement sur la seule zone à relief à d'éventuelles constructions. Et où est le principe de précaution utilisés en d'autres lieux ? Mieux vaudrait déplacer TITANOBEL que faire courir un risque que vous développez dans les différents tableaux. Vous préconisez des mesures de renforcement pour le bâti existant, à savoir que ces maisons ou bâtiment agricoles ou commerciaux existaient avant l'implantation du site classé SEVESO seuil haut. À qui reviendra le financement de ce renforcement ? Vous citez un établissement d'enseignement secondaire juste à la limite de la zone d'aléa faible, hors il s'agit en effet d'une école maternelle pour enfants de 2 à 5 ans. La mairie pourra-t-elle supporter le financement de re-vitrage de ce bâtiment ? (limite de la zone b, voir page 33). Pour la zone proche du stockage TITANOBEL, il est tout à fait possible de l'approcher sans aucune mise en garde, d'ailleurs un abri de chasse s'y trouve en accès libre. Où est la sécurité ? Nous ne parlons pas là d'aléa faible mais d'aléa fort.

20 mai 2010

Monsieur NEZ Daniel, ancien salarié de TITANOBEL

Je souhaite apporter les informations suivantes pour le site de Moutiers. J'atteste que l'ensemble du site dépôt compris ont toujours été régulièrement contrôlés par la DIRE sans remarques. La société n'a jamais dérogé à ses obligations en matière de sécurité, allons même

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

15

Jusqu'à accentuer la prévention dans le domaine. Les personnels sont régulièrement sensibilisés par des journées de formations sur des incidents et de accidents à l'échelon mondial. Sur ce constat les 37,5 ans vécus dans l'entreprise me permettent de confirmer l'engagement et le sérieux de l'entreprise en matière de gestion de la sécurité.

Non daté

Monsieur ZOUNETTI Regnald

A environ 1 km à vol d'oiseau du dépôt TITANOBEL j'ai beaucoup de crainte pour moi-même et mes proches malgré les sécurités qui ne cache pas mes craintes. Et en plus je pense que ce site risque de faire perdre de la valeur marchande en ce qui concerne la futur revente de ma maison. Je pense à mon avis que ce dépôt devrait soit être déplacé soit disparaître.

Non daté

Monsieur CASSE Jean-Claude, Représentant des Riverains

La Société TITANOBEL, anciennement TITANITE, a certes eu l'autorisation de s'installer sur le territoire de la commune de Moutiers. Mais je trouve que de ce fait, il est tout à fait aberrant de voir des habitations exposées à des risques, même si ce ne sont que des risques indirects et dus à des bris de verre en cas d'explosion. S'il y a des risques, pourquoi alors avoir donné sciemment cette autorisation ? Maintenant, les propriétaires ont à charge de sécuriser leurs bâtiments en mettant en place des triples vitrages, ce qui sera une obligation pour les nouvelles constructions, donc avec un coût supplémentaire. Et que dire de la difficulté qu'ils auront pour vendre leur maison et de la dépréciation qu'ils pourraient subir, puisqu'ils sont dans l'obligation de préciser que leur bien se trouve dans une zone à risques. Et tout cela parce qu'une entreprise privée a décidé de s'installer sur le territoire de notre commune. Et si les propriétaires volent leurs biens dépréciés, l'entreprise quant à elle se charge de faire des bénéfices. Comme les propriétaires, la commune doit supporter les obligations que lui impose cette implantation. Ainsi, elle se voit dans l'interdiction de construire dans une des rares zones encore blanche, alors qu'elle vient encore de subir des expropriations, pour risques miniers cette fois. Les personnes expropriées se voient donc contraintes de partir de Moutiers et de reconstruire dans une autre commune. Une autre remarque concernant les exercices. Il faut préciser que lors de chaque exercice, les habitants de Moutiers, dans la rue, n'ont jamais entendu la sirène devant les prévenir du danger, alors que dire de ceux qui sont à l'intérieur. Et comment être avisé de la fin d'alerte si l'on est à l'abri dans sa cave : pas de sirène et impossibilité de capter la radio en FM à Moutiers bas. Qu'arrivera-t-il en cas de véritable alerte ? Cette entreprise est donc fort préjudiciable pour la commune de Moutiers et ses habitants - sans parler des communes environnantes - et on ne peut pas dire qu'elle soit porteuse d'emplois supplémentaires dans la commune. La meilleure solution reste le déplacement de cette entreprise dans une zone où elle n'occasionnerait aucun risque aux habitations et leurs habitants..

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

16

7.3. OBSERVATIONS EN MAIRIE D'AUBOUF

Aucune observation.

7.4. OBSERVATIONS EN MAIRIE DE MOINEVILLE

Aucune observation.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

17

8. LETTRES ANNEXES AU REGISTRE D'ENQUETE

8.1. LETTRES

20 mai 2010

Monsieur et Madame WIECKIEWICZ Krystian à Monsieur le LAMORLETTE Christian, Maire de Valleroy.

« Suite à notre entrevue du 21 avril 2010 et au vu des recommandations préconisées dans le plan de prévention des risques technologiques, vous m'avez conseillé de faire procéder à des travaux sur mon habitation afin de nous protéger face à l'aléa de surpression en prévoyant la pose de vitrage feuilleté (blindé). Ces travaux vont bien entendu entraîner des frais imprévus mais nécessaires pour la protection de moi-même et de mes proches face au danger que la société TITANOBEL nous fait encourir. ...Je sollicite une aide financière de la mairie afin de pouvoir faire exécuter les travaux préconisés, cela relevant de votre mission de protection des habitants de votre commune. Le devis des travaux est en cours de réalisation et vous sera envoyé aussitôt terminé. »

8.2. LETTRE & PV DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE VALLEROY

9 octobre 2009

Monsieur le LAMORLETTE Christian, Maire de Valleroy, à Monsieur le sous-Préfet de Meurthe-Et-Moselle.

« Dans votre courrier en date du 13 août 2009, pour l'affaire citée en objet, vous demandez l'avis du conseil municipal de Valleroy. Après lecture du dossier, je vous transmets les remarques des élus Vallerésiens sur le projet du PPRT. Le conseil municipal en date du 18 mai 2009 a émis un refus sur le PPRT (voir Date de validité). Le conseil municipal, par délibération en date du septembre 2009 émet à nouveau un refus sur le PPRT nouvellement proposé et sur la présence de Titanobel sur le territoire communal de Moutiers pour les raisons suivantes :

- les contraintes environnementales dues à la présence de la société (faune, flore, forêt, création d'un ENS le long du Rawé).
- le danger pour : les riverains, le personnel travaillant sur la ZAC des deux Vallées, les promeneurs, les affouagistes, le personnel ONF, les chasseurs, les usagers circulant sur la RD613...
- les contraintes de constructibilité pour les maisons futures et le développement économique.
- les contraintes financières pour les habitants dans le cadre du renforcement des vitres des maisons pourtant bâties avant l'implantation de la société.
- les problèmes de remboursement des dégâts en cas de sinistre.
- la dévaluation des habitations en cas de revente (patrimoine individuel).
- le danger pour la zone abritant le complexe sportif, culturel et associatif.
- le danger pour le centre périscolaire et le centre aéré.
- le danger pour la salle polyvalente (40 à 50 personnes le week-end).
- le danger en général pour les membres des associations fréquentant le site.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

18

- l'accumulation des risques sur le territoire communal (PPRT, PPRM, PPRI, retrait-gonflements des argiles).
- la construction du dépôt d'explosif sur une zone d'affaissement (PPRM).
- la protection des biens non prise en compte par les services de l'Etat malgré l'expérience qu'ils peuvent avoir sur les PPRM.
- l'installation soumise au régime des Autorisations avec Servitude et classées Seveso seuil haut comme le site AZF de Toulouse avec les conséquences que chacun connaît.
- l'implantation de l'entreprise est postérieure à la construction des habitations. Elle doit supporter l'ensemble des coûts de sécurisation des habitations existantes et futures.
- l'information des citoyens doit être faite par la société, sous sa seule responsabilité et à sa charge.
- la protection du site et de son environnement ne peut en aucun cas être assurée par la commune. La société en est la seule responsable.
- la commune n'a pas les moyens humains et ne peut pas apporter une protection aux riverains, usagers, promeneurs, chasseurs, affouagistes... et ne peut pas assurer leur sécurité.
- L'interdiction de construire des établissements communaux et intercommunaux recevant du public va à l'encontre des investissements déjà effectués et futur.
- La présence de lignes à haute tension risque de produire des accidents en chaîne en cas de sinistre.
- la présence de deux baraques de chasse à proximité du dépôt expose les chasseurs à un risque certain.
- concernant les équipements et les usages, l'Etat doit prendre la responsabilité d'autoriser ou interdire les aires de stationnement, les rassemblements et les manifestations, le stationnement de caravanes ou de camping-cars. Ce n'est pas au maire ou au conseil municipal d'endosser cette responsabilité due encore une fois à la présence d'un dépôt d'explosifs et par conséquent d'un danger permanent.
- Des solutions ont pourtant été proposées lors des précédentes réunions à savoir
- réduction du volume de stockage.
- déplacement des dépôts plus au Nord du territoire de Moutiers.
- déplacement de l'usine sur une zone libre de contrainte avec un financement Public ou Privé.
- destruction des habitations avec une indemnisation pour les habitants.

Enfin, je tiens à rappeler le déroulement de la Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC) et notamment sur la représentativité des personnes consultées et exposées aux risques:

- | | |
|---|--------|
| → le collège des communes (9 000 habitants) | 1 voix |
| → le collège des riverains (700 habitants) | 1 voix |
| → le collège de l'entreprise (PDG soit une personne) | 1 voix |
| → le collège du personnel de l'entreprise (7 personnes) | 1 voix |
| → les services de l'Etat (non concernés) | 1 voix |

On peut ainsi constater que les habitants des communes forment la quasi-totalité des personnes risquant de subir des dommages mais ne représentent que 40% des personnes appelées à se prononcer »

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

19

8.3. PV DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE MOUTIERS

25 mai 2009

Extrait du PV des délibérations du Conseil Municipal

« Le site industriel exploité sur la commune de Moutiers par la Sté TITANOBEL est classé site "Seveso II" (seuil haut) et doit en conséquence faire l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques. Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif au PPRT, les Conseils Municipaux des communes concernées Moutiers Valleroy, Moineville et Auboué sont appelés à formuler leur avis sur les nouvelles dispositions du projet d'arrêté de prescription du PPRT d'avril 2009. En application des articles L 515-5 à L 515-22 et R 515-39 à R 515-50 code de l'environnement relatifs aux PPRT, le projet d'arrêté fixera le règlement des dispositions à respecter relatives aux biens, à l'exercice de toutes activités, à tous travaux, à toutes constructions et installations afin de limiter, voire diminuer la vulnérabilité des enjeux soumis à un aléa technologique. Le PPRT rendra servitude publique ; il sera annexé au Plan Local d'Urbanisme ou au Plan d'Occupation des Sols et revêtira un caractère d'obligation d'application par le Maire. Les infractions aux prescriptions édictées par le PPRT seront punies par des peines prévues à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme. Le projet d'élaboration du PPRT rappelle cependant qu'un accident majeur est toujours susceptible de se produire malgré les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant. Il convient donc de réduire l'exposition des populations aux risques par la maîtrise de l'urbanisation. Le nombre total des populations des villages concernés et soumises risque l'explosion est de l'ordre de 1450 personnes (bris de vitres, impact de projectif et effondrement des structures). Les quatre communes concernées subissent également d'autres aléas. En effet, un PPRT (Plan de Prévention des Risques d'inondation) en cours d'élaboration (rivières Orne et Wolgot) et un PPRM (Plan de Prévention des Risques Minier) contraignent très fortement les territoires de nos communes limitant les possibilités d'extension. Par courrier du 06 octobre 2008, Monsieur le Sous-préfet de Briey, en concertation avec les services de l'Etat (DRIRE et DDAE) et suite aux différentes réunions de travail en Sous-préfecture de Briey, accordait la possibilité aux communes de Moutiers et Valleroy d'augmenter de 20 % au maximum - soit 280 personnes ou 95 nouvelles habitations - en zone d'aléa faible (zone de 20 à 30 mbar). Lors de la réunion du 07 avril 2009 en Mairie de Valleroy, Monsieur le Maire de Moutiers proposait aux responsables de la société TITANOBEL de mettre à leur disposition et sans aucune contrepartie financière le terrain se trouvant en face de l'habitation du gardien du site pour y installer les 2 dépôts d'explosifs. Les deux communes de Moutiers et Valleroy ne seraient plus, par conséquence, soumises aux risques définis par le PPRT. Les Maires des communes de Moutiers, Valleroy, Auboué et Moineville rappellent aux services de l'Etat que la Société d'explosifs n'est installée sur ce site que depuis les années 1975. Compte-tenu des éléments rappelés ci-dessus et compte-tenu des contraintes subies, le Conseil Municipal de la Commune de MOUTIERS :

- Émet un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL à Moutiers, projet soumis à concertation publique.
- Demande que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

20

24 août 2009

Extrait du PV des délibérations du Conseil Municipal

« Le Conseil Municipal,

Après avoir pris connaissance du bilan de la concertation relative au projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques de la Société TITANOBEL qui s'est tenue du 25 avril au 25 mai 2009.

- Confirme les observations formulées lors de sa délibération du 25 mai 2009
- Émet un avis défavorable au projet de PPRT du site TITANOBEL
- Demande que l'Etat exige le déplacement du site permettant ainsi que les populations ne soient plus exposées aux risques et que les communes puissent mener à bien leurs projets d'extension.
- Demande à l'Etat d'alléger les contraintes des Plans de Prévention (PPRT - PPRM) qui contraignent fortement le développement des villes.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

21

2. ANALYSE DES OBSERVATIONS

SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE MOUTIERS

Cette commune est la plus concernée du périmètre d'étude. Ainsi, 36% du territoire communal est affecté soit 244 hectares dont 18,16 de zone actuellement urbanisée (7,5 %) sont situés en zone d'aléa faible. Les enjeux se trouvent au Sud du ban communal. On dénombre ainsi 148 logements de type individuels (pavillonnaires ou non), situés rue Général Mangin, Paul Labbé, E Jungblut, rue des Godots, rue des Chenevrières, 5 immeubles collectifs et la cité de Metz qui regroupe 90 logements anciens de type jumelés. En matière d'activité, outre la société TITANOBEL qui se trouve hors des parties urbanisées de la commune, on recense un garage automobile et une exploitation agricole dans la zone d'aléa faible. La commune est dotée d'un POS approuvé le 19 décembre 2001. Les projets communaux exprimés dans le POS montrent qu'une zone d'extension de l'urbanisation est envisagée en zone d'aléa faible (zone 1NA de 8,03 ha). Mais cette zone est également affectée en partie par l'aléa minier. Mise à part les zones urbaines existantes, le reste du périmètre d'études à MOUTIERS est à vocation agricole ou naturelle. Le foyer Lucien Woll d'une capacité maximal théorique de 205 personnes limité par la commune à 140 (rue Jungblut) joue le rôle de MJC ou de salle des fêtes.

Les possibilités d'extension de cette commune sont très réduites et les éventuelles ouvertures à l'urbanisation à MOUTIERS auront du mal à concilier les besoins et les contraintes de développement de la commune de MOUTIERS avec les principes de prévention et de protection des populations.

Ce point ne semble pas avoir été assez exploré lors de la concertation préalable au PPRT ou les conditions de l'étude ne permettaient pas d'avoir une représentativité équitable (voir composition de la CLIC).

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

22

SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE VALLEROY

23% du territoire communal est affecté par l'aléa technologique. Cela représente 281 hectares dont 15,71 de zone actuellement urbanisée qui sont situés en zone d'aléa faible. Une cinquantaine de logements est concernée. Il s'agit des constructions du lotissement St Sébastien, de la rue du stade et la route d'Auboué. Ces habitations sont essentiellement de type pavillonnaire à l'exception de la résidence Saint-Paul. Deux entreprises industrielles, localisées dans la zone d'activité des 2 vallées, sont également exposées (société Eurotube et Liccardi). On note également la présence d'une exploitation agricole dans le périmètre de la zone de danger. Le reste du territoire est composé d'espaces forestiers et agricoles. La chasse, le ramassage de champignons ainsi que les ballades en forêt y sont pratiqués occasionnellement. La commune est dotée d'un POS approuvé le 26 mars 2002. Il n'existe pas dans le périmètre d'étude de zone d'urbanisation future. Les seules zones urbaines sont celles déjà existantes, le reste du périmètre étant classé en zone ND (zone à vocation naturelle) ou NC (zone à vocation agricole) du POS. Des équipements sportifs (tennis, stade de football, salle de sport d'une capacité maximale théorique de 303 personnes) accueillent de façon temporaire de nombreuses personnes. Par ailleurs, la présence d'une halte garderie et d'une cantine scolaire à proximité immédiate du périmètre d'études engendre une concentration ponctuelle de jeunes enfants dans le périmètre d'influence lors des dessertes en transports en commun (repas du midi et après les horaires d'école).

La présence de jeunes enfants dans le domaine d'influence lors des dessertes en transports en commune ne permet pas d'admettre que ce plan est convenable.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

23

SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE D'AUBOUF

La commune est dotée d'un POS approuvé le 26 septembre 2000. Les projets communaux exprimés dans le POS montrent que 0,27 hectares de zone d'extension de l'urbanisation (zone 1NA) est située en zone d'aléa faible. Ce petit périmètre prolonge en réalité une zone 1NA qui se trouve hors de la zone d'aléa. Le reste du périmètre d'étude est classé en zone Nd.

Cette commune n'est pas affectée par le PPRT, d'où l'absence d'observations au registre d'enquête publique.

SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE MOINEVILLE

La commune est dotée d'un POS approuvé le 22 février 2002 et il n'existe pas de zone urbaine ou d'urbanisation future dans le périmètre. Le périmètre d'études concerne donc exclusivement des zones naturelles.

Cette commune n'est pas affectée par le PPRT, d'où l'absence d'observations au registre d'enquête publique.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/05/2010

Enquête Publique

24

SUR L'ABSENCE DE SIGNALISATION ET DE MAÎTRISE DES RISQUES À LA SOURCE

Une visite des lieux et bois environnant a permis de constater l'insuffisance de signalisation.

Par ailleurs, les promeneurs peuvent se rendre sans difficulté sur le site Titanobel qui lors de l'enquête publique n'était pas protégé par un grillage.

Le site n'est pas à l'abri d'un acte de vandalisme ou de terrorisme vu les protections « apparemment » légères des locaux.

Pour la sécurité des promeneurs les services de l'Etat envisage une participation financière collective pour dresser une clôture en périphérie du site et demandent un consensus entre la Commune, l'ONF, les propriétaires riverains et l'exploitant pour financer ce projet. Il est injuste qu'un financement public puisse profiter uniquement à une entreprise privée provoquant des risques sur la vie des gens.

SUR LES PRÉSCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES CONSTRUCTIONS

Il ne semble pas admissible que ce soit aux administrés de supporter les coûts de renforts de leurs menuiseries afin de répondre aux recommandations du PPRT. À titre d'exemple, qui prendrait en charge le renforcement des vitrages de l'école maternelle pour enfants de 2 à 5 ans à Moutiers ? est-ce à la mairie de supporter ce coût ? D'ailleurs un habitant de Valleroy demande dans son courrier du 20 mai 2010 la prise en charge des travaux de protection.

Une proposition de partage du coût entre l'entreprise, la commune et le propriétaire de l'habitation pourrait-elle être envisagée ?

La question des assurances et des responsabilités des constructeurs n'est pas abordée.

La question des dévaluations des biens et des éventuelles indemnisations relatives à ces pénalités ne sont pas abordées.

Globalement, les habitants des communes concernées par le PPRT ont l'impression d'être lésés sans pour autant avoir une contrepartie. Pourquoi ? Pour l'intérêt national ou pour l'intérêt d'une société ? D'autant plus que ces habitants, en particulier ceux de Moutiers, sont durement touchés par le FPRM.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

25

SUR LES SUGGESTIONS DE DÉMÉNAGEMENT DU SITE ET LES RISQUES D'AFFAISSEMENT DU SITE

Le déménagement du site TITANOBEL serait coûteux et mettrait l'entreprise en péril. Par ailleurs, cette démarche comporte le risque de simplement déplacer le problème vers d'autres communes sans pour autant le régler.

Cependant, un élément qui pourrait être en faveur de cette option est le fait que Les bâtiments de la société sont construits sur une zone affaissement minier progressif.

SUR LES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT (NATURE, AIR)

Aucun élément du dossier ne permet de mesurer ces risques. La PPRT ne prendrait-il en compte que les risques pour les personnes et les biens ?

SUR LA REPRÉSENTATIVITÉ DES COLLEGES PARTICIPANT À LA CLIC

La Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC) comprend 5 voix dont seulement une voix pour les 9000 habitants du collège des communes (1), une voix pour les 700 habitants du collège des riverains (1), mais une voix pour le PDG de la société (collège de l'entreprise, une voix pour les 7 personnes du collège du personnel de l'entreprise et une voix pour les services de l'Etat (non concernés).

Le commissaire-enquêteur ne comprend pas cette répartition des voix qui minimise considérablement le poids des habitants dans les décisions.

SUR LE BÉNÉFICE DES ASSOCIATIONS SPORTIVES DES SALLES ET TERRAINS D'ACTIVITÉS À VALLEROY

Il est impensable de priver les associations sportives des terrains et bâtiments destinés à leurs activités sans avoir étudié toutes les solutions qui pourraient permettre de libérer l'emprise des ces lieux du périmètre du PPRT.

D'autre part les risques engendrés par la ligne haute tension n'ont pas été considérés.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

26

SUR LE NON CONSIDÉRATION DES MERLONS DE TERRE DANS LA MODÉLISATION DES RISQUES

Des merlons de terre sont érigés autour des zones de stockage d'explosifs et le P.P.R.T ne tient pas compte de ces merlons conçus pour protéger les sites de stockage et réduire les effets de souffle horizontaux. Le commissaire-enquêteur s'est questionné sur l'impact de ces merlons sur les résultats de la modélisation. Il serait intéressant et capital de réaliser une étude tenant compte de l'installation des merlons de terre.

SUR LA DÉFICIENCE DES AVERTISSEMENTS SONORES

Le commissaire-enquêteur s'est rendu sur le site TITANOBEL et a pu constater que la sirène sonore n'est pas située assez haut et fait face à un barrage végétal qui atténue considérablement l'onde acoustique. D'ailleurs, lors de l'exercice de sécurité effectué en septembre 2008, un des points d'amélioration soulevé lors du débriefing était la sirène de Titanobel qui ne peut pas être entendue par tous les habitants de Moutiers et d'Auboué. Une étude technique était recommandée pour parer à ce problème. Le commissaire-enquêteur est surpris de ne pas voir d'améliorations en mai 2010.

SUR LA SÉCURITÉ AU SEIN DU SITE

Le commissaire-enquêteur s'est rendu sur le site TITANOBEL et a pu constater que les mesures de sécurité dans le site sont correctes mais pas draconiennes comme on pourrait l'imaginer pour un site fabricant et stockant des explosifs.

Reste quelques zones d'ombres comme la possibilité à une personne mal intentionnée de prendre pour cible les équipements contenant le produit explosif sans aucune difficulté (lors de l'ouverture des rideaux métalliques en été par exemple).

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

27

10. ANALYSE DE L'ETUDE COMPLÉMENTAIRE

Lors de la visite du site TITANOBEL le 18 mai 2010, le commissaire-enquêteur a demandé à Monsieur Jérôme COUPPEY, Directeur Régional Nord-Est de TITANOBEL, une étude complémentaire sur la modification des risques technologiques en fonction du déplacement des dépôts de quelques centaines de mètres vers la forêt.

Cette étude a été réalisée et transmise dans le courrier du 8 juin 2010 qui est reporté ci-après.



Monsieur BENELMIK,
Commissaire enquêteur dans le cadre de l'enquête
publique liée à l'élaboration du PPRT associé à
l'établissement TITANOBEL de Moutiers

Adressé par André ROGERMAN
Maire de Vireux - 21310
Tél. 03.80.47.21.11 - Fax 03.80.47.21.21
Vireux-sous-Montbéliard (Doubs)

Vireux, le 8 juin 2010

Vu en : courrier électronique du 26 mai 2010
N° de : ARNS - 117/2010

Objet : demande d'étude complémentaire dans le cadre de l'enquête publique associée à l'élaboration du PPRT
associé à l'établissement TITANOBEL de Moutiers

Monsieur le Commissaire enquêteur,

Par courrier électronique du 26 mai 2010, vous nous avez demandé de bien vouloir vous
transmettre une étude complémentaire sur la modification du périmètre de risques
technologiques en fonction du déplacement des dépôts de quelques centaines de mètres vers la
forêt.

Bien que la responsabilité de l'élaboration du PPRT incombent à l'autorité préfectorale, nous
vous apportons par la présente les éléments demandés.

En premier lieu, nous souhaitons rappeler que le périmètre de risque retenu dans le cadre de
l'élaboration du PPRT de notre établissement de Moutiers a été fixé par Monsieur le Préfet sur
le fondement des documents suivants émis par TITANOBEL :

- étude de dangers révisée J de mai 2002 et ses compléments n° 1 du 23 mai 2004 et n° 2
du 24 mars 2006,
- étude technique-décisionnelle de réduction des risques du 5 mars 2007.

Ces documents ont démontré que nos installations sont compatibles avec leur environnement et
conformes aux règles d'isolement fixées par le code de l'environnement et les textes
réglementaires en découlant. Ces documents ont également permis aux services de l'Etat de
vérifier que l'ensemble des mesures de maîtrise des risques d'un point de vue technologique
mais également économique a bien été envisagé afin de réduire autant que possible le risque
technologique à la source.

En l'espèce, notre installation de Moutiers est aujourd'hui parfaitement conforme aux
réglementations qui lui sont applicables et TITANOBEL bénéficie de toutes les
autorisations administratives requises pour poursuivre son exploitation.

Pour répondre plus précisément à votre question, vous trouverez ci-joint plus de 10 pages
une planche examinant des variantes de déplacement des dépôts.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

28



Référence ARNS 117/2010 du 8 juin 2010 - suite n° 1

- o Cas n° 1 : déplacement de quelques mètres de nos dépôts dans les limites de
propriété de TITANOBEL : l'implantation projetée des dépôts a été retenue afin de
rester conforme avec les règles d'isolement imposées par le code du travail pour les
activités pyrotechniques (décret n° 79-846 et article 16 de l'arrêté du 20 avril 2007).
Ce premier plan met en exergue que le déplacement de quelques mètres de nos
dépôts, permet certes de limiter l'impact sur certaines surfaces de la commune de
Moutiers, mais induit de fait des impacts nouveaux sur d'autres surfaces, notamment
sur la commune de Valleroy. D'autre part, cette configuration placerait la route
départementale n° 613, qui est très fréquentée, en zone d'Aléa Moyen (Zone 24 dite
zones des effets significatifs selon l'arrêté du 20 avril 2007) en lieu et place de la
zone d'Aléa faible (Zone 25 dite zone des effets indirects selon l'arrêté du 20 avril
2007).

- o Cas n° 2 : déplacement de nos dépôts de telle sorte que les constructions actuelles
des communes de Moutiers et Valleroy ne soient plus impactées sans prendre en
compte la problématique « propriété ». L'implantation telle que retenue dans ce
cas, se situe sur des terrains dont nous n'avons pas la maîtrise foncière.

Ce plan laisse apparaître que la commune de Brieley, et notamment une zone
pavillonnaire dense, serait impactée. D'autre part, la route départementale n° 613 se
retrouverait en toute limite de la zone d'Aléa Fort (Zone 23 dite zones des effets
graves selon l'arrêté du 20 avril 2007) en lieu et place de la zone d'Aléa faible (Zone
25 dite zone des effets indirects selon l'arrêté du 20 avril 2007).

- o Cas n° 3 : déplacement de nos dépôts sur des terrains propriété de la commune
de Moutiers (cette hypothèse nous a été suggérée par Monsieur le Maire de Moutiers
lors de notre rencontre en avril 2009).

Ce dernier plan relève que les zones d'habitations des communes de Moutiers et
Valleroy ne seraient plus impactées, mais une partie de la zone pavillonnaire de la
commune de Brieley le serait. Par ailleurs, la route départementale n° 613 se
retrouverait en toute limite de la zone d'Aléa Très Fort (Zone 22 dite zones des effets
très graves selon l'arrêté du 20 avril 2007), situation qui serait non conforme à l'arrêté
du 20 avril 2007.

Ces trois pré-études de transfert de nos installations de stockage, qui ne sauraient avoir examiné
de façon exhaustive la conformité en termes d'impact, démontrent qu'un déplacement ne
pourrait « régler » de façon simple la problématique d'exposition du bâti des communes
environnantes aux effets accidentels liés à notre activité. Dans certains cas, l'exposition
serait même étendue à de nouveaux enjeux.

Il convient aussi de rappeler que les capacités de stockage autorisées aujourd'hui ont été
établies au plus juste afin à la fois de mettre le site à hauteur au niveau réglementaire
(diminution des capacités de stockage suite à l'évolution de l'urbanisation) et afin de nous
permettre de travailler avec des contraintes adaptées à nos activités.

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

29



Référence AR/NS 117/2010 du 9 juin 2010 - suite n° 2

Pour rappel, le site de Moutiers a initialement été autorisé pour un stockage unitaire de 40 tonnes d'explosifs dans deux dépôts (arrêté préfectoral (AP) n° 672 et 672 bis du 31 décembre 1976), puis pour une production journalière de 80 tonnes associée à deux dépôts de 40 tonnes chacun (arrêté préfectoral n° 13546 du 4 février 1980 autorisant la société SAMIFER).

Ces conditions de stockage ont été revues « à la baisse » compte tenu des évolutions de l'urbanisation pour être réduites à deux dépôts de 25 tonnes par arrêté préfectoral du 10 septembre 1999, puis à 21,5 tonnes pour un des deux dépôts par arrêté préfectoral du 22 mai 2003.

Ces capacités, qui ont déjà de fait été réduites sous la pression de l'urbanisation nouvelle, ne sauraient aujourd'hui être réduites sans hypothéquer l'équilibre économique de l'exploitation.

Par ailleurs, un déplacement de nos dépôts aurait un coût élevé que nous estimons à 1,5 millions d'euros (hors acquisitions foncières éventuelles). Ce coût englobe les frais liés à l'ingénierie nécessaire aux diverses autorisations administratives préalables à tout projet industriel de ce type (dossier de demande d'autorisation d'exploiter, dossier relatif à la demande de permis de construire...) et ceux liés à la construction. Vous comprendrez aisément qu'un tel investissement pour modifier une situation parfaitement conforme au plan réglementaire (ce qui est attesté par les administrations de tutelle) ne saurait être acceptable par TITANOBEL, d'autant plus qu'il est totalement incompatible avec les capacités d'investissement générées aujourd'hui par notre activité.

Nous nous permettons également d'insister sur le fait que toutes les mesures sont prises par TITANOBEL afin que les scénarii d'accident retenus pour l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques aient une probabilité d'occurrence aussi faible que possible. Malheureusement le risque ne peut être totalement occulté. Les dispositions réglementaires prises par le législateur, et cela malgré leur caractère pouvant être jugé pénalisant, permettent d'éviter que la population ne se densifie dans des zones où des risques industriels ne peuvent être totalement occultés.

C'est bien là l'objectif d'un PPRT au demeurant peu contraignant par rapport à ceux élaborés pour d'autres sites Seveso (qui prescrivent des mesures d'expropriation par exemple), PPRT qui ne saurait remettre en cause une activité industrielle préexistante dont l'exploitant a toujours pris soin de maîtriser la conformité aux réglementations applicables.

Restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez souhaiter,

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire enquêteur, l'assurance de notre considération distinguée.

Jean-Paul REYNAUD
Directeur DRISE

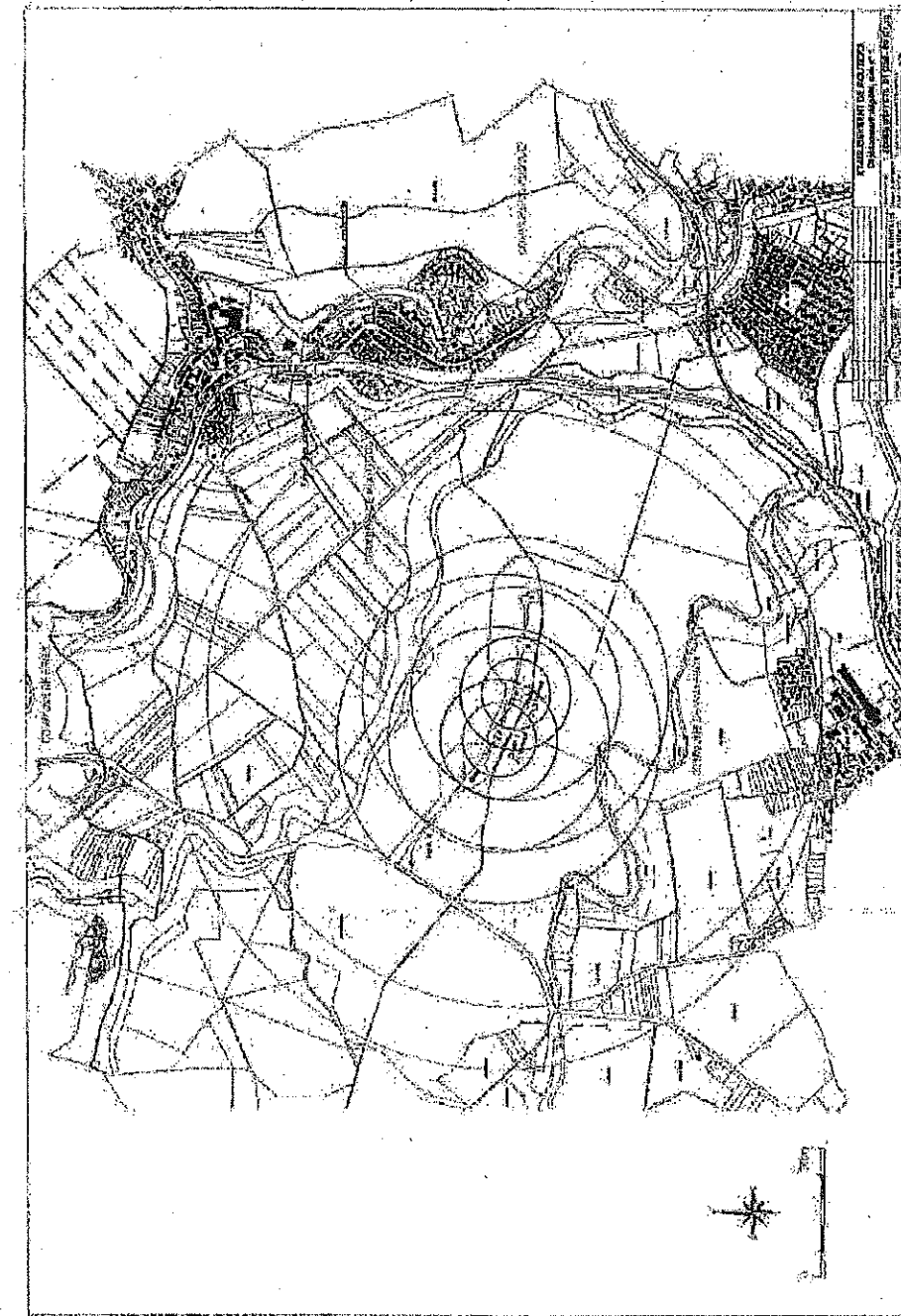
P.J. : 3 plans

Copies externes : DREAL Lorraine (Mrs. Privé - Tejeda Cruz)
Copies internes : P - DC - DR - CD - DRISE - ISE - Dossier siège

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

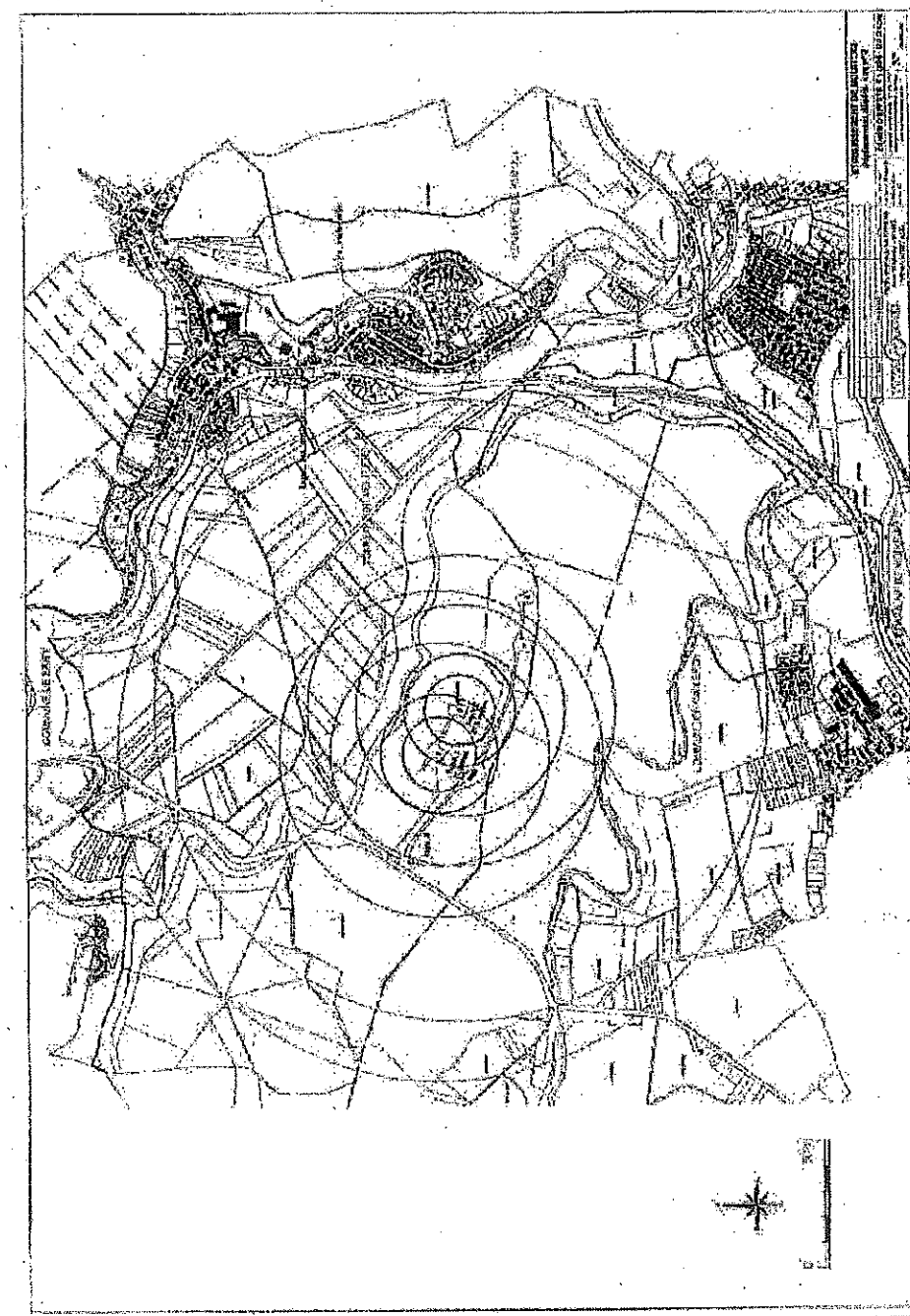
30



du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

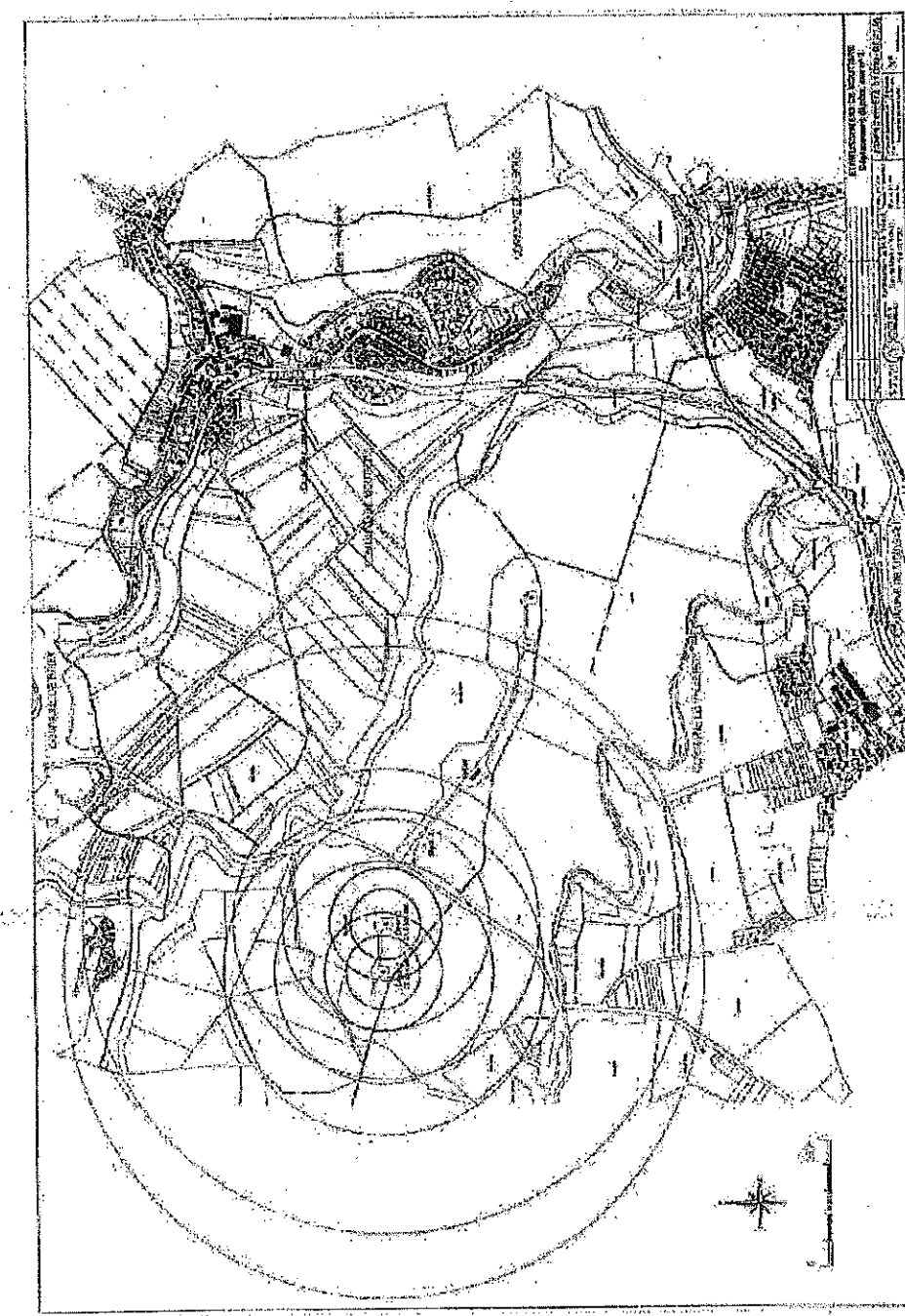
31



Enquête Publique

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

32



Enquête Publique

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

33

AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR SUR LES CONCLUSIONS DE CETTE ÉTUDE
COMPLÉMENTAIRE

Avant tout, le commissaire-enquêteur remercie la société pour la réalisation de cette étude qu'elle a assumée à sa charge.

Cette note insiste sur la conformité de l'installation, mais l'enjeu principal n'est pas uniquement la conformité de l'installation mais le devenir des communes avoisinantes du site. Certes, ce n'est peut-être pas le rôle du PPRT de prendre en considération les enjeux socio-économiques, mais alors à quel niveau ces paramètres sont-ils pris en compte dans la procédure ?

Analyse du cas 1 :

est-ce que l'impact sur Valleroy est important par rapport à la « libération » de Moutiers de la contrainte du PPRT, cette commune étant affectée aussi par le PPRM ? Ca mériterait concertation entre les deux communes.

Analyse des cas 2 et 3 :

est-ce qu'une zone pavillonnaire prime devant une commune affectée par un PPRM (Moutiers) et une commune dont les établissements d'activités sportives et sociales risquent d'être fermés (Valleroy) ?

Ca mérite concertation entre Briey, Valleroy et Moutiers. Même observations pour les routes départementales.

Conclusion :

Cette étude a permis de montrer qu'il y a possibilité d'atténuer les impacts socio-économiques sur les communes de Moutier, Valleroy et éventuellement de Briey sans pénaliser la société en déplaçant sur une petite distance les sites de stockage sans réduire leur capacité.

FAIT A HOUEMONT, LE 22 JUIN 2010

LE COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR


RIAD BENELMIR

du 26 avril au 26 mai 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

34

PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE

Communes de
MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUE

Enquête Publique
du 26 mai au 26 avril 2010

Plan de Prévention des Risques Technologiques du site TITANOBEL à Moutiers

Conclusions
du Commissaire-Enquêteur

RIAD BENELMIR

22 juin 2010

ENQUETE PUBLIQUE

DU 26 MAI AU 26 AVRIL 2010

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DU SITE TITANOBEL A
MOUTIERS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE ET MOSELLE	0
1. RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUETE	2
2. AVIS MOTIVE	3

du 26 mai au 26 avril 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

1

1. RAPPEL DE L'OBJET DE L'ENQUETE

Etablissement soumis à Autorisation avec Servitudes (SEVESO seuil haut), l'établissement TITANOBEL à MOUTIERS fait l'objet d'un PPRT dont la procédure officielle de son élaboration a été lancée par l'arrêté préfectoral de prescription n° 2007-626 du 8 octobre 2007. Le PPRT devait être approuvé dans les 18 mois suivant l'intervention de l'arrêté de prescription. Considérant les difficultés à aboutir à un consensus avec les différentes personnes et organismes associés lors des réunions sur l'élaboration du projet de règlement notamment sur l'urbanisme futur des villes de MOUTIERS et VALLEROY, le délai d'approbation du PPRT a été prolongé d'un an par arrêté préfectoral du 7 avril 2009. Durant toute la période d'élaboration du projet de plan, l'ensemble des personnes concernées (exploitant, collectivités locales, État, associations...) était informé et consulté via les modalités d'association et de concertation définies dans l'arrêté préfectoral de prescription. Un bilan de la concertation a été réalisé et envoyé aux personnes et organismes associés. Ces derniers ont été consultés sur le projet de PPRT. Le projet de plan, modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les organismes associés, a été soumis à la présente enquête publique qui a duré un mois, du 26 avril au 26 mai 2010.

du 26 mai au 26 avril 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

2

2. AVIS MOTIVE

A Moutiers, les possibilités d'extension de la commune sont très réduites et les éventuelles ouvertures à son urbanisation auront du mal à concilier les besoins et les contraintes de développement de la commune de MOUTIERS avec les principes de prévention et de protection des populations. Ce point ne semble pas avoir été assez exploré lors de la concertation préalable au PPRT ou les conditions de l'étude ne permettaient pas d'avoir une représentativité équitable (voir composition de la CLIC).

A Valleroy, la présence de jeunes enfants dans le domaine d'influence lors des déplacements en transports en commune ne permet pas d'admettre que ce plan est convenable.

Une visite des lieux et bois environnant a permis de constater l'insuffisance de signalisation. Par ailleurs, les promeneurs peuvent se rendre sans difficulté sur le site Titanobel qui lors de l'enquête publique n'était pas protégé par un grillage. Le site n'est pas à l'abri d'un acte de vandalisme ou de terrorisme vu les protections « apparemment » légères des locaux. Pour la sécurité des promeneurs les services de l'Etat envisagent une participation financière collective pour dresser une clôture en périphérie du site et demandent un consensus entre la Commune, l'ONF, les propriétaires riverains et l'exploitant pour financer ce projet. Est-il admissible qu'un financement public puisse profiter à une entreprise privée ?

Il n'est pas admissible que ce soit aux administrés de supporter les coûts de renforts de leurs menuiseries afin de répondre aux recommandations du PPRT. Une proposition de partage du coût entre l'entreprise, la commune et le propriétaire de l'habitation devrait être envisagée, en abordant aussi la question des assurances et des responsabilités des constructeurs. La question des dévaluations des biens et des éventuelles indemnités relatives à ces pénalités ne sont pas abordées. Globalement, les habitants des communes concernées par le PPRT ont l'impression d'être lésés sans pour autant avoir une contrepartie, d'autant plus que ces habitants, en particulier ceux de Moutiers, sont durement touchés par le PPRM.

Le déménagement du site TITANOBEL serait coûteux et mettrait l'entreprise en péril. Par ailleurs, cette démarche comporte le risque de simplement déplacer le problème vers d'autres communes sans pour autant le régler. Cependant, un élément qui pourrait être en faveur de cette option est le fait que Les bâtiments de la société sont construits sur une zone affaiblissement minier progressif.

Aucun élément du dossier ne permet de mesurer les risques sur l'environnement.

Le commissaire-enquêteur ne comprend pas cette répartition des voix au sein de la Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC) qui minimise considérablement le poids des habitants dans les décisions.

Il est impensable de priver les associations sportives des terrains et bâtiments destinés à leurs activités sans avoir étudié toutes les solutions qui pourraient permettre de libérer l'emprise des ces lieux du périmètre du PPRT.

Le commissaire-enquêteur s'est questionné sur l'impact des merlons de terre érigés autour des zones de stockage d'explosifs sur les résultats de la modélisation sur lesquels était basé le PPRT. Il serait intéressant et capital de réaliser une étude tenant compte de l'installation des merlons de terre.

Le commissaire-enquêteur a constaté que la sirène sonore du site TITANOBEL n'est pas située assez haut et fait face à un barrage végétal qui atténuerait considérablement l'onde sonore. D'autre part les mesures de sécurité dans le site sont correctes mais pas draconiennes comme on pourrait l'imaginer pour un site fabricant et stockant des explosifs. Il n'est pas impossible qu'une personne mal intentionnée puisse prendre pour cible les équipements contenant le produit explosif sans aucune difficulté.

La note complémentaire réalisée par la société TITANOBEL, à la demande du commissaire-enquêteur, insiste sur la conformité de l'installation, mais l'enjeu principal n'est pas uniquement la conformité de l'installation mais le devenir des communes avoisinantes du site. Certes, ce n'est peut-être pas le rôle du PPRT de prendre en considération les enjeux socio-économiques, mais alors à quel niveau ces paramètres sont-ils pris en compte dans la procédure ? Cette étude a permis de montrer qu'il y a possibilité d'atténuer les impacts socio-économiques sur les communes de Moutier, Valleroy (et éventuellement de Briey), sans pénaliser la société TITANOBEL, en déplaçant sur une petite distance les sites de stockage et sans réduire leur capacité.

COMPTE-TENU DES ELEMENTS CITES CI-DESSUS, J'EMETS UN AVIS DEFAVORABLE AU PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES DU SITE TITANOBEL A MOUTIERS.

FAIT A HOUEMONT, LE 22 JUIN 2010

LE COMMISSAIRE-ENQUÊTEUR


RENAUD BELLMIR

du 26 mai au 26 avril 2010 | 22/05/2010

Enquête Publique

3

du 26 mai au 26 avril 2010 | 22/06/2010

Enquête Publique

4

ANNEXE 14

Réponses aux remarques du commissaire enquêteur faites dans son analyse des observations formulées lors de l'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du 26 mai au 26 juin 2010 sur les communes de MOUTIERS, VALLEROY, MOINEVILLE et AUBOUÉ. A l'issue, le commissaire enquêteur a synthétisé les différentes remarques qui lui ont été formulées et a émis un avis défavorable sur le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Les réponses qui sont apportées à l'analyse des observations formulées lors de l'enquête publique du Commissaire Enquêteur sont retranscrites en dessous de chaque remarque.

Une copie du rapport d'enquête publique sur lequel s'appuie cette synthèse est disponible en annexe 11 de la présente note de présentation.

1. SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE MOUTIERS

« Cette commune est la plus concernée du périmètre d'étude. Ainsi, 36% du territoire communal est affecté soit 244 hectares dont 18,16 de zone actuellement urbanisée (7,5 %) sont situés en zone d'aléa faible. Les enjeux se trouvent au Sud du ban communal. On dénombre ainsi 148 logements de type individuels (pavillonnaires ou non), situés rue Général Mangin, Paul Labbe, E Jungblut, rue des Godots, rue des Chenevières, 5 immeubles collectifs et la cité de Metz qui regroupe 90 logements anciens de type jumelés. En matière d'activité, outre la société TITANOBEL qui se trouve hors des parties urbanisées de la commune, on recense un garage automobile et une exploitation agricole dans la zone d'aléa faible. La commune est dotée d'un POS approuvé le 19 décembre 2001. Les projets communaux exprimés dans le POS montrent qu'une zone d'extension de l'urbanisation est envisagée en zone d'aléa faible (zone INA de 8,03 ha). Mais cette zone est également affectée en partie par l'aléa minier. Mise à part les zones urbaines existantes, le reste du périmètre d'études à MOUTIERS est à vocation agricole ou naturelle. Le foyer Lucien Woll d'une capacité maximal théorique de 205 personnes limité par la commune à 140 (rue Jungblut) joue le rôle de MJC ou de salle des fêtes.

Les possibilités d'extension de cette commune sont très réduites et les éventuelles ouvertures à l'urbanisation à MOUTIERS auront du mal à concilier les besoins et les contraintes de développement de la commune de MOUTIERS avec les principes de prévention et de protection des populations.

Ce point ne semble pas avoir été assez exploré lors de la concertation préalable au PPRT ou les conditions de l'étude ne permettaient pas d'avoir une représentativité équitable (voir composition de la CLIC). »

Il convient en tout premier lieu de noter que, contrairement à ce qui est affiché dans la délibération du 25 mai 2009 de la commune de Moutiers, aucune procédure de plan de prévention des risques inondations n'est engagée sur la commune. D'ailleurs, la rivière Orne ne concerne qu'une frange très réduite (voire nulle) en zone naturelle au sud-est du territoire communal.

Sur le fond de la question, il est indéniable que la commune de Moutiers est affectée par de nombreux risques au premier rang desquels le risque minier. Des procédures d'expropriation pour cause d'utilité publique ont d'ailleurs été engagées pour prendre en compte des phénomènes d'effondrements brutaux sur la commune (2007 sur Moutiers Haut).

Dans le prolongement de la Directive Territoriale d'Aménagement des bassins miniers Nord Lorrains approuvée par décret le 2 août 2005, un plan de prévention des risques miniers a été approuvé le 17 novembre 2009 sur la commune. La commune de Moutiers est donc considérée comme une commune très contrainte au regard des risques puisque 64% de ses zones urbaines (soit 91 hectares) sont affectés par de l'aléa minier.

Ces éléments sont repris de façon explicite dans le rapport de présentation du Plan de Prévention des Risques Technologiques présenté en enquête publique, page 35. Il y est notamment indiqué : « Compte tenu de la contrainte minière et d'une topographie particulière et difficile, les seules possibilités de développement de la commune se trouvent en zone d'aléa faible technologique. C'est pourquoi les réunions d'association ont acté le principe d'une ouverture à l'urbanisation limitée en quantité dans la zones d'aléa faible [...] ».

Par ailleurs, lors des réunions de concertation et des Personnes et Organismes Associés (POA), les services de l'État n'ont jamais remis en cause le principe d'un développement de l'urbanisation à Moutiers même en zone d'aléa faible technologique.

Suite aux élections municipales de mars 2008, la nouvelle municipalité a proposé un secteur qui serait susceptible d'être ouvert à l'urbanisation sur le plateau (au lieu dit de la Côte des Hauts) de 14,3 hectares. Ce secteur est à l'écart du tissu urbain actuel et de son offre urbaine.

Cette proposition est apparue démesurée au regard de la situation démographique de la commune et des besoins de développement de la commune.

En effet, la commune de Moutiers connaît une déprise démographique depuis 1968 (2712 habitants en 1968 contre 1774 habitants en 2007). Les raisons de cette baisse sont nombreuses : processus de désindustrialisation, vieillissement de la population, expropriation et risques miniers, etc. La taille moyenne des ménages est actuellement de l'ordre de 2,3.

Le projet de PPRT qui a été présenté en enquête publique offre la possibilité à la commune de corriger son évolution démographique actuellement très défavorable sur une surface de 6,82 hectares, par l'urbanisation de surfaces actuellement dévolues à l'agriculture.

Si l'on prend comme hypothèse une densité de 12 habitations individuelles à l'hectare (hypothèse volontairement minimale n'intégrant pas les possibilités de densification de l'habitat par de l'habitat collectif et ne prenant pas en compte une densité plus forte dans le prolongement du Grenelle de l'environnement), le cumul des zones permettraient d'accueillir de l'ordre de 84 ménages soit environ 200 personnes, ce qui est compatible avec un développement raisonné de l'urbanisation sur Moutiers.

Et ceci sans préjudice des solutions intercommunales qui peuvent être envisagées, comme le rappelle la Directive Territoriale d'Aménagement approuvée le 2 août 2005.

Enfin, la proposition de la commune de Moutiers concernait des secteurs où l'effet de surpression est évalué à 35-50 mbar. Dans ces zones, les contraintes de constructibilités pour d'éventuels constructeurs auraient été encore plus élevées, contraintes que dénonce par ailleurs la commune de Moutiers.

Le projet de PPRT concilie donc les besoins de développement de la commune avec les principes de la prévention des risques, et ce point était expliqué dans les documents présentés en enquête publique.

Le point concernant la représentativité du CLIC est traité par ailleurs.

2. SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE VALLEROY

« 23% du territoire communal est affecté par l'aléa technologique. Cela représente 281 hectares dont 15,71 de zone actuellement urbanisée qui sont situés en zone d'aléa faible. Une cinquantaine de logements est concernée. Il s'agit des constructions du lotissement St Sébastien, de la rue du stade et la route d'Auboué. Ces habitations sont essentiellement de type pavillonnaire à l'exception de la résidence Saint-Paul. Deux entreprises industrielles, localisées dans la zone d'activité des 2 vallées, sont également exposées (société Eurotube et Liccardi). On note également la présence d'une exploitation agricole dans le périmètre de la zone de danger. Le reste du territoire est composé d'espaces forestiers et agricoles. La chasse, le ramassage de champignons ainsi que les ballades en forêt y sont pratiqués occasionnellement. La commune est dotée d'un POS approuvé le 26 mars 2002. Il n'existe pas dans le périmètre d'étude de zone d'urbanisation future. Les seules zones urbaines sont celles déjà existantes, le reste du périmètre étant classé en zone ND (zone à vocation naturelle) ou NC (zone à vocation agricole) du POS. Des équipements sportifs (tennis, stade de football, salle de sport d'une capacité maximale théorique de 303 personnes) accueillent de façon temporaire de nombreuses personnes. Par ailleurs, la présence d'une halte garderie et d'une cantine scolaire à proximité immédiate du périmètre d'études engendre une concentration ponctuelle de jeunes enfants dans le périmètre d'influence lors des dessertes en transports en commun (repas du midi et après les horaires d'école).

La présence de jeunes enfants dans le domaine d'influence lors des dessertes en transports en commun ne permet pas d'admettre que ce plan est convenable. »

La présence non permanente de véhicules de transport en commun de jeunes enfants en bordure du périmètre d'études a été signalé lors des différentes réunions d'association afin, le cas échéant, d'envisager un déplacement pour ne pas exposer inutilement de nouvelles personnes aux risques technologiques..

Cette vulnérabilité, qui demeure réduite, ne représente qu'une faible part des 710 et 683 personnes équivalentes comptabilisées dans la zone des effets indirects sur la vie humaine par bris de vitre en cas de détonation des dépôts 1 et 2 respectivement. Dans ces conditions elle n'a fait l'objet d'aucune proposition de prescription ou de recommandation des Personnes et Organismes Associés (POA) dans le cadre de l'élaboration du projet de PPRT.

Il a par contre été indiqué parmi les recommandations (et non parmi les prescriptions) :

« Afin de limiter l'exposition temporaire ou prolongée de personnes dans ces zones d'aléa, il est recommandé aux gestionnaires et personnes concernées :

- De ne pas autoriser de nouvelles aires de stationnement et/ou retournement de transports collectifs dans les zones soumises aux aléas. »*

En tout état de cause, rien n'interdit aux organismes concernés, s'ils en ont la possibilité, de déménager ces infrastructures en dehors des zones d'aléas. Ces aménagements peuvent être réalisés indépendamment du cadre du Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Concernant ce problème spécifique soulevé par le Commissaire Enquêteur, les services de l'état demeurent ouverts, y compris lors de réunion non strictement sensu liées au PPRT, à évoquer ce sujet avec l'ensemble des acteurs concernés pour examiner si des améliorations peuvent être trouvées.

3. SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE D'AUBOUE

« La commune est dotée d'un POS approuvé le 26 septembre 2000. Les projets communaux exprimés dans le POS montrent que 0,27 hectares de zone d'extension de l'urbanisation (zone INA) sont situés en zone d'aléa faible. Ce petit périmètre prolonge en réalité une zone INA qui se trouve hors de la zone d'aléa. Le reste du périmètre d'étude est classé en zone Nd.

Cette commune n'est pas affectée par le PPRT, d'où l'absence d'observations au registre d'enquête publique. »

Cette remarque n'appelle aucun commentaire.

4. SUR LES ENJEUX POUR LA COMMUNE DE MOINEVILLE

« La commune est dotée d'un POS approuvé le 22 février 2002 et il n'existe pas de zone urbaine ou d'urbanisation future dans le périmètre. Le périmètre d'études concerne donc exclusivement des zones naturelles.

Cette commune n'est pas affectée par le PPRT, d'où l'absence d'observations au registre d'enquête publique. »

Cette remarque n'appelle aucun commentaire.

5. SUR L'ABSENCE DE SIGNALISATION ET DE MAITRISE DES RISQUES A LA SOURCE

« Une visite des lieux et bois environnant a permis de constater l'insuffisance de signalisation.

Par ailleurs, les promeneurs peuvent se rendre sans difficulté sur le site TITANOBEL qui lors de l'enquête publique n'était pas protégé par un grillage.

Le site n'est pas à l'abri d'un acte de vandalisme ou de terrorisme vu les protections « apparement » légères des locaux.

Pour la sécurité des promeneurs les services de l'Etat envisagent une participation financière collective pour dresser une clôture en périphérie du site et demandent un consensus entre la Commune, l'ONF, les propriétaires riverains et l'exploitant pour financer ce projet. Il est injuste qu'un financement public puisse profiter uniquement à une entreprise privée provoquant des risques sur la vie des gens. »

Il est exact que, dans la configuration actuelle, il est possible que des personnes extérieures (promeneurs...) à l'entreprise pénètrent dans la zone des effets très graves pour la vie humaine (Z1 et Z2). La maîtrise foncière et l'interdiction de pénétrer dans ces zones amélioreraient la sécurité des riverains. Cette mesure n'est cependant envisageable que dans le cadre d'un consensus entre les différentes parties concernées (mairie, Office National des Forêts, propriétaires des terrains, exploitants).

Les services de l'Etat ont déjà indiqué à plusieurs reprises qu'ils seraient très favorables à la pose d'une clôture permettant de matérialiser cette interdiction.

Cette disposition ne pouvant cependant pas être prescrite à l'exploitant, du fait qu'il n'est pas propriétaire de ces terrains, l'inspection des installations classées ne peut que proposer qu'un consensus soit établi entre les différentes parties concernées pour édifier cette clôture. Ce consensus ne s'applique pas au financement de cette clôture (le mot « financement » ne figure pas dans les documents présentés en enquête publique), mais uniquement à un accord avec les propriétaires des terrains concernés, notamment les collectivités et l'ONF pour que l'exploitant puisse légalement clôturer cette zone à ses propres frais. L'exploitant s'était d'ailleurs engagé à financer la fourniture et la pose de cette clôture si on lui accordait le droit de le faire.

Pour la précision, il convient de bien souligner à nouveau qu'il est prévu que cette clôture soit implantée au niveau de la zone de dangers très graves pour la vie humaine, comme l'indiquent les documents présentés en enquête publique, et non en périphérie du site comme l'écrit le commissaire enquêteur.

Les aspects de vandalisme et de terrorisme ne sont pas intégrés dans l'étude de dangers car ils relèvent d'une logique autre que celle traitée par le Code de l'Environnement. Des dispositions spécifiques, relevant des forces de l'ordre (police, gendarmerie), sont prescrites dans un autre cadre réglementaire.

A noter toutefois que les aléas ayant servi à établir le PPRT sont notamment basés sur l'explosion de la totalité de la masse d'explosifs renfermés par le dépôt, ce qui revient à en prendre en compte les effets quels que soient les scénarii aboutissant à ce type de phénomène dangereux.

6. SUR LES PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS SUR LES CONSTRUCTIONS

« Il ne semble pas admissible que ce soit aux administrés de supporter les coûts de renforts de leurs menuiseries afin de répondre aux recommandations du PPRT. A titre d'exemple, qui prendrait en charge le renforcement des vitrages de l'école maternelle pour enfants de 2 à 5 ans à Moutiers ? Est-ce à la mairie de supporter ce coût ? D'ailleurs un habitant de Valleroy demande dans son courrier du 20 mai 2010 la prise en charge des travaux de protection.

Une proposition de partage du coût entre l'entreprise, la commune et le propriétaire de l'habitation pourrait-elle être envisagée ?

La question des assurances et des responsabilités des constructeurs n'est pas abordée.

La question des dévaluations des biens et des éventuelles indemnisations relatives à ces pénalités n'est pas abordée.

Globalement, les habitants des communes concernées par le PPRT ont l'impression d'être lésés sans pour autant avoir une contrepartie. Pourquoi ? Pour l'intérêt national ou pour l'intérêt d'une société ? D'autant plus que ces habitants, en particulier ceux de Moutiers, sont durement touchés par le PPRM. »

Les problèmes évoqués par le Commissaire Enquêteur concernent quatre points :

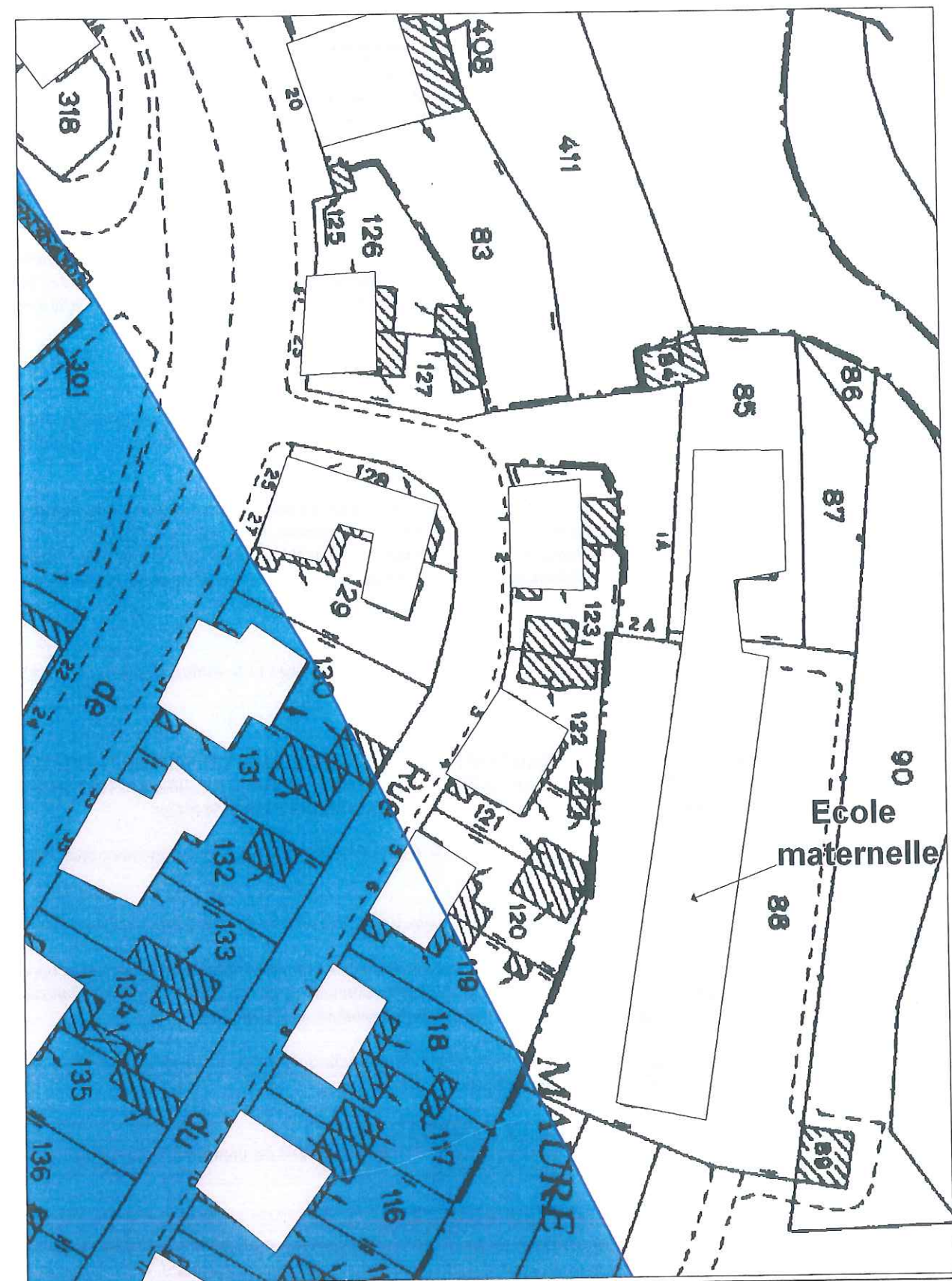
- Les modalités de financement des travaux sur le bâti,*
- La dévaluation des biens immobiliers,*
- Le rôle des assurances,*
- La responsabilité du constructeur.*

Point 1 : Les modalités de financement des travaux sur le bâti :

La totalité des bâtiments concernés se trouve en zone d'aléa faible surpression. Le PPRT de Titanobel recommande sans le rendre obligatoire la mise en place de mesures préventives sur les éléments des constructions les plus sensibles à l'effet de surpression dynamique tel que le renforcement des vitrages, le filmage des vitres, le renforcement des bâtiments à structure métallique.

Cette option de la recommandation plutôt que la prescription a été retenue lors des réunions d'association à la demande des élus et des riverains.

Sur ce point spécifiquement, le projet de règlement d'urbanisme a été modifié marginalement suite à l'enquête publique, afin de corriger une légère ambiguïté. La version présentée en consultation, dans la partie « II.4.1 - Dispositions relatives aux projets nouveaux et existants » (applicable aux zones urbanisables soumises à un effet de surpression entre 20 et 35 mBar), interdit la construction ou l'aménagement de différents types de bâtiments, ainsi que « les vérandas et les verrières » et « les bâtiments à structure métallique ». On pourrait en déduire que les vérandas, verrières et bâtiments à structure métallique existants dans les zones concernées sont interdits, donc devraient être détruits. Or ce n'est pas l'esprit de ce qui a été présenté et discuté avec les personnes et organismes associés à l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques.



Point 2 : La dévaluation des biens immobiliers :

La dépréciation de la valeur des biens immobiliers est certes une question légitime mais, si elle s'avérait fondée, elle n'est actuellement pas traitée par les textes réglementaires concernant la mise en oeuvre des PPRT. On peut cependant souligner que les prix de l'immobilier dépendent de nombreux facteurs (offre et demande de logements en premier lieu, proximité des services, emplacement des habitations, des équipements et infrastructures, conjoncture ...) indépendants du PPRT et rien ne permet de conclure que les PPRT vont systématiquement entraîner une baisse des prix de l'immobilier.

Il convient de noter également que la question de la valeur des biens immobiliers a déjà été abordée dans les documents soumis à l'enquête publique, page 5 du document « Avis des personnes et organismes associés » :

« 7. La dévaluation des habitations en cas de revente

La présence de cette installation et de ses dangers est connue depuis plusieurs dizaines d'années et a fait l'objet de porter à connaissance auprès des 4 communes concernées ayant en charge l'urbanisme sur le territoire de leur commune. Les plans d'occupation des sols ou plans locaux d'urbanisme applicables de ces communes reprennent ces éléments d'information concernant ce risque. »

Point 3 : Le rôle des assurances :

Cet aspect n'est pas traité dans le chapitre II – Maîtrise de l'urbanisation autour des établissements industriels à risque – relatif au PPRT de la loi du 30 juillet 2003, mais dans son chapitre IV – Indemnisation des victimes de catastrophe technologique.

Ainsi, il serait opportun de rappeler que la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit qu'en cas d'accident survenant dans une installation classée et endommageant un grand nombre de biens immobiliers, l'état de catastrophe technologique est décidé par l'autorité administrative pour déclencher l'indemnisation des dommages comme cela peut exister pour les catastrophes naturelles.

Point 4 : La responsabilité du constructeur :

Il s'agit là d'un sujet beaucoup plus général traitant des litiges entre le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui n'est pas strictement lié au PPRT.

7. SUR LES SUGGESTIONS DE DEMENAGEMENT DU SITE ET LES RISQUES D'AFFAISSEMENT DU SITE

« Le déménagement du site TITANOBEL serait coûteux et mettrait l'entreprise en péril. Par ailleurs, cette démarche comporte le risque de simplement déplacer le problème vers d'autres communes sans pour autant le régler.

Cependant, un élément qui pourrait être en faveur de cette option est le fait que Les bâtiments de la société sont construits sur une zone affaissement minier progressif. »

La note de présentation au Plan de Prévention des Risques Technologiques produite en enquête publique aborde le sujet du risque d'affaissement minier à la page 5 :

« Remarque concernant l'aspect minier : Le site de TITANITE se situe en partie sur une zone d'aléa affaissement progressif. Les études de l'exploitant démontrent, sur la base des connaissances minières actuelles, qu'un affaissement entraînerait une déformation du bâtiment de stockage mais ne générerait pas d'explosion des produits explosifs stockés. »

Dans la mesure où les affaissements ne contribuent pas à la probabilité de détonation du dépôt, ils ne sont pas pris en compte dans la démarche du Plan de Prévention des Risques Technologiques.

8. SUR LES RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT (NATURE, AIR)

« Aucun élément du dossier ne permet de mesurer ces risques. Le PPRT ne prendrait-il en compte que les risques pour les personnes et les biens ? »

L'article L. 515.15 du Code de l'Environnement, relatif au PPRT, indique que :

« L'Etat élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de délimiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et qui y figuraient au 31 juillet 2003, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.

L'Etat peut élaborer et mettre en œuvre de tels plans pour les installations mises en service avant le 31 juillet 2003 et ajoutées à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 postérieurement à cette date.

Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. »

L'étude des dangers produite par la société TITANOBEL ne fait apparaître aucun des phénomènes dangereux évoqués par le Commissaire Enquêteur.

9. SUR LA REPRESENTATIVITE DES COLLEGES PARTICIPANT A LA CLIC

« La Commission Locale d'Information et de Concertation (CLIC) comprend 5 voix dont seulement une voix pour les 9000 habitants du collège des communes (!), une voix pour les 700 habitants du collège des riverains (!), mais une voix pour le PDG de la société (collège de l'entreprise, une voix pour les 7 personnes du collège du personnel de l'entreprise et une voix pour les services de l'Etat (non concernés).

Le commissaire enquêteur ne comprend pas cette répartition des voix qui minimise considérablement le poids des habitants dans les décisions. »

Le CLIC (Comité Local d'Information et de Concertation) est constitué de cinq collèges : Administration, Collectivités territoriales, Exploitants, Riverains et Salariés.

Ces cinq collèges sont définis à l'article D.125-30 du Code de l'Environnement ; ils sont égaux..

L'article D.125-31 du même code précise que l'avis concernant le projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés.

Cet article stipule : « (...) Le comité est associé à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan, en application de l'article L. 515-22. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés. Sur décision du président ou à la demande d'une majorité des membres d'un collège, il peut être procédé à un vote par collège. Dans ce cas, le résultat des votes au sein de chaque collège est joint à l'avis du comité ; (...) »

Ces règles ont été respectées.

10. SUR LE BENEFICE DES ASSOCIATIONS SPORTIVES DES SALLES ET TERRAINS D'ACTIVITES A VALLEROY

« Il est impensable de priver les associations sportives des terrains et bâtiments destinés à leurs activités sans avoir étudié toutes les solutions qui pourraient permettre de libérer l'emprise des ces lieux du périmètre du PPRT.

D'autre part les risques engendrés par la ligne haute tension n'ont pas été considérés. »

Concernant l'usage des équipements sportifs, la remarque du commissaire enquêteur n'est pas fondée : aucune prescription ni recommandation proposées à l'enquête publique ne restreint l'usage d'un équipement collectif existant.

Bien au contraire, il est expliqué à la page 36 du rapport de présentation ainsi que dans l'analyse des avis des personnes et organismes associés (pages 5 et 25 du document « Avis des personnes et organismes associés ») que la recommandation suivante a été retirée du projet de Plan de Prévention des Risques Technologiques : « ne pas autoriser les rassemblements ou manifestations de nature à exposer le public dans les zones soumises aux aléas ».

Cette modification est intervenue suite aux remarques émises à l'occasion de la réunion du CLIC le 3 juillet 2009.

Les lignes électriques sont implantées à plusieurs centaines de mètres des installations, elles ne sont pas susceptibles de générer des risques pour les équipements industriels.

11. SUR LE NON CONSIDERATION DES MERLONS DE TERRE DANS LA MODELISATION DES RISQUES

« Des merlons de terre sont érigés autour des zones de stockage d'explosifs et le P.P.R.T ne tient pas compte de ces merlons conçus pour protéger les sites de stockage et réduire les effets de souffle horizontaux. Le commissaire enquêteur s'est questionné sur l'impact de ces merlons sur les résultats de la modélisation. Il serait intéressant et capital de réaliser une étude tenant compte de l'installation des merlons de terre. »

Cette remarque n'est pas fondée : la page 6 de la note de présentation fournie en enquête publique indique que l'installation d'un merlon sur le 4^{ème} côté de chaque dépôt a été imposée par l'arrêté préfectoral du 7 août 2007. La raison d'être de ce merlon est clairement expliquée : « éviter la détonation quasi-simultanée d'un dépôt et d'un camion ».

La liste des phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du Plan de Prévention des Risques Technologiques, à la même page de la note de présentation, comporte la détonation d'un dépôt ou d'un camion, mais jamais les deux simultanément.

Par contre, sur des longues distances un merlon n'a pas d'effet de réduction de surpression.

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques a donc bien été élaboré en prenant en compte l'existence des merlons, et cela est clairement expliqué dans la note de présentation fournie en enquête publique.

12. SUR LA DEFICIENCE DES AVERTISSEMENTS SONORES

« Le commissaire enquêteur s'est rendu sur le site TITANOBEL et a pu constater que la sirène sonore n'est pas située assez haut et fait face à un barrage végétal qui atténuera considérablement l'onde acoustique. D'ailleurs, lors de l'exercice de sécurité effectué en septembre 2008, un des points d'amélioration soulevé lors du débriefing était la sirène de Titanobel qui ne peut pas être entendue par tous les habitants de Moutiers et d'Auboué. Une étude technique était recommandée pour parer à ce problème. Le commissaire enquêteur est surpris de ne pas voir d'améliorations en mai 2010. »

Les sirènes ont pour but d'avertir la population d'un départ d'incendie sur le site, qu'une détonation est redoutée et que les personnes doivent se protéger. Il s'agit d'une mesure d'intervention en cas d'urgence, intégrée au Plan Particulier d'Intervention (PPI), mais qui ne relève pas du PPRT. Elle sera traitée dans ce dernier cadre.

13. SUR LA SECURITE AU SEIN DU SITE

« Le commissaire enquêteur s'est rendu sur le site TITANOBEL et a pu constater que les mesures de sécurité dans le site sont correctes mais pas draconiennes comme on pourrait l'imaginer pour un site fabricant et stockant des explosifs.

Reste quelques zones d'ombres comme la possibilité à une personne mal intentionnée de prendre pour cible les équipements contenant le produit explosif sans aucune difficulté (lors de l'ouverture des rideaux métalliques en été par exemple). »

Comme cela a été indiqué précédemment, la lutte contre la malveillance n'est pas du domaine ni de l'étude des dangers, ni du Plan de Prévention des Risques Technologiques.

Ce domaine est suivi par les forces de l'ordre (police, gendarmerie) qui mènent leurs propres inspections dans le cadre réglementaire spécifique à ces aspects.

14. AVIS DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR SUR LES CONCLUSIONS DE CETTE ETUDE COMPLEMENTAIRE

« Avant tout, le commissaire enquêteur remercie la société pour la réalisation de cette étude qu'elle a assumée à sa charge.

Cette note insiste sur la conformité de l'installation, mais l'enjeu principal n'est pas uniquement la conformité de l'installation mais le devenir des communes avoisinantes du site. Certes, ce n'est peut-être pas le rôle du PPRT de prendre en considération les enjeux socio-économiques, mais alors à quel niveau ces paramètres sont-ils pris en compte dans la procédure ?

Analyse du cas 1 :

est-ce que l'impact sur Valleroy est important par rapport à la « libération » de Moutiers de la contrainte du PPRT, cette commune étant affectée aussi par le PPRM ? Ca mériterait concertation entre les deux communes.

Analyse des cas 2 et 3 :

est-ce qu'une zone pavillonnaire prime devant une commune affectée par un PPRM (Moutiers) et une commune dont les établissements d'activités sportives et sociales risquent d'être fermés (Valleroy) ?

Ca mérite concertation entre Briey, Valleroy et Moutiers. Même observations pour les routes départementales.

Conclusion :

Cette étude a permis de montrer qu'il y a possibilité d'atténuer les impacts socioéconomiques sur les communes de Moutier, Valleroy et éventuellement de Briey sans pénaliser la société en déplaçant sur une petite distance les sites de stockage sans réduire leur capacité. »

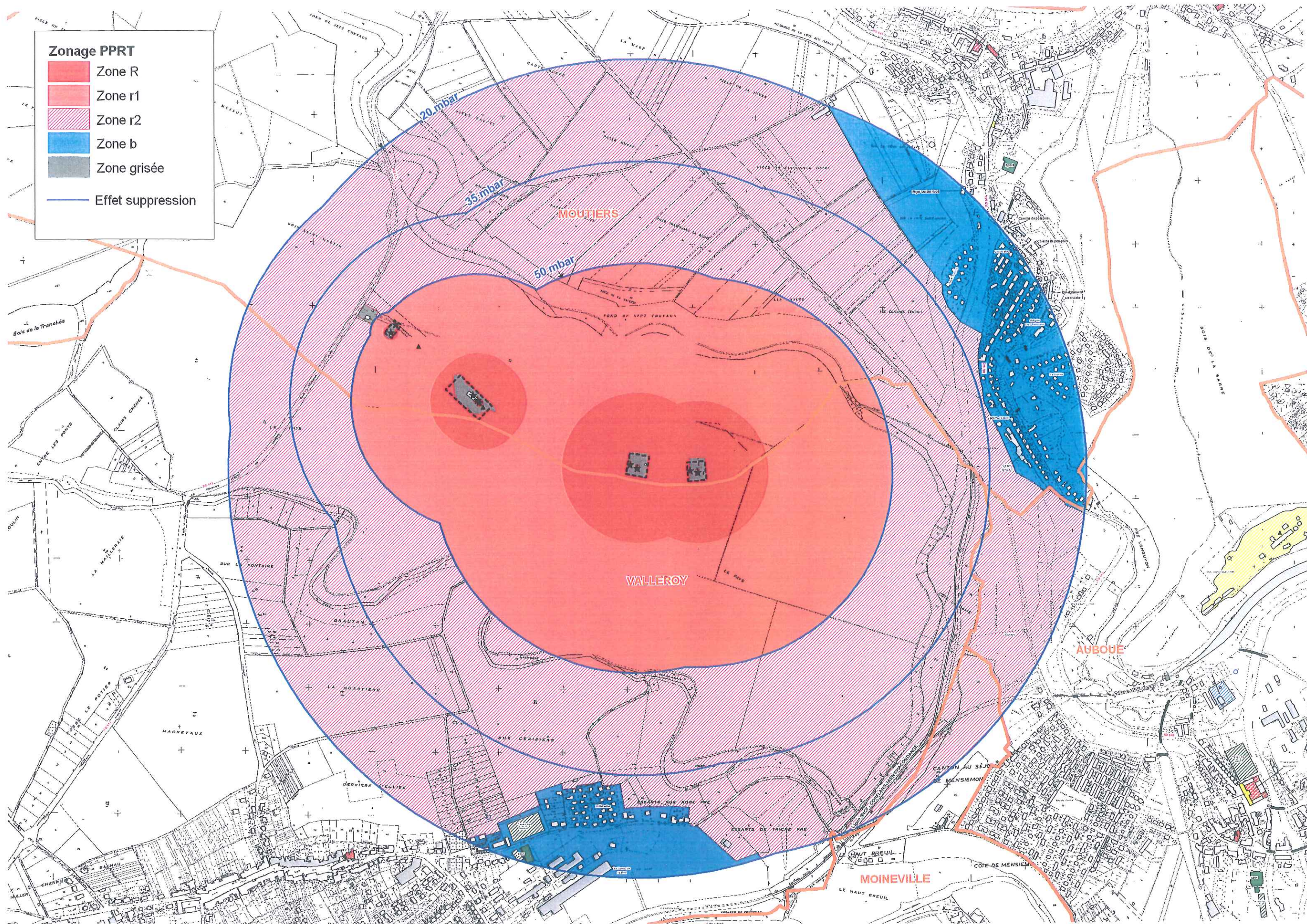
Comme l'indique le Commissaire Enquêteur : « la réglementation ne permet pas d'imposer la délocalisation du site exploité par la société TITANOBEL à MOUTIERS au regard des actions de réduction de risque à la source mises en œuvre et de l'éloignement du site vis-à-vis des la population voisine. » (cf. page 5 du document « Avis des personnes et organismes associés » annexé à la note de présentation du PPRT)

La décision de demander la création d'un nouveau dépôt à quelques centaines de mètres des stockages existants appartient au seul exploitant et ne peut pas lui être imposée dans l'état actuel de la réglementation.

Par contre, rien n'interdit aux différentes communes concernées, en association avec l'industriel, d'examiner l'opportunité et l'acceptabilité socio économique d'un tel projet. Cette démarche dépasse cependant largement le cadre de ce PPRT.

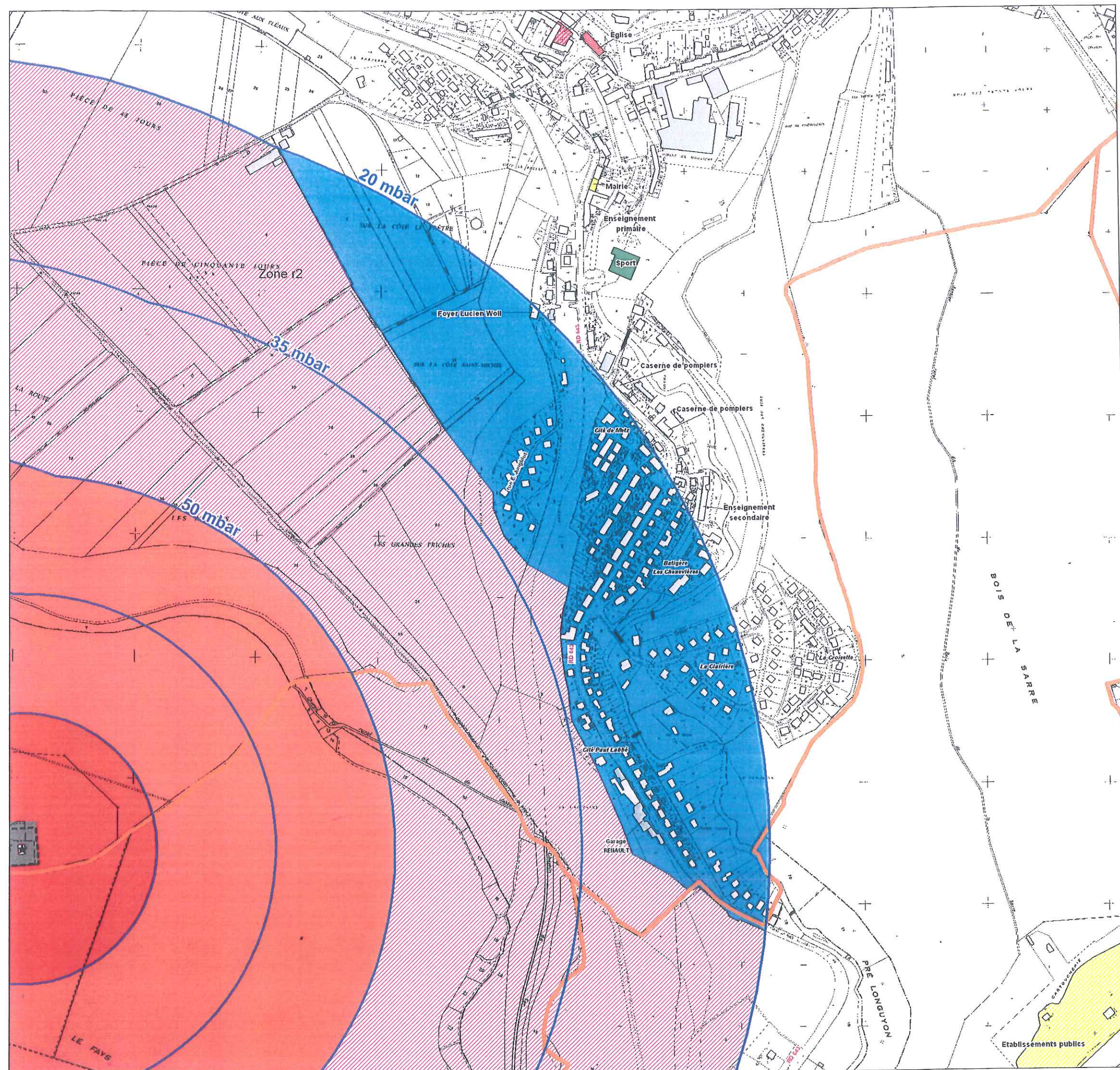
Zonage PPRT

- Zone R
- Zone r1
- Zone r2
- Zone b
- Zone grisée
- Effet suppression



Commune de Moutiers

Effet surpression



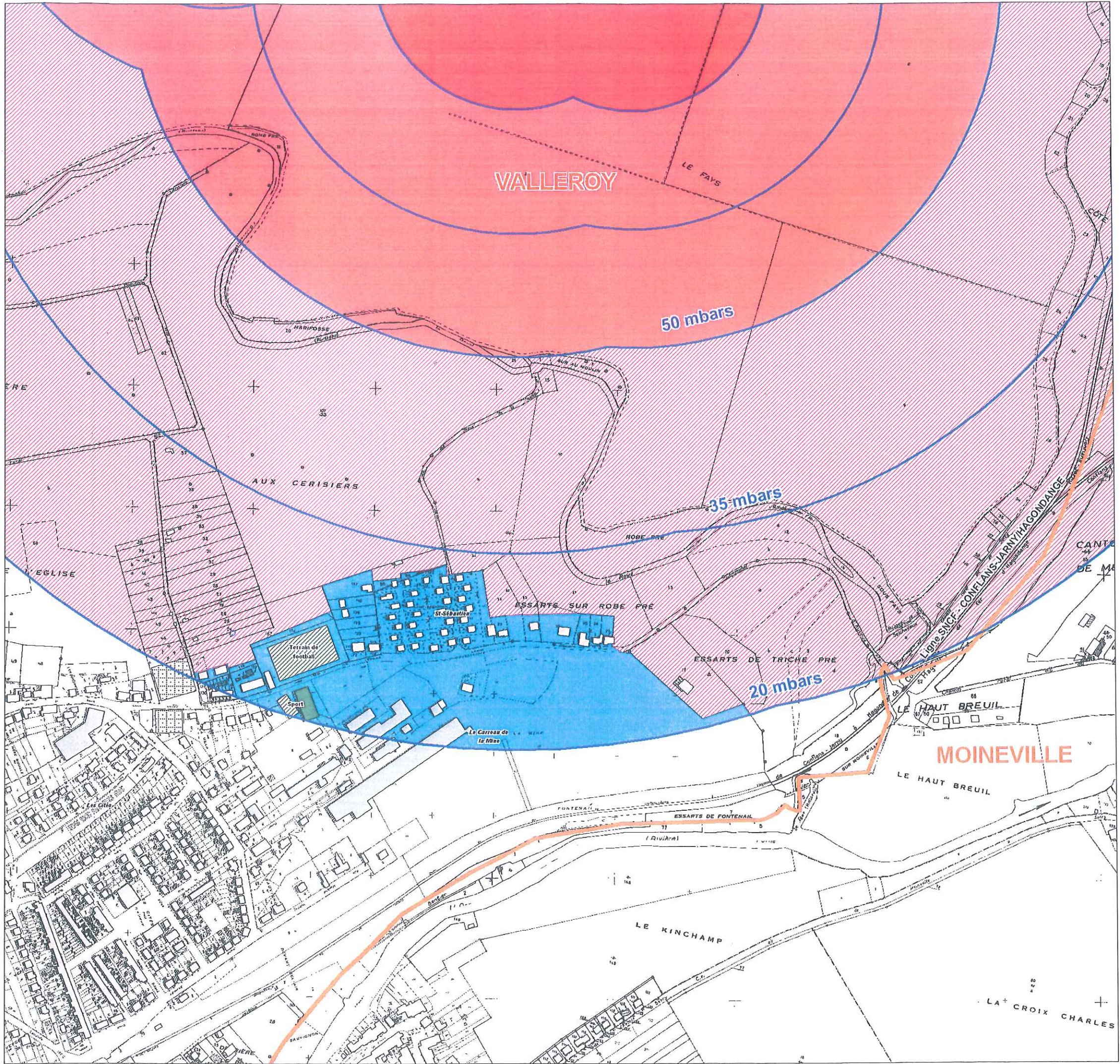
Légende PPR

- Zone R
- Zone r1
- Zone r2
- Zone b
- Zone grisée

Effet surpression

Commune de Valleroy

Effet surpression



Légende PPR

- Zone R
- Zone r1
- Zone r2
- Zone b
- Zone grisée

Effet surpression